QUAND LYAUTEY PARLE...

Je ne sais pas de nos jours un homme d'action, à l'exception peut-être de M. Raymond Poincaré, qui ait tenu les registres de sa vie avec l'exactitude minutieuse et continue du maréchal Lyautey. Ses archives ont un plan, une suite et un ordre qu'un bibliothécaire professionnel envierait. Tout y est à sa place et à sa date. Aucune confusion encombrée ne gêne ou ne retarde les recherches. Sur un signe, les documents arrivent pour vérifier ou compléter les souvenirs qu'une exceptionnelle mémoire a amassés. L'action vaut par la méthode. Les grands conducteurs d'hommes n'ont pas de temps à perdre ou de forces à gaspiller. J'ai toujours été frappé par l'hommage que Taine, peu suspect de partialité enthousiaste, rendait aux *atlas*, à toute heure complets et ouverts, de Napoléon. Le maréchal Lyautey est de la même école. Il sait travailler et, prêchant d'exemple, il sait faire travailler. Tous ses *atlas* sont à jour. Quand l'histoire, où il occupera une si grande place, fixera les étapes de son existence, il ne la fera pas attendre. Déjà, les dossiers sont prêts.

Ce n'est pas un souci d'ambition ou de gloire qui les a constitués, mais, plus simplement, le goût et le besoin de la précision. Le maréchal Lyautey a l'esprit clair. Il veut savoir et il veut voir. Avec lui, il n'y a que les réalités ou les possibilités qui comptent. Il ne s'embarrasse pas des détails inutiles. Son imagination, cultivée avec tant de goût, ne déteste pas la fantaisie, et ce Lorrain impétueux ne rougit pas de la part qu'il fait à la « folle du logis ». Mais il en va tout autrement

de sa raison, qu'il surveille et dirige avec une froide et calme lucidité. Il lui rend les comptes qu'il lui doit et il ne lui refuse pas les justifications qu'elle exige. Ses cartons s'alignent, à côté les uns des autres, dans l'ordre chronologique, bourrés de chemises, où les documents se pressent, exactement numérotés, rangés et datés. Rien n'y manque, ni un brouillon, ni une instruction, ni une pièce, ni un chiffre. Il n'y a aucune déconvenue à craindre. La plus belle carrière d'un « animal d'action », comme le maréchal Lyautey s'est défini lui-même avec plus d'esprit que de respect, s'y développe de jour en jour, et presque d'heure en heure. Quand un renseignement lui est nécessaire, il suffit d'un mot dit à un officier d'ordonnance pour que, tout de suite, il l'obtienne. A Rabat et rue Bonaparte, j'ai vu l' « animal » à l'œuvre. Il m'a émerveillé et il m'étonne encore par sa puissance, par son sens du commandement, par la vivacité de ses initiatives. Il ne reste jamais en place. A peine assis, il se relève, il se promène et il parcourt la pièce ; il se détend et il se répand. Même dans son cabinet de travail, il est en action et c'est, ma foi, un bel animal, dont le travail constant, mais plus méthodique que réglementaire, a, pendant vingt-cinq ans, défendu et agrandi la France.

Il y a peu de carrières qui puissent affronter l'histoire avec de plus beaux états de services. Le maréchal Lyautey, qui a eu quelquefois à se plaindre des hommes, n'a rien à craindre du temps. Ce juge incorruptible, inaccessible aux intrigues, aux jalousies ou aux rancunes, lui rendra la pleine justice qui lui est due. Les révolutions déboulonnent parfois les statues, mal assises, des places publiques, mais l'histoire décerne les immortalités qui durent. Le maréchal Lyautey est entré, tout vivant, dans ce Panthéon, où l'idée nationale fait les réconciliations nécessaires. Il n'en sortira plus.

Les *Paroles d'Action*, que le maréchal Lyautey est sur le point de publier, sont un témoignage. Il ne faut pas les confondre avec un plaidoyer, dont l'inutilité serait choquante. Ce sont des documents qui parlent. Il y a toujours dans les *Mémoires*, même les plus sincères, une part d'artifice et il en est peu, généralement écrits sur le tard de la vie, qui, même non préméditées, ne renferment des inexactitudes. Avec les documents que le maréchal Lyautey a livrés ou va livrer à la publicité, aucun de ces deux risques n'est à redouter. Chaque

pièce a sa date et peut se juger à l'heure même où elle a été écrite, sans qu'on doive soupçonner des arrangements ou des accommodements que l'amour-propre aurait fait souffrir à la vérité. Il y a sept ans, c'étaient les *Lettres du Tonkin et de Madagascar*, écrites au cours des événements, de 1894 à 1899, à des parents ou à des amis, dans une intimité confiante qui, au moment où elles étaient envoyées, ne prévoyait et ne préparait aucune publication. Quand elles furent connues du public, il y avait plus de trente ans, et pour quelques-uns même plus de trente-cinq ans, que les événements étaient accomplis. Ces lettres, dont la spontanéité n'enlevait rien aux mérites littéraires, et qui révélaient un écrivain et un artiste, frappèrent surtout par leur sincérité. Elles rendaient le son de la vie. Rien, ni pour le fond ni pour la forme, n'y avait été changé ou atténué. Celui qui les signait n'était pas un auteur : il était un homme. Et quel homme! Frémissant, passionné, impatient, enthousiaste, avec le sens aigu du pittoresque, le goût de l'action, enfin trouvée, et un rare don de jugement et de clairvoyance.

Les *Lettres du Tonkin et de Madagascar* eurent le succès dont elles étaient dignes. Je n'en promets pas un moins grand aux *Paroles d'Action*. Leur titre me plaît. Il répond exactement, et tout à la fois, au tempérament et au dessein du maréchal Lyautey. N'ayant jamais été de ceux qui parlent pour ne rien dire, l'illustre soldat marque, en deux mots brefs, qu'il a parlé pour agir. Au cours de vingt-cinq années d'*action coloniale*, il a prononcé d'innombrables allocutions, toasts et discours où cette action s'affirme. Disséminés un peu partout, perdus dans des journaux oubliés ou dans des brochures introuvables, le maréchal Lyautey les a réunis avec la même fidélité qu'il avait fait de ses lettres. Ce sont des documents sans prix. Ils jugent un homme et une œuvre.

Mais il y a plus : ils sont un enseignement, un exemple, une initiation. Quand le maréchal Lyautey publiait en 1920 ses lettres, jusque-là restées dans des dossiers privés, il cédait à des sollicitations dont il exprimait ainsi la raison déterminante : « On veut bien me dire que, à l'heure où notre pays, après avoir restauré son intégrité européenne, a plus besoin que jamais de garder le sentiment de sa force de rayonnement extérieur, elles pourraient inciter quelques jeunes activités à porter leurs vues au delà des mers... » Ce besoin n'a rien

perdu de sa force. L'action coloniale fait toujours partie du rayonnement extérieur de la France. Il ne faut pas la rabaisser à la coquetterie d'une parure : elle est, aujourd'hui comme hier, une des conditions vitales de notre sécurité. Les scandales que l'on a exploités et dont on a d'ailleurs grossi l'importance ne prouvent rien contre une œuvre qui est l'honneur et la garantie de notre pays. Il y a toujours, même dans les sociétés les plus civilisées, des pirates et des bandits. Si une hirondelle ne fait pas le printemps, une concession mal ou trop tôt donnée ne condamne pas un régime colonial. C'est outrager le bon sens et la justice, et c'est aussi desservir la France, que de généraliser, au profit des malveillances qui nous guettent, des cas exceptionnels. Au lieu de décourager les « jeunes activités » prêtes à passer les mers, il faut les pousser de plus en plus vers cette « plus grande France » où se joueront peut-être quelque jour les destinées de la patrie. Je n'aurais pas besoin d'être beaucoup pressé pour saluer dans Jules Ferry le plus grand homme d'État de la troisième République. Ce Lorrain tenace ne bornait pas sa vue à la trouée des Vosges. Il regardait plus loin, en Afrique et en Asie, avec une clairvoyance où il entrait du génie. La postérité l'a mis à sa vraie place. Elle lui fait honneur des épithètes mêmes avec lesquelles on voulait le salir. Mais il fallait pour mettre en œuvre sa pensée, pour la féconder et pour la protéger contre les mauvais destins, des hommes d'action tels que Paul Bert, de Lanessan, Paul Doumer, Eugène Étienne, Jonnart, Albert Sarraut, les frères Cambon, Gallieni et Lyautey.

Avec les *Paroles d'Action*, nous retrouvons en 1900 Lyautey et Galliéni. Le nouveau recueil du maréchal Lyautey n'embrasse pas en effet toute sa vie coloniale, dont les circonstances excluent les cinq premières années, du Tonkin et même de Madagascar, pendant lesquelles, commandant ou colonel, il n'eut à prononcer ni discours ni allocution. Il était, en Indo-Chine, un adjoint. Son rôle consistait, sans initiative personnelle et sans commandement proprement dit, à exécuter les instructions reçues. Il ne parlait que pour transmettre des ordres et pour en surveiller l'exécution. Ce rôle ne l'empêchait ni d'entendre, ni d'observer, ni de développer son apprentissage sous l'inspiration du grand *monsieur* dont la lucidité, la précision, l'ampleur de vues, le sang-froid et la méthode, qui

tenait « du meilleur Bugeaud », l'avaient tout de suite, et « bigrement » empoigné. Avec Galliéni, la *subordination* était une *collaboration*.

Un vrai chef, qui mesure sa tâche à ses devoirs et à ses responsabilités, forme des caractères. Quand Galliéni fut envoyé à Madagascar en août 1896, le commandant Lyautey, séparé de lui, mais élevé à son école, savait déjà l'essentiel de son métier de soldat colonial et d'administrateur. Le disciple était digne du maître, dont il avait le culte. Il avait compris, approuvé et appliqué ses méthodes. Chef d'état-major par intérim des troupes d'occupation, puis chef du cabinet militaire de M. Armand Rousseau, qu'une mort brusque enleva à un grand rôle, il avait consolidé la pacification et, toujours à l'exemple de Galliéni, préparé, à travers des difficultés sans nombre, créées par l'obstruction d'une métropole incompétente et tracassière, l'organisation routière, douanière et fiscale du protectorat. Contraint par les circonstances à jouer un rôle « d'état-tampon », dont s'accommodait mal son goût des initiatives hardies et des risques nécessaires, il avait besoin de « se baigner dans l'action directe et claire ». Où? Partout, mais surtout avec Galliéni. « Où que vous soyez, quoi que vous vouliez faire de moi, lui avait-il écrit, je serai partout et toujours à vos ordres au premier signe. » Le signe vint de Madagascar. Dés qu'il fut libre, le commandant Lyautey accourut. Il avait foi dans son étoile. Les événements le servaient, et il sentait qu'ils allaient lui apporter enfin une vie conforme à sa vocation. Cet optimisme ne le trompait pas. Son premier séjour à Madagascar compléta, par la part qu'il prit aux opérations militaires et à l'organisation administrative, son éducation coloniale. Il dura plus de deux ans, de 1897 à 1899. Les *Paroles d'Action* ne donnent aucun document qui s'y rapporte. Il ne faut pas en être surpris : le rôle du lieutenant-colonel Lyautey, qui consistait surtout à préparer et à conduire des expéditions, ne lui fournissait guère l'occasion de parler. Il donnait et il surveillait des ordres. Il se passionnait pour les affaires, pour le commerce, pour l'élevage, pour les cultures, pour l'eau, pour la main-d'œuvre rurale, pour les écoles, pour les ateliers professionnels, pour les routes, pour les mines, pour les finances. « Pas trop de militaire, s. v. p. », disait-il, et, le calme assuré, il réduisait au minimum l'ingérence mili-

taire et l'ingérence administrative. Il n'avait de goût ni pour « l'officier fossilifié dans sa routine » ni pour le fonctionnaire « guindé dans ses règlements ». Il respirait à pleins poumons un air salubre et libre. Sûr de lui, ayant trouvé, après vingt ans d'une carrière « routinée », le rôle qui convenait à sa nature ardente et active, et qui satisfaisait son besoin de créer et de commander, *il faisait de la vie*, en même temps qu'il « menait sa vie, les gens et les choses ». Il éprouvait la vérité du vers de Shelley que « la joie de l'âme est dans l'action », mais il ne se refusait pas à Ankazobé même le plaisir d'entendre « les vieux amis », Bach, Mozart, Beethoven, dont une heureuse rencontre lui faisait la surprise. Après cinquante-cinq mois d'une vie coloniale sans une détente, il revint en France. Ce congé lui fut l'occasion d'un premier discours, avec lequel s'ouvrent les *Paroles d'Action*. Tout de suite, parlant pour agir, le colonel Lyautey y exposait son programme et sa méthode, ses idées et ses intentions. Il voyait et il disait l'avenir.

***

C'était le 19 février 1900, au dîner mensuel des *Voyageurs français*, que présidait ce soir-là M. Milne-Edwards. Le colonel Lyautey venait de publier dans la *Revue*, sous la forme d'article, une conférence sur *le Rôle colonial de l'armée* qui, sans avoir eu le retentissement général de l'article sur *le Rôle social de l'officier*, paru également à la *Revue*, n'en avait pas moins produit une grande impression dans les milieux militaires et coloniaux. Cette impression était justifiée par la netteté presque audacieuse avec laquelle le jeune colonel résumait ses vues, soit sur les fonctions du soldat-administrateur, soit sur la création d'une *armée coloniale* (et non pas seulement de l'*armée aux Colonies*). Sa profession de foi s'inspirait des instructions données et des résultats obtenus par le général Galliéni. Elle avait de plus l'autorité d'une expérience personnelle, qui vivifiait par de saisissants exemples et par des anecdotes instructives une thèse soutenue avec l'éclat coloré d'une parole précise et sûre d'elle-même. Sans aborder la discussion d'une doctrine qui a transformé en Afrique et en Asie notre politique coloniale et en a assuré le prodigieux succès, comment ne pas citer ces deux phrases, j'allais écrire ces

deux axiomes, de l'admirable Instruction du général Galliéni en date du 22 mai 1898 : *L'action politique est de beaucoup plus importante... Nos administrateurs et officiers doivent défendre au nom du bon sens les intérêts qui leur sont confiés et non les combattre au nom du règlement.*

Au fond, tout se résumait dans une lutte entre le formalisme et l'initiative, la routine et l'action, le règlement et le bon sens. Le maréchal Lyautey a pendant vingt-cinq ans soutenu cette lutte, d'un côté contre les bureaux et même contre les ministres, de l'autre contre des collaborateurs enlizés dans les formules desséchantes d'un bréviaire administratif désuet. Tous ses discours sont l'expression claire et directe, animée et passionnée, convaincue et persuasive, d'une doctrine militante qui devait, en Indo-Chine et à Madagascar, dans le Sud-Oranais et au Maroc, se heurter aux résistances, aux préjugés, aux apathies, aux camaraderies, d'une tradition désormais stérile, dont le succès aurait perdu l'esprit colonial et tué les colonies.

Quand le colonel Lyautey parlait le 19 février 1900 au dîner des *Voyageurs français*, il ne pouvait pas oublier la réserve que sa situation lui commandait. La liberté de langage qu'il avait employée dans ses lettres à Max Leclerc, à Melchior de Vogüé ou à sa sœur lui était interdite. Il n'avait pas le droit de s'abandonner contre les bureaux à des apostrophes qui auraient ressemblé à des blasphèmes ou à des ironies agressives dont la discipline se serait émue. Mais, déjà tout entier lui-même, fort de ses expériences et de ses épreuves, sûr d'être quelqu'un appelé à faire quelque chose, il ne tenait sa langue qu'à demi et il s'en prenait avec une courageuse audace à l'*esprit de bouton* et à l'*esprit mandarinal*. Sans se soucier du Dictionnaire de l'Académie, dont il ne pensait peut-être pas alors qu'il deviendrait le glorieux collaborateur, il se disait « solutionniste » par opposition aux administrations « obstructionnistes » dont il sacrifiait avec une verve indignée les brevets et les certificats, les galons, les broderies et la hiérarchie savante, à la grande école de la vie pratique et du grand air, du commandement effectif et de la responsabilité quotidienne. A l'éternelle et agaçante question sur le régime militaire ou le régime civil, il répondait qu'il rêvait d'un régime mixte, « où les grands chefs puisent indifféremment dans leur personnel, prenant ici un militaire pour une province, là un administrateur pour une

autre, un médecin pour une troisième, simplement parce qu'ils sont *the right man in the right place* ». Ce discours est une date, parce qu'il est un acte. Quand on le lit, on a la surprise d'y rencontrer déjà le Lyautey que l'on connaît et l'on comprend mieux, en l'admirant davantage, la carrière presque légendaire, et à tout le moins populaire, qui fixait ce soir-là son point d'appui et prenait son point de départ. Le colonel Lyautey opposait aux règlements stériles des « professeurs patentés » les lois fécondes et souples de l'action. Entre la lettre qui tue et l'esprit qui féconde, son choix était fait. Il était trop vivant pour ne pas préférer la vie. En lui confiant, à leur retour à Madagascar, en juin 1900, le commandement du sud de l'île, le général Galliéni le jeta, frémissant d'ardeur et de foi, dans la vie intense.

C'était, sous les ordres du grand chef, un commandement intégral, territorial et administratif, politique et militaire, qui assurait au colonel Lyautey les joies de la « lutte à poitrine découverte » dont il avait toujours rêvé et qui s'offrait enfin à lui, pleine et entière. L' « animal d'action » pouvait s'ébattre en liberté dans l'espace de cinq provinces groupées sous son autorité. Il avait pour résidence Fianarantsoa, capitale du Betsilée. Ce commandement dura deux ans, de 1900 à 1902. Les *Paroles d'Action* nous en font suivre les développements selon les règles de la méthode qui rend si claire en même temps que si attrayante la lecture de tout le volume. Chaque discours est précédé d'une notice, courte, mais substantielle, et loyalement impartiale, qui explique ou résume les faits et les circonstances, l'occasion et l'intention. Rien d'aride ni de monotone. De pays en pays, de chapitre en chapitre, de discours en discours, c'est de la vie qui marche, ce sont des paroles qui agissent. On a l'illusion d'être dans le centre de l'action, de la vivre, d'en prendre sa part. Quand le colonel parle aux colons dans un vin d'honneur, à l'occasion de sa prise de commandement, à Fianarantsoa, le 5 octobre 1900, on voit le cadre et l'auditoire; on entend l'orateur. Tout de suite, celui-ci entre en matière. Il n'a pas de temps à perdre et il ne veut ni perdre son temps ni le faire perdre aux autres. Il ne dit rien d'inutile. Homme de volonté, il sait qu'il parle à des Français de bonne volonté, auxquels il se présente tel qu'il est, ayant déjà son plan, ses idées, sa méthode. Il va droit au but sans précautions

ni réticences. Comme toute organisation coloniale comporte trois facteurs, dont aucun ne peut s'éliminer et qu'il faut rapprocher, concilier et quelquefois réconcilier, *l'administration, le colon, l'indigène*, il marque d'un trait net, saisissant, définitif, la part qu'il compte faire à chacun pour obtenir « le développement maximum de la prospérité du pays à l'abri du drapeau français ». Tous savent ce qu'ils peuvent attendre de lui et il ne dit pas avec moins de force ce qu'il attend de tous. Sa conception de l'administration est large, souple et généreuse, inspirée par ce souci d'humanité sociale dont le *Rôle social de l'officier* avait déjà tracé les traits généraux. A la doctrine succède la pratique. Il faut agir. Sachant ce qu'il veut et où il va, ce chef n'a pas de peine à dégager et à affirmer ses moyens d'action. Il connaît ses devoirs. Ceux qui l'entendent apprennent ou se rappellent les leurs. C'est une collaboration. Il n'a pas deux attitudes. Il ne divise pas pour régner; il rapproche pour gouverner. Si les colons européens viennent entendre le même jour le langage qu'il tient aux indigènes Betsiléos réunis dans un grand *Kabary*, ils verront qu'il ressemble à celui dont ils ont eu la primeur. Seul le ton change. Déjà le colonel Lyautey a le sens des nuances dont la parole peut s'envelopper. Il sait que l'on ne dit pas partout les mêmes choses de la même façon. Quand on veut convaincre son auditoire, il faut se mettre à sa portée. Aussi, s'adressant aux Betsiléos, pour leur faire aimer la France soucieuse de respecter leurs croyances et pour leur donner le goût du travail, prend-il un autre ton, plus direct et plus simple, où la bonté promise aux bons ne néglige pas de donner aux paresseux et aux vagabonds les avertissements nécessaires d'une justice impitoyable.

Et ainsi de tout, et ainsi partout. Qu'il inaugure une école maternelle protestante française, ou une école française d'État selon une formule plus chère au général Galliéni qu'à lui-même; qu'il prenne congé, en rentrant en France, des colons de Fianarantsoa ou des indigènes, le colonel Lyautey assouplit et approprie son langage avec un art souverain qui ne recherche pas des effets d'art et avec une éloquence qui se moque de l'éloquence. Il est, sans le vouloir et peut-être sans qu'il s'en doute, un *seigneur* de la parole agissante et féconde, mise avec une foi enthousiaste au service de la colonisation, dont il ne lui paraît pas que la bureaucratie, formaliste, attardée et vexatoire,

soit le dernier mot. Avec lui le premier et le dernier mot de la colonisation, c'est l'action, décrassée de toute routine, intelligente, large et diverse, qui ne traite pas de la même façon les Annamites, les Baras, les Tanalas, les Betsiléos et les habitants de Seine-et-Marne. Est-ce en souvenir de sa vie militaire à Meaux, « désœuvrée, routinière et ligotée », une vie fastidieuse d'écureuil en cage, qu'il fait ainsi allusion aux habitants du département où il n'a connu que des « manœuvres conventionnelles », réglées et faussées par un mécanisme artificiel? Ah! qu'il est loin de cette carrière! Il semble qu'il en ait embrassé une autre. En huit ans il a, de toute façon, fait du chemin. Il est le maître de sa formule coloniale. Il l'a si bien expliquée, pratiquée et développée que, s'il a quelque jour un vaste Empire à gouverner, il sera prêt à passer sans effort de la *parole* à l'*action*. En attendant, le destin l'en rapproche par une nouvelle étape : le colonel Lyautey est nommé fin septembre 1903 au commandement du territoire et de la subdivision d'Aïn Sefra.

***

Trois ans dans le Sud-Oranais; quatre ans de commandement de la division d'Oran : ainsi se décompose, du 1er octobre 1903 au 26 décembre 1910, la vie du colonel Lyautey, promu général dans l'intervalle. Sept années bien remplies, au cours desquelles l'action, plus militaire que politique, fait les paroles plus rares. Quand le colonel arrive à Aïn Sefra, la situation est d'une gravité presque tragique. Il faut moins administrer que combattre, mais, fidèle aux leçons de Galliéni et à sa propre expérience, Lyautey juge les résultats de la victoire d'après les profits de l'organisation qui la suit immédiatement. Cinq mois après sa prise de commandement, quand il reçoit, le 25 février 1904, les industriels et commerçants de l'Artois, il leur parle du dispensaire qu'il projette d'élever à Beni Ounif et, rebelle à une opinion trop commune, il se réjouit que Figuig, enclave marocaine, ait été laissée par des traités anciens au milieu de nos possessions, où sa nationalité, qui en fait une sorte de « port franc », constitue sa réelle valeur économique. C'est de ce point de vue qu'il voit toutes les choses, et les sacrifices du soldat, dont il ne manque jamais de faire un émouvant éloge, valent surtout à ses yeux par le rail, par le médecin, par le commerce. Il pense et il dit dans le Sud-Oranais

ce qu'il a pensé et ce qu'il a fait au Tonkin et à Madagascar. Il ne change pas. Sa doctrine est immuable parce qu'elle n'est ni la loi d'un jour ni la règle d'un pays, mais la vérité durable et comme le dogme fondamental à travers des circonstances du temps ou de l'espace qui changent seulement les modalités de son application.

Cette unité donne un prix particulier aux *Paroles d'Action*. Pendant les vingt-cinq ans de son action coloniale le maréchal Lyautey n'a pas dévié de sa ligne. Est-ce au Maroc qu'il a dit : « Nos officiers renouent la tradition des légionnaires romains, fondateurs de villes, mais toujours prêts à marcher à l'ennemi, demain, comme ils y marchaient hier; ils savent qu'un poste militaire est moins une caserne ou un corps de garde qu'un centre de diffusion de l'influence française dont le premier rôle est de protéger la construction d'un chemin de fer, d'assurer la sécurité d'un marché, d'ouvrir de nouvelles régions à notre pénétration économique »? Non. Ouvrez le livre. Ces paroles d'action, — d'une action qui donne « l'énergie, l'allégresse, la raison de vivre », — ont été prononcées devant Eugène Étienne, plus que tout autre digne de les entendre, à Beni Ounif, le 22 avril 1904. Et quel beau discours le 12 juillet 1907, à la distribution des prix du lycée d'Oran! Encore, tout naturellement, un discours d'action et de propagande coloniale. Le maréchal Lyautey a toujours su parler à la jeunesse. La difficulté est plus grande qu'on ne croit. Cet âge est sans pitié, mais il n'est pas sans esprit critique. S'il bâille d'instinct aux banalités, un accent sincère le fait tressaillir. Il écoute ceux qui lui font crédit et l'élèvent au-dessus de lui-même. Le général Lyautey s'adresse à ces lycéens comme s'ils étaient des hommes. Artiste et lettré, il marque sa culture sans en faire parade. Mais il s'attache surtout à exalter la vertu, la fierté, l'honneur, le patriotisme de l'effort colonial, dont cette allocution, inspirée par la sincérité d'une foi agissante, reste encore l'un des meilleurs bréviaires.

* * *

Et maintenant, après une année silencieuse de commandement à Rennes, voici la grande période qui s'ouvre : le Maroc. Qu'en puis-je dire? Ni cette *action* ni ces *paroles* ne se résument. C'est l'histoire d'un homme de génie, — j'ai pesé le

mot avant de l'écrire, — qui, pendant quatorze ans, du 15 mai 1912 au mois d'octobre 1925, a *commandé*, *créé*, *fécondé*, un État, sans jamais se laisser rebuter, décourager ou arrêter par les difficultés, intérieures ou extérieures, que l'incompréhension, la mauvaise foi, la routine, l'ignorance, la jalousie... ou le destin jetaient sous ses pas. Seul, de nos jours, parmi les hommes d'action dont l'énergie ne fut pas exclusivement militaire, un Ferdinand de Lesseps et un Pasteur se comparent à un Lyautey. Ils sont tous les trois de la même trempe, chacun ayant, à sa façon, et pour le profit de l'humanité, créé un monde. La gloire d'une nation qui peut, sans sortir de l'ordre de l'action bienfaisante, évoquer de tels noms n'a rien à envier aux autres peuples : elle est à l'avant.

Sur le maréchal Lyautey et sur le Maroc, sur *son* Maroc, je croyais presque tout savoir, après avoir vu l'homme et l'œuvre, l'homme au milieu de son œuvre. Les *Paroles d'Action* m'ont révélé qu'il me restait beaucoup, beaucoup trop, à apprendre. Il n'est pas de causeur plus ardent, plus entraînant, plus lucide, plus passionnant, plus séduisant, plus irrésistible, que le maréchal Lyautey. Nul ne se raconte davantage. Mais c'est un torrent qui passe. Il vous tient et on ne le tient pas. Quand on le quitte, on se sent à la fois ébloui et meurtri. Il faut du temps pour se reprendre, et alors il n'est plus temps pour poser des questions, pour faire des objections, pour marquer des réserves. Mais *quand Lyautey parle*... par écrit, c'est tout autre chose. On peut souffler, respirer et réfléchir. Tenu à plus de modération et plus calme, il n'est pas moins grand. Au contraire. Il y a au ministère des Affaires étrangères ou à la Guerre des rapports de lui qui sont de vrais chefs-d'œuvre, dont le ton s'égale aux meilleures époques. Le jour où ils pourront être publiés, sa renommée y gagnera encore. J'envie à nos petits-neveux cette aubaine, que les convenances militaires ou diplomatiques, surtout celles-ci, nous interdisent. Consolons-nous, en attendant, ou sans l'espoir de pouvoir attendre, avec les *Paroles d'Action*. Elles sont, pour la période marocaine, un document de premier ordre. Sans doute, rien n'y est inédit, mais sous la forme où elles se présentent, tout y est nouveau. Qui pourrait se flatter d'en avoir tout lu, même s'il y avait été obligé pendant ces treize ans par la

continuité d'un même devoir professionnel? Le recueil du maréchal Lyautey était indispensable. Son mérite n'est pas seulement de permettre enfin d'écrire sur des bases solides, auxquelles d'autres viendront s'ajouter, l'histoire du Protectorat de la France sur le Maroc pendant la guerre et dans les années qui l'ont précédée et suivie. Il est intéressant, passionnant même, par sa vie propre et par l'ampleur des événements qu'il enregistre avec une irrécusable autorité. Mais ces discours, ces allocutions et ces toasts, dont aucun n'est insignifiant ou négligeable, ne s'analysent pas. Il faut les lire à la suite, avec les notes qui les éclairent, dans leur ordre chronologique. J'en veux seulement retenir par rapport au maréchal Lyautey, *quand il parle*, les traits qui fixent définitivement sa physionomie, sa méthode et son œuvre. Il a fait au Tonkin, à Madagascar et dans le Sud-Oranais, sous des cieux et des régimes divers, un long apprentissage. Dix-huit ans d'un dur et fécond labeur l'ont initié à tous les problèmes de la politique coloniale. Il est un chef.

Et c'est un chef qu'il faut, en mai 1912, au Maroc révolté, où la trahison de Moulaï Hafid et la révolte de El Hiba menacent, par Fez et par Marrakech, la sécurité de tout notre Protectorat. Comme à Aïn Sefra neuf ans plus tôt, le général Lyautey se trouve à Casablanca devant une situation tragique. Il est l'homme de ces heures graves. Tout de suite il se met à la tâche, avec un Gouraud et un Mangin pour auxiliaires. Aux colons francais qui lui souhaitent la bienvenue, il répond que l'heure n'est pas aux paroles. Il faut agir tout de suite et sauver Fez. Mais un mot suffit qui, sous le soldat, promet l'administrateur. Du premier coup d'œil il a vu l'importance vitale du port projeté à Casablanca et il donne à la colonie l'assurance que cette question sera dès son retour au premier rang de ses préoccupations. Il n'y a pas de meilleure façon d'exprimer et d'inspirer la confiance. Deux mois après, le 14 juillet, dans Fez, délivrée par Gouraud, il célèbre la victoire de nos armes. La tornade est passée, mais il faudra veiller encore, « une main fermée sur la poignée de l'épée qui impose le respect de la force, l'autre main ouverte à toutes les soumissions ». A Rabat, le 15 août, pendant qu'El Hiba occupe Marrakech, le résident général donne toute sa signification au remplacement de Moulaï Hafid par Moulaï Youssef. « Nous

sommes ici en pays de Protectorat où rien ne peut se faire qu'en coopération. Or la coopération exige qu'on soit deux... » Tout le secret du succès du maréchal Lyautey est dans cette formule dont l'application, souple et ferme, qui respecta toujours la souveraineté du Sultan, permit de faire face dans toutes les circonstances à toutes les difficultés. *Quand il parla* à Paris en décembre à l'École des sciences politiques, le résident général avait-il l'instinct de la menace allemande, que tant de faits au Maroc avaient pu lui révéler? Je ne sais, mais il rendit un prophétique hommage aux générations nouvelles qui, sans vouloir la guerre, n'avaient « peur ni du mot ni de la chose » et sauraient « sauvegarder dans le péril les destinées et l'honneur du pays ».

En 1913, les allocutions se suivent. Partout le résident général dit ce qu'il faut dire et ce qu'on attend de lui. Sous son impulsion le Maroc, libéré, se développe. Aucun problème n'échappe à son attention et ne dépasse sa compétence. Il est à tout et à tous. A Bordeaux, en février, il parle comme un ingénieur maritime. A Rabat, le 14 juillet, il prononce sur le choix de la capitale, menacé par l'incompétence ou l'intrigue, un discours dont l'avenir vérifiera l'exactitude. Le 15 octobre, il installe la Cour d'appel, auprès de laquelle va fonctionner une justice simplifiée et rapide, et il se révèle juriste. A Casablanca, quelques jours après, il définit sous la forme la plus heureusement constitutionnelle les rapports entre la métropole et le Protectorat. En 1914, il se fait financier et il obtient par ses démonstrations persuasives l'emprunt dont l'évidente nécessité se heurte pourtant à d'incompréhensives résistances.

Au mois de juillet, il y a deux ans qu'il est au Maroc. C'est l'heure de jeter un regard en arrière et d'envisager sous tous ses aspects la situation. Il profite de la fête du 14 juillet pour cet examen de conscience, public, complet et loyal. Son long discours, où il ne néglige aucun problème, n'est pas un plaidoyer : il est un bilan ou, pour rester toujours dans le domaine et dans le langage des affaires, un compte rendu à des actionnaires. *Quand il parle*, le maréchal Lyautey, à moins que sa fonction et son devoir ne lui commandent de commander, n'impose pas les faits ou les chiffres comme des ordres ou comme des oracles. Il tient moins à être dogmatique qu'à être persuasif : il discute. Le discours du 14 juillet 1914, devant la

colonie française de Casablanca, est un modèle de discussion. Quoiqu'il prenne seul la parole, le résident général a la coquetterie et l'habileté de se supposer des contradicteurs, d'écouter leurs doléances, de répondre à leurs objections et même à leurs récriminations. Il sait que tout ne plaît pas à tous ni dans cette ville, hâtivement construite, ni sur ces terres neuves où l'aventurier, qui spécule, coudoie et bouscule l'honnête homme, non moins pressé de faire fortune. Aussi prend-il le parti de ne rien taire et de se constituer en quelque sorte plaignant dans le procès que les impatiences et les déceptions font à son administration. A côté des résultats et des succès, qui sont considérables et qui témoignent d'une activité extraordinaire, il note les hésitations et les retards, les erreurs et les fautes. Il y met autant de bonne humeur que de franchise. Loin de s'inquiéter des « mauvais bruits » et de s'en plaindre, il reconnaît qu'ils sont « parfois les plus instructifs et les plus utiles ». Il a été aux écoutes et il répond, point par point, à ce qu'il a entendu. Il s'interpelle et, s'il ne se critique pas, il se contrôle.

Pour administrer de la sorte, il faut être bien sûr de son autorité et de soi-même. La force du maréchal Lyautey est celle d'un optimisme raisonné qui ne redoute pas, pour les vaincre, de voir en face les difficultés et les obstacles. Au mois de juillet 1914, le Maroc souffre d'une croissance trop rapide, aggravée par l'incertitude du lendemain. Il y a un *malaise*. Le résident général ne cherche à en dissimuler ni les causes ni les effets. Les organes manquent aux fonctions. Il faut créer ces organes, assurer la respiration et la circulation, faire de la vie. Lisez cette consultation. Même dans ses parties techniques, elle n'a rien d'aride. Quel que soit le sujet, le maréchal Lyautey a le don suprême de la clarté. Et puis sa foi est contagieuse. *Quand il a parlé*, les cœurs sont raffermis et les volontés, sûres d'être soutenues, se remettent à l'œuvre. Ne vous étonnez donc pas si ce discours du 14 juillet 1914, si pénétrant et si lucide, se termine par un cri d'allègre confiance. « N'hésitons pas à proclamer les espoirs que nous fondons sur l'avenir de ce beau pays et rompons pour une fois avec notre vieille habitude d'être nos pires ennemis en médisant de nous-mêmes. N'oublions pas qu'on nous regarde et qu'on nous écoute, et que notre première force, c'est notre union. »

***

Trois semaines après, c'était la guerre. On se battait en Lorraine. Soldat et Lorrain, le résident général aurait, en d'autres circonstances, demandé, à la frontière, un poste de commandement. Il n'y songea pas. Son devoir, accompli au prix d'un cruel sacrifice, était de rester au poste de sa résidence. Il resta. Sa présence a sauvé le Maroc. Aucun autre n'aurait pu faire ce qu'il fit et surtout se refuser à faire ce que, délibérément, il ne fit pas. C'est la chance de la France d'avoir eu, aux heures tragiques de la guerre, les hommes qu'il fallait pour dénouer la situation : Joffre, en septembre 1914, sur la Marne; Pétain, en 1917, face à l'émeute; Foch et Clemenceau, en 1918, pour « bouter dehors » l'ennemi; Lyautey, pendant tout ce temps ou presque, au Maroc. Sans Lyautey, dont la résolution et la clairvoyance furent admirables, le Maroc était perdu, livré aux intrigues, à l'anarchie, aux coups de force, à la guerre civile. Quoi qu'on en dise, il y a des hommes qui sont indispensables, du moins à de certaines heures. Le destin avait fait, en 1914, de Lyautey un de ces hommes. Il n'a rien à envier de la gloire militaire de ses illustres camarades. Il est leur pair et leur égal. La *bataille du Maroc* ne fut pas la moins dure des batailles de la grande guerre et elle fut la plus longue. Seul le maréchal en assuma toutes les responsabilités, dont la complexité, sur le front et à l'arrière, s'étendait à tous les domaines. Il fallait, pour réussir dans une gageure qu'on pouvait croire désespérée, toute son activité intacte et toute son énergie infatigable, son habileté, sa souplesse et jusqu'à sa bonne humeur. Il sut, tour à tour, froncer le sourcil et avoir le sourire. Il sut agir et parler.

Ici, avec la grande épreuve, ses *Paroles d'Action* prennent un ton qui les haussent jusqu'au drame où la France jouait sa vie. Mais sous ce ton, qui domine, il y a toutes les nuances. *Quand Lyautey parle*, il n'a pas le même accent s'il salue d'une voix grave, affectueuse, paternelle, le 21 août, les territoriaux venus de France, ou si, le 17 novembre, il ouvre les grands magasins du *Paris-Maroc* à Casablanca. Ces grands magasins faisaient partie de la « politique de guerre » du résident général, comme plus tard, de septembre à novembre 1915, l'Exposition de Casablanca et, en octobre 1916, la foire

d'échantillons de Fez. Il fallait maintenir la confiance et river à leurs postes par le sentiment de leur devoir envers le pays les officiers ou les colons qui brûlaient d'aller *là-bas*, sur le grand front de France. Il y a plusieurs façons de *servir*. Ce fut une des tâches difficiles du général Lyautey de faire entendre aux uns et aux autres que le *service* du Maroc, où d'ailleurs il y avait des risques, était une des formes nécessaires, et noble à sa façon, de la défense nationale. Il trouvait pour inculquer cette idée à des esprits et à des cœurs également rebelles des accents délicats et persuasifs dont son propre exemple attestait l'émouvante sincérité. Ces appels à la raison et à la discipline eurent leur expression la plus éloquente à l'occasion du voyage où, en octobre 1915, les ministres Albert Sarraut et Albert Ferry, qui avaient fait leurs preuves sur la frontière de l'Est, apportèrent au commandant en chef des troupes marocaines la médaille militaire et la croix de guerre. Cette double distinction montrait à tous que, partout où il y avait des soldats français, il y avait un *front* à défendre et que le gouvernement comprenait l'importance de la *bataille du Maroc* et la solidarité de ce front et de cette bataille avec tous les autres.

C'était pour le général Lyautey une récompense et un encouragement. Il poursuivit en 1916 avec la même ardeur la même bataille, à la fois militaire, financière, économique, industrielle, agricole et commerciale, sous l'égide d'un Protectorat, dont, sans en altérer l'esprit, qu'il définissait avec force à Lyon le 29 février devant la Chambre de commerce, il savait tirer pour la métropole tous les profits compatibles avec la souveraineté, justement et prudemment respectée, du Sultan. Cette « politique économique » et cette « tactique économique » du général Lyautey, garanties sur toute l'étendue de son front par un rideau de troupes admirables, développèrent au delà de toute espérance la prospérité de cette terre du Maroc dont il ne faut jamais oublier que l'Allemagne avait fait, avec l'Alsace-Lorraine, l'enjeu de la guerre. Aussi comprend-on la joie et la fierté que le résident général laissait éclater, moins pour lui que pour ceux dont la confiance, laborieuse et tenace, avait secondé ses efforts, en fermant le 22 octobre la Foire de Fez. Il projetait ailleurs d'autres manifestations du même genre, pour lesquelles il s'annonçait comme devant être « le premier commis-voyageur du Protectorat »...

On n'est jamais à soi tout seul l'arbitre ou le maître de son destin. Le 10 décembre, le résident général était pressenti par le gouvernement pour le ministère de la Guerre. Il partit pour Paris le 18. Son ministère dura trois mois. Les *Paroles d'Action* publient, avec les documents qui déterminèrent l'acceptation du général Lyautey, le discours dont il ne put lire devant la Chambre que quatorze lignes et dont l'interruption systématique provoqua sa démission le 14 mars 1917. Ce discours correspond trop au titre du recueil pour qu'on ne trouve pas qu'il y est à sa place. Mais le maréchal Lyautey s'interdit toute discussion et il ne se prête ni ne prête à aucune polémique. A son exemple, je ne dis rien de ce qu'il n'a pas voulu dire ou de ce que d'autres pourraient dire. L'incident appartient à l'Histoire, qui jugera sur toutes les pièces. Je tiens seulement, pour l'acquit de ma conscience, à émettre une opinion qui place au-dessus des personnes l'intérêt général du pays. Mêlé depuis bientôt trente-huit ans ans au maniement des affaires publiques et à de trop nombreuses crises ministérielles, associé à l'action d'une douzaine de gouvernements, placé à des postes d'où l'on peut observer impartialement les événements et les hommes, j'en suis arrivé, par expérience et par réflexion, à cette conviction profonde qu'*un civil au ministère de la Guerre, c'est la vérité en temps de paix et le dogme en temps de guerre*. Je serais surpris si le maréchal Lyautey, ou quelque autre grand chef, me démentait.

***

Le court passage du général Lyautey rue Saint-Dominique n'était qu'un incident. Le Maroc seul en aurait souffert si l'intérim du résident général n'avait pas été assuré « avec le plus noble désintéressement et dans la plus loyale solidarité » par le général Gouraud. M. Ribot, devenu président du Conseil, offrit avec insistance au ministre démissionnaire de reprendre le grand poste dont il restait digne par l'éclat de ses services et par une autorité intacte. Il y a des devoirs devant lesquels, surtout en temps de guerre, on ne se dérobe pas. Après une absence de cinq mois, le général Lyautey débarqua le 29 mai à Casablanca. La *bataille du Maroc* continuait, plus âpre et plus difficile à mesure que les événements qui s'accomplissaient sur les autres fronts aggravaient la situation géné-

rale. Les mauvaises nouvelles et les faux bruits, dont certaines unités du front français avaient subi la contagion pernicieuse, étaient plus dangereux au Maroc, où la révolte des indigènes était toujours à craindre. Le résident général se multiplia. Il ne manquait aucune occasion de relever les courages par des allocutions de circonstance. Quand on les relit, à une distance de dix ans, dans la sécurité de la paix, on est frappé, si je peux parler ainsi, du son qu'elles rendent encore. Aucun verbiage n'en altère la fermeté et rien d'inutile n'en brise le mouvement. Il n'y a jamais, pour employer une expression que le sujet autorise, de « bourrage de crâne ». C'est le langage, sobre et sincère, d'un chef qui, ayant confiance, inspire la confiance.

Quand Lyautey parle, la déclamation n'est pas de la partie. Il a appris à l'école de Galliéni la concision des formules. Parler, même pour persuader, c'est, chez un vrai chef, une façon de commander. Le résident général, en cette année 1917 si troublée et si équivoque, commande la confiance. On dit qu'elle ne se commande pas : c'est une sottise, à moins qu'on ne veuille dire qu'il faut pour l'imposer l'autorité d'un grand caractère et d'une impeccable probité de cœur et d'esprit. Ce sont des qualités que l'on ne refuse pas au maréchal Lyautey. Mais la droiture n'exclut ni l'habileté ni la souplesse. Cet homme de l'Est avait ces dons dans sa giberne, avec le bâton de maréchal. C'est une grande erreur de le juger seulement du dehors. Ses impatiences d'attitude et de langage, et son ton aisément autoritaire, et sa voix cassée et cassante, ne sont qu'une partie de lui-même. Les façades, surtout dans le style arabe que le maréchal Lyautey adore, ne livrent pas les secrets de la maison. La révélation se fait au dedans. Ainsi, de cette âme lorraine : elle se replie sur elle-même, elle se modère et elle se réserve plus qu'elle ne s'abandonne. Le maréchal Lyautey passe pour être un impulsif. Ne vous y fiez pas. A la différence des aiguilles d'une montre bien réglée, qui donnent l'heure exacte, les gestes des hommes ne sont pas toujours l'expression adéquate de leur sensibilité ou de leur tempérament. Il y a dans le maréchal Lyautey plus du méditatif que de l'impulsif. Il réfléchit et il prévoit. C'est une autre erreur de confondre ses discours officiels et sa conversation. J'ai dit de celle-ci qu'elle est un torrent. Au contraire, ses discours, ceux

qu'il n'improvise pas, me font l'effet d'un lac régulier dont les rives, délimitées avec soin, contiennent des eaux tranquilles. J'accorde qu'il peut y avoir en dessous des rafales et des tempêtes, mais une volonté souveraine leur interdit de gronder et de se déchaîner. La surface est calme.

Jamais le général Lyautey ne fut plus maître de lui et de sa *parole agissante* qu'à son retour au Maroc en mai 1917. Il eut la gravité des circonstances. Mais cette gravité ne trahissait aucune inquiétude. Quand il célébra, le 5 août 1917, « avec simplicité et austérité », le dixième anniversaire du premier débarquement des troupes françaises à Casablanca, il n'opposa pas à ce passé, si plein de grandeur, les angoisses du présent et les inquiétudes de l'avenir. Il dit, devant « l'impuissance et l'exaspération des derniers efforts » de l'ennemi, sa foi inébranlable dans la paix victorieuse qui assurerait leur plein développement aux destinées de la France et du Maroc, indissolublement unis. Six semaines après, il ouvrait la foire de Rabat, « foire de combat » et nouveau « geste de guerre », dont la signification, trop ignorée ailleurs, ne pouvait pas échapper aux indigènes. La politique du résident général, inspirée toujours par l'idée d'un protectorat loyal et souple, se développait ainsi selon une méthode continue à laquelle les occasions ne manquaient pas de s'expliquer et de s'affirmer. Cette continuité est frappante dans tous les discours. Elle ne cède pas, elle ne s'affaiblit pas, elle ne se détourne pas de son but. Elle est la raison d'être de l'œuvre et le secret de sa grandeur.

Pourtant, il fallait *faire la guerre* et repousser, en mai et en juin 1918, une offensive déclenchée sur les ordres de l'Allemagne, pendant qu'elle attaquait elle-même sur le front français. Au Maroc comme en France, les soldats étaient magnifiques. L'arrière, moins. Il y avait chez quelques colons, gênés dans leurs affaires ou lésés dans leurs espérances, un fléchissement de cet esprit de sacrifice et de solidarité sans lequel le but poursuivi ne pouvait pas être atteint.

Ce malaise créait une situation dont, avec son habituelle clairvoyance, le général Lyautey comprit le péril. Pour y couper court tout de suite, il profita de la fête du 14 juillet et de la réception des Français à Rabat. Si vous voulez savoir ce que peut être l'autorité d'un chef dans une heure difficile où il s'agit moins d'ordonner que de convaincre, lisez ce discours.

Un discours? Non : une causerie, fine et nuancée, pleine de tact et de fermeté, faite de délicatesse et de force, où les confidences et les anecdotes rompent et atténuent la sévérité nécessaire des conseils donnés. Le maréchal Lyautey excelle dans ce genre. La familiarité de la parole lui convient mieux que l'apparat oratoire. Il n'est à l'aise que s'il se sent à l'aise. Si je disais qu'il est timide, j'étonnerais la plupart de ceux qui croient le bien connaître. Et pourtant!... Du moins m'accorderont-ils qu'il est méfiant et sensible, et seulement tout entier lui-même lorsque la malignité ne rôde pas autour de lui. *Quand il parle*, « les yeux dans les yeux, cœur contre cœur », comme aux Français de Rabat le 14 juillet 1918, et qu'il improvise, il a tous les dons et tous les tons, servis par une mimique expressive, vivante et prenante. D'un mot, il persuade.

De 1918 à 1925, comme de 1912 à 1918, tous ses discours sont de persuasion, d'action et de propagande. Ce n'est pas seulement le Maroc qu'il défend et qu'il sert. Il est l'avocat et l'apôtre de la politique coloniale. Quand il fut envoyé au Tonkin en 1894, il en ignorait tout et c'est d'un autre côté qu'il avait dirigé ses efforts et ses espoirs. Le titre seul de son article sur *le Rôle social de l'officier* en disait long. Trop. Il s'était fait rapidement une légende autour de cette profession de foi sociale, — non socialiste, — qui tombait comme une pierre dans la mare aux préjugés et aux routines.

Beaucoup de ceux qui l'avaient lue n'en avaient pas compris la généreuse clairvoyance. Les autres, par esprit de corps, critiquaient sans savoir, ou ne sachant que ce qu'ils avaient entendu dire. Rien, sauf la calomnie, n'est contagieux comme la sottise. Au mois d'octobre 1894, le commandant Lyautey était à l'index, et le pire de tous, celui qui reste silencieux, anonyme et lâche, contre lequel on n'a pas pu se défendre et qui, étant moins une sentence qu'un bruit, interdit toute protestation. Son avancement était arrêté. Il n'y avait rien à dire ou rien à faire. Comme les règlements étaient respectés, il fallait se taire. Cette injustice imméritée fut, par le hasard mystérieux du sort, l'occasion de la plus éclatante et de la plus justifiée des fortunes. Au milieu des hostilités stupides qui entravaient le développement régulier de la carrière du commandant Lyautey, il y avait un sous-chef d'état-major général qui ne partageait pas à son égard les préventions presque géné-

rales. Son autorité, si bienveillante qu'elle fût, et malgré les titres réglementaires de son camarade, n'allait pas jusqu'à pouvoir lui obtenir un poste de choix dans la métropole, mais il le proposa pour les opérations extérieures, — je dirais pour les T. O. E. si je n'avais, comme ministre de la Guerre, interdit l'emploi d'initiales qui ont, sans leur attrait pictural, le mystère indéchiffrable des hiéroglyphes. Ce sous-chef d'état-major général n'avait pas pensé que le commandant Lyautey pût faire une carrière coloniale, à laquelle rien, absolument rien, ne le préparait. Mais il lui réservait un beau voyage, à la suite duquel on, — le *on* anonyme qui brise ou favorise l'avancement, — aurait peut-être oublié le malencontreux article. Herbert Spencer a dit qu'*il n'y a que l'imprévu qui arrive*. Cette formule paradoxale est l'expression d'une vérité profonde. Quand il apprit sa destination nouvelle, le commandant Lyautey, affecté à la septième division de cavalerie à Meaux, galopait dans les plaines champenoises, en manœuvres, sur *Antée*, fils de *Mars*. J'imagine qu'il n'avait pas attaché le symbole de son destin à cette étymologie plus hippique qu'exacte. Passionné de littérature antique, passionné, à vrai dire, de toutes les lettres et de tous les arts, il savait qu'Antée était le fils de Neptune et de la Terre. Cette origine convenait mieux à son sort futur, qui devait partager son temps entre des terres neuves et les vieilles mers. Le sous-chef d'état-major général n'avait pas compté pour déterminer ce sort et pour le fixer sur le colonel Galliéni, qui vit tout de suite à quel homme il avait affaire. Et *voilà*. M. le maréchal Lyautey, — j'emploie cette fois la formule strictement protocolaire, — me permettra de me servir de l'interjection qui lui est familière...

Donc *voilà* pourquoi, de 1912 à 1926, pendant treize ans d'un labeur formidable, il y eut au Maroc un résident général, commandant en chef, qui, au milieu des événements les plus graves et des responsabilités les plus lourdes, conserva à la France un admirable protectorat. J'avais entrepris de le suivre *pendant qu'il parlait* pour dégager de ses *paroles l'action* dont elles étaient la préparation, l'accompagnement ou le commentaire. Mais je me lasse d'écrire avant qu'il se soit lassé de vaincre. Qu'est-ce qu'une préface, sinon une présentation? Quoique le maréchal Lyautey et son livre n'aient pas besoin d'être présentés, j'ai accepté par devoir d'amitié de remplir une

tâche qui plaisait à mon admiration. Elle m'a débordé et je suis contraint, pour ne pas dépasser de justes limites, de m'arrêter en cours de route.

Je crois pourtant avoir dit l'essentiel. Entre le mois de mai de l'année 1917, qui fut le retour au Maroc, dans la joie de l'œuvre reprise, et le mois d'octobre 1925, qui fut le départ définitif, dans la tristesse de l'œuvre abandonnée, les événements ne furent pas très différents, ni les difficultés, ni les discours, de ceux qui avaient précédé. N'en concluez pas que les *Paroles d'Action* deviennent monotones. Elles ne perdent rien, à aucun moment, de leur force, de leur vie, de leur enseignement. De la première ligne à la dernière elles sont le bréviaire, substantiel et réconfortant, de la politique coloniale, qu'aucun livre n'a jamais mieux définie, développée et servie. Il y a derrière elles, sous leurs nuances d'une variété infinie, une méthode et un organisateur, une doctrine et un homme. *Quand Lyautey parle*, l'action, l'action « qui marche droit vers un but clair », se définit et elle s'impose. Tout vient d'elle et tout se ramène à elle. Elle est la joie de la vie. Le maréchal Lyautey a bu cette joie jusqu'à l'ivresse. Je sais que la coupe a renfermé des gouttes d'amertume. Mais qui donc a connu, sans qu'il s'y mêlât de l'angoisse ou de l'injustice, la joie de vivre et d'agir?

Après avoir prononcé tant et de si belles *paroles d'Action*, le maréchal Lyautey qui, heureusement, ne s'interdit pas d'autres sujets, où il a été magnifiquement inspiré, s'est fait une loi de se taire sur le Maroc. Je crois que la dignité de personne n'aurait rien perdu, au cours de certains événements, à violer ce silence et cette retraite. Qu'importe! Le maréchal Lyautey peut attendre avec confiance le jugement de l'Histoire. Elle lui élèvera, dans ce temple de marbre où n'entrent pas les fausses gloires, un monument que le temps ne brisera pas.

LOUIS BARTHOU.

MES SOUVENIRS

NOUVELLE SÉRIE

1833-1848

II (1)

LA VIE LITTÉRAIRE

A VENISE (2)

Un jour, Franz entra dans ma chambre brusquement, contre son habitude; il tenait à la main un journal allemand. Il venait d'y lire le récit d'une horrible inondation du Danube; la misère était au comble. La charité publique faisait des efforts inouis. « C'est affreux, me dit-il, je voudrais envoyer tout ce que je possède. » Puis, avec un sourire amer. « Mais je ne possède rien que mes dix doigts et mon nom! Qu'en dites-vous? Si je tombais à Vienne à l'improviste. L'effet serait prodigieux. Toute la ville voudrait entendre ce petit prodige qu'on a vu tout enfant! On est enthousiaste et prodigue à Vienne. Je gagnerais une somme folle... Quand on ne peut pas faire de grandes choses, il faut essayer d'en faire de bonnes. Quand on n'a pas le génie, il faut avoir la charité. Dieu s'en contente... Cela me prendra huit

(1) Voyez la *Revue* du 1er mai.

(2) Sur son voyage en Italie avec Liszt, la comtesse d'Agoult n'a laissé que des notes. Nous en extrayons ce chapitre d'un intérêt psychologique si poignant et qui pourrait s'intituler : Comment finissent les grandes passions.

jours, pas plus... Qu'en pensez-vous? — Vous avez une bonne pensée lui dis-je »; et tout bas, je pensais : « D'autres que lui pourraient secourir ces pauvres, mais moi seule malade, qui viendra à mon secours? »

Il partit le lendemain, en me recommandant à la seule personne avec laquelle nous fussions en relations à Venise, un jeune comte Theodoro, que j'avais vu une ou deux fois, à peine. Je refoulai au plus profond mes tristes pensées, je lui dis adieu d'un œil sec et le jour même je fis avec le comte Theodoro une visite dans les palais qui n'étaient point ouverts à la curiosité publique et dont ses relations me firent ouvrir l'accès. Quelques jours se passèrent ainsi : Franz n'arrivait pas, mais il m'envoyait les journaux qui parlaient, en termes inouis, de la réception qui lui avait été faite. Il surpassait tout ce que l'on n'avait jamais entendu dans cette ville si musicale; il égalait Mozart et Beethoven. Les souverains avaient voulu l'entendre dans le cercle de famille. Une pluie d'or et de fleurs tombait à ses pieds et, à l'issue de son premier concert, on l'avait porté en triomphe. Les plus grands seigneurs lui faisaient cortège; des présents magnifiques s'amassaient sur sa table. On lui faisait les offres les plus brillantes, s'il voulait écrire un opéra, diriger des concerts.

Quant à lui, dans des lettres fort courtes, il parlait de tout cela avec simplicité, sans étonnement, avec des regrets d'être parti, de se voir rejeté au monde; mais ses lettres me semblaient froides... Ce monde, dont j'entendais parler tout à coup comme d'une nécessité, ces noms aristocratiques, ces princes, ces empereurs, c'était comme des sons faux dans une harmonie bien différente. Nous étions allés à la solitude, il entrait en triomphateur dans ce monde qu'il avait tant méprisé, dédaigné, qu'il avait voulu fuir avec moi.

Je continuais toujours mes promenades et le comte Theodoro y prenait chaque jour plus de plaisir. Nous ne parlions que de Franz. Il avait pour lui admiration et amitié. Il s'étonnait un peu qu'il pût rester ainsi loin de moi. Il parlait de notre amour comme de quelque chose d'inouï, le rêve d'un paradis. Nous comptions ensemble les jours de l'absence. Franz avait dit huit jours, et il y en avait déjà quinze : il ne parlait plus de retour. Ses lettres devenaient plus rares, quelques noms de femmes s'y mêlaient. Un jour, une lettre m'arrivait cachetée

d'un double écusson; le papier portait également un écusson féminin... La pensée me vint que cette lettre avait dû être écrite chez une femme... Je la déchirai...

Le soir, en revenant du Lido, où nous avions passé presque tout le jour, je me sentis courbaturée; je me mis au lit; j'avais la fièvre. Theodoro, très inquiet, fit chercher le médecin de la famille. Il paraît que le médecin trouva la chose grave, car aussitôt, sans me le dire, Theodoro écrivait à Vienne. Il me croyait malade surtout d'inquiétude, il disait à Franz que son retour me guérirait. Il voulait me cacher cette lettre, mais me voyant plus mal le lendemain, il crut devoir me donner cette espérance. Nous calculâmes ensemble le jour de l'arrivée de la lettre et, d'après le départ immédiat dont nous ne doutions ni l'un ni l'autre, le jour de l'arrivée à Venise. J'eus un moment de relâche. L'intensité de la fièvre diminua. La réponse à Theodoro arriva. Elle était très amicale pour lui; il le remerciait tendrement des soins qu'il me donnait et s'excusait de ne pouvoir quitter Vienne encore et demandait de m'y conduire. Quand Theodoro m'apporta cette lettre, il était d'une pâleur mortelle; je m'étais levée un moment, je m'étais évanouie en allant de mon lit à mon fauteuil, ma femme de chambre avait eu beaucoup de peine à me faire revenir à moi. J'avais l'air d'une morte.

Theodoro entra comme je commençais à peine à ouvrir les yeux. Il fut effrayé. Il se précipita à mes pieds. « O Marie! — c'était la première fois qu'il m'appelait ainsi; — pauvre femme! s'écria-t-il. Oh! si ma vie, mon âme, mon amour pouvaient être quelque chose pour vous! Parents, amis, fortune, carrière, tout serait quitté, foulé aux pieds! Oh! quel bonheur d'essayer de sécher vos larmes! » Je le regardai comme stupéfiée. « Où est Franz? lui dis-je. — Il ne peut revenir encore; il demande que vous veniez à Vienne et que je vous y conduise. » Et sa lèvre avait un pli de dédain, d'ironie... Je le regardai fixement. Je crus sentir que je perdais la raison. On me porta dans mon lit. Theodoro fut chercher le médecin. Je passai huit jours entre la vie et la mort, presque sans connaissance, appelant Franz dans mon délire.

Les lettres continuaient d'arriver, je ne les ouvrais plus. Enfin la fièvre diminua, je repris quelques lueurs de sentiment et j'écrivis à Franz les lignes suivantes : « Vous me demandez

de vous rejoindre ; il y a deux cents lieues d'ici à Vienne. Je vais avec peine de mon lit à mon fauteuil. Vous ne pouvez venir. Vous laissez à un autre le soin de ma pauvre vie. Si j'étais morte, il vous aurait pourtant bien fallu venir, ou bien auriez-vous aussi laissé à d'autres le soin de me fermer les yeux... et de mettre une pierre sur ma fosse ? Franz, Franz, est-ce bien vous qui m'abandonnez ainsi ? »

A cette lettre il répondit qu'il partait... Huit jours se passèrent encore. J'allais mieux, le soleil du mois de mai me rendait quelques forces. Les soins touchants, fraternels de Theodoro, sa constante sollicitude, sa douceur, la certitude d'être aimée, me causaient une sorte de joie amère. Franz m'abandonnait pour de si petits motifs ! Ce n'était ni pour une grande œuvre, ni pour un dévouement, ni par patriotisme, c'était pour des succès de salon, pour une gloire de feuilleton, pour des invitations de princesses!

. . . .

Je suis sur la place Saint-Marc. On vient m'avertir qu'il est là (hôtel de Mme Marseille). Je m'étais traînée : je cours, je vole ! Je me jette dans ses bras. « Priez Dieu que je vous aime encore comme je vous ai aimé ! »

Deux jours à trois, sincérité absolue dans la situation la plus délicate. Il veut se retirer, attendre, n'est pas digne de moi... Moi, je me cramponne en désespérée...

La manière dont il me parle de son séjour à Vienne me fait tomber de haut. On lui a trouvé des armoiries (à lui républicain, vivant avec une grande dame !). Il m'avait voulue héroïque. Les femmes s'étaient jetées à sa tête ; il n'était plus confus de ses fautes, il les raisonnait en philosophe, il parlait des nécessités... Il avait raison contre moi ; il était élégant en ses habits, il ne parlait plus que de princes, il avait de secrètes complaisances pour sa vie de don Juan. Je lui dis un jour un mot très blessant : *Don Juan parvenu*. Je repris toutes mes fiertés de femme, de grande dame, de républicaine pour le juger de haut.

Il avait ramassé de l'or avec facilité ; il l'avait laissé pour les inondés ; mais il avait vu qu'en deux années il pouvait gagner une fortune. Il le fallait non pour lui, mais pour l'enfant Blandine, enfant de la plus extraordinaire beauté. Il fallait d'ailleurs que, de mon côté, je reprisse une position. Je souffrais

trop ainsi, disait-il, il fallait revoir ma fille, ma famille, mon entourage personnel; j'étais aussi trop subordonnée, trop dépendante de lui, j'avais du talent, du génie, il fallait le montrer, écraser mes ennemis, montrer *qui* j'étais. Le monde quitté devenait son objectif.

— Votre cœur s'est déchiré, il ne s'est pas ouvert. Ne vous jouez pas de moi, car je vous forcerais à jouer trop gros jeu.

Il me voulait maintenant raisonnable. Le programme l'était à la condition que je fusse très forte et, qu'après m'avoir voulu absorber toute en lui, *seule* je pusse retrouver en moi la puissance de me recréer un monde. Cette puissance, je l'avais, mais il l'ignorait ; moi aussi. Il voulait que j'allasse retrouver ce que j'avais repoussé, blessé irréparablement; que la femme qui avait voulu n'être qu'amante, redevînt fille, sœur, mère, amie; que le talent employé à des œuvres musicales devînt un talent capable de me soutenir; il m'envoyait à des hasards, à une entreprise impossible.

Je le trouvai dur, sec, ironique.

Il me conseilla d'aimer Theodoro!

Je lui dis : « essayons encore. » J'avais besoin de l'air de la mer. Il va avant moi à Gênes, loue une villa magnifique. Quand j'arrive, je trouve des chevaux; il a été dans le monde. « C'est assez vous condamner à la pauvreté, à l'isolement », me dit-il. Un jour, il me prie d'ouvrir son courrier. Je sus alors qu'il avait pris des engagements pour toute l'Allemagne. Il m'avoue que c'est son projet. « Vous ne pouvez pas me suivre dans cette vie inférieure. Vous aussi, d'ailleurs, vous avez besoin de votre expression. Vous vivez refoulée par moi. Allez, revoyez votre fille, votre famille, vos amis... » Je l'arrêtai... « Ma famille, en ai-je une encore? Ma fille, me reconnaîtra-t-elle? Mon talent, c'était mon amour, le désir de vous plaire. » Il versa une larme.

Je n'ai jamais désiré, voulu, demandé qu'une chose; je n'ai jamais souffert, je ne me suis jamais plainte que d'une chose; je n'ai jamais été heureuse que par une seule chose... et il prétend ne pas comprendre!

Il comprenait mieux jadis.

Lorsqu'en 1834 il m'avouait une première infidélité, il disait : « Je puis faillir encore, comme je puis me casser la tête contre un mur; dans l'un ou l'autre cas, vous ne me rever-

riez plus »; et encore : « Je serai sur mes gardes désormais; j'étais comme un homme qui ne sait pas que le vin le grise et qui boit; maintenant je ne boirai plus. »

Suis-je donc bien digne de colère, aujourd'hui que je souffre de ce que la légèreté de sa conduite et de ses discours heurte et froisse continuellement ma seule fierté, mon seul amour-propre. Souffrance de vanité, dira-t-il? Eh bien! si j'ai mis ma vanité dans les témoignages de son amour, si j'eusse voulu, comme il le disait un jour, m'en faire une couronne dont les femmes qui m'accordent leur pitié auraient été envieuses, est-ce à lui à me le reprocher? Si j'ai désiré que cette *réserve* qu'il juge lui-même convenable avec les hommes il l'eût pratiquée également avec les femmes, était-ce une grande erreur de jugement, une trop grande exigence de cœur? Si enfin mon esprit est malade, mortellement malade, ne serait-il pas grand et généreux de ménager la maladie que l'on a causée et de ne pas mettre une sorte d'orgueil à heurter sans cesse mon indestructible instinct de femme passionnée?

RETOUR EN FRANCE

Les années que nous passâmes ensemble, Franz et moi, dans des conditions tout à fait extraordinaires, hors du monde, hors de la loi, et en quelque sorte hors de la conscience publique, appuyés uniquement sur notre force propre, ne relevant plus que de nous-mêmes et voulant soumettre toutes choses, en nous et autour de nous, à la conscience héroïque de la passion, opérèrent une révolution complète, non seulement dans ma vie de relation, mais dans les profondeurs intimes de mon être. Lorsque je revins en France, après cinq années de l'épreuve la plus forte à laquelle puissent être soumis le cœur, l'esprit, le caractère, le courage et la fierté d'une femme, je me retrouvai dans un milieu tout nouveau, une personne nouvelle.

Quel était ce milieu et quelle était cette personne? on le verra dans la suite de mon récit. Je n'éprouve à le reprendre ni embarras ni scrupule; car ma vie ne se confondant plus avec celle de Franz, je ne cours plus le risque, comme il eût pu m'arriver auparavant, tout en ne pensant faire que ma propre confession, de faire du même coup la confession d'autrui, ce qui n'est ni mon droit ni mon désir.

En revenant à Paris, je n'avais aucun parti pris, aucun plan de conduite, aucun projet arrêté, et je ne me formais, à vrai dire, aucune idée de la vie que j'allais pouvoir mener.

Le désir de réparer le mal que j'avais fait et d'adoucir, dans la mesure du possible, les peines que j'avais causées était en moi très vif; mais je n'étais mue en cela par aucun retour de ma conscience vers le devoir catholique, moins encore par le regret du monde, ou la considération des avantages que me rendrait un rapprochement avec ma famille. La pensée d'obtenir de mon mari un pardon que sa générosité de cœur, son amour pour sa fille et les sentiments qu'il m'avait gardés eussent probablement rendu facile ne s'offrait pas même à mon esprit. Effrayée de ce tourbillon de la vie d'artiste où Franz s'était laissé entraîner de la façon la plus inattendue et pour moi la plus incompréhensible, j'avais senti douloureusement que je ne pouvais ni ne devais l'y suivre.

Mais mon amour avait été trop grand, et, j'oserai le dire, trop pur en son exaltation romanesque, pour que je consentisse jamais à le renier. Plus il m'avait fait souffrir, plus il m'était entré avant dans l'âme. Refoulé au plus profond, il y gardait sa fierté; et je me serais jugée indigne de ma propre estime, si je m'étais laissé persuader de prendre aucun engagement, de quelque nature qu'il fût, qui me séparât d'une manière absolue et définitive de l'homme que j'avais aimé, que j'aimais encore peut-être, malgré ma résolution de le quitter, par-dessus toutes choses au monde.

Un autre motif encore et très puissant, me déterminait à maintenir dans ma situation, si difficile qu'elle dût être, une indépendance entière. Je ne voulais pas éloigner de moi les enfants qui m'étaient nés dans des conditions où, selon la légalité française, je ne pouvais rien être pour eux. Ni mon nom n'avait pu leur être donné, ni ma fortune ne devait leur appartenir; d'autant plus tenais-je à leur garder toute ma tendresse et à ne jamais paraître désavouer une maternité, contre laquelle conjuraient ensemble toutes les sévérités de la loi et de l'opinion.

Mes relations de famille se ressentirent également de ce besoin de sincérité un peu hautaine qui l'emporta en moi constamment sur les affections les plus vives, à plus forte raison sur les intérêts.

Si j'avais beaucoup changé pendant les cinq années que j'avais passées loin de la France, il s'était fait aussi de notables changements dans l'esprit, et, si je puis ainsi dire, dans le tempérament de notre famille. La mort de mon père et de mon aïeule, le mariage de mon frère et son ralliement, après 1830, au gouvernement du *Juste milieu*, la conversion de ma mère qui, sous l'influence de ma belle-sœur, avait abjuré le protestantisme, tout un ensemble de circonstances que j'aperçus peu à peu, avaient substitué, dans la maison paternelle, à l'indifférence en matière de religion et aux habitudes frondeuses en matière de politique qui caractérisaient la société de la vieille noblesse française, une dévotion stricte, sans examen, avec la *satisfaction* des conservateurs de la royauté bourgeoise (1); ce qui formait, réuni, quelque chose d'antipathique à tout mouvement et de très peu compatible avec la nature de mon esprit libre et chercheur. Il y eut donc de ce côté, malgré la joie de ma mère à me revoir, malgré l'empressement de son accueil, et mon extrême désir de lui complaire, une difficulté, un empêchement; et, de part et d'autre, dans les meilleures intentions, beaucoup de malaises et de mécomptes.

Quant à mes amitiés d'autrefois, elles s'étaient montrées, pour la plupart, si légères en leur jugement, si vaines, si promptes à l'oubli que je n'avais rien plus à cœur que les tenir à distance.

Ainsi donc rien ne s'offrait à moi pleinement : aucun point d'appui solide; aucune ancre où attacher ma pauvre barque désemparée; aucun but distinct à poursuivre, prochain ou lointain. Mes devoirs étaient contradictoires; je ne concevais clairement ni ce que je devais, ni ce que je pouvais vouloir; je me sentais découragée avant d'avoir rien tenté; seule, absolument seule, égarée, comme le poète, dans la nuit de mon cœur et de ma conscience.

Les sept années qui vont s'écouler entre mon retour en France et la mort de ma mère, dans de telles circonstances, dans de telles dispositions, furent, comme on peut croire, extrêmement troublées. Il ne fallait pas un moindre temps pour m'arracher à mes indécisions et à mes obscurités. Car, s'il y avait en moi beaucoup de force, il y avait aussi beaucoup de fai-

(1) On désignait vers ce temps sous le nom de *satisfaits* les conservateurs qui soutenaient le ministère de M. Guizot.

blesse, et très longues furent les hésitations de mon cœur, très chancelantes les résolutions de ma volonté, avant que de suivre la voix qui m'appelait timidement aux ambitions hardies.

J'ai tort d'écrire ici le mot ambition, car on y entend d'ordinaire une soif de renommée, une cupidité de crédit, de richesses, de grandeurs et de pouvoir qui étaient bien loin de moi. Les mobiles qui me poussèrent à entrer dans la carrière des lettres et qui me firent affronter courageusement, à moi si timide et si fière, les hasards et les rudesses de la publicité furent autres. Mais, avant de toucher ce point délicat, il faut que je remonte un peu en arrière, pour faire voir le chemin qu'avait parcouru mon esprit et comment il fut amené à se répandre au dehors.

J'ai dit, dans la première partie de *Mes souvenirs*, quelles étaient les facultés que j'apportais en naissant. Dès mon enfance, dans mes jeux, il y avait de l'imagination, de l'invention; très jeune, je m'étais sentie portée à écrire, tantôt selon la coutume allemande, un journal de mes impressions, tantôt même de petits romans; et ces essais enfantins, dont j'ai retrouvé quelques-uns plus tard, montrent un certain talent naturel. Pendant ma vie mondaine, de nombreuses correspondances avaient continué d'exercer ma plume et le succès de mes lettres, que l'on se communiquait, m'ayant rendue attentive, j'avais fait des progrès sensibles dans le choix de l'expression, dans le tour; j'avais pris goût aux élégances du style et, comme à toutes les autres parures, à ce que j'appelais volontiers la parure de la pensée.

Mais la pensée elle-même, faute de la nourriture saine et forte dont elle aurait eu besoin, faute d'impulsion surtout, était restée languissante. Elle sommeillait en quelque sorte au dedans de moi quand la passion l'éveilla, lui donna le mouvement, lui communiqua sa flamme.

Dans l'atmosphère orageuse où je me vis tout à coup jetée, l'amour ne fut point pour moi cette douce ivresse, cet oubli de toutes choses, cette félicité, cette volupté de l'âme et des sens où s'absorbent les amants heureux, tels que nous les peignent les poètes. Jamais exempt de souffrances et de souffrances cruelles, toujours inquiet, combattu, en proie à mille angoisses, l'amour suscita en moi des puissances d'émotion, de réflexion, de concentration, de lutte, il donna à mon esprit une activité,

une intensité que rien auparavant ne m'avait fait soupçonner.

A Genève, où j'étais restée longtemps, en Allemagne, en Italie où j'habitai tour à tour Turin, Milan, Venise, Florence et Rome, j'avais mené une vie très retirée, dans la société intime de quelques hommes éminents dont l'entretien, l'exemple et la sympathie m'animaient et m'encourageaient aux études sérieuses. Le milieu protestant et républicain de Genève, la conversation avec des esprits tels que les Sismondi, les Pictet, les de Candolle, les Coindet, les Diodati, etc... avaient rapidement développé en moi la faculté d'examen et l'indépendance du jugement. Dans des compagnies si différentes de celles où j'avais été élevée, je m'aperçus très vite, à ma grande tristesse, de l'ignorance où me laissait une éducation qui passait pour la plus brillante du monde, et j'entrepris tout aussitôt de la recommencer dans toutes ses parties. A ce peu de philosophie française qui s'accorde chez nous avec le catéchisme et que l'on m'avait enseigné de même façon, je substituai, de l'avis de mon docte ami, Adolphe Pictet, les concepts de la philosophie allemande, au sein desquels, à l'aide des conseils qu'il voulut bien me donner, je rangeai, je classai, je rectifiai, selon l'ordre naturel à mon entendement, les notions éparses, incohérentes ou contradictoires que j'avais retenues d'un enseignement superficiel. La langue de Kant, de Schelling, de Fichte, de Hegel m'était connue. Les profondeurs de la métaphysique, loin de m'effrayer, m'attiraient. Spinoza, quand j'osai l'aborder, répandit sur mon intelligence une merveilleuse lumière; et, des lèvres de cet athée, de ce réprouvé de Rome, je recueillis tout ce que je pus jamais comprendre et adorer de l'essence et de la nature de Dieu. Le vide qu'avaient laissé dans mon âme, en s'en retirant, les croyances catholiques fut instantanément comblé; et quand je vis si bien s'accorder à la philosophie de Spinoza, la morale des sages de l'antiquité, la vie d'un Épictète et d'un Marc-Aurèle, l'idéal de toute sainteté, de toute béatitude humaine me fut révélé.

Désormais, il n'y eut plus en moi ni doute ni regret des croyances que j'avais perdues. Le bien et le mal, le ciel et l'enfer bibliques disparurent entièrement de ma pensée. Le petit univers de la création, où elle s'était mue jusque-là, s'évanouit dans l'éternité infinie des mondes de Spinoza.

Afin d'aider ma mémoire et ma réflexion dans des études

auxquelles j'étais si peu accoutumée, afin aussi de rompre ma plume au langage de l'abstraction métaphysique, j'avais trouvé utile de traduire et d'expliquer, par quelques commentaires à mon usage les passages les plus importants de mes lectures. En France, dans la société où j'avais vécu, de telles occupations, en admettant qu'elles ne m'eussent pas été interdites par mes guides spirituels, m'eussent rendue ridicule. Mais, en vue de Coppet, dans la patrie de Mme de Staël et de Mme Necker de Saussure, on ne trouvait rien d'étonnant à ce qu'une femme voulût connaître les lois qui gouvernent son propre esprit; on ne contestait pas, comme on le faisait alors chez nous, au sexe féminin la capacité et conséquemment le droit et le devoir de chercher à comprendre la raison des choses. Aussi ne fis-je point de difficulté, malgré ma grande défiance de moi-même et la timidité qu'elle m'inspirait, de communiquer mes Essais (je me rappelle entre autres des réflexions sur Schelling et des pensées que m'avait suggérées l'*Éthique* de Spinoza) à quelques-unes des personnes dont la bienveillance et l'intérêt m'étaient le mieux connus. Elles m'encouragèrent à continuer; elles parurent même croire que le talent d'écrire répondrait chez moi à la force de penser; quelques-uns allèrent jusqu'à me prédire, dans la carrière des lettres, si je voulais y entrer, de brillants succès. Mais je ne vis là qu'une illusion de l'amitié, et je continuai mes études avec une entière modestie, sans autre but que d'apprendre.

Quand mes premières ardeurs philosophiques furent quelque peu apaisées, je me tournai vers l'histoire; là également j'avais tout à apprendre ou à rapprendre. Je n'y épargnai point ma peine. Sismondi et ses *Républiques italiennes*, puis Augustin Thierry, puis Guizot, Thiers, Mignet m'ouvrirent des perspectives entièrement nouvelles,

L'Italie donna un charme et un attrait nouveau à mes études. Mais, avant de dire l'influence qu'exercèrent sur moi ses arts, ses monuments, son histoire, son travail et sa lumière, il faut que j'introduise ici deux personnes qui, vers cette époque, produisirent sur mon imagination une impression vive et ne furent pas sans action, quoique indirectement, sur le cours de mes pensées.

UNE VISITE DE LAMENNAIS

Très peu de jours après le jour horrible où j'avais décidé de quitter ma maison, ma famille, tout mon passé pour me jeter aux hasards d'un avenir plein d'orages, étant seule un matin chez moi, le cœur oppressé, l'âme inquiète, agitée de mille craintes, un domestique entrant dans ma chambre, sans être appelé, m'annonça qu'un monsieur qu'il ne connaissait pas demandait à être introduit. « Je ne veux voir personne », m'écriai-je. Le domestique sortit et revint presque aussitôt. « Ce monsieur prie bien madame de le recevoir; il repart pour la campagne et il paraît qu'il a quelque chose de très pressé à lui dire. — Lui avez-vous demandé son nom? — Il n'a pas voulu le dire. — Vous ne l'avez jamais vu? Quel air a-t-il? — Pas trop bon air. Il est tout petit, maigre, de gros souliers, des bas bleus... une vieille redingote. »

Un éclair traversa mon esprit. Je savais par Franz que l'abbé de Lamennais était attendu à Paris; je savais que mon nom avait été prononcé entre eux à La Chênaie. La description de mon domestique pouvait se rapporter à ce qui m'avait été dit de sa physionomie de vieux Breton et de ses accoutrements rustiques... Si c'était lui! « Faites entrer », dis-je, sans plus de réflexion, et le cœur me battait, car j'avais pour l'illustre auteur des *Paroles d'un croyant*, pour son génie, pour sa conscience superbe, son magnifique renoncement, une admiration, un respect sans bornes.

C'était lui, en effet; il se nomma quand il fut près de moi, d'une voix faible, hésitante, avec un accent craintif qui ne répondait guère à l'idée que tout le monde s'était faite alors et que je m'étais faite de sa parole puissante. Il s'excusa gauchement de venir ainsi chez moi sans s'être annoncé; mais le temps pressait, ajouta-t-il, le motif qui l'amenait était des plus graves. Il espérait donc... Le voyant en peine de poursuivre, je l'interrompis pour lui dire en peu de mots quels étaient à son égard mes sentiments, pour l'assurer qu'à aucun moment, en aucune circonstance, sa visite ne pouvait m'être importune.

Pendant que je lui parlais, il ne leva pas sur moi les yeux; et, lorsqu'il eut repris la parole, pendant un long monologue que je n'interrompis que par quelques exclamations sans suite,

je crois qu'il ne lui arriva pas une seule fois de me regarder en face. Ses yeux se portaient à droite, à gauche, ou bien il les baissait et regardait ses genoux comme aurait pu faire un campagnard embarrassé dans un salon de ville, en présence d'une femme. Je pus donc, quoique très émue, pendant qu'il me parlait avec beaucoup de feu, satisfaire ma curiosité et graver dans ma mémoire la figure ascétique du prêtre révolté.

Félicité de Lamennais, — M. Féli, comme l'appelaient entre eux ses jeunes disciples, — devait avoir, à cette époque, environ soixante-cinq ans. Il était de petite taille, d'aspect étroit et mesquin; son visage était creusé de rides effrayantes. Son grand nez aquilin, son œil oblique, perçant, lui donnaient quelque chose de la bête de proie. Aucune tranquillité, aucune harmonie dans aucune partie de sa personne, ni dans son attitude qui changeait à chaque instant, ni dans les gestes crispés de sa main aux longs doigts maigres, ni à son front offusqué de longs cheveux plats et grisonnants, qui se plissait à la moindre apparence de contradiction, ni dans son sourire contracté, ni dans sa parole qui tantôt se précipitait comme un torrent et tantôt s'embarrassait et s'obstruait.

Cependant, après un premier étonnement à le voir si peu semblable à l'image qu'on s'était faite, on sentait en lui une force, une puissance de domination qui, peu à peu, commandaient et s'imposaient. Il se mêlait à cette force, dont les dehors n'avaient rien qui altérât sa bonté d'âme, une naturelle tendresse, des candeurs, des éléments de bienveillance et de sympathie, avec un désir d'aimer et d'être aimé, qui donnaient à ce vieillard, sur la jeunesse qu'il appelait à lui, un empire sans borne. Sous les ombrages de la Chênaie, il rassemblait, il enthousiasmait, il évangélisait de jeunes hommes qui pour lui auraient tout bravé et donné mille fois leur vie. « Le bon père, » ainsi l'appelait-on à la Chênaie. Des esprits, des cœurs, tels que les Lacordaire, les Montalembert, les Gerbet formaient autour de lui une église ardente, qui l'adorait comme un saint des temps primitifs, comme le divin précurseur d'une incarnation nouvelle.

Franz, sans s'être engagé dans cette église, y trouvait l'accueil le plus tendre. M. Féli, charmé par son beau génie, lui marquait une prédilection toute paternelle; il aimait ces âmes troublées que rien ici ne satisfait; il avait pour les égarements

de la passion les indulgences du confesseur catholique, avec quelque chose de plus que lui inspiraient peut-être de douloureux souvenirs. On lui cachait peu de chose. Ce qu'on ne lui disait pas, il le devinait. Il avait deviné, à quelques faibles indices, une crise prochaine dans l'âme et l'existence de Franz. Confirmé dans ses appréhensions par quelques bruits venus du dehors, il s'était alarmé pour ce fils de prédilection. Il avait soudainement quitté sa retraite, sans avertir personne de son dessein; il accourait et, dans un embrassement paternel, il arrachait à Franz notre secret tout entier.

Après avoir épuisé auprès de lui, pour le dissuader d'une résolution funeste, toutes les forces du raisonnement, le voyant inébranlable, l'abbé de Lamennais, sans se décourager, se flattant sans doute qu'il aurait plus de puissance sur la volonté plus faible d'une femme, venait vers moi, et, de la manière qu'on a vu, abordait un sujet extrêmement délicat. Il commençait un entretien dont l'issue, favorable ou défavorable, allait, dans sa conviction, décider de tout l'avenir de deux personnes auxquelles, à des degrés différents, il portait intérêt.

Longtemps je l'écoutai dans un silence respectueux, mais, je l'avoue, je ne me sentis point persuadée. En me peignant avec éloquence, — car l'éloquence lui venait dès qu'il avait passé les préambules et qu'il entrait à fond dans le sujet qu'il avait à cœur, — le malheur de celui qu'entraîne l'esprit de révolte, le blâme des honnêtes gens qui peu à peu font autour de lui le vide, les doutes, les repentirs qui l'assaillent dans sa solitude et cette force occulte des choses, ces nécessités d'un ordre implacable qui, tôt ou tard, triomphent des plus hauts courages et se vengent du téméraire qui vainement croyait échapper à leur étreinte, l'abbé de Lamennais soulevait en moi une protestation muette tirée de son propre exemple. Mais lui! me disais-je tout bas, qu'a-t-il donc fait autre chose? Mais le prêtre qui rompt avec son église, mais le *croyant* qui rejette les confessions de la foi, mais l'apôtre qui s'arrache à la loi écrite et qui brave tous les anathèmes pour suivre l'inspiration de son cœur, s'est-il donc repenti, voudrait-il reprendre ses chaînes ? La sincérité ne serait-elle plus à ses yeux la première vertu des âmes nobles?

Mon silence ne trompa pas l'abbé de Lamennais; avec cette vive perception que lui donnait l'habitude de l'apostolat, il

sentit en moi une protestation, il s'aperçut qu'il n'ébranlait rien dans mon esprit et, renonçant à me convaincre par la raison, il attaqua ma sensibilité et me remit devant les yeux les peines que j'allais causer : ma mère désolée, ma fille privée des caresses maternelles. Il me fit verser des larmes amères.

Ému lui-même d'une émotion vive et vraie à l'idée de l'affliction que j'allais causer à tous les miens et se croyant sur le point de l'emporter sur ma résistance, il se jeta à mes pieds, embrassa mes genoux; d'un accent devenu tout à coup suppliant et presque humble, il me conjura de différer une démarche irrévocable, d'accorder à sa prière quelques semaines, quelques jours de réflexion. Il ne me demandait rien de plus; mais cela, il me conjurait de le lui accorder. « A Dieu ne plaise, s'écria-t-il, toujours à mes genoux pour atténuer encore sans doute la portée du sacrifice qu'il espérait m'arracher, à Dieu ne plaise que je songe à séparer deux âmes si dignes l'une de l'autre, si bien faites pour s'aimer, pour s'élever ensemble vers les régions pures de l'amour et de la foi! Mon unique désir, c'est de les rendre plus aimantes encore, plus dignes de se bien aimer, plus dignes du Dieu d'amour qui veut les unir dans son sein... Recueillez-vous, belle âme, laissez-moi emmener Franz dans sa solitude... Ne vous laissez pas emporter à la passion qui égare ; purifiez cette flamme d'amour divin qui est en vous... Conversez ensemble; mais à distance, jusqu'à ce que vous sentiez pacifiée, purifiée en vous la passion qui trouble... Oh ! alors quel exemple vous donnerez au monde ! quelle force vous trouverez en vous-même pour agir sur d'autres âmes, pour faire l'œuvre de Dieu !... Dites, dites-moi que vous y consentez... Un mot, un seul mot, et je pars le plus heureux des hommes... »

Je saisis ses deux mains dans les miennes et le relevai doucement : « Je ne puis vous voir ainsi suppliant et ne pas céder à ce que vous demandez de moi ; mais, de grâce, n'arrachez pas à mon émotion cette promesse que ma volonté ne confirmera pas. Je sens que je vais vous dire tout ce que vous exigez, mais je sens aussi qu'à peine une heure écoulée, vous recevrez de moi une lettre où je retirerai ma parole. Ce ne serait digne ni de vous ni de moi. »

L'abbé de Lamennais se releva. Pour la première fois depuis une heure environ que nous étions ensemble, il me regarda :

dans ce regard, je lus un étonnement profond et la compassion la plus grande. Après un silence de quelques secondes : « Adieu, madame, me dit-il, je ne vous demande rien, je vais prier Dieu. Il vous éclairera, car il vous aime... Je repars pour la Chênaie où j'attendrai un mot de vous... quel qu'il soit, n'est-ce pas ? reprit-il en voyant que j'hésitais à répondre... Quoi que vous fassiez, mon cœur vous suivra avec la plus grande anxiété... J'espère encore. »

Il s'éloigna. J'ai appris depuis qu'il avait dit, en sortant de chez moi, à un ami qui l'attendait : « Je n'ai jamais rencontré chez aucune femme une telle résistance de la volonté... Une seule corde vibre en elle à cette heure. Lorsqu'elle se rompra, tout sera brisé. »

A quelques mois de là, j'écrivis à l'abbé de Lamennais, ainsi qu'il m'y avait autorisée, et l'extrême indulgence, la bonté parfaite de sa réponse, nouèrent entre nous une correspondance qui se continua jusqu'à mon retour. Quand je revins à Paris, l'une de mes premières pensées fut de l'aller chercher dans la mansarde qu'il habitait alors au cinquième étage d'une maison de l'avenue Chateaubriand dans le quartier Beaujon. Il me reçut très affectueusement, vint chez moi, y dîna souvent, tantôt avec quelques amis, tantôt en tête-à-tête, causant abondamment sans jamais faire allusion à la circonstance qui nous avait rapprochés, mais de manière à me faire sentir qu'il continuait à s'intéresser sincèrement à ma vie morale et intellectuelle. Un jour qu'il m'avait trouvée plus triste que d'ordinaire, silencieuse dans ce petit cercle d'amis qui m'entourait, comme il descendait avec l'un d'eux échangeant à ce sujet quelques réflexions : « Qu'on serait heureux, s'écria-t-il avec feu, de pouvoir aider cette belle plante à demi brisée à relever sa tige ; que l'on aurait de contentement, si l'on pouvait lui servir d'appui, de tuteur! » Dans cette pensée qu'il nourrissait à part lui, il accueillit avec beaucoup d'empressement mes premiers essais littéraires... il me donna ses conseils; il croyait voir dans le don de mon talent une force.

Notre amitié cependant ne fut pas exempte de nuages. Il était d'un tempérament bilieux, violent, soupçonneux ensemble et crédule; il portait dans ses affections une fougue, des revirements brusques qui le jetaient dans des injustices criantes. Jamais de mesure, rien de tempéré, peu d'attention, peu de

réflexion. Ange ou démon ; on n'était jamais à ses yeux un simple mortel. A chaque instant, par exemple, il me recommandait, — car il était extrêmement charitable et très exploité par les mendiants politiques et autres, — telle ou telle personne, comme étant douée d'un caractère sublime, d'un génie extraordinaire, d'une vertu sans tache. Le lendemain, je recevais un mot à peu près ainsi conçu : « Fermez votre porte à M. X... c'est un fourbe, un gueux, un fripon, un faussaire, un homme capable de toutes les vilenies, le plus dangereux des êtres. » M. X... n'était le plus souvent qu'un sot, un importun ou un important de troisième ordre qui avait abusé, comme tant d'autres, de la crédulité de l'abbé.

Je fus à mon tour victime de ces brusques revirements de son esprit. Après m'avoir de très bonne foi exaltée au-dessus de toutes les personnes de mon sexe, peu s'en fallut qu'il ne me jugeât capable des sentiments les plus bas. Mon *Essai sur la liberté* le mit en colère. Le chapitre sur le divorce lui parut une monstruosité ; il trouva matérialiste un chapitre où je peignais la douleur de l'enfantement et les joies de la délivrance. J'appris qu'il disait : « Mme d'Agoult parle d'une femme qui enfante comme elle pourrait le faire d'une vache qui met bas. » Et, pourtant, si j'en dois croire mon sentiment intime, et l'impression que les passages de mes écrits relatifs à l'enfantement ont produit sur la plupart de mes lecteurs, jamais on n'avait encore exprimé la grandeur, la sublimité de ce moment comme je l'ai fait, d'une plume hardie sans doute, mais assurément chaste et pénétrée de ce qu'il y a de divin dans ce grand acte de la nature, amenant à la lumière un être d'essence immortelle.

Lorsque dans sa collaboration au journal *le Monde*, que dirigeait M. de Lamennais, Mme Sand voulut traiter la question du divorce, il la rembarra (dans une lettre qu'elle me fit voir et qui la blessa profondément), la renvoyant en des termes d'une galanterie dédaigneuse à ces jolis romans qu'elle écrivait si bien.

Quoique en proie à toutes les ardeurs du mouvement révolutionnaire, révolté contre Rome, il restait dans l'abbé de Lamennais quelque chose de la prêtrise, des préventions, des étroitesses, des amertumes. Le divorce lui était en aversion ; il ne daignait pas même examiner si dans les pays protestants où il

est admis, la morale est moins pure, la famille moins bien assurée. Il le condamnait, sans aucune espèce de doute, par la formule qui revenait le plus souvent dans son discours impétueux. C'était l'homme le plus étranger aux conceptions gœthéennes de la vie. Fanatique dans l'un ou l'autre sens, il était exclusivement Français, un peu borné, très ignorant sur beaucoup de points, l'histoire entre autres.

Je fus blessée de son jugement sur l'*Essai sur la liberté*; je le trouvai injuste et je cessai d'aller chez lui. Je crois qu'au fond, entre nous, il y avait, malgré bien des rapports d'idées et de sentiments, une antipathie de nature ; je l'admirais, je le respectais, il ne me plaisait pas. De son côté, attiré par certains actes de mon esprit, il sentait toujours cette sourde résistance de notre première entrevue. Il ne s'était pas emparé de moi. Il le sentait. Mon esprit était trop gœthéen. Il n'exerçait pas l'empire absolu qu'il cherchait. Ce qu'il y avait en moi d'allemand, la fille de Gœthe, ne lui plaisait pas.

En 1848, le mouvement républicain auquel je me trouvai mêlée me rapprocha davantage de M. de Lamennais. M. de Lamartine souhaitait de le voir et de s'entretenir avec lui des choses de la politique. Il me chargea de plusieurs messages pour M. de Lamennais et facilita, par mon entremise, la publicité du *Peuple constituant*, qui avait ouvert une campagne très hardie contre les communistes et les ouvriers rassemblés au Luxembourg par Louis Blanc.

Plusieurs fois pendant le gouvernement provisoire, ces deux hommes illustres dînèrent ensemble chez moi et causèrent confidentiellement. Ils faisaient beaucoup de frais l'un pour l'autre. M. de Lamartine s'extasiait ou feignait de s'extasier sur la modération, la parfaite *raison* de M. de Lamennais. « On le considère comme un révolutionnaire aveugle, me dit-il un jour ; si cela dépendait de moi, je voudrais lui confier le département des Affaires étrangères. »

Un soir, il y eut, chez moi, lecture du projet de constitution de M. de Lamennais. Il avait désiré qu'il y eût toutes les notabilités du parti républicain et m'avait priée de faire les invitations; mais M. de Lamartine, pour le mieux pouvoir discuter, disait-il, demanda que nous fussions seuls. Un avocat, M. Auvillain, fit cette lecture. M. de Lamennais, ardent, passionné pour son œuvre, interrompait fréquemment pour en

développer les beautés. M. de Lamartine, étendu sur son divan, écoutait nonchalamment.

A peu de temps de là, M. de Lamennais donnait sa démission du Comité de constitution, son projet n'y ayant pas trouvé plus de faveur qu'auprès de M. de Lamartine.

Au 15 juin (journée de Ledru-Rollin), aux Arts et Métiers, pensant qu'il devait être compromis dans cette affaire et la jugeant dès le matin manquée, je courus chez lui (il demeurait alors au quartier Beaujon) pour me mettre à sa disposition, moi et ma bourse. Je le trouvai tranquillement assis dans son fauteuil comme un homme qui n'avait nulle part à ce qui se passait et qui ne s'y intéressait que médiocrement. J'ai appris depuis qu'il avait toujours, en toute éventualité, 8 à 10 000 francs dans son tiroir. Il dut me trouver naïve dans mes offres de services. Nous le croyions et il paraissait être extrêmement pauvre...

MES SENTIMENTS POUR GEORGE SAND

L'autre personne de qui, avant de passer outre, je dois parler ici (parce que si, pas plus que M. de Lamennais, elle n'eut d'influence durable sur moi, elle contribua aussi à donner à mon esprit une impulsion) exerçait à cette époque sur les imaginations une puissance agitatrice de même nature que M. de Lamennais. Mme Aurore Dudevant, alors dans tout l'éclat de sa jeunesse et de son talent, sous un pseudonyme viril qui longtemps excita et troubla la curiosité, venait de publier ses premiers romans. C'était encore la révolte contre la société, sous une autre forme. Le cri de la femme contre la tyrannie de l'homme, la révolte contre le mariage indissoluble; *Lélia*, la superbe, maudissait l'amour. La lecture de ces livres dans l'état de mes esprits, dans le trouble de la passion, m'avait troublée comme tant d'autres. L'étrangeté, le mystère ajoutaient beaucoup à l'admiration. On se contait de cette jeune femme mille histoires byroniennes. Elle portait des vêtements d'homme, fumait; intrépide amazone, elle parcourait les lieux sauvages, les forêts; elle conspirait aussi, murmurait-on, elle fréquentait les conciliabules républicains. Était-ce un homme, une femme, un ange, un démon? Venait-elle, comme Lélia, « du Ciel ou de l'Enfer »?

J'avais lu, comme tout le monde, ces romans étranges et mon admiration était grande pour leur auteur. Aussi fus-je très agréablement surprise en apprenant qu'elle désirait me connaître. Elle avait appris par Franz, que M. de Musset lui avait présenté, que j'étais à la veille de quitter la France et pourquoi. Une si grande hardiesse de passion lui avait paru extraordinaire; elle était, à cette époque, curieuse de toutes les individualités. Franz nous fit dîner ensemble chez sa mère. Notre entrevue fut très singulière...

Adolphe Pictet, qui nous vit plus tard ensemble, a marqué le contraste dans sa *Course à Chamonix*. Ce contraste était aussi complet qu'il est possible à un artiste de l'imaginer. M[me] Sand était de très petite taille et paraissait plus petite encore dans les vêtements d'homme qu'elle portait avec aisance et non sans une certaine grâce de jeunesse virile. Ni le développement du buste, ni la saillie des hanches ne trahissaient en elle le sexe féminin. La redingote, en velours noir, qui lui serrait la taille, les bottes à talons qui chaussaient son petit pied très cambré, la cravate qui serrait son cou rond et plein, son chapeau masculin, quand elle le posait cavalièrement sur les touffes épaisses de sa chevelure courte, ondulée, ne gênaient en rien ni la liberté de son allure ni la franchise de son maintien qui donnait l'idée d'une force tranquille. Sa tête d'un galbe très pur était de proportion plus grande, plus belle, plus noble que son corps. Son œil noir, comme sa chevelure, avait dans sa beauté quelque chose de très étrange. Il paraissait voir sans regarder et, bien que très puissant, ne laissait rien pénétrer; un calme qui inquiétait, quelque chose de froid comme on se figure le Sphinx antique. Le front était bien modelé, ni trop haut, ni trop bas. Le bas du visage ne correspondait pas à la noblesse du haut.

Elle fut pour moi d'une grande prévenance, me pria de la venir voir, me promit de me rendre ma visite à Genève, si j'y étais encore quand ses affaires n'exigeraient plus sa présence (le procès en séparation avec M. Dudevant qui s'allait plaider), me demanda la permission de lui dédier le roman qu'elle achevait en ce moment (1) et me demanda de lui écrire.

Elle-même a écrit dans ses *Lettres d'un voyageur* où elle me

(1) *Simon* paru en 1836.

donne le nom d'« Arabella », les huit jours que nous passâmes ensemble à Chamonix. Ce qu'elle n'a pu dire, c'est l'impression qu'elle fit sur moi. Phénomène étrange! J'éprouvai comme pour l'abbé de Lamennais quelque chose qui m'attirait et quelque chose qui m'éloignait; une vive admiration pour ce génie, une sorte d'effroi. Mais elle aussi était trop catholique, même dans sa révolte, un être trop exclusivement d'imagination, une organisation trop exceptionnelle. Elle non plus ne se livra pas. Je n'eus jamais sa confiance; mais elle m'encouragea beaucoup aussi à écrire. « Vous avez envie d'écrire, m'écrivait-elle, eh bien! écrivez. » Elle développa en moi l'amour de la nature et le sens poétique des choses, et, par ses louanges, m'ôta une partie de la défiance que j'avais de moi-même.

Elle me fit connaître ses amis républicains. Elle me fit scruter, sonder beaucoup plus que je ne l'avais fait les mystères de mon propre cœur; elle m'aida à me connaître moi-même, à m'analyser.

Au commencement de l'année 1837, au moment où j'allais descendre en Italie, le choléra ayant éclaté, elle m'écrivit pour me demander avec la plus aimable insistance de venir à Nohant. J'y passai trois mois d'une vie très contemplative. Nous montâmes à cheval ensemble dans ces traînes de la Vallée noire qu'elle a si bien décrits. Ses deux enfants étaient là. Solange portait aussi des vêtements de garçon.

De belles lectures, des entretiens élevés, l'astronomie, la botanique, la musique qu'elle aimait passionnément. Des dissertations sur l'abolition de la peine de mort. Toutes les idées qu'on appelait alors humanitaires sur la République.

Ces trois mois restèrent un souvenir très poétique dans ma vie. On voulait tout réformer... le théâtre, la poésie, la musique, la religion et la société. Tout cela était fébrile, maladif, mais généreux. Quelle exaltation pour l'imagination, pour toutes les facultés! L'amour du peuple, des humbles, des souffrants, du christianisme qui ne voulait plus attendre la vie future.

OU DANIEL STERN APPARAIT

Une des premières personnes que je revis, c'était Delphine Gay, devenue Mme Émile de Girardin. Nous nous étions connues jeunes filles, comme je l'ai raconté. Dans une rencontre for-

tuite, elle vint à moi au sortir d'une représentation de *Chatterton*, si je ne me trompe, me tendit la main, s'informa vivement de ma santé et des heures où l'on pouvait venir me voir; et le lendemain elle venait chez moi. Nous causâmes longuement; elle ne parut pas trop comprendre mon isolement, me parla du monde, des salons en dehors desquels on ne pouvait pas vivre, comme si ce devait être mon désir d'y rentrer; je vis que dans son esprit elle en cherchait les moyens pour moi et qu'elle me servirait volontiers d'intermédiaire. Elle me pria à dîner chez elle avec Lamartine, Victor Hugo, Théophile Gautier. J'ai su qu'elle avait beaucoup vanté mon caractère, mon amabilité, les grâces de mon esprit.

J'allai chez elle; elle me fit faire la connaissance de son mari; je vis ses grands hommes. Le plus silencieux fut celui qui m'intéressa le plus. Émile de Girardin ne parlait presque pas; cela n'était pas nécessaire chez lui, où Delphine avait une verve prodigieuse. Il était très occupé de son journal, n'allait pas dans le monde. Il était très pâle, observateur concentré, un peu ironique, mais doux et parfaitement comme il faut de manières, singulier, sans du tout chercher à le paraître.

Lorsque j'invitai à mon tour Delphine à dîner chez moi, il accepta, ce qu'il ne faisait jamais, dit-il. Il parut se plaire chez moi, y revint et bientôt nous en vînmes à causer de ce qui me concernait, de ma situation étrange, de mes projets... « Mes projets! Je n'en ai pas, lui dis-je, je ne veux pas rentrer dans le monde, j'étudie, je travaille, j'aime les arts. » A ce mot, travail, il sous-entendit aussitôt le travail pour la publicité. « C'est bien, me dit-il, c'est très bien. Si vous voulez me donner ce que vous faites, cela paraîtra dans *la Presse*. Il me pressa longtemps, il y revenait toujours. Il ne venait pas chez moi sans me dire : « Eh bien! y a-t-il quelque chose de prêt? Est-ce aujourd'hui que j'emporte quelque chose? Voyons!... »

Un soir, je lui annonçai qu'ayant été le matin à l'École des beaux-arts voir les peintures de l'hémicycle par P. Delaroche, j'avais analysé mes impressions ; je lui lus ce que j'avais fait. Il saisit les feuillets. « C'est excellent, me dit-il. Je n'y entends rien, je ne sais si vous avez raison; mais c'est écrit comme peu de gens écrivent et vous donnez l'idée de quelqu'un qui a le droit d'avoir son jugement à lui; j'emporte cela : demain matin je vous enverrai les épreuves. » Je ne savais pas ce que c'était

que des épreuves... Cela me donna un léger frisson... Il était déjà à la porte. « Vous n'avez pas signé, me dit M. de Girardin. — Mais non. — Il faut signer. — Je ne peux pas. — Pourquoi? — Je ne peux pas disposer d'un nom qui ne m'appartient pas à moi seule; je ne veux pas demander d'autorisation. Si je dois être critiquée dans les journaux, je ne veux pas que personne soit engagé d'honneur à me défendre. — C'est juste, s'écria M. de Girardin. Eh bien! alors prenez un pseudonyme. — Lequel? — Essayez un nom », me dit-il. Il y avait là, sur la table, mon buvard et un crayon. Je pris machinalement le crayon et j'écrivis *Daniel.*

C'était le nom que j'avais donné à l'un de mes enfants, le nom du prophète sauvé de la fosse aux lions, qui lisait dans les songes. Cette histoire me plaisait entre toutes les histoires de la Bible. Probablement je faisais un retour sur moi-même, seule, hélas! en butte à bien des haines. Daniel... Mais après? Je cherchai un nom allemand, me sentant Allemande... *Daniel Wahr*: je voulais être vraie avant tout. *Daniel Stern* : j'aurais peut-être une étoile. Daniel Stern! Le nom était trouvé, le secret promis. Je me couchai et m'endormis sans plus penser à rien. Le lendemain matin, en voyant arriver les épreuves, le cœur me battait bien fort. M. de Girardin y avait joint l'indication des signes d'imprimerie. Je corrigeai fort mal, comme on peut croire; et, le soir même, quelques personnes qui se rencontraient chez moi, se demandaient qui pouvait bien être ce Daniel Stern qui jugeait avec tant de sévérité le peintre le plus en renom du moment et se permettait de trouver des défauts à une œuvre aussi magnifique que *l'Hémicycle*.

Le secret fut bien gardé. M[me] de Girardin sollicita vainement son mari; elle n'obtint qu'un sourire mystérieux; il s'amusa à lui donner à entendre que ce pourrait bien être M. Ballanche. La famille et les amis de M. Delaroche furent indignés de tant d'audace. C'était la première fois qu'on se permettait une telle critique. Elle était rude en effet, d'une plume inexpérimentée qui n'avait pas l'habitude des euphémismes; d'une personne qui ne songeait pas aux inconvénients de la sincérité, qui ne songeait à rien ménager, qui ne disait que ce qu'elle pensait, voilà tout. C'était inacceptable. Mais il y avait dans cette indépendance une certaine force dans l'expression, une spontanéité encore embarrassée, mais sensible pourtant.

Ce fut donc un succès. Cela fit du bruit et M. de Girardin qui aimait pour son journal le bruit ne me laissa plus de repos que je ne lui eusse donné autre chose. Le moment de l'exposition, du *Salon*, comme on disait alors, approchait. M. Ch..., depuis quelques années, y apportait de l'ennui; il se plaignait de cette besogne fastidieuse, monotone qu'il faisait depuis de longues années. M. de Girardin lui déclara qu'il l'en dégageait. Grande surprise, grand déplaisir, grande mauvaise humeur, grand mauvais vouloir contre ce pauvre écrivain, cet intrus à la presse, venu on ne savait d'où, qui ne parlait pas le langage de l'atelier, qui n'était le camarade de personne, qu'on ne rencontrait pas sur les boulevards...

Deux petites nouvelles, *Hervé* et *Julien*, suivirent ces articles d'art. M. de Girardin m'assurait toujours que le succès était grand. Je m'enhardissais peu à peu; enfin, pendant un été que je passai dans le village d'Herblay, où j'avais loué une petite maisonnette en vue de la Seine et de la forêt, j'écrivis tout un roman : *Nelida*. Pourquoi prenais-je cette forme du roman? Je n'avais guère les qualités du romancier; c'était une sottise de paraître vouloir suivre les traces de Mme Sand, quand je n'avais rien de son génie. Ce qu'il y avait dans *Hervé*, dans *Julien*, dans *Nelida*, ce qui fit l'intérêt et le succès, c'étaient des qualités de moraliste, de réflexion; l'originalité, la personnalité de la pensée; une manière de dire qui, sans recherche d'originalité, était bien mienne. Mais j'étais extrêmement modeste. Je ne croyais pas qu'une femme, que moi surtout, je pusse aborder directement les idées, prendre une forme; j'y fus gauche, mais sincère, hardie, avec simplicité. Toute la première partie de mon roman plut beaucoup. La conclusion, le personnage de la religieuse qui laissait voir des tendances de rénovation sociale, un esprit de réforme, parurent insupportables.

J'avais confié le manuscrit à M. de Lamennais qui s'intéressait beaucoup à mon talent; après qu'il l'eut lu consciencieusement : « Cela me paraît fort distingué, me dit-il, mais je ne suis guère compétent en ces sortes d'ouvrages et je craindrais de me tromper. Mais il y a un homme incomparable en son jugement, un critique sûr, c'est Béranger. Voulez-vous me permettre de lui faire lire votre roman? » J'acceptai de grand cœur une offre si bienveillante. A quelques jours de là, Béranger entrait dans mon cabinet gœthéen; après qu'il eut mis soigneu-

sement dans un coin son chapeau et son parapluie : « L'abbé de Lamennais m'a dit que vous étiez une femme à qui l'on peut dire la vérité; c'est fort rare, ajouta-t-il en me regardant d'un air narquois. — C'est pourtant très exact. — Eh bien! alors, je vous dirai que je ne vous conseille pas de publier ce roman. Il n'est pas mal, mais il ne vaut pas ceux de Balzac ni même ceux de Mme Sand. On vous comparera inévitablement : cela vous fera du tort. Quelques gens croiront se reconnaître; on dira que vous avez fait des portraits; on vous en voudra; on vous dénigrera, vous et votre talent. Vous aurez des ennuis sans fin. Vous vous occupez des questions sociales (c'était le mot alors); que n'écrivez-vous sur la commune, l'instruction publique? Vous pourriez prendre rang tout à fait en première ligne. Lamennais dit que vous avez de l'instruction, de la modération, que vous êtes un peu Allemande, eh bien! dites-nous les opinions allemandes sur tout cela. » Il me parla longtemps avec beaucoup de raison, de bienveillance ; je trouvai qu'il avait raison. Ainsi qu'il arrive le plus souvent, je ne tins pas compte de son conseil, j'avais un besoin aveugle peut-être mais presque irrésistible, de sortir d'un isolement du cœur et de l'esprit qui plusieurs fois déjà m'avait jetée en proie à la pensée du suicide. J'avais besoin de sortir de moi, de mettre dans ma vie un intérêt nouveau qui ne fût pas l'amour pour un homme, mais la relation intellectuelle avec ceux qui sentaient, pensaient et souffraient comme moi. Je publiai donc dans la *Revue indépendante*. Béranger ne se fâcha pas plus que n'avait fait M. de Lamennais... Un an après, il me disait en post-scriptum d'un très aimable petit billet, à propos du succès de *Nelida* : « Quel bon conseil je vous ai donné et que vous avez bien fait de ne pas le suivre ! »

Cependant, ce qu'il m'avait dit m'était resté dans l'esprit, et sauf deux courtes nouvelles, *Valentia, la Boîte aux lettres*, qui parurent durant l'année 1847 et ne furent goûtées que d'un très petit nombre de mes amis, à cause de l'originalité singulière et d'une hardiesse tranquille qui fut trouvée immorale, je renonçai au roman, et, rassemblant mes réflexions, j'écrivis l'*Essai sur la liberté*, considérée comme principe et fin.

« Le titre seul de ce livre est un beau livre », écrivait Anselme Petetin. C'était en effet une manière de concevoir le mot très nouvelle, du moins en France. Je considérais la liberté

non comme le libre arbitre avec lequel on la confond d'ordinaire, mais comme le consentement de l'intelligence et de la raison, l'obéissance volontaire de l'esprit à ce que les dévots appellent la volonté de Dieu, à ce que les philosophes appellent l'ordre immuable des choses. Conception spinoziste, stoïcienne, gœthéenne, si l'on veut, fort peu française (l'avant-propos donne l'état vrai de ma conscience littéraire; ce que je voulais, c'était me soulager, aider les autres). Ce livre n'eut pas de succès. Il eut quelques enthousiastes. Je reçus, parmi la jeunesse, des lettres d'admiration passionnée.

Bien que l'*Essai* n'eût pas eu de succès proprement dit, il avait attiré vers moi beaucoup d'esprits jeunes, de républicains, d'humanitaires; tout ce qui se groupait autour de la *Revue indépendante*, tout ce qui, plus ou moins ouvertement, prônait la République, comme le docteur Guépin, Eugène Pelletan. J'avais cependant des amis dans le parti libéral, attaché à la royauté constitutionnelle, MM. de Vielcastel, Mignet, de Lagrenée, de Bois-le-Comte, le général Delarue, dont la sœur était mon amie; je voyais aussi beaucoup d'étrangers : sir Henry Bulwer, qui m'apportait ses idées anglaises, le baron d'Eckstein, Henri Heine, le prince Lubonowski, le comte Franz de Schoenborn, Confalonieri, Georges Herwegh, Gutzkow, Mlle Lewald, Ermerson, Georges... Bakounine.

J'étais passionnée pour l'idée républicaine, mais je ne pouvais avoir le fanatisme. Je n'avais ni les traditions, ni le langage révolutionnaires. J'aimais la hiérarchie. Sentiment d'amour pour les humbles, pour les vertus populaires, les paysans, les ouvriers, mais sans l'illusion à la mode de leurs œuvres.

Une personne qui aurait pu m'être très utile, c'était Sainte-Beuve, mais il fut amer, fit du bel esprit, du précieux, voulut faire ses conditions, me quitta blessé, ne parla jamais de moi.

LA MAISON ROSE

Au moment du coup d'État, 2 décembre 1851, je venais d'acheter, dans le haut des Champs-Élysées, un petit hôtel, et, revenant de Croissy, où j'avais laissé ma fille à peine relevée de couches, je m'occupais à disposer nos quartiers d'hiver. Dans cette habitation charmante, qui fut rasée en 1857, par mesure

administrative, et pour cause d'*utilité publique*, j'eus, durant l'espace de dix années, un cercle de famille et d'amis, un *salon* que les journaux du temps appelèrent *l'Abbaye au Bois de la démocratie*. Ce titre manquait d'exactitude et la chose ne répondait pas au nom. Le nom de *Maison rose*, dont nous appelions entre nous cette riante demeure, lui allait mieux. Nous le lui avions donné à cause du ton de brique pâle d'une partie de sa façade, et des massifs de rosiers qui lui faisaient, en toutes saisons, une florissante ceinture. Elle nous a laissé à tous des souvenirs si doux, que je ne puis me défendre du désir de la faire un moment revivre sous ma plume avec tout ce qui s'y rassemblait pour me la rendre chère.

La *Maison rose* était située singulièrement, dans une avenue fermée de grilles à ses deux extrémités et plantée d'acacias, entourée de terrains vagues où paissaient les animaux; isolée de toutes constructions, elle recevait en plein la lumière des cieux.

Vers le couchant, elle avait en point de vue l'Arc de triomphe. Un homme de goût, le peintre Jacquand, l'avait construite. Sa façade aux fines arêtes, en style Renaissance, avait, chose rare, du mouvement et de la simplicité; la distribution intérieure en était originale et néanmoins commode. Deux ateliers, l'un au rez-de-chaussée, l'autre au premier, se transformèrent aisément pour mon usage, l'un en salon, l'autre en bibliothèque; un troisième atelier, au fond du jardin, garda pour ma fille sa destination première. J'ai vu beaucoup d'habitations plus vastes et plus magnifiques; aucune qui, dès l'abord, donnât une impression plus harmonieuse. On y entrait par une grille flanquée de deux petits pavillons en briques, entrelacée de lierres et de vignes vierges, dont les longs festons se balançant avec grâce et discrètement, nous protégeaient contre les curiosités du dehors. Un colossal *terre-neuve*, qui s'ennuyait un peu tout seul dans la cour, passait, à travers la verdure, entre les barreaux, son museau énorme, et, des fenêtres du salon, nous prétendions, à l'éventail de sa queue, deviner lequel de nos amis sonnait à la grille. Un perron de cinq ou six marches, recouvert d'une marquise, donnait accès à l'antichambre, d'où, entre les replis d'une épaisse tenture, on apercevait l'escalier, un petit chef-d'œuvre. Décoré de caissons bleus, rouges et or, sur un fond d'ébène, éclairé par un beau vitrail héraldique,

recouvert d'un tapis orangé bordé de noir, il était si doux aux pieds, d'un tournant si agréable à l'œil, d'une lumière si tranquille et d'une si pittoresque élégance que nous passions très souvent, assises sur ses degrés, nos heures de babil ou de lectures matinales.

A droite de l'antichambre était un petit salon octogone, d'une décoration charmante. La tenture et le divan qui régnait tout autour étaient en velours cramoisi ; sur l'ébène et l'or mat de ses trois portes se détachaient, en médaillons, les portraits de grands artistes de la Renaissance italienne : Dante, Giotto, Guido d'Arezzo, Léonard, Raphaël, etc. L'image de *Monna Lisa* rappelait l'inspiration féminine dans ces vies glorieuses. Au-dessous du portrait de Michel-Ange, je fis écrire l'adage de Salluste : *Pulchrum est bene facere reipublicæ*, comme pour me donner l'illusion que nous vivions, nous aussi, avec ces Florentins, au sein d'une fière et belle république. Après ce petit salon venait celui qui avait servi d'atelier. Il était beaucoup plus spacieux, et je l'avais voulu plus grave. Les peintures des portes et du plafond étaient couleur de chêne, rehaussées d'or. Une cheminée sculptée, des tentures en tapisseries flamandes, le lustre en cristal de roche à reflets d'opale, que j'avais apporté de Croissy pour le suspendre là, un buste en marbre de Carrare, ouvrage du statuaire toscan Bartolini, une ouverture unique sur un jardin d'hiver, où murmurait, entre des mimosas, des rhododendrons, des gardénias, un jet d'eau limpide, donnaient à ce salon un caractère étrange, à la fois sombre et doux, une physionomie silencieuse et mystérieuse.

Qu'on se figure un tel lieu embelli, animé par toute une floraison de jeunesse ; qu'on y voie aller et venir, s'asseoir au piano, au chevalet ; qu'on y entende chanter, s'égayer en groupes charmants, une belle jeune femme avec son petit enfant, bras nus, jambes nues, roulant sur le tapis ou dormant sur les coussins de velours ; deux jeunes filles blondes et blanches aux yeux d'azur ; un adolescent, leur frère, au front rêveur sous ses lauriers scolaires ; un accord merveilleux enfin de grâce et de suavité, d'intelligence et d'amour, un printemps, un rêve de maternité... Un rêve, hélas ! et l'on comprendra pourquoi, l'ayant eu, je ne me sentirai jamais ni le pouvoir de l'oublier, ni l'envie d'accuser le sort.

Dans notre douce existence, nous avions le goût et l'émula-

tion du travail. La mère donnait l'exemple ; tous jusqu'au petit enfant suivaient.

La gouvernante anglaise, quand aboyait le terre-neuve, le montrant du doigt, disait d'un air grave : *Dog barking! — Dog barking!* balbutiait l'enfant avec gravité. C'était un premier pas vers le monologue d'Hamlet et les chants de Childe-Harold. La jeune femme, d'un crayon qu'encourageaient Ingres et Flandrin, faisait nos portraits. Dès le matin, elle s'en allait au Louvre copier les maîtres. Elle expliquait les auteurs avec un lauréat de l'Université, M. Prévost-Paradol, académicien en espoir, qui me servait alors de secrétaire. Ensemble, les deux jeunes filles étudiaient Homère et Beethoven. Daniel Manin nous guidait dans *l'Enfer* et *le Paradis* de Dante. Ni les sciences naturelles, ni les mathématiques, n'étaient négligées dans cette studieuse *Maison rose*, sans rien de trop appliqué pourtant ni de pédant, ni d'austère ; de nombreux amis nous aidaient. Notre cercle était à la fois sérieux et aimable. Mes voyages et mes écrits m'avaient mise en relation avec beaucoup d'étrangers. *L'Histoire de la Révolution de 1848*, en cours de publication, m'amenait les hommes éminents du parti républicain. Il se forma autour de nous un salon, un salon véritable, animé d'un même esprit libéral, mais très varié dans ses nuances. Je voyais, avec mes relations anciennes : MM. le marquis de Montcalm, le baron de Vielcastel, de Bourgoing, de Bois-le-Comte, de Courseillet, de Metz, de Penhoen, d'Eckstein, le général Delarue, etc... MM. Carnot, Littré, Michelet, Henri Martin, Jules Simon, Dupont-White, Pelletan, Grévy, Freslon, de Tocqueville, etc..., les jeunes illustres aussi dans les lettres et les sciences, le barreau, ou la politique : MM. Ponsard, Renan, Lanfrey, Berthelot, Dollfus, Émile Ollivier, Guillaume Guizot, Paul Janet, Louis Ratisbonne ; l'émigration hongroise, Ladislas Teleki, le général Klapka, etc... le moraliste Emerson, le poète Mickiewicz, Georges Herwegh, Karl Gutzkow, Meyerbeer, etc. ; des femmes distinguées : la comtesse de Lützow, la comtesse Polcastro, Fanny Lewald, la comtesse Karolyi, la baronne de Marenholtz.

Un esprit de bienveillance régnait parmi nous. La présence d'une très jeune femme et de deux jeunes filles mettait partout la grâce, la réserve délicate. On avait désir de plaire. On se consultait mutuellement sur ses projets, sur ses plans d'études ;

on se louait avec cordialité. Un jour que l'acteur Bocage venait de nous lire ma *Jeanne d'Arc* : « Vous portez d'un pied léger le fardeau de l'histoire », me dit Michelet avec un accent très fin d'enjouement et de sympathie. De ces mots heureux et aimables, il s'en disait beaucoup à mon foyer et je crois que les hôtes de la *Maison rose* ne se souviendront jamais sans regret des heures qu'ils y ont passées.

Cette maison a disparu, il n'en reste pas vestige. Le lieu même où elle s'élevait est à tel point bouleversé, que je ne saurais, à cette heure, en retrouver aucune trace. Beaucoup d'autres maisons, humbles ou superbes, anciennes ou nouvelles, ont eu de nos jours même sort. Nos foyers s'éteignent un à un. Nos familles se dispersent ; un vent aride s'est levé sur tout ce qui nous liait au passé et semble se jouer de tout ce qui voudrait l'avenir. Traditions, souvenirs, habitudes, piétés du cœur, le monde serait-il las de vous ? Seriez-vous une gêne à ses emportements ? une étreinte trop douce aux inquiétudes qui le poussent vers les espaces inconnus? Flamme sacrée du foyer antique, divinité protectrice, beau génie tutélaire et maternel, symbole de perpétuité, vivante conscience de tout ce qui avait même nom et même sang, qu'êtes-vous devenus? Quel triste amas de cendres s'offre à nos yeux, quand nous venons chercher sous vos décombres les traces effacées de l'enceinte où furent nos berceaux !

Nous sommes fiers aujourd'hui de nos travaux immenses. Nous parlons haut de nos découvertes, de nos calculs, de nos entreprises inouïes. Nous célébrons notre génie, nos principes et nos vertus. Nous inscrivons sur nos drapeaux la fraternité des peuples; nous proclamons l'unité du genre humain. Nous allons loin, bien loin, aux extrémités du monde et de la pensée ; nous en rapportons beaucoup de choses que nos pères n'ont point connues. Mais quand nous rentrons chez nous, le chant de nos femmes, le sourire de nos enfants ne nous attendent plus au seuil. La confiance n'est plus au foyer. Nous y sentons je ne sais quelle incertitude qui nous trouble. Notre voix n'éveille plus d'échos sous le toit paternel ; hélas ! nous n'avons plus de toit paternel !

Comtesse d'Agoult.

LE CALVAIRE DES HUMANITÉS

Je voudrais esquisser ici un long calvaire. Depuis la Renaissance, nous possédions un système d'éducation de l'élite qui, à travers quelques vicissitudes, avait mis aux mains de la France le flambeau de la civilisation. De siècle en siècle, l'antiquité gréco-latine, où plonge par ses racines profondes notre conscience nationale, avait concouru à façonner les bonnes têtes de chez nous. Les Humanités y déposaient le goût de l'idéal, le respect de la raison, le sentiment de la mesure, le besoin de la clarté et l'amour du beau. Grâce à ces études libérales, une foi ardente en la liberté inspira les grands esprits de la Révolution. A vrai dire, dans son Rapport sur l'organisation générale de l'instruction publique, Condorcet leur témoigne une hostilité qui, pour se croire affranchie de préjugés, n'en est pas moins l'effet d'un fanatisme à rebours. Et il est véritable aussi qu'aux yeux de Fortoul, elles paraissent, en revanche, entachées de socialisme. Il reste que l'aspect un peu formel et verbal qu'elles ont parfois revêtu dans l'enseignement, se pouvait aisément corriger, comme en fournit la preuve l'heureux plan d'Études de 1890 qui, revenant sur quelques exagérations de 1880, et, d'autre part, reculant l'étude intensive des sciences à l'âge où les jeunes esprits en peuvent recueillir le fruit, avait imprimé à la culture classique son propre caractère. Non, les Humanités ne portent pas en elles le mal dont elles souffrent ; elles succombent lentement sous les traits d'une passion qui ruine les démocraties : la fureur d'égalité.

L'homme qui forgea contre elles l'arme funeste, était fort éloigné de leur vouloir du mal. Inspecteur général, Victor Duruy visitait dans un petit lycée de Bretagne la classe de quatrième. Là un fils de paysan, destiné à remuer la terre, ânonnait quelques lignes de grec. « Nous volons, pense l'inspecteur, l'argent de ces gens-là; et cet enfant perd ici son temps. » Devenu ministre, il fait voter la loi du 21 juin 1865, qui crée l'enseignement spécial à l'usage des futurs agriculteurs, commerçants et industriels. A lire le rapport d'Élie de Beaumont au Sénat et les programmes de ces études « intermédiaires », qui durent trois ans, et où la comptabilité voisine avec les mathématiques, la mécanique, la chimie, l'histoire naturelle appliquées à l'agriculture et à l'industrie, on ne doute pas un seul instant que la place d'un tel enseignement ne fût marquée dans les écoles primaires supérieures, instituées par la loi de 1833, mais qui n'avaient pas réussi. Il entrait si peu dans le dessein de Duruy d'en faire une machine de guerre contre les Humanités classiques, qu'il lui voulait des établissements spéciaux et qu'en 1881, quand il le vit doté d'un baccalauréat, il confia à M. Georges Morel, rapporteur du Conseil supérieur, ses appréhensions.

C'est l'erreur du parti radical surtout que de les avoir obstinément justifiées. Vivant au jour le jour, il ne remontait guère en pensée par delà 1792, et les plus cultivés d'entre ses membres en venaient à ne plus concevoir que le présent est l'avancée extrême du passé. Joignez que, bourgeois d'origine, les radicaux tenaient à maintenir dans les lycées des enfants de la bourgeoisie, qui eussent mieux utilisé leurs facultés ailleurs. C'est pourquoi chaque échec de l'enseignement spécial lui vaut une promotion. En 1882, cinq ans d'études, programmes plus corsés, dans lesquels, outre les connaissances pratiques, on introduit « un peu de cette culture désintéressée et supérieure qui est le but et l'honneur de l'enseignement secondaire ». Nouvelle défaillance, nouvel hommage. Le 10 août 1886, le ministre radical René Goblet ajoute une année et, dans une circulaire du 29 septembre, prescrit de faire « une large part à la culture intellectuelle proprement dite » et d'emprunter « à l'ancien enseignement classique, dans la limite du possible, les procédés et les méthodes auxquels cet enseignement a dù sa puissance et son éclat ». En même temps, le

Bulletin administratif accorde à ces études plus courtes l'équivalence, — retenez, de grâce, ce mot que nous allons rencontrer plus d'une fois sur notre chemin de croix, — l'équivalence du baccalauréat classique, hors l'inscription aux facultés des lettres, de médecine et de droit. Il ne lui manquait plus, pour être décidément constitué en dignité, qu'un titre plus reluisant. Le ministre propose : « Enseignement secondaire français. » Mais le conseil supérieur proteste contre « cette proscription du passé » et exprime le vœu que, conservant son nom, « l'enseignement spécial se renferme dans le cadre de la loi qui l'a constitué ». Trop tard.

Cependant, sous la forme scientifique, il continue de végéter spécialement. Par un arrêté du 15 juin 1891, sous le ministère radical de Léon Bourgeois, il prend, cette fois, figure littéraire avec le nom d'enseignement secondaire moderne. A défaut des langues anciennes, une seconde langue vivante est enseignée dès la classe de cinquième. D'une année plus court que le classique, il aboutit soit à une classe de première (lettres), soit à une autre première (sciences) et aux mathématiques élémentaires. Et cette métamorphose ne parvient pas à rompre le cours de ses destins contraires.

En novembre 1896, un député moderniste, M. Jules Legrand, pour conjurer le sort, demande vainement à la Chambre l'égalité absolue des sanctions avec le classique. Et ce jour-là Jaurès déclare : « Dans une société où l'on est incessamment contraint de lutter pour la vie et de se procurer, le plus tôt possible, le moyen de devancer les rivaux dans les carrières partout encombrées, dans cette société-là, si vous ne maintenez pas aux études classiques une sorte de prime sociale, il est bien évident qu'elles disparaîtront devant des études plus faciles, de même qu'en matière de circulation monétaire, c'est la mauvaise monnaie qui chasse la bonne. » Il m'eût été, vraiment, difficile de tracer une introduction plus précise à ce qui va suivre.

***

Cependant, littéraire ou scientifique, habillé de jaune ou de rouge, le vieil enseignement spécial poursuivait la voie inglorieuse de ses insuccès, au grand péril des Humanités. Pour tout dire, il avait surtout contribué à la prospérité des établis-

sements libres. Dans sa séance du 12 décembre 1898, la Chambre autorise sa commission de l'enseignement, présidée par Alexandre Ribot, « à chercher les causes du malaise de l'enseignement secondaire ». La principale crevait les yeux. Ce n'est pas que, parmi les 196 dépositions très diverses que les enquêteurs recueillirent, elle leur ait échappé. Car on lit dans l'*Introduction* : « Faut-il donc supprimer l'enseignement moderne, revenir sur tout ce qui a été fait depuis 1882? La plupart des professeurs que nous avons entendus le demandent; la plupart aussi des Chambres de commerce, — qui, comme on voit, attachaient peu de prix au présent qu'on se flattait de leur avoir fait, — et un assez grand nombre de conseils généraux en prennent aisément leur parti. L'enseignement moderne leur inspire des inquiétudes. Ils voient dans l'abandon du latin le commencement d'une décadence de l'esprit français. Former une élite dirigeante, tel est le rôle de l'enseignement secondaire. » La solution était en vue; le président l'aperçoit clairement. Mais il ne consent pas à envoyer la clientèle bourgeoise de l'enseignement spécial aux écoles primaires supérieures ni aux écoles professionnelles. Plutôt que de se rendre à l'expérience, on fait œuvre de classe. Et le ministre radical, M. Georges Leygues, un lettré pourtant de fine qualité, sous l'influence de conseillers dont l'autorité lui inspire confiance, mais qui à ce coup se sont cruellement trompés, signe le décret du 31 mai 1902.

On connaît cette réforme qui, pour reprendre un mot de Chamfort, « se sert de ses défauts pour cacher ses vices ». Un plan d'études qui, élisant pour règle le moindre effort, repose sur la « vocation présumée » à onze ans; où l'enfant, dès son entrée au lycée, est mis, comme Hercule, en demeure d'opter entre deux voies; où, quatre ans plus tard, comme Œdipe, il arrive à un carrefour, au centre de quatre sections longues, sans compter une autre plus courte, qui l'obligent, pour opter derechef, à repasser l'alphabet, A B C D E; où deux cycles à répétition mettent à l'aise, après le premier, ceux qui, ainsi que l'acteur Arnal, voudraient bien s'en aller; où l'histoire de l'antiquité expédiée en sixième sera, en seconde et en première, pour toute une section de latinistes qui n'y reviendront plus, lamentablement de l'histoire ancienne; et, pour compléter l'ambigu, une division classique amputée du grec, au choix du

requérant; après la troisième, une section A gréco-latine privée de sciences, de manière que les meilleurs élèves qui aspirent aux grandes Écoles scientifiques s'en écartent d'abord; une section B, latin-langues, aménagée pour ceux qui n'ont de goût ni pour les lettres ni pour les sciences; une section C, pareillement classique au rabais, où les sciences prennent tant de place qu'il n'en reste plus pour les lettres; une section D, sciences-langues, enfin pourvue de l'égalité des sanctions, rallonge ambitieuse de l'enseignement spécial, soi-disant destinée à frayer un passage au primaire supérieur qui s'y engagera de moins en moins (215 en 1913 et 150 en 1923); la culture générale morcelée en spécialités; le professeur principal supprimé; le latin et le grec ne concourant plus à l'apprentissage du français; un défilé incessant de classes d'une heure, où des fragments de professeurs se succèdent en hâte devant des fragments d'élèves; au lieu de la lente imprégnation de l'enseignement traditionnel, une dispersion précipitée; l'acquisition des connaissances substituée à la formation des intelligences; la campagne de Guillaume II contre les langues anciennes enfantant chez nous, à l'encontre de la culture classique, le culte du « Real »; par la compétition des spécialistes les horaires portés à vingt-trois heures hebdomadaires en sixième, à vingt-cinq et vingt-sept heures en première; nul loisir réservé à la lecture, et nul temps à la réflexion; les abus de la méthode directe, appliquée aux langues vivantes, déferlant sur les autres disciplines comme une vague d'imprécision : tel est l'imbroglio péniblement combiné, en 1902, contre les Humanités classiques, pour la plus grande gloire du modernisme.

En 1898, Alfred Fouillée avait prévu l'autre danger : « Tout ce qu'on aura la faiblesse de concéder, au point de vue des sanctions, au baccalauréat moderne, sera un jour réclamé de même pour les diplômes primaires. » A partir de 1886, en effet, l'enseignement primaire supérieur, qui réalise heureusement l'idée de Victor Duruy et diffère de son sosie secondaire par une meilleure adaptation à la vie pratique, prend un remarquable développement. Gratuit, pourvu, à chaque étape, de brevets immédiatement utilisables, il attire des jeunes gens de condition modeste, mais bien doués, qui ne tardent pas à diriger leurs regards vers les universités. Un mouvement tournant se poursuit, qui enlève cette clientèle aux bonnes études. « Si on prétend

leur fermer ces portes, disait naguère un député radical-socialiste, M. Aimé Berthod, ils les enfonceront. » Dès l'année 1912, un décret leur épargna ce délit, concédant dispense ou équivalence du baccalauréat à un certain nombre de certificats primaires. Depuis, les humanistes ont vu s'élargir la blessure, jusqu'au jour où M. Daladier prenait, en février 1926, contrairement à l'avis du conseil supérieur, un dernier décret qui permet à un étudiant pourvu du brevet supérieur, de préparer la licence ès sciences ou *ès lettres*, — et plus tard le doctorat, — s'il a été reçu à la première partie du professorat primaire supérieur. Le pont s'achève. De leur part, les facultés y mettent la main. Après 1907, aux examens des licences spécialisées demeurait une pauvre version latine, spécialisée à son tour. Un décret du 20 septembre 1920 admet à l'obtention des certificats d'études supérieures tout aspirant, même dépourvu de celui d'études primaires. Une licence ès lettres libre est à la portée de tout bachelier, sous réserve de dispense, contre quatre certificats de son choix, sans grec ni latin, s'il lui plaît.

Sans latin ni grec, on peut être agrégé de langues vivantes ; et il est désormais permis d'emporter l'agrégation d'histoire ou de philosophie, fût-on incapable de lire deux lignes de Thucydide ou de Platon.

***

Or, en 1910, la Chambre apprenait que les Humanités crucifiées se portaient mal et que la section moderne n'en allait pas mieux. Que faire? Elle confie de nouveau à sa commission de l'enseignement le soin de mener une enquête sur les effets de la réforme de 1902. Puis, la guerre survient; notre généreuse nation se lève dans un transport d'idéalisme; le classicisme retrouve la faveur. Dans une circulaire du 21 février 1915, M. Albert Sarraut, ministre de l'Instruction publique, repoussant un projet présenté par le Comité consultatif et destiné à rendre plus facile l'obtention d'une dispense du baccalauréat en vue des études médicales, tient ce ferme langage : « J'estime que le baccalauréat est, actuellement, la garantie nécessaire des études classiques qui permettent de suivre avec un réel profit les cours des universités... Je ne crois pas devoir étendre des facilités qui ont l'inconvénient de nuire à cette

culture classique, dont les circonstances présentes nous font encore mieux comprendre la haute vertu éducatrice. » Et les hostilités terminées, en 1919, M. Simyan, président de la Commission de l'enseignement de la Chambre, se fondant sur l'enquête poursuivie durant la précédente législature, conclut à la réforme de la réforme de 1902, à la suppression des cycles, de la section B et de la division moderne ; et constatant que celle-ci, sans élever le peuple, « avait abaissé une partie importante de la bourgeoisie », ajoute : « Il est temps de renoncer à la pensée de faire vivre un enseignement secondaire sans Humanités classiques. »

L'année suivante, à la même présidence de cette Commission se trouve un esprit élevé, M. Léon Bérard, profondément attaché à notre culture traditionnelle et assez ami du peuple pour concevoir le projet de la communiquer, et non pas une contrefaçon, aux mieux doués de ses enfants. Peu de temps après, ministre de l'Instruction publique, il entreprend de rendre l'unité à l'enseignement secondaire et la vie aux Humanités. Le 24 juin 1921, consultant le Conseil supérieur, il lui pose « publiquement » sept questions, qui laissent entrevoir son dessein. Des vingt-sept réponses écrites qu'il reçoit, il croit pouvoir inférer le succès. Ayant tâté le pouls de la haute assemblée universitaire, il n'y trouvait de fièvre qu'en faveur des études classiques. Et le rapporteur, M. Beaulavon, représentant des agrégés de philosophie, dans sa réponse personnelle que nous avons sous la main, n'exposait pas moins de cinq raisons « d'écarter un enseignement secondaire exclusivement moderne ».

Comment en un plomb vil, l'or pur s'est-il changé?

Ce n'est pas le lieu de revenir sur cette moderne ou moderniste Conjuration de Fiesque, dont la tête était dans un cabinet de Sorbonne. Une coalition de spécialistes inquiets, d'intérêts menacés, et aussi d'espoirs tenaces en une conception toujours décevante se forme sous ces auspices. Dès la seconde consultation, le ministre ne reconnaît plus un Conseil supérieur qui, lui faisant une opposition incessante, ira se contredisant de session en session, voire au cours d'une même journée, et finira, en janvier 1923, par engendrer un monstre avec des horaires de 28 et 29 heures hebdomadaires, sous réserve de le désavouer

sur-le-champ. A quoi bon, en regard, rappeler dans le détail cette longue discussion de la Chambre, suspendue pendant de longs mois, où les champions du modernisme ne s'accordaient qu'à l'endroit des éloquents honneurs qu'ils rendaient aux Humanités? Malgré leurs divergents assauts, et l'épouvantail d'un « prébaccalauréat » dont ils jouaient à l'envi, oubliant que la Commission de l'enseignement, en 1899, en avait voté un autrement solennel et sévère, ils finissent par succomber. Par la hauteur de ses vues, l'ardeur de sa conviction, la sûreté de son information, et l'atticisme de son langage assaisonné de belle humeur, le ministre obtient de l'assemblée une confiance que peut-être s'était-il trop marchandée à lui-même.

Certes, son décret du 3 mai 1923 rétablit la culture classique sur sa base gréco-latine jusqu'à la troisième inclusivement. L'unité de l'enseignement secondaire est restituée pendant quatre années, l'option à onze ans supprimée, le professeur principal rétabli, la méthode directe assagie, les horaires allégés, le gavage immolé à la formation de l'esprit. Mais les mêmes Humanités sont dédoublées à partir de la classe de seconde, et une section B moderne demeure pour conserver au primaire supérieur un couloir de communication qui, comme on l'a vu plus haut, ne communique pas. Mais l'égalité des sanctions subsiste. Mais le brevet supérieur accède aux facultés des Sciences... Au demeurant, les esprits impartiaux doivent au ministre cet hommage qu'ayant formé le dessein de restaurer une éducation de l'élite, il a pris immédiatement ses mesures pour en doter l'élite des enfants pauvres. Il a assuré la liaison de l'école primaire avec le lycée, augmenté le nombre des bourses, introduit dans le secondaire des bourses d'entretien, adapté les programmes des jeunes filles à cette sorte de renaissance. Et de son décret il se préparait à tirer les dernières conséquences, lucide serviteur de la démocratie, lorsqu'il suivit le sort du ministère de M. Poincaré. Après, ce furent les élections du 11 mai 1924.

***

La Passion des Humanités recommence dans une atmosphère de reniements. Le 14 juin, M. François-Albert prend possession du ministère de l'Instruction publique; et le

2 juillet, il propose au Conseil supérieur un projet de rétablissement immédiat de la 6e et de la 5e modernes, avant même de savoir quel enseignement y donner. Il le propose comme un symbole des temps nouveaux. Et il fallait bien que c'en fût un. Car, deux ans auparavant, dans *le Parlement et l'Opinion* (n° du 20 octobre 1922), il avait publié des vues profondes sur la « précellence » des humanités gréco-latines. Ni la réforme de 1902, ni l'utilitarisme importé dans la culture secondaire, ni le fameux « bagage de connaissances » ne trouvaient grâce devant lui; de sa verve acérée il poursuivait la méthode directe transformant les professeurs de langues vivantes « en bonnes d'enfants allemandes ou anglaises »; son ironie n'épargnait pas davantage les linguistes « trop savants, en vérité », qui se sont évertués « à démontrer que la filiation latine de notre langue n'était pas aussi intégrale que le commun des mortels est porté à le croire ». Et il leur opposait tout d'un trait : « La pensée française est imprégnée de pensée gréco-latine; le style français est nourri d'éléments antiques, formules et images; c'est à l'influence du rationalisme et du naturalisme des anciens que notre civilisation chrétienne doit d'avoir passé à côté du mysticisme : de Montaigne à Flaubert, c'est le goût attique de la mesure et de la vérité humaine qui se perpétue et triomphe des invasions du cosmopolitisme littéraire. Un bien ou un mal? Il n'importe. Mais ce qu'il y a de sûr, c'est qu'on ne fait de progrès qu'en allant de l'avant et qu'on ne va de l'avant qu'en suivant la ligne droite, laquelle est déterminée par le point de départ et l'étape actuelle : d'où la nécessité de bien connaître le point de départ pour suivre une route conforme au génie de la race. » Et à la bonne heure!

Voilà, dites-vous dans votre cœur, pour les Humanités, un défenseur redoutable. Redoutable est le mot. Car, si par son intelligence cultivée il tient à l'aristocratie intellectuelle, sa politique le voue à la médiocrité considérable. Et, en faveur des « médiocres », selon sa propre expression, pensant comme plus haut, il agit comme suit. Encore que le Conseil supérieur n'ait accueilli qu'à une voix de majorité, grâce aux six voix primaires, son projet de restauration provisoire, il bat le fer pendant qu'il n'est pas chaud; un décret du 9 août rétablit les deux classes modernes du début. Et, quelques mois plus tard, après avoir cherché que mettre, cette fois, dans cet engin

de guerre à l'encontre des Humanités précellentes, il imagine ce que M. Paul Crouzet a pu appeler avec fondement « la section-néant ».

Le décret du 13 mai 1925, préparé sous lui, rétablit donc, par son article 2, l'option à onze ans. C'était bien la peine de condamner avec fanfare le système de M. Georges Leygues, surtout quand on ne se fait pas faute de noter dans les *Instructions* : « La formation de l'esprit est plus lente et plus tardive qu'on ne dit souvent ; elle marche de pair avec celle du corps, et c'est entre quatorze et seize ans, quelquefois plus tard, que généralement elle se place »! Si jamais texte psychologique donna raison à M. Léon Bérard, c'est bien celui-là. Toutefois, comme il s'agit, en réalité, d'encourager les médiocres, ménagers de leur peine, à ne pas se tromper de voie, on les avertit, par l'article 4, que « la section-néant » leur confère les mêmes prérogatives que l'autre : « Le baccalauréat est la sanction unique de l'enseignement secondaire. » Mais, bonnes gens, comment accrocher l'égalité des sanctions à l'inégalité d'effort ?

Par trois fois, réagissant contre l'erreur de 1902, le Conseil supérieur a voté l'identité des programmes de sciences dans le moderne et le classique. Semblablement, il a imposé à l'un comme à l'autre une épreuve écrite de langue vivante au baccalauréat. De la sorte, il devient malaisé de soutenir qu'une seconde langue vivante, même étudiée depuis la classe de quatrième, et une demi-heure hebdomadaire d'histoire de l'art, d'ailleurs commune en troisième, égalent en difficulté l'initiation au grec et au latin. Qu'à cela ne tienne ! A l'insuffisance des matières, on supplée par des heures de présence. Français, langues vivantes, histoire et géographie, etc., toutes disciplines pareillement étudiées par les classiques, sont, dans le moderne, enseignées jusqu'à satiété. C'était bien la peine de prendre position contre le gavage de 1902 pour aboutir à ce rabâchage !

Y trouve-t-on du moins un surcroît de connaissances pratiques ? Nullement. L'enseignement des langues vivantes est-il plus développé ? A la méthode directe on a rogné les ailes, s'il est possible de parler ainsi, et pour ce qui est de l'étude des littératures et civilisations étrangères, les programmes de 1925 n'enferment rien de nouveau. Mais il n'est moyen auquel on ne fût prêt à recourir pour légitimer le « frère abâtardi du

classique », depuis longtemps venu au monde, comme le duc du Maine, avec un pied bot.

Jusqu'à présent, les Humanités souffraient, mais couronnées de fleurs. L'heure est venue de la couronne d'épines. En juillet 1924, M. François-Albert confiait au Conseil supérieur : « Je crois à la supériorité des études classiques. Je ne voudrais pas vous apparaître comme un iconoclaste ou faire rééditer à mon détriment la métaphore de La Bruyère sur ces enfants qui battent leur nourrice. J'ai le culte profond des études classiques. Je crois à la supériorité de ces études. »

En septembre paraît dans le *Bulletin administratif* le texte du discours. On y cherche vainement la première phrase : « *Je crois à la supériorité des études classiques* »; et la suite s'y trouve accommodée en ces termes : « J'ai le culte profond des études classiques; je crois à la supériorité de ces études *en vue d'une formation déterminée.* » L'auteur des *Provinciales*, à cette lecture, eût passé un bon moment. Et dans un autre discours qu'il prononçait, quelques semaines plus tard, à Vouillé, le ministre parlait des « petits mandarins, des pseudo-mandarins à qui on essaye d'inculquer des disciplines qu'ils se révèlent souvent incapables de s'assimiler. » A cet endroit, c'est Beaumarchais qui eût rencontré le mot de la situation : « Ne pouvant avilir l'esprit, on se venge en le maltraitant. »

Qu'est-ce à dire? Qu'à défaut de réaliser l'égalité du moderne et du classique, on a pris le parti de promulguer l'équivalence. Les *Instructions* de 1925 en offrent un remarquable exemple. Elles s'élèvent, à cette heure, contre « le préjugé que la valeur d'un enseignement dépend des matières qui le composent et que, si l'enseignement classique est précellent, c'est parce qu'il comporte, dans ses programmes, le latin et le grec. » Il y aurait quelque cruauté à mettre sous les yeux du lecteur ce que l'auteur de cette assertion, qui n'est tout de même pas M. François-Albert, mais M. Francisque Vial chargé d'appliquer la contre-réforme, avait écrit auparavant. Mieux vaut rappeler l'avis plus constant des Émile Boutroux, Louis Havet, Henri Poincaré, Henri Bergson, et même de M. Émile Hovelacque, néophilologue éminent, qui déclarait aux professeurs de langues vivantes, à la Sorbonne, le 15 octobre 1909 : « Ni le contenu des textes antiques, ni les incontestables supériorités qu'ils présentent ne se trouvent dans les textes modernes. Ceux-ci

ne peuvent au même degré enseigner à penser et à écrire. »

Au surplus, comme l'intrépidité d'opinion des contre-réformateurs ne se flatte pas, dans le fond, de prévaloir contre les leçons de l'expérience, en désespoir de cause, ils usent de contrainte. Ils édictent *l'amalgame*. L'unité scellée à la base par la division classique de M. Léon Bérard était, paraît-il, « excessive ». La fusion obligatoire du moderne et du classique en des classes mixtes est apparemment plus libérale, morale et sociale? Non, mais, on ne saurait le crier trop haut, régressive, nuisible et inique.

Régressive, car le progrès pédagogique consiste à distinguer les enseignements selon leur objet, et non à les confondre en vue d'introduire « dans l'enseignement secondaire une égalité dont il est socialement utile d'inculquer de bonne heure aux jeunes gens la juste notion. » L'égalité sociale n'a rien à voir ici. Et quand on prétend créer des « humanités modernes, » il est conforme à la raison, sinon à une certaine politique, de les mettre en état de croître par leurs propres méthodes.

Nuisible, parce que la complication des services qu'entraîne cet amalgame impose aux petits humanistes des professeurs différents pour le français, le grec ou le latin. « Quel inconvénient y a-t-il, note sans broncher l'auteur de ces *Instructions* mémorables, qu'un élève ait deux professeurs, quand tous les deux sont bons? » Eh! mais, l'inconvénient frappe les yeux qui ne s'aveuglent pas sur de vaines défaites : les professeurs n'étant pas des machines, on rompt l'unité de direction.

Et nous touchons du doigt l'iniquité de cette hérésie pédagogique. Lisons de près ces *Instructions*, dignes, décidément, d'être méditées. « Le professeur de français aura donc devant lui des élèves de 6ᵉ, de 5ᵉ, de 4ᵉ, etc., réunis en vue d'une même étude et entre lesquels il ne distinguera pas suivant qu'en dehors de cette étude commune ils apprennent ou les langues anciennes ou les langues modernes. » Autrement dit : défense au professeur de français, dans ces classes hétérogènes par ordre, de faire profiter de leurs études latines et grecques les jeunes héros qui, malgré les invitations contraires, s'y sont résolus. Ce n'est pas tout. Pour rehausser à la fin des fins le prestige du moderne, on inclinerait à prescrire une méthode d'apprentissage du français par l'usage. C'était bien la peine de vilipender l'Université

napoléonienne ! Jamais n'est entrée, au reste, dans les esprits la pensée qu'on ne pût enseigner le français par le français : il faudrait fermer trop d'écoles. Mais pour l'acquisition du vocabulaire, la filiation des sens, les règles de formation ou de dérivation, sans compter la signification des mots de forme savante et l'explication de maintes tournures, le latiniste, même débutant, prend vite le dessus. « On peut, observe M. Meillet, le savant professeur du Collège de France, parler, entendre et écrire le français sans savoir un mot de latin... mais un Français qui ne sait pas le latin est hors d'état de comprendre les rapports que soutiennent les mots français entre eux. Il est devant sa langue comme un ouvrier électricien qui ignore les premiers principes de l'électricité. » Considérez encore que, pour les humanistes, nombre de nos vocables ont un retentissement lointain auquel d'autres restent sourds et que, faute du latin et du grec, il est à peu près impossible de pénétrer finement Ronsard, Rabelais, Montaigne, Racine, Voltaire, André Chénier, Victor Hugo, Leconte de Lisle, Anatole France, pour ne citer que ceux-là.

Les *Instructions*, ces inestimables *Instructions*, où tout se rencontre, s'en sont malgré tout avisées. « Afin que se trouve compensé l'avantage que confère, en cette matière, aux élèves de la division classique l'étude des langues anciennes... », — avantage dont on a pris soin de les dépouiller en partie, — sur l'enseignement commun se greffent, pour les modernes, des heures supplémentaires de direction de travail, d'explications, de contrôle, de répétitions, qui ne sont pas toutefois pour apporter la justice dans les résultats des compositions communes. Ainsi, l'amalgame, moyen de fortune employé dans les établissements à effectifs squelettiques, sert désormais, sous le couvert de l'égalité sociale, à sceller l'iniquité.

***

Mais les Humanités flagellées pouvaient prolonger leur agonie. L'obligation du grec, en quatrième et en troisième, rétablie par M. Léon Bérard, durait toujours. En juillet 1926, malgré la section permanente, un projet est soumis à l'examen du Conseil supérieur, qui rend le grec facultatif, dans l'enseignement classique, de bout en bout. Grâce aux six voix primaires,

toujours, il est adopté à une majorité de trois voix. Le ministre, M. Nogaro, qui s'était vertement prononcé contre l'amalgame, hésite à signer le décret. A peine installé au ministère, malgré les protestations de la Société Guillaume Budé, de l'Association pour le développement des études grecques, de savants tels que MM. Maurice Croiset, Dalmeyda, Desrousseaux, Mazon, le 8 août 1926, M. Édouard Herriot condamne le grec à mort, censément pour sauver le latin. De la section A gréco-latine se détache, dès la quatrième, une section *A prime*, sans grec et sans nulle discipline de surcroît qui le remplace, nouvelle prime au moindre effort : à l'attrait de la section-néant s'ajoute celui de la section-rien.

L'exposé des motifs forme un curieux modèle de casuistique. « Ce décret ne constitue pas une innovation pédagogique. Il est exactement conforme aux propositions qu'avait formulées à l'unanimité la section permanente en 1923, lors de la discussion des programmes présentés par M. Léon Bérard, et qu'avait adoptées le Conseil supérieur lui-même. » — « Lui-même » est plein de suc. On oublie que, en décembre 1921, le même Conseil supérieur avait voté le grec obligatoire de la sixième à la première inclusivement. — « Les objections d'ordre pédagogique que soulève un enseignement obligatoire pendant deux ans, facultatif ensuite et dépourvu de sanction, avaient été présentées alors par les partisans les plus résolus et les plus autorisés des études classiques. » — On omet toutefois qu'il s'agissait, avant tout, de contrecarrer le plan du ministre, et que le même Conseil, deux ans auparavant, votait, pour l'enseignement moderne, dans les mêmes conditions, deux années de latin obligatoire. On se félicite, en récompense, que le grec n'ait jamais été mieux étudié, gardant d'ailleurs d'indiquer qu'on ne l'apprend plus, comme en témoigne l'effondrement des agrégations des lettres et de grammaire. Mais, force est néanmoins de reconnaître devant la haute assemblée universitaire, que le personnel fait défaut pour l'enseigner. Nous en sommes là ! Et l'on se tire d'embarras avec cette remarque rassurante : « Rien n'est changé par le décret ci-joint. » Évidemment.

Désormais, les Humanités n'en réchapperaient que par un miracle. Mais à tout événement, l'équivoque de l'École unique peut être en outre utilisée contre elles. A M. Édouard Herriot,

encore, était réservé ce déplorable ministère. Cette formule enferme l'idée généreuse de pousser les enfants intelligents et pauvres aux plus hautes études ; mais elle couvre aussi d'autres entreprises.

Déjà, M. François-Albert avait fait passer les classes élémentaires des lycées sous le contrôle de l'enseignement primaire. Après le discours prononcé à Saint-Étienne par M. Lucien Lamoureux, le 24 mai 1926, à certaine « nécessité de poursuivre un rapprochement matériel des établissements du deuxième et du troisième degré », on connaissait aussi qu'il n'était plus seulement question d'une juxtaposition. Or, le 1er octobre 1926, M. Édouard Herriot prend son dixième décret-loi, dont voici l'article premier : « Dans les établissements d'enseignement secondaire auxquels est ou sera annexée une école primaire supérieure ou un cours complémentaire et, réciproquement, dans les établissements d'enseignement primaire supérieur où existe ou sera créée une section d'enseignement secondaire, une partie de l'enseignement sera donnée en commun aux élèves des classes de 6e, 5e, 4e, 3e secondaires et à ceux de l'année préparatoire, des 1re, 2e et 3e années d'enseignement primaire supérieur [sans en excepter, le cas échéant, ceux du technique]. Cet enseignement portera sur la langue et la littérature françaises, etc... » Et, en vertu de cette mesure qui passe toute mesure, les petits humanistes peuvent commencer leurs études sous un principal ou directeur non bachelier, et, le personnel des professeurs étant interchangeable, apprendre le français de maîtres qui ne savent ni latin ni grec. C'est l'amalgame porté à la troisième puissance.

Mais c'est aussi l'avènement du primaire. Sur les mêmes bancs, dans les mêmes classes, sous les mêmes maîtres, les aspirants à la culture libérale et désintéressée reçoivent les mêmes leçons que les futurs contremaîtres ou marchands. En 1923, tandis que M. Léon Bérard exposait à la Chambre son dessein « d'établir l'unité de l'enseignement secondaire en ramenant la clarté et la sincérité dans les programmes », M. Édouard Herriot s'écriait, transporté d'indignation : « L'unité de dogme ! » Il la pratique impérieusement, mais au rebours. Sous prétexte d'économies, il étend des collèges moribonds, ou plutôt électoraux, « aux établissements du second degré », collèges ou lycées, un régime peu économique, où des trois

enseignements amalgamés, seul le secondaire est payant. Et qu'à ce compte, pour l'amour du grec et du latin, les Humanités soient recherchées, le ministre de la classe unique, en attendant l'école unique, ne se berce pas de cette illusion. Mais après ce coup de maître, au double sens du mot, il est fondé à augurer que, dans la plupart des établissements de l'État, elles n'en ont plus pour longtemps.

***

Elles ont donc gravi ce calvaire. Les radicaux de la troisième République se sont rencontrés avec Fortoul pour les en juger dignes. Mais il sied de reconnaître que, jusque dans ces derniers temps, à chaque station douloureuse, ils leur présentaient le vin avec la myrrhe et faisaient profession de les sauver sans pitié. Enfin, le voile du temple se déchire.

On l'a dit et bien dit : « L'enseignement moderne n'est qu'un enseignement primaire supérieur à l'usage des riches. » A base de sciences ou à base de lettres, ni pratique ni désintéressé, il ne parvient ni à vivre ni à disparaître. Et son histoire est celle d'une continuelle inflation. Mais à chacune de ses défaillances, le classique en porte la peine. Pour maintenir dans les lycées ou collèges des enfants que leurs inaptitudes eussent appelés ailleurs, on a surfait contre vent et marée une culture hybride et au rabais, au nom d'une politique de classe.

A mesure qu'il croissait, l'enseignement primaire supérieur, qui répondait à un besoin essentiel, s'est constitué en classe, de son côté. Les ambitions y ont, naturellement, augmenté avec le nombre des brevets. Des jeunes gens d'un réel mérite s'y engagent, en qui les Humanités eussent développé l'esprit critique avec la finesse et l'étendue de la pensée. Faute d'avoir reçu cette nourriture, on ne voit pas qu'ils possèdent d'ordinaire, *exceptis excipiendis*, ces qualités en abondance. L'un d'entre eux, à présent agrégé de sciences, tenait en public, quelque temps en çà, ce propos : « Je n'ai pas étudié le latin ; mais quand je me regarde, je ne vois pas ce qui me manque. » Par une suite inévitable, le classicisme n'a pas de plus zélés contempteurs que les bénéficiaires de cette manœuvre enveloppante.

Depuis le 11 mai 1924, l'erreur radicale s'est aggravée d'une

politique démagogique. Il convient, faisant toutes réserves sur l'ensemble de la doctrine, de reconnaître que certains membres du parti socialiste montrent plus de clairvoyance. Ils ne supportent pas la pensée de fourvoyer les plus intelligents des enfants pauvres en marge de l'éducation qu'ils savent être la meilleure. Témoin l'ardente intervention de M. Bracke dans les débats de la Chambre et la campagne que, depuis, il mène par la plume. Au rebours, MM. François-Albert et Édouard Herriot nivellent par le bas ; à celui-ci surtout, malgré ses protestations, la quantité est manifestement plus précieuse que la qualité. Tandis qu'il se renie opiniâtrément, de contradictions en sophismes, il ne souffre plus d'*élite* et n'a désormais sur les lèvres que *les élites*, c'est-à-dire le Nombre. Et il en vient à mettre, brillant nourrisson de l'Acropole et de Rome, les Humanités expirantes, ces Humanités qui ont formé, guidé, éclairé l'idéaliste génie de la France, sous la Loi du primaire. A l'extrémité, elles implorent du secours. Prochainement, le Sénat, d'accord avec sa commission de l'enseignement, voudra, avant toute chose, écarter d'elles le calice de l'amalgame, de l'amalgame « stupide », suivant l'expression d'un ancien ministre de l'Instruction publique, d'ailleurs partisan de l'école unique, M. Daladier. Quant aux « humanités modernes », filles maquillées de l'enseignement spécial, elles ont l'habitude de mourir.

HIPPOLYTE PARIGOT.

O SOLEILS DISPARUS...

DERNIÈRE PARTIE (1)

XXI

Ce fut seulement quand il se trouva devant le grand portail de la rue de Tournon que Raymond Valtier s'avisa que le hasard ne suffisait pas à expliquer sa promenade. De maison en maison, quelque chose l'avait poussé dans la direction de la pension Balmette, et maintenant, il se trouvait au seuil de la vieille cour comme quelqu'un qui va enfin rentrer chez lui.

Il entendait six coups tomber d'un clocher voisin, — celui de Saint-Germain des Prés. Ce choix de l'heure n'était pas non plus providentiel. Il entrevit la trame du dessein que son désir secret avait suivi depuis sa sortie du lycée Jules-Grévy. Valentine Guerrée était sûrement chez elle.

Il alla droit à sa chambre, sans rien demander. Le garçon sortit d'une porte, le reconnut. Tout naturellement il lui dit :

— Mlle Valentine est là-haut.

Raymond inclina la tête comme pour dire qu'il le savait. Mais quand il eut atteint l'étage où habitait Valentine, il faillit retourner en arrière et s'enfuir au plus tôt. Qu'allait-il faire là ? Sa démarche était ridicule... Ridicule... Ridicule... Il répétait le mot, mais déjà Valentine répondait : « Entrez ! » au doigt qui frappait si doucement.

Oui, la même chambre : de moins en moins anonyme, de moins en moins banale. Un endroit habité : mieux encore, peuplé ! Ce n'était pas le piano qui lui donnait cette densité,

(1) Voyez la *Revue* des 1er avril, 15 avril et 1er mai.

ni ces portraits de musiciens au mur; non, mais quelque chose d'impondérable, de feutré, de caressant qui venait à vous comme une bête muette et douce. Et c'était la même Valentine, ni plus maigre, ni plus fanée : une Valentine repliée sur soi, grave, vivant de cette longue vie sourde et muette des arbres d'hiver.

Elle se leva sans mot dire, mais si brusquement que la petite chaise, repoussée, tomba derrière elle. Et ses mains tremblaient.

— Je passais dans le quartier, dit Raymond. Je suis monté vous dire bonjour. Puis-je rester?

Elle était si troublée devant lui qu'elle ne trouvait plus ses mots.

— Restez, dit-elle enfin. Vous ne me dérangez pas du tout, mais je suis si surprise!

— Je ne passais pas dans le quartier, Valentine. Ce n'est pas vrai. Je suis venu exprès. Il y a très longtemps que je voulais venir.

Il ajouta plus bas :

— Je n'osais pas.

— Vous aviez peur de moi? fit-elle en essayant de rire.

— De moi, peut-être. Sait-on jamais? Il me semblait que je manquais de fierté en venant vous voir.

— Oui, de fierté, répéta-t-il. C'est avouer profondément mon désastre que de revenir à vous. Est-ce que les vainqueurs reviennent? J'ai été si abominable avec vous!

— Non, dit-elle doucement, non. Nous ne sommes pas maîtres de nos sentiments. Mais pourquoi parlez-vous de désastre? Il ne vous est arrivé aucun malheur, j'espère?

— Oh! non, j'exagère! Je voulais dire seulement qu'une fois de plus, je me suis laissé prendre au piège de mon imagination et que j'en suis bien puni. Je n'ai aucun reproche à faire à ma femme. Elle est parfaite pour moi... à peu près parfaite. C'est moi qui suis un sot.

— Qu'avez-vous fait pour le croire?

— Rien, rien qui puisse se dire, rien même qui puisse se comprendre. Mais cette vie de tous les jours, quelle horrible chose! Je n'aime plus mon travail, je n'aime plus rien... en dehors de ma femme bien entendu. La nuit, je dors mal et j'écoute dormir Danielle. Elle ne sait rien heureusement des pensées qui me viennent alors. Et ces pensées sont lamentables. Il monte d'elle un tel ennui!

— Mais pourquoi? s'écria Valentine.

— Inexplicable, vous dis-je. Vous savez la vieille légende de l'ondine que tout le monde aimait et qui chantait au bord de l'eau? Un jour, elle s'éprit d'un beau jeune homme et demanda à son père d'échanger son éternité contre le bonheur humain. Et désormais, elle ne fut qu'une femme quelconque, que personne n'aimait plus, que son mari brutalisaït et qui allait mourir.

Valentine, atterrée, écoutait avec angoisse cette demi-confession et elle se disait qu'il y avait en cet homme quelque chose de mystérieux et d'incomplet, qui excitait à la fois sa peur et sa pitié et qui échappait à son jugement.

— Vous n'auriez pas été plus heureux avec moi, dit-elle, comme si elle espérait qu'il lui dît tout le contraire.

— Non, je le sais. Avec vous, c'eût été la même chose. Le coupable, c'est moi. Ou la victime. Je voudrais vivre encore ici, au temps où vous me jouiez du piano, vous vous en souvenez? J'aime tellement la musique!

— Votre femme n'est pas musicienne.

— Elle l'a été. Mais la musique ne l'intéresse plus. Les jeunes filles se marient pour tout abandonner de leur état de jeunes filles. Et ma femme n'a rien de frivole.

— Vous, non plus.

— Ce n'est pas la même chose. Elle considère comme frivoles les seules choses qui ne le soient pas à mes yeux. Nous ne nous disputons jamais. Je l'aime tant! Mais l'amour n'est pas tout, quand il n'y a que l'amour.

Ces propos semblaient tout à fait incohérents à Valentine. Elle ne comprenait pas que cette incohérence témoignait de déchirements intimes et d'erreurs secrètes. La femme aimée aujourd'hui par Valtier n'était pas celle qu'il avait aimée au moment de son mariage; dans son actuelle inclination, il y avait de l'infidélité. Et il ne savait pas si l'objet de son amour naissant avait existé en soi ou n'avait été qu'une création de son désir.

— Je m'en veux, Valentine, de vous avouer tout cela. C'est indigne vis-à-vis de ma femme et c'est cruel pour vous. Mais si je ne vous le confiais pas, à qui donc pourrais-je le faire? Oui, à qui? Je crois que je n'étais pas fait pour ces choses humaines.

— Nous sommes cependant sur la terre.

— Pas tout à fait, justement. Nos pieds pèsent sur elle, mais notre tête s'en éloigne beaucoup. Tout le drame est là. Avez-

vous vu Charlot dans un film à la fin duquel, poursuivi par les policiers, il court maladroitement sur la frontière même, claudicant et hagard, un pied sur le sol du Mexique et l'autre sur la terre américaine? Je suis retourné au cinéma pour le regarder courir ainsi. Il me semblait que c'était moi.

Raymond se leva et vint à la fenêtre. Les arbres rabougris se contractaient dans le vent froid. Le ciel couleur de bouteille était opaque et vitreux. Il y frissonnait une étoile : elle n'avait pas l'air vrai sur ce toit de Paris; elle était en simili, en strass.

— J'étais heureux ici, près de vous, Valentine! Je ne demandais rien à la vie, vous me compreniez, et vous me jouiez du piano, j'étais pauvre et je n'avais aucun besoin. J'avais de si beaux souvenirs de l'Illyrie!

— Vous ne les avez plus?

— Ils me fuient. Je n'ai plus de solitude. Nous avons toujours quelque chose à nous dire, Danielle et moi. Il y a toujours entre nous la maison, l'argent, la famille, la politique. On n'épouse pas une femme, mais des usages, une philosophie, un groupe social, un parti. Derrière ces membres frais, il y a quelque chose d'aussi puissamment armé qu'une maison de commerce. Je me sens plus libre au lycée que chez moi. Mon vrai bureau, c'est à mon foyer que je le trouve. Le mariage est une administration.

— Je suis désespérée de vous entendre. Je vous croyais heureux et le sacrifice que j'avais fait en renonçant à vous me semblait léger, puisqu'il vous avait donné la paix. Tout était donc inutile! Ah! pourquoi venez-vous me dire tout cela, Raymond? J'avais du courage, moi, parce que je vous croyais fort et tranquille, satisfait de vous et des vôtres. Avec quelles pensées vais-je vivre maintenant!

— C'est vrai. C'est vrai. Je vous ai quittée lâchement. Je me suis marié sans oser vous revoir, et je ne reviens à vous que pour alourdir votre peine et vous faire encore plus mal. Mais je suis venu aussi vous dire que je vous ai menti jadis en vous disant que je ne vous aimais plus. Je vous aime toujours, mais d'un amour tout autre, infiniment plus sérieux peut-être et plus triste. Je ne savais pas alors que les amours n'ont pas toutes la même forme, ni la même intensité. Pourquoi ne suis-je plus revenu ici? Vous m'auriez aidé à me comprendre et aussi à être moins malheureux. Je me sens tellement mieux

depuis que j'ai franchi le seuil de votre chambre! Oui, j'avais besoin de vous, de vous...

Il parlait avec une exaltation grandissante. Il prit Valentine dans ses bras et baisa ses cheveux. Elle se renversa contre lui avec une muette supplication de tout l'être. Elle avait un lent frémissement comme l'eau qui frôle une berge. Elle ne l'avait pas perdu tout entier.

— Mon Dieu, mon Dieu, gémissait-elle doucement, il est revenu!

Elle voyait un nouvel avenir. Que lui importait maintenant de l'épouser ou non? Mais il serait là, il lui baiserait les mains, les cheveux, comme maintenant. Elle le servirait, elle le consolerait, elle l'entendrait. Elle n'aurait plus cette horrible impression de vivre au fond d'un souterrain où rien ne fait écho. Elle parlerait encore, elle écouterait encore. Emmurée, elle retrouverait enfin le chemin de la lumière. L'amour véritable peut devenir un sentiment sans exigence. Le soleil se reflète aussi bien tout entier dans un tesson de verre que sur l'étendue de la mer. Il n'y a pas de miettes pour les vrais amants.

Serrés l'un contre l'autre, Raymond et Valentine se mouvaient avec lenteur dans l'atmosphère compacte de la chambre. Si Raymond s'y sentait à ce point délivré, c'est qu'elle était pleine de lui; à toute heure du jour et de la nuit, Valentine avait projeté autour d'elle son image. Il sentait partout sa propre présence toujours désirée. Tous ces frères invisibles de Raymond, tous ces fantômes nés des rêves de Valentine, lui faisaient joyeusement cortège, l'accueillaient avec reconnaissance. L'homme a toujours besoin de se sentir dieu quelque part; de là, l'inexplicable succès de femmes médiocres auprès d'êtres supérieurs. Une femme médiocre seule peut donner à un amant le spectacle d'un pareil abaissement dans l'adoration; elle en devient irrésistible. L'émotion suppliante de Valentine offrait à Raymond une joie qu'il n'avait jamais éprouvée, alors qu'il se croyait amoureux d'elle. Il y reprenait cette force de vivre qui lui manquait par ailleurs.

— Vous êtes bon, Raymond, disait Valentine, en écoutant avec ravissement ces paroles d'amour qu'il lui prodiguait, par goût de les dire plutôt que par conviction. Et peut-être ne les croyait-elle pas plus que lui, mais elle n'avait plus besoin de la foi pour être heureuse; la souffrance lui avait

appris qu'il faut se laisser gagner par un mensonge, s'il vous adoucit la vie.

Désormais, Raymond reprit régulièrement le chemin de la rue de Tournon. Il n'y parlait plus d'amour à Valentine, mais il lui demandait, comme autrefois, d'entendre de la musique. M[lle] Guerrée n'attendait plus rien de lui. Il retombait dans de longues méditations dont il ne discernait pas toujours l'objet précis. Ces rêveries le ramenaient à ses divagations nocturnes de la chambre d'Adelsgratz; seulement, elles prenaient aujourd'hui un caractère plus désespéré. Il s'agissait toujours d'une poursuite aveugle, éperdue, à travers les siècles et les pays; d'une poursuite sans résultat. Certaines images, toujours les mêmes, reviennent à notre esprit et donnent un certain rythme, un rythme obligatoire, à notre destinée. De même qu'un certain type de scène ou de rencontre est au fond de l'œuvre d'un romancier ou d'un auteur dramatique, chaque homme retrouve toujours en lui un groupement de faits auquel il aspire et qui est comme la clef secrète de sa vie, le signe de sa fatalité Sitôt rendu à soi-même, Raymond se voyait entraîné sur une piste mystérieuse. Où le conduisait-elle? Il empruntait pour atteindre son but les chevaux les plus fantastiques. Haletant, sans force, il courait après une ombre Et la musique faisait à sa chasse le plus pathétique accompagnement.

Il ne parlait jamais de Danielle ; il semblait oublier qu'il fût marié. Il laissait Valentine l'entretenir minutieusement des familles chez lesquelles elle donnait des leçons. Il aimait savoir que ces gens qu'il ne connaissait en rien fussent avares, bêtes, méchants, fussent rongés par des vices sournois, des cruautés lâches, des crises d'envie. Il riait alors d'un rire convulsif

— Ah! disait-il, comme ils sont vrais! Comme ils sont naturels! Voilà ce qu'on doit rencontrer chaque jour!

Cela l'amenait à se plaindre de ses élèves, de ses collègues.

— Donnez votre démission, lui disait Valentine.

— Hélas! que deviendrais-je? L'écureuil attelé à sa roue n'interroge plus le destin. Autant de gagné... J'ai d'ailleurs une mission à remplir : j'ai donné ma parole de ne pas la trahir. Peut-être un jour rencontrerai-je quelqu'un à qui je ne serai pas inutile. Toute ma vie est basée sur cette attente-là.

Quand il quittait Valentine, il était plus joyeux. Malgré lui, cette admiration que lui montrait M[lle] Guerrée compensait à ses

yeux le mépris secret dans lequel le tenait sa femme et dont il souffrait comme d'une mutilation.

Et quand il était parti, il semblait à Valentine que l'ancien bonheur renaissait; elle le savait désormais irréalisable, mais elle ne demandait plus à la vie que cette trêve d'armes qui la consolait aujourd'hui à la fois, et de ses grandes espérances et de ses grandes déconvenues.

XXII

En entrant, ce soir-là, dans le bar où, depuis quelques jours, Harold Reeves lui donnait rendez-vous, Raymond fut frappé de sa mauvaise mine.

— Cela ne va pas? dit-il, inquiet, en lui serrant la main.

— Un de vos hommes d'esprit, — vous en avez eu tant que je ne sais plus son nom, — répondit une fois à cette question : « Cela ne va pas, cela s'en va. »

— Vous buvez trop, Harold.

— Je bois trop, c'est vrai, mais j'ai aussi trop de cauchemars. C'est étonnant comme les cauchemars vieillissent! Je reconnaîtrais à son réveil le masque d'un homme qui vient d'en avoir un : cela imprégne les tissus. Asseyez-vous, Raymond, et prenez avec moi un *porto-flip*.

Le bar était si étroit qu'on remarquait à peine son entrée, étranglée entre la porte d'un grand hôtel et une parfumerie, sur le boulevard des Capucines; si étroit que deux tables ne pouvaient y tenir de front le long du corridor dont il était formé; il glissait comme une couleuvre entre des murs tapissés de glaces que surmontaient des gravures anglaises et sportives.

Les mêmes habitués s'y retrouvaient chaque jour : de vagues hommes d'affaires, un couple qui se caressait au fond, assis devant la dernière table, et une femme seule, les yeux enfermés dans des cercles d'épaisse peinture noire et qui regardait devant elle, d'un air morne, sans rien voir. Reeves l'avait baptisée : *l'Espérance*.

— Oui, reprit-il, cela s'en va. Je n'ai jamais beaucoup aimé la mort, mais je la redoute moins à mesure que son heure approche. Un accident est terrible, mais il n'y a rien de moins accidentel que la mort. J'ai connu des hommes qui l'aimaient; mon ami Vincent O' Cullivan, entre autres, celui dont Oscar

Wilde disait : « J'ai entendu hier une voiture rouler derrière moi; c'était un corbillard; il s'arrêta à mon côté, un homme se dégagea de la draperie funèbre et glissa hors du cercueil. Il était tout de noir habillé, son haut-de-forme portait jusqu'au bord un crêpe épais. Non, je n'avais pas eu besoin de voir son visage pour reconnaître Vincent O' Cullivan... » (*Reeves éclata de rire*). Les histoires d'Oscar étaient impayables, et l'attitude d'O' Cullivan aussi. Je ne me plains pas de la vie, Valtier : je me suis royalement amusé. J'ai vraiment vécu de ma vie propre, et non pas de celle de tous. Un roi n'aurait pu payer ce qui a été ma ration quotidienne : l'intimité de certains êtres qui possédaient ce halo de poésie et de singularité qui n'est habituel qu'aux héros des romans ou des comédies féeriques. Et j'ai assisté à des scènes aussi étranges que celles des Elizabéthains. Si j'étais moins paresseux, j'écrirais maintenant mes mémoires : j'ai approché chaque grand homme dans l'attitude la plus propre à son génie; je voudrais vous raconter mon unique entrevue avec George Meredith, avec Henry James, avec Rudyard Kipling. Ce sera pour une autre fois. Mais je n'aime plus les hommes de lettres, je n'aime plus que les jeunes filles anglaises aux yeux désespérés que l'on rencontre, la nuit, dans le brouillard, sur les ponts de Londres. Quand je rencontrais une d'elles, Raymond, je la prenais par la main et je la menais chez une fleuriste; je lui offrais un camélia, un bouquet de roses blanches, de violettes blanches, — toujours des fleurs blanches.

— Pourquoi ?

— Oh ! *dear*, à cause du brouillard ! Les autres fleurs sont moins belles dans le brouillard.

— Et puis ?

— J'avais un petit appartement dans Soho, un appartement ancien, merveilleusement lambrissé, avec des meubles si vieux qu'ils tombaient en poussière. Un goûter y était toujours servi : rien que des fruits, des fruits d'Espagne et d'Italie et des vins rarissimes. Si la jeune fille voulait me suivre, je la conduisais chez moi. Dans la pièce voisine, se tenaient quatre musiciens : dès que j'arrivais, ils jouaient, sans que j'eusse un geste à faire, des quatuors de Haydn ou de Mozart ou des pièces de Scarlatti. Et quand la jeune fille s'en allait, je lui offrais un collier de perles de Venise. Ce sont des colliers très bon marché, vous savez !

— Étiez-vous son amant, Harold?

— Oui, quand elle jugeait cela nécessaire, mais si elle n'y tenait guère, je n'insistais pas. Je voulais seulement qu'elle emportât le souvenir d'une chose rare, exquise, d'une chose qu'elle ne reverrait plus...

— Mais si vous la rencontriez de nouveau, que se passait-il?

— Je ne la reconnaissais pas. Une fois, cependant, l'une d'elles m'a arrêté : mais je lui ai dit qu'elle se trompait et que je n'avais jamais habité Soho. Si je l'y avais ramenée, ce n'aurait plus été un rêve pour elle, plus du tout... Je choisissais toujours de pauvres filles, afin que le rêve fût plus beau. J'emmenais aussi des enfants dans des magasins de jouets, des enfants pauvres aussi, bien entendu, et je leur donnais les jouets les plus beaux, ceux qu'ils n'eussent pas même osé convoiter. Mais j'ai dû cesser de leur en offrir; certains parents étaient si honnêtes qu'ils rouaient de coups leurs enfants pour les punir d'avoir accepté. Ah! la société excelle à maintenir de sévères traditions d'ennui et de laideur!

— Racontez-moi encore des histoires de jeunes filles, Harold.

— J'ai rencontré comme cela une Française. Elle avait émigré en Angleterre pour fuir un amour malheureux. Elle vivait très seule et très pure dans une pension de famille si misérable que j'en avais honte pour mon pays. Mais celle-là n'est jamais venue à Soho et je l'ai revue souvent. Elle ne tenait pas du tout à moi, mais j'aimais le son mélodieux de sa voix. Et du jour où je la connus, je devinai qu'elle se tuerait. Elle était si complaisante à ses malheurs que je ne réussis jamais à la distraire de son chagrin. Dès qu'elle buvait, elle pleurait. Parfois, elle se cramponnait à moi et me disait avec désespoir : « Ne me quittez pas, je vous prie. Que deviendrai-je sans vous? » Cependant elle se fatigua la première. Un an après, je lus dans un journal le suicide d'une jeune fille qui s'était pendue, une nuit de brouillard, à la grille d'un parc : c'était elle. Elle n'est pas étrangère à mes cauchemars. Je me souviens d'elle aussi parce qu'elle est morte le même mois que mon ami Lionel Johnson, que les fantômes ont étranglé.

— Que dites-vous là, Reeves?

— Mon ami Lionel Johnson était un charmant poète, mais il ne croyait pas aux fantômes : c'est un grand défaut chez un poète. Aussi les vers de Lionel Johnson n'ont-ils jamais été

tout à fait beaux. Il y avait alors dans un quartier de Londres une vieille petite maison, dont la réputation était fâcheuse. Tous ses propriétaires y mouraient de mort tragique et personne ne voulait plus d'elle. Aussi était-elle fort bon marché. Tout cela tenta Lionel Johnson ; c'était un esprit fort, vous savez. Il rit beaucoup et acheta la petite maison, malgré nos conseils. Comment un poète peut-il rire de ces choses-là, Raymond ? L'emménagement eut enfin lieu, et Lionel Johnson riait de plus en plus. Il y eut enfin un soir où, pour la première fois, il coucha chez lui, mais le lendemain matin, on trouva mon ami mort dans le vestibule, juste derrière la porte d'entrée. Encore un *porto-flip*, Raymond ?

— Je ne boirai plus.

— C'est une vraie lâcheté de votre part. Ou bien vous êtes heureux. Il y a eu un temps où j'étais heureux par moi-même. Je prononçais le mot *nef* ou *nave* et je m'embarquais avec Tristan et Yseult sur une mer où les vagues se déroulaient comme les arabesques d'un tapis d'Orient; *brisant*, et j'entendais le bruit du ressac retentissant sur les bancs de madrépores mêlé à celui des noix de coco énormes détachées par les crabes grimpeurs; *fougère*, et je voyais la grande forêt jurassique, baignée d'une affreuse vapeur brûlante, enfoncée dans une vase qui fermentait, et traversée par les énormes remous fangeux d'un icthyosaure sortant du marais millénaire. Je prononçais aussi les noms les plus doux aux hommes et j'étais habité par des sentiments si purs et si beaux que mon sang se changeait en miel. Cela est fini. Les sentiments sont morts, les mots sont sans pouvoir. La chambre de Soho est fermée. Vous êtes mon dernier ami, et comme un jongleur de profession, je fais danser dans la nuit qui m'étreint, danser ces bulles aux mille couleurs qui enflamment mon esprit : le *porto-flip* et le *manhattan*, le *bronks* et le *pick-me-up*, le *martini* et le *magnolia* !

— Pourquoi n'aimez-vous plus les hommes de lettres, Harold ?

— Oh ! *dear*, connaissez-vous l'histoire du roi Salomon ? Non, n'est-ce pas ? Salomon était un très grand roi et que l'on disait plein de sagesse, mais il n'était pas heureux du tout. Il avait de fréquentes crises d'un mal mystérieux que nous appellerions aujourd'hui neurasthénie, mais qui alors n'avait aucun nom. Quand ce mal le frappait, il devenait pâle et se mettait

à trembler et à claquer des dents ; alors il ne pouvait supporter personne et il descendait dans le sous-sol de son palais. Il était creusé en forme de grotte et occupé en partie par un réservoir plein de crocodiles que l'on faisait, à grands frais, venir du Nil. Le long de l'eau, un étroit promenoir taillé dans le basalte et coupé de niches en forme de fauteuil. Des torches fumeuses éclairaient ces lugubres catacombes dont l'horreur, par contraste, arrachait en partie le roi Salomon à l'horreur d'un spectacle intérieur, peut-être moins lugubre, en effet. Salomon passait là de longues heures méditatives et solitaires ; il était formellement défendu de venir l'y déranger et un garde qui descendit lui apporter un message paya de sa vie cette imprudence. Cependant, un jour, Salomon vit avec stupeur et colère une forme dansante et scintillante paraître au bout du promenoir. Il s'avança vers elle et il l'eût peut-être jetée à ses caïmans, s'il n'eût été frappé à la fois par son extraordinaire beauté et par les attributs d'une royauté qu'elle portait avec une grâce souveraine. « Qui es tu ? dit-il, se maintenant à peine, et de quel droit viens-tu me troubler dans ma solitude ? — O roi, je suis la reine de Saba et je viens de bien loin, attiré à la fois par ta sagesse, ta gloire et ta beauté. » La réputation de la reine de Saba avait atteint jusqu'à Salomon, il se radoucit en partie, mais n'en chercha pas moins à éloigner sa visiteuse. « Je n'ai ni sagesse, ni gloire, ni beauté, ô grande reine, répondit-il. Je suis désolé de la vanité de ma vie, j'ai fait erreurs sur erreurs et l'âge blanchit ma barbe et fait crier mes genoux. — N'importe, ô Salomon, je t'aime et je t'apporte le bonheur. Tu connaîtras dans mes bras des jouissances que tu ne supposes même pas... — Va-t-en, dit-il. J'ai eu par milliers les filles les plus belles, les plus jeunes et les plus savantes de ce monde. Le corps d'une femme admirable me donne aujourd'hui le même dégoût que la vue d'une chienne morte. — Je t'offrirai donc mes richesses. J'ai des palais d'or qui contiennent des trésors insensés. — Regarde, ô malheureuse, cette affreuse citerne. Sous cet épiderme écaillé de hideux caïmans, tu pourrais la voir parée d'émeraudes et de rubis plus larges même que tes yeux. — Je t'apporte l'appui de milliers de soldats. Joins-les aux tiens, tu conquerras la terre et ton nom sera glorieux d'un bout à l'autre de l'univers. — Va-t-en. Je voudrais être le plus obscur, le plus inconnu de

mes laboureurs. — J'ai amené avec moi un savant astrologue qui connaît tous les secrets de cette vie et de l'autre. — Va-t-en. Je veux oublier tout ce que je sais et perdre jusqu'au souvenir d'avoir souhaité le savoir. — Que désires-tu, ô grand roi ? — Rien que la paix, le silence et l'oubli. Va-t-en. Va-t-en ! » Mais la reine de Saba ne s'en alla point et, se rapprochant du roi, elle murmura de sa voix la plus mélodieuse : « *Il y a un temps fixé pour tout, un temps pour toute chose sous le ciel, un temps pour naître et un temps pour mourir, un temps pour planter et un temps pour arracher ce qui a été planté, un temps pour tuer et un temps pour guérir, un temps pour abattre et un temps pour bâtir, un temps pour pleurer et un temps pour rire...* (1) » Il y eut un silence : « Dois-je continuer, ô roi Salomon ? — Tu peux continuer si tu le veux bien », répondit-il en se rapprochant d'elle. — Et elle parla en ces termes : « *Mieux vaut la fin d'une chose que son commencement. Mieux vaut un esprit patient qu'un esprit hautain. Ne te hâte pas dans ton esprit de t'irriter, car l'irritation repose dans le sein des insensés. Ne dis pas : « D'où vient que les jours anciens étaient meilleurs que ceux-ci?* » *Car ce n'est pas par sagesse que tu fais cette question. La sagesse est bonne avec un patrimoine et profitable à ceux qui voient le soleil* (2). » La reine de Saba se tut. « Encore, encore ! » cria le roi Salomon, attendant avec impatience que la bouche parfaite de la reine articulât ces phrases bien connues de lui. Et la reine dit encore : « *Celui qui observe le vent ne sèmera point, et celui qui interroge les nuages ne moissonnera point. Comme tu ne sais pas quel est le chemin du vent et comment se forment les os dans le sein de la mère, tu ne connais pas non plus l'œuvre de Dieu...* (3) Dois-je m'en aller maintenant, roi Salomon? — Non, dit-il, reste près de moi. » Et le roi Salomon, qui avait refusé avec dédain l'amour, la richesse, la gloire et la science, donna asile à la reine de Saba, parce qu'elle lui récitait avec admiration les phrases d'un petit livre qu'il avait écrit dans sa jeunesse...

Harold Reeves, la bouche soudain haineuse, le regard enflammé et brouillé par l'alcool, se leva brusquement là-dessus et tendit la main à Raymond, qui n'osa pas le retenir.

Il s'en allait souvent ainsi, après avoir longtemps parlé, et

(1) L'Ecclésiate, III, 1-6. — (2) *Id.*, VII, 8-12. — (3) *Id.*, XI, 4-5.

comme si sa provision de force et de courage s'épuisait tout à coup et qu'il eût je ne sais quel atroce vin à cuver. Mais si le grouillement des caïmans n'assombrissait pas sa misérable chambre d'hôtel, nulle reine de Saba n'y venait non plus lui réciter avec piété les vers savants ou les comédies lyriques qu'il écrivait au temps où il était encore jeune et célèbre.

XXIII

Cependant approchait la date des élections législatives. Une sorte de fièvre s'était emparée de Danielle. Son père se présentait dans le premier arrondissement, Robert Igier dans le huitième. Les gens les plus hétéroclites défilaient tout le jour dans la demeure de Raymond; deux ou trois fois par semaine, on se réunissait chez lui après le dîner. Les autres soirs, Danielle sortait avec M. Trioson, assistait à des réunions publiques, à des meetings. La passion l'emportait à tel point que le lendemain, elle ne pouvait se retenir de raconter à son mari les incidents mémorables de sa soirée, telle foudroyante réplique d'Igier, telle merveilleuse improvisation de son père. Depuis que Raymond fréquentait Harold Reeves, il se disputait moins avec sa femme; il se désintéressait d'elle, la regardait aller et venir comme un animal familier aux mœurs duquel on est habitué. Elle ne lui était plus nécessaire. Il recréait loin d'elle l'atmosphère dont il avait besoin. Une fois cependant, il se plaignit à Reeves de cette frénésie politique au milieu de quoi il vivait. Cela amusa énormément son ami :

— Savez-vous, lui dit-il, ce qui se passa lorsque Alcibiade eut coupé la queue à son chien? Son chien, fort malheureux, le suivit dans sa maison et lui demanda : « Pourquoi, ô Alcibiade, m'as-tu ainsi mutilé et rendu ridicule? Je t'ai servi fidèlement, je t'ai défendu contre les autres chiens, je ne t'ai jamais fait de mal. Le sort dont tu m'accables est aussi injuste que cruel. » Et Alcibiade lui répondit : « Il est vrai. Pardonne-moi, ô mon chien, de t'avoir sacrifié à mon ambition. Mais j'avais besoin de cela. Il fallait faire oublier aux Athéniens, qui hésitent à me nommer général en chef, les erreurs que j'ai commises. Il fallait leur faire oublier, ô mon chien, que je les avais entraînés à cette guerre qui s'est terminée par la victoire de Sparte, et à cette autre qui a amené le triomphe de Syracuse.

Il fallait leur faire oublier que j'ai parodié les mystères d'Éleusis chez mon ami Poulytion, que je les ai trahis avec les Spartiates, et que j'ai trahi les Spartiates avec les Mèdes. Maintenant que ta queue est coupée, — et ce n'est qu'un mauvais moment à passer, ô mon chien, — toute Athènes est divisée en deux camps; ceux qui te trouvent plus beau ainsi et ceux qui te trouvent moins beau. Telle est la façon dont on gouverne les hommes : il faut leur donner des motifs d'agir et de comprendre à leur taille. »

Et là-dessus, Reeves partit d'un grand éclat de rire.

— Les hommes n'ont pas changé beaucoup depuis Alcibiade. Et il s'en trouve toujours quelques-uns pour attraper ce troupeau de grenouilles en agitant devant lui un chiffon de drap rouge, — chaque année plus rouge! Moquez-vous d'eux comme je le fais, et ne prenez pas leurs billevesées au tragique.

— Mais je souffre de voir que ma femme se mêle à leur turbulence.

— Vous n'y pourrez rien changer : les femmes seront toujours attirées par les passions les plus grossières. Il faut avoir le courage de ne pas accepter des souffrances trop faciles.

Ces propos rendaient quelque sagesse à Valtier, mais l'atmosphère furieuse répandue dans sa maison lui restituait bientôt son inquiétude. Il se remit à haïr son beau-père et à quereller sa femme.

Il y eut un soir, chez lui, quelques jours avant les élections, une réunion particulièrement animée. C'était la veillée d'armes du parti. Romuald Touques qui n'était plus ministre depuis quelques semaines, et partant pessimiste, ne cachait pas son inquiétude. Il prodiguait conseils et exhortations. Il déclarait avec amertume que les partis réactionnaires relevaient partout la tête et que la victoire serait difficile.

— Unissons-nous tous contre l'ennemi commun, disait-il avec emphase. Si nous laissons les dissensions nous envahir, nous sommes perdus. N'oublions jamais les paroles de nos maîtres : « Il n'y a jamais d'ennemi à gauche! »

— Il faut pourtant que la démocratie triomphe, dit Igier, avec un sombre et farouche dépit, et non seulement en Europe, mais dans le monde entier. La France est encore un pays féodal. Il est temps, grand temps de sortir du moyen-âge.

Il parlait avec feu, la tête basse, faisant luire aux lumières

son énorme front hydrocéphalique ou génial. Danielle, en robe du soir, le regardait avec admiration, les mains jointes sur une jupe couleur de feu. Des hommes qui se ressemblaient tous entre eux par quelque chose, ayant en commun un certain air solennel et renfrogné, la même forme de vulgarité agressive et satisfaite de soi, écoutaient avec une application méfiante ou causaient bas dans les coins. M. Trioson, debout, tiraillait sa barbe courte et massive, le regard assombri derrière son lorgnon mal posé. Romuald Touques énorme, exubérant, les cheveux crépus, les yeux gros et humides dans un visage basané, donnait avec énergie des signes d'assentiment. Raymond regardait, écoutait tout cela avec étonnement, pris soudain d'une sorte de respect devant ces passions qu'il ne comprenait pas et qui devaient être bien grisantes, à sentir l'odeur de fièvre de ces hommes tourmentés. Il cherchait s'il n'y avait pas là aussi quelque furibonde mais magnifique poésie, et si, derrière ces masques brutaux, ne circulaient pas les mouvements profonds qui animent les races.

Robert Igier reprit :

— Il faut des siècles pour effacer toute trace d'un long servage. Quand l'homme sera-t-il mûr pour la liberté ? Il y a encore partout des milliers d'êtres pour entourer rois et reines d'un fétichisme inexplicable. Je n'ai jamais eu à ce point conscience de ce phénomène que lorsque, il y a trois ans, un homme de cœur a assassiné la reine d'Illyrie. Eh bien ! tous les journaux du monde entier, le lendemain, étaient pleins d'invraisemblables lamentations. Si on avait assassiné ma concierge, tout le monde se serait tu. Pourtant, au point de vue humain, y avait-il une différence entre elle et cette vieille folle ?

Raymond avait écouté ces phrases en tremblant. Il se fit soudain en lui un bouleversement incroyable. Il eut l'impression qu'on venait de lui souffleter le visage. Il fit un pas en avant et s'écria :

— Monsieur, je vous ordonne de sortir.

Igier le regarda, essaya de sourire, parut tout à coup très gêné :

— Mais je ne sais pas ce que mes paroles ont eu de blessant pour vous...

Raymond, pour la première fois, soupçonnait vaguement que tous ces gens qu'il hébergeait, son beau-père, sa femme même, appartenaient à un parti politique qui eût approuvé l'assassinat de la Reine. Sa fureur s'en accrut.

— Je ne permettrai jamais, monsieur, cria-t-il, à quelqu'un de parler ainsi dans cette maison de la femme admirable qui m'accorda sa confiance et que... et que...

Sa solennité eût prêté à rire, si on ne l'avait vu en proie à une crise de fureur presque démente. Il menaçait Igier de la main, ses yeux étaient fixes et hagards. Sa lèvre inférieure tremblait.

— Taisez-vous, Raymond, dit Danielle, vous êtes ridicule.

— Cet homme va sortir tout de suite, répéta-t-il.

— Robert, dit Danielle, je vous défends de vous en aller. Vous êtes mon hôte. Vous ne quitterez pas cette pièce.

La scène, comme il arrive le plus souvent dans ces cas-là, tournait au vaudeville. Il y avait un grand désordre. Des gens riaient, d'autres se troublaient. M. Trioson essayait de calmer Raymond :

— Je vous en prie... mon cher enfant, calmez-vous. Igier n'a pas eu de mauvaise intention.

Romuald Touques avait saisi le bras d'Igier, comme pour le prendre sous sa protection :

— Si cet homme ne s'en va pas, dit Raymond en regardant sa femme, c'est moi qui m'en irai.

— Il vaut peut-être mieux que je me retire, murmura Igier à l'oreille de Danielle.

— Robert, dit-elle à haute voix, vous resterez ici.

Alors Valtier regarda sa femme, son beau-père, Robert Igier, et comme personne ne bougeait, il esquissa un sourire indécis et, traversant la pièce, il sortit. Il avait de tels battements de cœur qu'il ne pouvait marcher vite. Il lui semblait que depuis quelques jours il ne faisait rien de ce qu'il eût voulu faire, ne disait rien de ce qu'il eût voulu dire. Le souvenir de son altercation avec Igier lui était atroce. La révolte que ses paroles avaient soulevée en lui, l'absurdité de sa riposte, la trahison de sa femme, tout cela lui causait un véritable dégoût.

— Mais que pouvais-je faire? Qu'aurais-je pu faire? se répétait-il avec angoisse. Rien autre que ce que j'ai fait. Que tout cela est bête, bête! Que tout cela grince péniblement! Y a-t-il moyen de vivre ailleurs que dans cet affreux bruit de girouette mal huilée, où tout vous arrache les nerfs?

Il monta dans sa chambre. Il savait que tout était accompli.

Il ne souffrait presque pas. Depuis plusieurs semaines, il prévoyait cette brusque rupture avec son passé le plus récent. Le jour où Danielle lui avait avoué qu'elle l'avait épousé sans amour et où, dans le tramway de la Muette-rue Taitbout, le souvenir de la reine d'Illyrie lui était revenu avec tant d'heureuse acuité avait, en quelque sorte, marqué la fin de cette période. Chaque heure de sa vie avait dès lors arraché quelques-unes des fibres qui l'attachaient à sa femme. Cependant, sans cette scène lamentable, cela aurait pu durer longtemps encore, comme ces vieilles maisons chancelantes qui ne se soutiennent que par habitude sur leurs branlantes poutres...

Il fit sa valise. Il ne pouvait plus rester sous ce toit, demeurer avec Danielle. Un besoin de se nettoyer de ce passé, d'en ramoner jusqu'à sa mémoire, le torturait comme un prurit. Il lui semblait qu'il émergeait, tout souillé encore, d'une profonde mare de sottises et d'erreurs. A la fois délivré et douloureux, il n'éprouvait pas un sentiment qui ne se retournât contre lui, et avec violence. Ses mouvements de joie se terminaient en accès de désespoir; ses élans de tristesse le portaient à une sorte d'amer soulagement.

Il passa devant le salon, sa valise à la main. On y criait toujours. Personne ne s'occupait de lui. Il gagna l'escalier.

La rue était froide. Nuit claire, pure, avec ces étoiles que l'on voit rarement à Paris et qui considèrent les rues, les maisons, avec tant de sardonique et intermittente pitié, réservant leur tendresse aux promeneurs égarés dans la campagne, aux villages cachés, aux bois. Comme la société de Danielle avait pesé à Raymond! Il le voyait bien maintenant qu'il s'éloignait d'elle. Cachant ses souffrances à soi-même, il n'en avait que plus souffert.

Il marchait allègrement. Il ne voulait plus penser à Danielle. Une pensée de Nietzsche lui revint à l'esprit : « Tout ce qui est bon est léger, tout ce qui est divin court sur des pieds délicats. » Cette pensée lui donnait une force extraordinaire. Il revenait à cette légèreté divine à laquelle il avait renoncé pour enfoncer ses pieds dans la commune ornière. Ah! maintenant, comme il se libérait!

Un taxi passa. Il appela le chauffeur.

— Rue de Tournon!

Il n'hésitait pas; il avait toujours su où il se réfugierait le

jour où la famille Trioson pèserait trop cruellement sur lui. Il n'y courait pas précisément retrouver Valentine, non, mais telle forme de solitude autour de laquelle Valentine dresserait ses barrières. Tout ce qu'il avait fui à la pension Balmette lui semblait maintenant une manière d'oasis, comparé à ce tourbillon d'êtres hostiles qui le circonvenait depuis si longtemps.

Il était déjà dix heures et demie. La porte de la pension de famille était close. Il sonna longtemps. Mais il savait que les domestiques n'étaient pas couchés encore. En effet, le valet de chambre parut.

— C'est moi. Je reviens. Y a-t-il une chambre libre pour moi?

— Il y en a une, oui, monsieur, sur le même étage que Mlle Guerrée.

— Eh bien! j'y monte.

Il éprouvait le bonheur que l'on éprouve à rentrer chez soi. La chambre était petite; elle sentait le cigare froid et l'eau de Cologne de bazar. Qu'importe!

— Monsieur n'a pas d'autre bagage?

— Non, demain, j'enverrai chercher mes affaires.

Il parlait si haut que Valentine entendit sa voix. Elle lisait au coin de son feu. Elle entr'ouvrit la porte. Il alla à elle.

— Vous aviez raison, Valentine. Je reviens occuper ma chambre. Et pour bien longtemps, cette fois.

— Mais votre femme, Raymond?

— Je vous raconterai cela. Je n'ai plus rien à faire avec elle. Ah! Valentine, quand donc apprendrai-je à agir conformément à ma nature? J'ai cru épouser une femme, j'ai épousé un agent électoral. Ici, du moins, j'aurai la paix et cette liberté de l'âme qui donne seule du prix à la vie.

— Entrez chez moi, je vous ferai du thé.

Il vit que sa photographie était placée sur la commode. Valentine rougit quand elle surprit le regard de Raymond. Mais il ne dit rien de sa découverte et en fut médiocrement satisfait. Il redoutait déjà que Mlle Guerrée ne tentât de l'envahir. Cependant il avait besoin d'elle.

— Dites-moi ce qui vous arrive, fit-elle, versant de l'eau dans une bouilloire électrique.

— Non. Une autre fois. C'est bien trop ennuyeux pour que je commence déjà d'en parler. Laissez-moi oublier tout cela.

Comment-ai-je pu supporter si longtemps une si amère dérision de la vie? Mais est-ce donc cela dont tant de gens sont affriandés, ces ambitions vulgaires, ce tapage, ces faux sentiments, ces grossiers élans? Oh! que les hommes sont donc faciles à contenter! Pourquoi sont-ils si malheureux? Ne réussissent-ils même pas à obtenir des proies aussi grossières? Ce combat d'hyènes m'a écœuré pour longtemps...

Raymond finit enfin par parler à Valentine de Harold Reeves et lui confia tout ce qui touchait à son merveilleux ami.

Il retrouvait dans cette amitié l'enthousiasme qui lui était nécessaire. Il raconta des anecdotes sur Reeves jusqu'à deux heures. Valentine n'en pouvait plus de fatigue et de bonheur.

Le lendemain, Raymond écrivit à Danielle qu'il ne rentrerait plus. Elle lui renvoya tout ce qui lui appartenait et intenta aussitôt une action en divorce.

XXIV

Le prêtre bredouilla les dernières prières. Raymond regarda une fois encore le trou humide dans lequel il abandonnait son seul ami. Il faisait chaud. Un des fossoyeurs s'essuyait le front avec la manche de sa chemise. Un des assistants poussa le bras de Raymond. Puisqu'il conduisait le deuil d'Harold Reeves, il devait accomplir jusqu'au bout les formalités funèbres. Il s'arrêta au coin d'une allée. Quelques hommes lui serrèrent la main : le propriétaire du misérable hôtel dans lequel Reeves était mort, en deux jours, d'un mal si foudroyant que Valtier, prévenu trop tard, n'avait pas eu le temps de le revoir; un garçon dépenaillé; le patron d'un bar voisin de l'hôtel; un peintre norvégien, famélique et sans talent, enfin un bizarre personnage que personne ne connaissait et qui, solennel, vêtu de noir, ganté de fil, les cheveux flottant sous un feutre crasseux, avait l'air de représenter un syndicat de Tapeurs. C'était là tout le cortège d'un homme qui avait été grand dans son pays et peut-être dans son temps et qui avait su rendre la vie, dans un langage de miel, aux dernières fées, aux derniers lutins.

Seul, Raymond Valtier s'attarda dans les circonvolutions du Père-Lachaise. Il y éprouvait une détente. Il s'y sentait moins abandonné qu'ailleurs. D'innombrables amis y formaient pour lui une compagnie. Il savait qu'en errant au hasard il rencon-

trerait l'un ou l'autre, qu'il s'arrêterait au seuil du palais des *Mille et une Nuits* au fond duquel Gérard de Nerval a retrouvé Jenny Colon ou devant le monolithe qui désigne la présence de Benjamin Constant.

Il tombait une pluie tiède comme un baiser d'enfant. Les terrains montaient, descendaient, portant leurs hottes de cadavres et de longs arbres poussiéreux. La société des morts dégage une paix austère. Raymond la préférait à celle des vivants. Il songeait qu'il eût mieux aimé pleurer Danielle disparue qu'avilie par la trahison et la férocité. Le trop enthousiaste accueil de Valentine lui avait fait mesurer sa déchéance. Il ne lui pardonnait pas d'avoir besoin d'elle et d'exciter sa pitié. Et il jugeait intolérable ce dernier lien qui le retînt au monde des vivants.

Il songeait à sa dernière entrevue avec Harold Reeves quelques jours avant. Ils s'étaient assis ensemble au crépuscule, dans le parc Monceau, tout près de la colonnade. Des feux roses baignaient les arbres et les corniches dans un jour artificiel comme une lumière de boudoir. L'eau du bassin miroitait comme un surtout de verre. Une femme très élégante, non loin d'eux, embrassait un adolescent mal vêtu. Un vieillard à guêtres grises lisait son journal. Et le formidable fracas des taxis et des tramways, de l'autre côté des grilles, ajoutait à l'impression d'intimité mystérieuse que dégageait ce coin perdu de capitale.

— Voyez-vous, Valtier, disait Reeves, mes malheurs m'ont enseigné plus de choses que ma prospérité. Ma jeunesse a été une longue suite de désirs, mon âge mûr de possessions; et je n'ai trouvé ni dans mes désirs, ni dans leur assouvissance l'humble douceur que m'a laissée leur écho. Le désir se trompe, la possession a ses limites, mais ce qui la suit n'en a pas si l'on ajoute à son souvenir ce qui manquait à la présence. Je ne suis heureux qu'en marge des choses, parce que cette marge est créée par mon esprit. Une femme n'est qu'une femme, une ville n'est qu'une ville, mais si je suis seul avec l'ombre de la femme, j'entends tomber de sa bouche les paroles qu'elle n'aurait pas dites et qui me sont nécessaires, et, si j'erre dans la ville inconnue, je cueille dans ses jardins les fleurs qui n'y poussent pas et qui la rendraient unique à mes yeux. Que ma gloire est pure depuis qu'on ne parle plus de moi! Que je suis riche depuis que ma misère me permet de jouir des moindres choses! L'art seul a besoin de saturation, mais la satiété est l'ennemie de

l'homme. Les romans que j'ai vécus ressemblaient à des faits-divers, ceux que j'ai rêvés aux comédies de Shakspeare. J'ai sous mes yeux ici la plus belle image de Paris, je tourne le dos au spectacle de sa fièvre, mais si je ne sentais pas cette fièvre battre dans mon sang, trouverais-je tant de plaisir à regarder ce canard fendre l'eau nocturne, cette femme embrasser avec passion ce mauvais enfant qui la fera souffrir et ces ruines faussement romantiques dans un décor d'immeubles modernes? Voyez le brouillard qui monte de ces pelouses bleues! Si je me sentais malade, j'irais y chercher comme Merlin les remèdes de la fée Morgane.

Hélas! ce soir-là, Harold était déjà malade, mais il ne le savait pas et la fée Morgane était loin. Aussi loin que cette nourrice de Reeves dont il disait plaisamment que seule, elle lui avait enseigné ce que tout homme devrait savoir : les vieilles légendes, la connaissance des pratiques de magie et l'amour des femmes trop belles et trop mélancoliques. Aussi loin pour lui que cette Irlande où il était né, où il ne pouvait vivre et qui l'entourait encore à sa dernière heure de son atmosphère enchantée et de sa jeunesse sans âge.

Valtier regardait devant lui dans le vide. Il voyait Harold Reeves développer son long corps maigre; ses lunettes scintillèrent, il brandit comme un sceptre sa canne d'écaille blonde et il cria joyeusement à Valtier :

— Quand vous pensez à moi, Raymond, dites-vous bien que mon double seul existe et méditez sur lui. Je ne vaux que par ce que vous ajoutez à moi. Heureux si je vous donne l'occasion d'ajouter beaucoup de choses à ce que je suis!

Il fit un grand geste de la main. Raymond ne devait plus le revoir.

Il fit quelques pas; le cimetière était immensément désert, le seul bruit qui arrivât jusqu'aux oreilles de Raymond venait des branches grisâtres qui se frôlaient. La multitude des tombes lui donnait une espèce de vertige. Il lisait au hasard des noms, des dates, des textes pieux; on ne parlait que d'espérance, et si l'on avait cru le langage des pierres, il n'y aurait pas eu au monde un endroit plus consolant.

Cette promenade dans le passé rapprochait soudain Raymond de la reine d'Illyrie. Un léger ricanement lui échappa. Par quelle aberration, après avoir vécu auprès d'un être pareil,

avait-il pu admettre l'intimité d'une Danielle ou d'une Valentine? N'aurait-il pas eu honte de présenter l'une ou l'autre à Harold Reeves? Avec une clairvoyance farouche et têtue, il distinguait soudain leur médiocrité, leur pauvreté d'esprit, la mesquinerie de leurs préoccupations, l'exubérance de leur amour-propre. Son erreur avait été de croire qu'il pouvait s'habituer à une compagnie pareille. Perdant tout sentiment de la mesure et de la justice, il englobait dans la même réprobation Valentine qui était bonne et Danielle qui ne l'était pas. Il ne voyait plus en elles que des entités redoutables, s'efforçant de l'arracher l'une et l'autre à son domaine préféré.

Et maintenant Reeves était mort comme sa mère et comme la reine Erica ; les seuls êtres avec lesquels il avait pu entrer en société s'étaient détournés de lui, et il savait que jamais il ne reprendrait avec personne la conversation par trois fois interrompue. La vieille maison de la rue familiale, à Caen, comme le parc de Lauriena et le bar américain où Reeves l'attendait, se confondaient dans son imagination; si les propos échangés ici ou là n'avaient pas même forme, leur sens profond demeurait le même. Mais tout cela était fini, et ce silence formidable qui enveloppait Raymond serait désormais celui où il allait s'enfoncer.

Il ne pleuvait plus. Valtier avait rejoint l'allée centrale du Père-Lachaise. Un convoi montait, ramenant à la nature un de ces êtres qu'elle fabrique par milliards, aussi pressés et inutiles que ce frai de hareng dont les baleines engloutissent des tonnes. Raymond le croisa devant le saule pleureur de Musset. Cette nature si généreuse n'avait pas accordé un jour de plus au poète des *Nuits* qu'à cet anonyme dont on suivait le corbillard en causant de ses affaires. Mais Musset laissait derrière lui cette ombre immense que Reeves, en s'en allant, avait confiée à Valtier.

Le bruit de Paris arrivait maintenant par vagues stridentes. Raymond s'arrêta au seuil de la grille. Il avait peur de rentrer dans cette foule avec laquelle il n'avait aucun intérêt commun. Le ciel s'assombrissait de nouveau. Saurait-il retrouver seul le chemin du royaume où sa mère, la Reine et Reeves l'avaient pressé d'entrer? Et le cœur contracté, le cerveau vide, il laissa monter du fond de sa pensée le long vers de Hugo :

O soleils disparus derrière l'horizon!

XXV

Alors, lentement, délicatement, avec un sentiment raffiné de la progression, Raymond Valtier rompit peu à peu les amarres qui le retenaient au monde des apparences. Désormais, où qu'il se présentât, il commença à dégager ce halo d'étrangeté qui rend suspect un homme à ceux qui s'estiment ses semblables. Il ne répondait plus tout à fait juste aux questions qu'on lui posait. Quand il interrogeait lui-même, il le faisait en des termes si ambigus que l'on doutait qu'il n'eût en vue que le problème auquel il faisait allusion. Sa politesse devenait chaque jour plus cérémonieuse, comme s'il avait à faire à d'autres gens que ceux auxquels il s'adressait. Il percevait moins les moqueries de ses élèves et la défiance de ses collègues. Cependant les unes et l'autre augmentaient. Il apportait à faire sa classe et corriger les devoirs la même application consciencieuse, car il était homme de devoir et, de plus, il estimait que sa profession devait avoir ce caractère de sacerdoce que lui attribuait la reine Erica et dont elle lui avait légué la conception comme un héritage moral. Sa vie avait pris un rythme absolument régulier; il allait de la pension Balmette au lycée Jules-Grévy en suivant chaque jour le même itinéraire. Les heures où il souffrait de la perte de sa femme devenaient moins nombreuses; il lui arrivait quatre à cinq jours de suite d'éviter M[lle] Guerrée. Il n'avait plus besoin de personne.

Pendant longtemps, il s'était plu à embellir sa chambre, s'entourant de nombreux portraits, — ceux de la reine Erica et de Harold Reeves étaient les plus nombreux, — achetant de loin en loin chez un antiquaire quelque menu bibelot. Maintenant, il la négligeait; il voyait de moins en moins le décor qui l'entourait.

Il avait d'abord conçu le dessein d'écrire ses mémoires, de noter les souvenirs de son séjour à la cour d'Illyrie ou de ses conversations avec Reeves. Mais il s'aperçut un jour qu'il avait transcrit un soi-disant dialogue avec la reine Erica inventé de toutes pièces. Il prit goût à ce jeu, imagina des scènes, des colloques qui n'avaient jamais eu lieu, sans sortir, bien entendu, de la ligne de la logique et du vraisemblable. Il inventait moins qu'il ne supposait. Enfin, il cessa d'écrire et prit l'habitude de

supposer à tout instant que la Reine ou Reeves fussent présents et d'entretenir avec eux un colloque imaginaire. Ses voisins l'entendirent plusieurs fois parler à haute voix dans sa chambre. Un de ses élèves le vit rire tout seul, un jour, sous les arbres de l'avenue.

Il le raconta aux autres; on en fit des gorges chaudes.

Il ne travaillait plus à sa thèse, dont il se désintéressait. Il renonçait aux avantages matériels, aux ambitions les plus normales. Mme Balmette fut obligée, à différentes reprises, de lui dire qu'il devait faire couper ses cheveux : il se négligeait.

Mais cette perte d'équilibre ne lui causait aucun dommage. Il trouvait dans cette société intérieure qu'il s'était forgée une compensation à tant d'échecs, — échecs dus en grande partie à sa demi-incapacité à manier le réel. Les événements n'ont pas une rigueur absolue; il y a manière de les prendre, manière toute personnelle et qui constitue ce que l'on appelle la chance ou le guignon; les mêmes accidents arrivent toujours aux mêmes êtres : ce n'est pas absolument la faute du destin.

Raymond savait trop bien quelles ressources lui offrait sa vie intérieure quand il devait se replier sur elle pour ne pas éprouver une satisfaction secrète chaque fois que lui était donnée l'occasion de ce repliement; un autre homme, qui n'eût pu compter sur pareille ressource, eût tenté de franchir l'obstacle ou de le tourner. Raymond, lui, se dérobait et trouvait dans cette dérobade le motif d'une plus grande exaltation. Valentine essayait parfois de l'arracher à sa récollection; elle y réussissait mal. Après son retour à la pension Balmette, sans doute avait-elle eu l'espérance de refaire avec lui sa vie manquée. Mais elle dut abandonner assez rapidement toute illusion de ce genre. La politesse exquise qu'il lui témoignait cachait un profond dédain. Il ne désirait pas reprendre avec elle une intimité véritable, mais garder les dehors d'une amitié plus apparente que réelle. Elle souffrait de cet état de choses, mais sans excès; le pire pour elle eût été de le reperdre; elle se nourrissait avec avidité des miettes que lui abandonnait sa sympathie, à lui, et dont son amour, à elle, se gorgeait. Elle essayait de le comprendre, mais y échouait. Elle ne pouvait supposer qu'il ne fût pas malheureux; or, il était visible qu'il ne l'était plus. Il ne parlait jamais de sa femme, ni de ses trois ans de mariage. Il apprit avec indifférence qu'elle épousait Robert Igier; cette

union causa une sorte d'effervescence à l'abbé Garampazzi, seul survivant de la première installation de Raymond rue de Tournon. Mme de Giroux, en effet, était morte à la pension même; les Cuisance étaient rentrés en province après que l'échec artistique du peintre eut été consacré en quelque sorte triomphalement. Mlle Périgois avait épousé le dentiste dont elle était la secrétaire. D'autres gens allaient et venaient, auxquels ce trio de survivants attachait peu d'importance. Si éloigné de tout que fût devenu Valtier, il se sentait en quelque sorte solidaire de l'abbé Garampazzi comme de Valentine Guerrée.

Celle-ci eut cependant un soir l'impression qu'il se tramait quelque chose de bizarre dana la vie de Raymond. C'était à la fin d'un jour d'octobre. Il avait abondamment plu depuis le matin. Valtier rentra trempé, et s'étant assis dans son fauteuil, laissa, comme à l'habitude, errer un moment ses pensées au hasard.

Or, au lieu de transformer et de styliser ses souvenirs, il lui vint tout à coup la vision d'une fin de journée passée avec la reine Erica. Souvenir à peu près oublié jusque-là et qui prit tout à coup la force et le relief d'une hallucination. Il se vit sur la terrasse supérieure des jardins de Lauriena, au commencement d'un crépuscule également pluvieux; il se promenait sous les arbres qui égouttaient leurs feuilles. Cette odeur de résine puissante et saine qu'exhalent par les jours de forte pluie les cèdres bleus et les épicéas, lui venait aux narines par bouffées. De lourdes feuilles couleur de tabac étaient aplaties contre le sol, ou bien c'était le trèfle jaune pâle des tulipiers. Une flamme invisible allait roussir les aiguilles extrêmes des genévriers. Des lampions rouges brûlaient au cœur des ifs. Chaque buisson avait un trésor à peine caché de baies de pourpre. Au pied des montagnes qui s'élevaient en face, au delà de la vallée, traînaient de grands nuages de laine déchirée, déjà sale; plus haut, c'étaient des stratifications formidables, tantôt légères et tantôt lourdes, des étages de nimbus, tandis que l'angle, formé par le double contrefort de la vallée, était empli d'un brouillard si noir qu'il avait fait le vide. Chacun de ces détails revivait devant les yeux de Raymond, et il éprouvait en même temps l'ivresse spéciale ressentie, ce soir-là, faite d'une incroyable disposition à aimer, à aimer toute chose, mais à l'aimer exactement comme si elle avait dû être détruite une heure après. Cette

tendresse de couleur presque funèbre lui revenait en ce moment, mêlée à la senteur aiguë de la résine, donnant un arrière-plan d'idées de voyage et de migration à ce double élan vers la possession et vers la pitié.

Juste à ce moment, la Reine avait dit :

— J'éprouve par un temps pareil des émotions qui me semblent venir de la terre même, comme si j'avais encore des racines dans le sol, des émotions qui ne semblent pas naître de mon âme, mais d'une sorte d'antenne qui me réunirait aux éléments. Nous parlons toujours de nous comme d'entités, de figures abstraites. La vérité est bien différente ; nous n'avons jamais rompu le cordon ombilical qui nous attache aux saisons, aux éléments et en particulier à l'eau. Nous avons tous, j'en suis sûre, des dispositions à l'hydroscopie, mais nous ne nous en doutons pas. Je me sens absolument différente de la femme que j'étais hier. Or, moralement, rien ne s'est passé depuis qui ait pu me modifier à ce point. J'ai été malade de la vue de certains nuages, guérie de la grippe par le parfum de certaines fleurs, — les stéphanotis par exemple ou les iris blancs.

Raymond avait tressailli ; ces choses, il les sentait sans les formuler, quand la Reine avait pris la parole : une fois de plus, en résumant ses pensées, à lui, elle le délivrait d'un malaise indéfinissable. C'était si vrai ce qu'elle venait de dire sur l'eau !

— L'eau est notre élément premier ; nous n'échappons jamais à son influence. Nous appartenons à l'eau plus qu'à la terre et au feu.

— Même quand nous ne sommes pas Vénus ? dit la Reine en riant.

Son guépard familier qui la cherchait filait le long d'une haie de cotonéasters. Oui, Raymond voyait tout cela, et en bas, sur la rivière, le pont en dos d'âne où se hasardait une carriole de paysans. Du fond de la vallée montaient les graves sonneries des vaches redescendues des hauts pâturages ; leurs cloches oscillant à leurs cous faisaient un bruit lourd, lent, régulier, qui répandait un incroyable pouvoir de nostalgie. Qu'il était heureux d'entendre tout cela, tout cela qui n'avait pas frappé ses oreilles depuis si longtemps !

Mais quelqu'un parut devant lui, — il se levait soudain de son fauteuil et murmurait :

— Oh ! Majesté, si quelqu'un ici est né de l'écume marine...
— Vous dormiez, Raymond, dit Valentine inquiète.
— Je... Je ne crois pas. Je me croyais ailleurs.
Il chancelait en passant sa main sur son front ; il était pâle et avait les yeux hagards. Il souriait, d'un sourire si honteux qu'il en était niais.
— Je crois que vous avez besoin de repos, Raymond.
— C'est possible. Je ne me sens pas fatigué du tout.
— Mais que faisiez-vous quand je suis entré ?
— Rien. Je me croyais bien loin d'ici. Il me semblait être revenu au parc de Lauriena et entendre le bruit que font les troupeaux, le soir, dans les prairies.
— Vous rêviez ?
— Oui, justement, je rêvais. Mais, figurez-vous cela, je rêvais sans dormir. J'écoutais la voix de Sa Majesté. C'est curieux, n'est-ce pas? C'est la première fois que cela m'arrive... Du moins, avec cette intensité, jusqu'ici...
Il se tut subitement, honteux de ses confidences.
A dater de ce jour, Valentine eut l'intuition que l'esprit de son ami se dérangeait. Elle le surveillait avec plus d'attention. Mais il semblait avoir oublié l'incident du crépuscule et faire effort pour être moins distrait. Elle aurait voulu consulter un médecin; elle ne savait quel prétexte invoquer pour le conduire à Raymond, dont la santé semblait parfaite. Elle lui exprima quelques inquiétudes au sujet de celle-ci. Il se mit à rire; jamais il ne s'était mieux porté que depuis quelques semaines.
Mais brusquement, les événements se précipitèrent.
En entrant un matin dans sa classe, Raymond Valtier s'adressa solennellement à ses élèves et, d'une voix pathétique :
— Messieurs, j'ai l'honneur de vous informer aujourd'hui de l'événement capital qui se présente : Sa Majesté la reine Erica d'Illyrie, de passage à Paris, vous fera cette semaine le grand honneur d'inspecter votre classe et d'interroger les meilleurs d'entre vous.
Il y eut une stupeur générale. Beaucoup de ces enfants n'ignoraient pas l'assassinat récent de la reine d'Illyrie. Quelques-uns rirent très fort. Insensible à tout, Valtier entretenait sa classe des questions que poserait la souveraine et qui

porteraient vraisemblablement sur les origines de la tragédie grecque.

En sortant, quelques élèves se concertèrent et avisèrent le proviseur de l'incident du matin. Celui-ci vint l'après-midi demander à Raymond s'il avait entendu parler de l'arrivée prochaine de la reine d'Illyrie.

— Elle débarque aujourd'hui à la gare du Bois de Boulogne, répondit Valtier, très surexcité. J'ai rendez-vous à l'ambassade d'Illyrie, ce soir même, à six heures.

Le proviseur se retira très inquiet, ignorant de ce qu'il devait faire Mais il n'eut pas à prendre de décision. A six heures, en effet, Raymond Valtier se présenta, rue de Varenne, à l'ambassade d'Illyrie et demanda à être conduit à la Reine qui lui avait donné rendez-vous. Le concierge lui répondit étourdiment :

— Mais la reine Erica est morte depuis trois ans. D'où sortez-vous?

— Ce n'est pas vrai, cria Raymond, en lui sautant à la gorge, vous savez que ce n'est pas vrai...

Le concierge appela à l'aide. Un agent de police accourut. Raymond se débattit et jura que la Reine l'attendait. Pour ne pas provoquer de scandale, on le fit entrer dans un petit salon en lui disant que l'huissier de Sa Majesté allait venir le chercher. Il se calma vite, et quand deux personnages barbus lui annoncèrent que la Reine n'était pas à l'ambassade, mais à l'hôtel, et qu'ils allaient l'y conduire, il les crut facilement. La vue d'une voiture ne l'étonna pas; il crut reconnaître celle d'Adelsgratz; il s'étonna seulement que le cocher n'eût pas de perruque. Il remettait ses pas dans ses pas; le palais allait apparaître à l'horizon, avec ses colonnades et ses ornements baroques : il franchirait des vestibules, des escaliers, il irait d'huissier en huissier, à travers les salles dorées et les salons fleuris, puis une porte s'ouvrirait, la femme la plus belle du monde se tiendrait, tout en blanc au milieu d'une pièce illimitée comme la mer. Et cette exténuante, cette harcelante poursuite, dont il souffrait depuis tant de jours, aurait enfin son terme.

Mais il avait perdu trop complètement le contrôle de la réalité pour distinguer l'aspect lugubre de la maison où l'on l'introduisait et la misère de la chambre où il fut enfermé.

XXVI

Deux longues années s'écoulèrent, qui, si elles modifièrent quelques points de l'histoire du monde et de l'évolution des esprits, n'apportèrent cependant aucune amélioration à l'état de Raymond Valtier. Il systématisa son délire et s'organisa dans sa folie comme s'il y avait eu en lui un élément secret qui fût bien décidé à lui donner un caractère définitif.

Valentine Guerrée, qui seule au monde continuait à veiller de loin sur lui et qui, dans ce dessein, s'était liée avec ses médecins, obtint alors l'autorisation, longtemps refusée, de le visiter dans son oisive retraite.

Elle s'y rendit, un après-midi de fin d'hiver, alors que quelque chose dans l'air de pétillant et de renouvelé disait le retour proche du printemps. Elle éprouvait au fond d'elle-même cette antique parenté avec la nature qui met dans notre être un appétit de bonheur, lorsque la sève sature les fibres végétales et que l'odeur des premières violettes est perceptible aux moins sensibles des hommes.

Quelques personnes erraient dans le jardin du docteur Maliquet : elles ne se ressemblaient pas entre elles; elles n'avaient rien d'exceptionnel, et cependant, dans leur physionomie, dans leur démarche, leurs gestes, leur manière de se vêtir, elles manifestaient un autre rythme que le rythme de la vie commune. Il y avait en elles je ne sais quoi d'isolé et de discontinu, et beaucoup témoignaient d'un esprit de bouderie, particulièrement têtu, ou de la servilité anormale des prisonniers enfermés depuis longtemps.

Le docteur Maliquet appela un jeune homme voûté qui s'en allait à pas solennels. Il se retourna et Valentine reconnut Raymond. Il lui parut au premier regard bien portant, mais moins engraissé que bouffi; ses yeux bleus n'avaient plus l'attention habituelle du regard humain ; le sien, comme élargi et rayonnant, tournait autour des choses extérieures et ne se posait pas sur elles.

Il enveloppa ainsi M[lle] Guerrée sans s'attarder, puis repartit lentement dans une autre direction.

— Raymond, dit le médecin, vous reconnaissez, je pense, votre amie, M[lle] Valentine Guerrée.

Valtier s'inclina avec un sourire et prit un air empressé.

— Oui, Raymond, c'est moi. Je suis si heureuse de vous voir. Comment vous portez-vous?

Il se tourna vers le docteur Maliquet.

— Mademoiselle vient sans doute de la part de Sa Majesté? Comment se porte la Reine?... A merveille? Ah! tant mieux! Sa Majesté jouit heureusement d'une admirable santé... Êtes-vous chargée de quelque message pour moi, mademoiselle? Voilà bien deux jours, — oui, je dis bien deux jours, — que je n'ai eu le bonheur de revoir Sa Majesté... Voyons, que me fait-elle dire? Vite, vite, parlez.

Des larmes coulaient sur le visage fané et ridé de M[lle] Valentine.

Raymond s'impatientait, devenait pourpre, il tendait vers la jeune fille une main tremblante, comme pour obtenir d'elle quelque lettre dissimulée. Le médecin prit le bras du malade.

— Écoutez-moi bien, Raymond. M[lle] Guerrée ne vient pas de la part de la reine d'Illyrie, mais parce qu'elle est votre meilleure amie. Ne la reconnaissez-vous pas? Vous avez été fiancé avec elle. Vous habitiez ensemble la pension Balmette.

Le visage de Valtier se contracta comme si, dans les zones de son inconscient, se formait un danger qui menaçât sa conscience actuelle. Des morceaux épars de souvenirs devaient tendre à se rapprocher et à reconstituer des embryons de mémoire. Il sentit obscurément que l'on en voulait à sa paix, car il s'écria avec colère :

— Si cette personne ne vient pas de la part de Sa Majesté, que me veut-elle? D'ailleurs tout le monde me persécute ici. Pourquoi m'a-t-on emprisonné? Pourquoi me retient-on si loin d'Adelsgratz?

Ainsi, ce léger réveil de son esprit de contrôle ne l'aiguillait pas sur M[lle] Guerrée qu'il ne voulait pas reconnaître davantage, mais sur sa présence dans un lieu dont il souffrait pendant ses heures de moindre absence. Une fois de plus, se manifestait la loi constante de sa vie, qui était de ne prendre contact avec la réalité que par la douleur; disposition qu'il avait apportée à sa naissance et qu'il devait sans doute à un conflit intime héréditaire, à la permanence dans son âme des luttes qui avaient divisé ses aïeux.

Le docteur s'efforça de le calmer, aussitôt qu'il le vit sur le point de s'exciter.

— Mlle Guerrée ne vous apporte pas des nouvelles de Sa Majesté. Elle vient vous en demander, au contraire. Ne me disiez-vous pas que vous aviez eu l'honneur de la rencontrer il y a deux jours?

— Deux jours? fit Valtier avec méfiance. Il me semble bien plutôt qu'il y ait deux siècles. Mais, pour moi, deux jours ou deux siècles, n'est-ce pas tout un?

— Mlle Guerrée a été mêlée à votre existence du temps que vous viviez à la cour d'Adelsgratz. Etle était alors dame d'honneur de Sa Majesté avec la princesse della Porta.

Le visage contracté de Raymond se détendit. Il put enfin sourire. Prenant la main de Valentine, il la serra avec effusion. Du moment qu'elle voulait bien s'insérer dans son système, il n'avait plus de raison de l'ignorer.

— Oui, oui, dit-il, je me souviens très bien de mademoiselle maintenant. Excusez-moi de ne pas l'avoir fait tout de suite, mais j'ai eu tant de chagrin que ma mémoire est moins vive, beaucoup moins vive. C'est une damnée aventure, voyez-vous, que de vieillir quand tout le monde vous tourmente.

Il passa sa main sur un front qui se dénudait déjà.

— Ne faisiez-vous pas de la musique à Sa Majesté, mademoiselle? Ah, ah! je m'en souviens très bien aujourd'hui! Vous jouiez au fond du parc sur un orgue de cristal, un orgue unique au monde, construit sur mes dessins, car je suis aussi un grand musicien et un grand architecte. Mais était-ce bien sur l'orgue de cristal que vous jouiez? Il me semble plutôt que c'était dans une des petites chambres du palais. Je revois une pièce noire, sale, étroite, mal aérée... Oh!

Il poussa un cri aigu, comme s'il était blessé par quelque chose d'extérieur, et reprit avec violence :

— Mais non, mais non... je dis bien, c'était dans le parc, à cet endroit où la vue est fermée par des cyprès. Je le revois comme si j'y étais. La serre était justement au-dessus, sur la grande terrasse. L'orgue était caché par les cyprès. On vous entendait sans vous voir. C'est pour cela que je ne vous ai pas reconnue au premier coup d'œil.

— Oui, pensa Valentine, il vient de dire la vérité, il m'a toujours entendue sans me voir.

— Sa Majesté me demandait d'ailleurs conseil pour tout. Écoutez-moi bien. Je vais vous confier un grand secret. Elle

m'a mené un jour au bord de la mer et là, elle m'a demandé de jeter à l'eau ses dames d'honneur. Elle voulait être seule avec moi, toujours seule, et ses femmes nous suivaient sans cesse et se moquaient de nous. Vous aussi, mademoiselle, j'ai dû vous jeter à l'eau.

Mais alors le rythme de la méfiance, succédant à celui de l'expansion, s'empara de nouveau de lui. Il fronça les sourcils.

— Si je vous ai jetée à l'eau, pourquoi êtes-vous revenue? Pour m'espionner, n'est-ce pas? Pour espionner la Reine? C'est le Roi qui vous envoie? Ah! c'est abominable! Il est donc impossible d'avoir la paix. Je me croyais cependant en sûreté ici, dans ce parc... dans ce parc...

Il tourna la tête autour de lui.

— Où sont les statues? Mais où sont donc les statues? C'est encore vous qui les avez fait enlever? N'est-ce pas? Parce que je les aimais, parce que j'avais plaisir à les voir...

Le docteur Maliquet lui reprit le bras.

— Parlez-moi de Reeves, Valtier, d'Harold Reeves.

De nouveau, le visage de Raymond s'épanouit.

— J'ai passé une si bonne soirée hier avec lui! Il y a tout près d'ici une vieille auberge anglaise avec des poutres au plafond et un grand feu dans la cheminée. Je m'échappe quand la nuit vient et je vais l'y rejoindre. Ne le dites pas. Personne ne me voit sortir. Je voudrais écrire toutes les histoires que Reeves me raconte. Je n'en sais pas de plus belles au monde. Il m'a parlé l'autre jour de cet homme qu'il a connu et qui avait vu Cléopâtre en rêve. Elle était si belle qu'il avait renoncé à vivre pour son propre compte et qu'il était devenu fou dans l'espoir de la rejoindre. Comment voulez-vous, quand on a rencontré Cléopâtre, qu'on accepte tout le reste?

— Qu'est-ce que tout le reste, Valtier?

— Je ne sais pas, moi. La prison, les bêtes grises, la nuit, qui vous réveillent, les vilaines femmes qui vous insultent dans la rue, les hommes qui font des complots dans votre propre maison et qui rêvent d'assassiner vos amis, le brouillard où l'on se perd tout le temps, ces chagrins, enfin.

— Reverrez-vous Reeves, ce soir?

— Oh! oui. Tout le jour, je pense à ce rendez-vous et j'espère que Sa Majesté viendra aussi nous rejoindre. L'auberge est très proche, vous savez. Je vous inviterais bien à m'accom-

pagner, mais la Reine a maintenant horreur de toute société. Elle n'aime que Reeves à cause de ses histoires, — et moi... Que de belles choses nous nous confierons! Mais il faut que la nuit soit noire. Quand il y a clair de lune, je vois, dans les coins, des choses que je n'aime pas et je préfère alors rester dans ma chambre.

Une visiteuse assez élégante traversait le jardin. Raymond Valtier l'aperçut, se trémoussa de bizarre façon et la salua à distance.

— Je crois que voici Sa Majesté. Elle me cherche. Ne vous ai-je pas dit qu'elle viendrait aujourd'hui? Je vous demande la permission de vous quitter.

Il s'inclina avec condescendance et se dirigea vers la visiteuse. Mais, à quelques mètres d'elle, il dut s'apercevoir qu'il s'était trompé, car il s'arrêta net, lui fit de loin un salut assez sec et tourna sur lui-même pour gagner une autre allée. Valentine et le docteur le virent qui se penchait vers le sol, qui ébauchait le geste de cueillir une fleur absente, de la porter à ses narines et de s'en aller.

— Ne le jugez pas sur ce qu'il vous a dit aujourd'hui, mademoiselle, dit le docteur Maliquet. Il est, en général, plus tranquille. Mais il a dû lutter contre vous, ce qui l'a rendu inquiet et agressif. Votre présence lui a rappelé l'ancien tourment qu'il avait réussi à chasser de sa mémoire et il s'est remis aussitôt à souffrir. D'ordinaire, il se promène avec tranquillité et converse à mi-voix. Chaque jour, il me parle des soirées qu'il passe avec la Reine et Harold Reeves. L'idée que quelqu'un est devenu fou pour retrouver un être disparu revient souvent dans ses récits. Il y a donc en lui une vague conscience de ce qui se passe.

— Je suis moins inquiète depuis que je l'ai vu. Il souffre moins que lorsqu'il vivait de notre vie à tous. Je crois qu'au fond il n'a jamais été aussi heureux, depuis la mort de la reine d'Illyrie. Que de chagrins et de tristesses ne retrouverait-il pas avec sa raison! Peut-être vaut-il mieux qu'il ne guérisse jamais.

— Rassurez-vous, mademoiselle, dit le docteur. Cet accident ne lui arrivera pas.

Edmond Jaloux.

L'INQUIÉTUDE DE L'ORIENT

XII (1)

LE DEVOIR DE L'EUROPE

UNE OPINION PUBLIQUE ORIENTALE

Aux premières pages de cette étude, j'ai averti le lecteur qu'il ne trouverait pas dans les dernières ce qui s'appelle une conclusion. Que conclure en effet d'observations recueillies en cinq ou six pays différents, et entre lesquelles il n'y a pas de commune mesure? Quel historien, quel écrivain politique oserait attribuer la valeur de faits accomplis et définis à des tendances ou à des événements en marche? Déterminer certaines directions générales, « rencontrer le courant », comme disent les Hindous, s'y laisser entraîner pour un temps, de manière à en mesurer la force, à en sentir les remous, quitte à se ressaisir bientôt, afin de juger du dehors ce qu'on a éprouvé du dedans : voilà, je pense, l'effort le moins illusoire, sinon le plus fructueux. Il ne conduit pas nécessairement à prendre un parti, mais il incite à réfléchir et à dégager de l'expérience singulière, accidentelle, l'élément constant, essentiel, qui mérite seul d'être retenu. Au moins pour quelque temps.

C'est l'impression la moins flatteuse que je veux fixer d'abord. Partout où j'ai passé, j'ai constaté un déclin très sensible du prestige européen. Le monde oriental ne nous voit plus des mêmes yeux qu'il y a quinze ans. On reconnaît plus d'une cause à ce changement. D'abord la grande guerre. Je n'oublie

(1) Voyez la *Revue* des 15 juin — 1er octobre 1926 et des 15 janvier — 1er mai 1927.

pas les témoignages que m'ont rendus sur ce point quelques-uns des officiers les plus expérimentés de l'armée des Indes. Il se peut que les Gourkas, les Sikhs, les gens des tribus guerrières aient sincèrement admiré les qualités de bravoure, d'endurance, de discipline et de force dont les Européens ont donné des preuves si éclatantes, et qu'ainsi l'idée qu'ils se faisaient de nous se soit trouvée grandie et comme ennoblie par cette expérience. Mais c'est là un point de vue très particulier. Ce que les Orientaux ont surtout retenu de la guerre, c'est l'Europe déchirée, la chrétienté divisée, c'est l'impitoyable ardeur avec laquelle, pendant près de cinq ans, se sont massacrés entre eux des hommes de même race, de même couleur, et, somme toute, de même foi. Ils ont repu leurs yeux, bourré leur mémoire de toutes les horreurs d'une lutte d'autant plus cruelle, d'autant plus ruineuse, qu'elle était menée selon des méthodes plus scientifiques et avec des instruments plus parfaits. Parmi les gens de couleur qui furent témoins ou acteurs de ces destructions et de ces carnages, les plus réfléchis, les plus intelligents en ont gardé, et rapporté chez eux un souvenir effroyable. Et ils se sont demandé quelle pouvait bien être la valeur d'une civilisation qui aboutit à de tels excès, à une abolition aussi complète et aussi prolongée de tous les sentiments d'humanité.

D'autre part, les nécessités de cette guerre terrible devaient nous amener à faire à nos sujets ou à nos protégés des autres continents certaines promesses plus ou moins solennelles, plus ou moins précises, que nous ne pouvions pas réaliser complètement et d'un seul coup. La déception a été vive et profonde pour des peuples auxquels notre parole avait inspiré une large confiance et des espoirs illimités. Et la désillusion s'est doublée d'une certaine mésestime à l'égard de ceux qui, pressés par le danger, avaient fait appel à leur loyalisme en leur promettant bonne récompense, et qui, le péril une fois conjuré, semblaient oublier et les engagements contractés et les services rendus. On ne nous soupçonne pas seulement de mauvaise volonté, mais aussi de mauvaise foi.

La paix enfin rétablie en Europe, les hostilités se prolongèrent encore quelque temps dans plusieurs régions du Proche-Orient et de l'Orient-moyen : en Turquie, en Afghanistan, en Perse. Dans tous ces conflits, les puissances européennes avaient

des partisans déclarés ou secrets, des intérêts réels ou supposés. On accusa l'Europe de transporter ses querelles sur de nouveaux théâtres et de pousser les peuples de l'Asie à s'entre-détruire, comme elle s'était elle-même déchirée. Là-dessus l'Angleterre s'installait en Irak, la France en Syrie, avec le mandat, confié par la Société des nations, de sauvegarder l'indépendance de ces pays, et d'aider les habitants à s'organiser, à se gouverner, à s'administrer eux-mêmes. La tâche était malaisée et ingrate : ni les Français, ni les Anglais ne pouvaient espérer d'y réussir du premier coup. Il y eut des résistances qu'il fallut vaincre, des révoltes qu'il fallut réprimer. Quels seraient les résultats de cette expérience nouvelle, en quoi cette formule se révélerait-elle, à l'application, meilleure que les anciennes? Le prestige de l'Europe occidentale sortirait-il de l'aventure accru ou diminué?

L'Orient tout entier avait les yeux fixés sur nous, observant nos hésitations, épiant nos fautes, tout prêt à tirer parti de nos échecs. La politique de la France en Syrie, celle de l'Angleterre en Irak, je les ai entendu juger et critiquer, non seulement par des Égyptiens et par des Hindous, mais par des Persans et par des Afghans, et avec quelle impitoyable rigueur! Les affaires du Maroc étaient pour mes interlocuteurs orientaux un autre prétexte, tantôt à déclamer contre l'impérialisme de l'Europe, tantôt à dénoncer son impuissance. Je n'aurais pas pensé qu'il me fallût aller jusqu'à Delhi, pour entendre faire, par des musulmans de l'Inde, le procès de nos méthodes administratives en Tunisie. C'est pourtant ce qui m'advint. J'étais à Téhéran lorsque, sur la foi d'une agence étrangère, on annonça que la ville de Damas avait été prise par les Druses et évacuée par les Français. Quelle joie triomphante, poliment dissimulée par les Persans de bonne éducation, bruyamment exprimée dans les bazars!

Les Orientaux ont vu généralement dans la formule du mandat un expédient et une hypocrisie. C'était là, à les entendre, une nouvelle méthode inventée par les politiciens d'Europe, pour couvrir sous des dehors humanitaires l'occupation et l'exploitation de certaines contrées, sur lesquelles des raisons d'ordre économique ou militaire les avaient conduits à mettre la main. Les chefs nationalistes, dans les divers pays, n'eurent pas grand peine à répandre et à imposer l'opinion, que

l'établissement des puissances occidentales dans le Proche-Orient était une menace directe à l'indépendance des États de l'Orient-moyen. Syrie, Palestine, Transjordanie, Irak, autant de marches avancées, d'où l'on verrait bientôt partir les expéditions dirigées contre l'Asie. Le projet d'une armée iraquienne fondée sur la conscription et grossie par des réserves donna lieu, en Perse, à des commentaires alarmants.

Les puissances mandataires avaient-elles du moins procuré aux pays placés sous leur contrôle un accroissement de richesse et de bien-être matériel? Tout au contraire, répondaient les Orientaux ; et leurs observations, fondées pour une part, étaient, pour une autre, entachées d'exagération et même d'erreur, en ce qu'elles comparaient quelques années d'une prospérité exceptionnelle, — celles qui avaient suivi l'armistice, — avec une période d'apprentissage et de tâtonnement. En écoutant les doléances des gens d'affaires et des commerçants, à Bassorah et à Bagdad, à Damas et à Beyrouth, je reconnaissais au passage des arguments et des griefs que j'avais déjà entendu développer à Calcutta et à Bombay, à Caboul et à Téhéran.

Car voici, à mon avis, le fait nouveau le plus important : une opinion publique est en train de se former en Orient, et une opinion publique commune à tous les peuples orientaux. En quelques années, la presse a atteint un développement considérable ; nous y avons contribué, en créant, pour nos propres besoins, des journaux, contre lesquels d'autres journaux polémisent avec ardeur. Nos réformes ont eu pour effet, tantôt d'éveiller, tantôt de rendre plus aigu et plus général un double intérêt, pour la politique intérieure et pour la politique internationale. Mais, de l'une et de l'autre, les esprits orientaux ne retiennent encore que ce qui touche de plus près à leurs aspirations ou à leurs inquiétudes. Les événements du Maroc passionnaient également l'Égypte proche, la Perse et les Indes lointaines. L'injure faite par les bandes d'Ibn Séoud aux lieux saints de Médine et de la Mecque a retenti d'un bout à l'autre de l'Islam. J'ai vu les journaux persans remplis de détails, exacts ou controuvés, sur les révoltes druses et bédouines. Enfin j'ai trouvé les gens d'Angora si exactement renseignés sur les mouvements qui se développent aux Indes, en Afghanistan et en Perse, qu'on eût pu les y croire mêlés.

Ne parlons point cependant d'unité d'action : ce serait

dépasser l'expérience. Il suffit de relever, comme un symptôme intéressant, cette unité d'information et d'opinion. Toutes les nouvelles, tous les commentaires propres à atteindre le prestige, à compromettre le bon renom des États et des peuples de l'Europe occidentale sont immédiatement répandus d'un bout à l'autre de l'Asie. Les démentis, les mises au point ne servent pas à grand chose. Lorsqu'ils arrivent, l'opinion est déjà faite, et cette opinion est passionnée, aveugle, unanime.

Par notre faute, ou sans que nous y soyons pour rien, — la distinction est ici de peu d'importance, — tout l'Orient se représente aujourd'hui l'Europe occidentale comme une société en décadence, divisée et bouleversée, aussi incapable de retrouver son équilibre intérieur que de poursuivre au dehors l'œuvre d'organisation et de progrès dont elle a tiré naguère tant de gloire et tant de profit. Cette opinion, et les sentiments qui en découlent, m'ont paru servir de base à une foi nouvelle, à une nouvelle communion entre les peuples orientaux.

NATIONALISME, RELIGION, XÉNOPHOBIE

Si l'Orient, qui a pour lui le nombre, pouvait encore se prévaloir d'une organisation qui lui permît d'entreprendre une action commune ou une série d'actions concertées, l'Europe aurait lieu de tout craindre. Car elle inspire aux Orientaux moins de sympathie et surtout moins de respect que jamais. La grande faiblesse de l'Orient m'a paru consister dans son impuissance à s'organiser et à s'unir. J'ai trouvé presque partout, à côté d'admirables qualités d'intelligence et de cœur, une absence de méthode, un manque d'équilibre qui touchent à l'anarchie. D'autre part, entre l'élite et la masse, il y a un abîme profond, sans paliers, sans échelons intermédiaires. On en vient à se demander comment l'élite a pu agir sur la masse, si ce n'est en faisant appel à quelques sentiments élémentaires, comme, par exemple, le fanatisme religieux.

Assurément, le problème ne se posait point partout de la même manière. Aux Indes, les grands agitateurs politiques, les chefs du mouvement national ont dû, sans renier leur foi hindoue ou musulmane, s'efforcer de rendre moins aigu le conflit qui dresse l'une contre l'autre les confessions rivales. Ils n'y sont parvenus jusqu'à présent que dans une faible

mesure. Mais, pour tenter l'entreprise, il leur a fallu un grand courage : car en prêchant la tolérance, ils savent fort bien qu'ils émoussent eux-mêmes une de leurs meilleures armes, la passion religieuse.

Je croirais volontiers, pour ma part, que chez les apôtres du nationalisme indien, et parmi l'élite cultivée qui les entoure, le sentiment national l'emporte sur le sentiment confessionnel; que les frères Ali sont Indiens avant d'être musulmans, comme Gandhi et R. Tagore sont Indiens avant d'être hindouistes. Encore la distinction est-elle assez difficile à établir, même chez ces hommes supérieurs, entre les deux sentiments. Mais, dès qu'on descend un peu plus bas, c'est la passion religieuse qui domine, fanatique, exclusive, toujours prête aux pires excès. On m'avait dit que l'antagonisme entre hindous et musulmans de l'Inde était dû en grande partie aux agissements de la politique anglaise, qui l'entretenait soigneusement et s'empressait de le réveiller dès qu'il semblait s'assoupir. C'est peut-être vrai pour certains cas particuliers, mais non pas en général. Pour expliquer les incidents qui mettent constamment aux prises musulmans et hindous, point n'est besoin de recourir aux manœuvres machiavéliques du gouvernement ou de la police : il suffit de reconnaître la violence des sentiments qui animent les masses, et que les chefs sont incapables de contenir ou de diriger.

La question prend un aspect différent dans les pays où l'Islam domine sans conteste. Tout d'abord, il faut observer que l'Islam n'a jamais présenté une unité, une cohésion comparables à celles que nous voyons, par exemple, au catholicisme romain. Outre la grande divisision entre Sunnites et Chiites, il en existe beaucoup d'autres, qui séparent profondément les diverses familles dont se compose le monde musulman. Ainsi s'explique la variété des réactions provoquées, dans les pays islamiques, par la suppression du Califat et la politique anticléricale du gouvernement d'Angora. Nulle part on n'y est resté indifférent. Mais tandis qu'aux Indes, trois années plus tôt, la question du Califat était devenue, aux mains d'agitateurs professionnels comme les frères Ali, une plate-forme avantageuse, un levier formidable pour soulever les masses musulmanes contre l'Angleterre, la décision sacrilège de l'Assemblée nationale turque ne devait pas troubler profondé-

ment les masses populaires, dans des pays comme la Perse, où le calife de Stamboul n'était point reconnu, comme l'Afghanistan, où son nom n'était pas invoqué dans la prière : seuls, les théologiens furent scandalisés.

Vis-à-vis d'un Occidental et d'un chrétien comme moi, les dirigeants de Caboul et de Téhéran étaient tenus de se montrer sensibles à l'irrévérence avec laquelle Moustapha Kemal bousculait les vieilles traditions musulmanes. Mais que cette peccadille leur semblait légère, au regard des services que le chef de la nouvelle Turquie avait rendus à l'Islam! N'avait-il pas accompli lui-même, à la place du Calife défaillant, le devoir le plus sacré, la tâche essentielle : sauvegarder l'indépendance d'un grand pays musulman et le soustraire au joug des infidèles?

En d'autres termes, la passion religieuse des masses constitue, dans l'Islam, une réserve de forces, dont les chefs d'État ou les chefs de parti règlent soigneusement l'usage : ils n'y font appel qu'à bon escient. Nous avons vu le même homme, maître absolu de la Perse, jeter une ombre discrète sur l'impiété des Turcs, et soulever contre celle des Wahabites la colère de tout un peuple : affaire d'opportunité. Mais cette politique a pour condition nécessaire le respect scrupuleux, chez les dirigeants, d'un sentiment sur lequel ils veulent, à l'occasion, pouvoir s'appuyer. Quelles que soient les convictions personnelles des hommes qui sont à la tête des affaires dans les pays musulmans, jamais la religion n'est absente de leurs préoccupations et de leurs calculs. Aucun n'a renoncé à s'en servir, soit à l'intérieur, comme moyen de gouvernement, soit au dehors, comme instrument d'expansion. Le roi Fouad ménage et favorise l'Université d'El Azar. L'émir d'Afghanistan, tout en modérant le zèle de ses moullahs, n'hésite point à faire lapider quelques hérétiques, pour donner satisfaction au clergé et au peuple. Le jour où Réza Khan se fait reconnaître comme chef du gouvernement provisoire, il proclame solennellement que s'il a pris le pouvoir, c'est avec une double intention : donner une force nouvelle à l'Islam et à la loi coranique, rétablir l'ordre et la tranquillité en Perse.

Les Turcs eux-mêmes, en dépit des apparences, font dans leurs calculs politiques une large part à la religion. Parmi les

hommes les plus acharnés à laïciser la Turquie, j'en sais plusieurs qui prendraient volontiers à leur compte l'adage connu : « L'anticléricalisme n'est pas un article d'exportation. » En parlant avec eux de l'Inde, de l'Égypte, de l'Afghanistan et de la Perse, j'ai fort bien compris que, si le gouvernement turc avait aboli le Califat, il n'en continuait pas moins à exercer sur les nations musulmanes un contrôle protecteur, une influence directrice, peut-être plus réels et plus efficaces aujourd'hui qu'à l'époque des derniers sultans Osmanlis.

Je n'ai trouvé nulle part le panislanisme, sous la forme décrite par quelques écrivains d'Occident, forme théorique et partant irréalisable; mais j'ai senti partout la présence, tantôt confuse, tantôt précise, d'une force religieuse latente qui, pour devenir active, n'attend qu'une occasion. L'homme ou les hommes capables de déclencher le mouvement trouveront un prétexte, même si notre imprudence ne leur en fournit aucun. Au lendemain du traité de Lausanne, lorsque la dangereuse légende d'une nouvelle croisade fut tombée dans l'oubli, n'a-t-on point raconté aux musulmans de l'Égypte et des Indes que l'action de l'Europe menaçait leur foi religieuse et visait à faire d'eux des libres penseurs et des mécréants? Or si, pour une petite élite de politiciens et d'intellectuels, la question religieuse passe au second plan, pour les grandes masses, à qui l'idée de nation est encore peu familière, il n'y a que la religion qui compte : on ne pourra les soulever et les entraîner qu'en exaspérant leur fanatisme.

Cependant, à défaut du sentiment national, qui procède d'une notion trop vague et trop abstraite pour se prêter au jeu des agitateurs professionnels, il existe, chez les peuples orientaux les plus ignorants, un autre sentiment plus facile à éveiller : c'est la haine de l'étranger. Je voudrais ici passer la parole à ces missionnaires chrétiens qui, établis depuis vingt ou trente ans en Égypte, aux Indes, en Perse ou en Turquie, ont suivi attentivement les progrès d'une désaffection, d'une défiance toujours croissantes, même dans les régions où les Européens ne faisaient rien pour provoquer un tel changement. Les religieux italiens fixés dans l'État du Nizam m'ont raconté comment des émissaires, venus de l'Inde britannique, avaient répandu, parmi des populations naturellement paisibles, et même un peu craintives, les germes, trop tôt mûris, de l'envie

et de la haine. En quelques années, ces prêtres, qui se soucient bien moins de convertir des infidèles que d'instruire des ignorants et d'assister des malheureux, ont vu diminuer, puis disparaître, les marques de respect qui naguère leur étaient accordées spontanément. Peu à peu les fonctionnaires européens, sentant leur position devenir moins sûre, ont cédé la place aux indigènes musulmans, sans que la majorité hindoue parût s'en inquiéter. L'arbitraire, l'injustice, le désordre administratif, tous les maux dont souffraient les sujets hindous du Nizam s'accrurent dans des proportions incroyables. N'importe, tout valait mieux que la présence des étrangers. J'ai choisi à dessein, parmi les États indépendants de l'Inde, l'un des plus arriérés et des plus lents à se transformer.

Dès lors, on comprend mieux pourquoi, entre tant de sentiments qu'ils pouvaient exploiter, les agitateurs ont jeté leur dévolu sur la xénophobie. Les nations et les religions risquent fort, une fois réveillées, de se dresser les unes contre les autres. Un seul mouvement peut être unanime : celui qui soulève tous les indigènes d'un pays contre tous les étrangers, tous les « opprimés » contre tous les « oppresseurs ». Voilà un levier plus puissant et plus universel que le nationalisme et le fanatisme religieux. Ou, pour mieux dire, voilà l'instrument primitif et grossier d'une action préliminaire, après laquelle deviendra possible l'emploi de méthodes plus subtiles et plus perfectionnées.

LA POLITIQUE ORIENTALE DES SOVIETS

On ne peut séjourner quelque temps en Orient, sans être frappé des progrès qu'y a faits la xénophobie. Il y a à ce progrès plusieurs causes, dont l'une est la propagande menée par les Soviets. On peut la dénoncer sans crainte d'erreur, puisque ceux qui l'organisent ne font mystère, ni du but qu'ils poursuivent, ni des moyens qu'ils emploient. Assurément, le bolchévisme, comme doctrine philosophique, politique et sociale, n'offre rien en soi qui puisse séduire des Persans, des Afghans, des Turcs, ou même des Indiens et des Égyptiens. Mais, dès 1920, nous avons vu les hommes de Moscou recommander à leurs agents en Asie d'oublier, pour un temps, les principes de la doctrine et les intérêts du parti, et de prêcher, non la

lutte de classes, mais la guerre de races (1). Là, où le sentiment national existe déjà, on s'appuie sur le nationalisme. Là, où il n'existe pas encore, on exploite la xénophobie. Dans les deux cas, on s'efforce de soulever, d'entretenir, d'exaspérer la haine et la colère de l'Orient contre l'Occident.

Quand j'ai interrogé les chefs des divers mouvements nationalistes ou xénophobes, aucun n'a manqué, soit de nier absolument l'influence de Moscou, soit de la réduire à des proportions infimes. Et, pour justifier leurs dires, ils invoquaient tous d'une même voix l'incompatibilité des doctrines bolchéviques avec les traditions religieuses et sociales des peuples orientaux. Mais nous avons déjà vu que ce n'est pas de doctrine qu'il s'agit. De leur côté, les Européens vivant en Orient m'ont semblé enclins à exagérer cette même influence et à mettre sur le compte des intrigues russes le moindre soulèvement local, et jusqu'à des attentats individuels. La même erreur fut souvent commise en Occident dans les années qui ont suivi la guerre. Un diplomate anglais très avisé me disait, en 1920 : « Le régime bolchéviste vit de la magnifique réclame que lui font gratuitement les grands journaux de Londres et de Paris. »

Il convient de s'en tenir aux textes authentiques et aux faits démontrés. Pour ce qui est de l'Inde, le procès de Cawnpore a fait ressortir avec évidence la collusion entre quelques agitateurs nationalistes et les agents de Moscou. Les armes et les munitions de provenance russe saisies à plusieurs reprises dans les ports de Calcutta et de Bombay ne sont pas un mythe. On n'a pas encore mis en doute l'authenticité du fameux manifeste de Zinoviev, qui commence par ces mots : « Les officiers britanniques qui gouvernent ces régions sont les fils arrogants de cette bourgeoisie anglaise qui s'engraisse en dévorant les cadavres indiens », etc... (2). Et je crois qu'on ne contestera pas davantage celle d'une proclamation adressée aux troupes bolchéviques stationnées sur la frontière septentrionale de l'Inde :

« Camarades de la division militaire du Pamir! Une mission de confiance vous est destinée. La République des

(1) Cf. l'instruction secrète aux agents en Turquie, dont j'ai cité le texte dans la *Question turque*, p. 85.

(2) Texte dans A. Palmieri : *Politica asiatica dei Bolscevichi*, t. I, p. 105. Bologne, 1924.

Soviets vous envoie aux avant-postes du Pamir, sur les confins des pays amis de l'Inde et de l'Afghanistan. Le haut plateau du Pamir sépare la Russie révolutionnaire de l'Inde, où trois cents millions d'hommes sont réduits à l'état d'esclaves par une poignée d'Anglais. Sur ce haut plateau, les messagers de la Révolution planteront le drapeau rouge de l'armée libératrice. Que les peuples de l'Inde sachent que, dans leur insurrection contre les oppresseurs anglais, ils peuvent compter sur l'aide proche d'un peuple voisin et ami. Vivez en franche intimité avec les tribus du nord de l'Inde qui aspirent à la liberté; favorisez, par la parole et par l'action, leur progrès dans les voies de la révolte; réfutez les calomnies accumulées par la presse britannique, par les lords et par les banquiers, contre la Russie des Soviets. Vive l'alliance des peuples révolutionnaires de l'Europe et de l'Asie ! »

En Afghanistan et en Perse, une frontière commune avec les républiques fédérées rend la tâche facile aux Soviets et à leurs agents. J'ai montré plus haut, en décrivant la chaîne ininterrompue des États créés par les soins de Moscou depuis la Caspienne jusqu'aux confins de la Chine, comment le gouvernement bolchéviste peut, à l'heure qu'il est, déclencher à son gré la révolte sur n'importe quel point de cette immense frontière. Reste à savoir s'il est de son intérêt d'user trop largement de cette faculté. L'Afghanistan et la Perse ont, tout récemment, fait comprendre à Moscou qu'ils n'étaient plus d'humeur à supporter sans réagir certaines entreprises suspectes.

Par les deux républiques bolchévisées de Géorgie et d'Arménie, les Soviets arrivent jusqu'à la frontière turque. Je ne reviendrai pas sur le changement considérable qui s'est accompli en deux ans dans les relations turco-russes et que j'ai déjà signalé. La défiance et l'hostilité d'autrefois ont fait place à l'amitié et à la confiance. On peut s'attendre à voir les Russes et les Turcs poursuivre en Asie, pendant quelque temps, une action politique, sinon commune, du moins solidaire et étroitement concertée.

A mes interlocuteurs orientaux, j'ai fait souvent cette objection : « Vous aspirez à l'indépendance et, pour la conquérir, vous vous acharnez contre l'impérialisme occidental. Mais en quoi l'impérialisme russe vous semble-t-il moins odieux? L'activité des Soviets en Asie ne s'inspire-t-elle pas exactement des

mêmes intentions, ne révèle-t-elle pas les mêmes desseins que naguère celle du gouvernement tsariste ? » Pour toute réponse, les uns me citaient la phrase de Lénine, dans son manifeste de 1919 : « La Russie a renoncé à la détestable politique des Tsars, ô peuples victimes du capitalisme, et elle est prête à seconder vos efforts de révolte contre la tyrannie de l'Angleterre. » Les autres, moins confiants et plus subtils, me laissaient entendre qu'ils n'avaient pas le choix, qu'ils acceptaient la seule aide qu'on leur offrît, sans en demander le prix, mais bien résolus à ne point payer. Il n'en demeure pas moins singulier que, même dans les pays qui naguère ont eu le plus à souffrir des Russes, ce soit aujourd'hui sur les Russes que semblent compter les éléments les plus cultivés et les plus influents, soit pour maintenir l'équilibre en Asie, soit même pour aider les peuples asiatiques à reconquérir leur indépendance.

Que conclure de tout cela, sinon que, depuis sept ans, le gouvernement de Moscou a déployé à travers l'Asie un effort gigantesque, méthodique, persévérant et fécond en résultats ? On admire l'ingéniosité, la diversité des moyens employés, — encore ne les connaît-on pas tous, — et leur parfaite adaptation aux conditions particulières du milieu dans lequel ils sont mis en œuvre. Tandis que, sur les pistes de l'Asie centrale, des agents russes suivent les caravanes et révèlent aux pauvres nomades des tribus les bienfaits de l'indépendance, dont jouissent leurs frères de race au sein des républiques fédérées, d'autres pénètrent dans les villes et endoctrinent les ouvriers ; ceux-ci ont mission de propager quelques idées simples, d'éveiller quelques sentiments rudimentaires parmi les pèlerins musulmans, ceux-là de discuter avec les prêtres et les lettrés. Des savants réputés entrent en relations avec les poètes et les théologiens de la Perse, et des spécialistes de l'ethnographie et de la linguistique offrent leur concours au gouvernement d'Angora, pour restituer au peuple turc la pureté primitive de son langage et les trésors égarés de son histoire. On parle souvent en Occident des deux écoles ouvertes par les Russes à Samarkande et à Tachkent, en vue de préparer des agents pour leur propagande en Asie ; mais tous les instituts de haute culture, toutes les Académies russes où, depuis des siècles, on étudie l'Orient, ses mœurs, ses langues, ses traditions, ses reli-

gions, collaborent à la grande entreprise que le gouvernement de Moscou poursuit en Asie.

Voilà comment, s'appuyant tantôt sur l'orgueil de la race, tantôt sur le sentiment national, faisant appel ici à la curiosité scientifique la plus relevée, là aux plus vulgaires sentiments de xénophobie, exploitant partout l'universelle aspiration des peuples à l'indépendance, ou à l'anarchie, la propagande bolchéviste a soulevé et entretient, d'un bout à l'autre de l'Asie, un mouvement qui deviendrait formidable, irrésistible, s'il était uniforme et coordonné. Tel qu'il est, il apparaît doublement dangereux. D'une part, l'état d'esprit ainsi créé rend très malaisée, et le plus souvent stérile, l'œuvre d'organisation et de progrès à laquelle l'Occident s'est voué depuis des siècles, et dont les pays orientaux ont tout de même tiré quelque profit ; d'autre part, cette propagande favorise bien moins la renaissance ethnique et le réveil national que le retour à un désordre chaotique et ruineux. On est même tenté de se demander, lorsqu'on en observe les résultats sur place, si ce n'est pas simplement à précipiter ce bouleversement et ce désordre que les Bolchéviks font tendre aujourd'hui leurs efforts.

Jusqu'à quel point pousseront-ils cette entreprise ? Il est assez difficile de le prévoir. Plusieurs fois déjà, on a vu les puissances occidentales qui ont le plus à en souffrir, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, essayer de mettre au gouvernement russe le marché en main, et de lui dire : « L'aide économique dont vous avez besoin en Europe, et que vous nous demandez avec tant d'insistance, nous ne vous l'accorderons que si vous renoncez à nous nuire en Asie. » Mais Moscou répond : « Je ne poursuis en Asie d'autre dessein que le rétablissement, et, s'il se peut, l'extension de mes positions économiques, ce qui est le droit de toute nation et le devoir de tout gouvernement. » La réplique est d'autant plus spécieuse qu'en réalité le travail russe est à double fin, tout ensemble politique et économique.

Le grand obstacle auquel se heurte la propagande bolchéviste en Orient, ce n'est pas l'opposition théorique de quelques puissances d'Europe, ce n'est pas la surveillance, souvent illusoire, que ces puissances s'efforcent d'exercer ; c'est l'instinctive et profonde méfiance qu'elle inspire aux Orientaux.

Certains d'entre eux ont eu plus tôt fait que nous de s'apercevoir que le gouvernement des Soviets reprenait à son compte en Asie toutes les aspirations, tous les desseins du régime tsariste. Or, le but auquel tendent présentement les peuples asiatiques, c'est l'indépendance ; ce qu'ils veulent, c'est secouer le joug politique, économique, moral, que l'Europe leur a imposé. S'ils doivent, pour chasser le maître d'aujourd'hui, entr'ouvrir la porte au maître de demain, le jeu, comme on dit, n'en vaut pas la chandelle.

Ni les Afghans, ni les Persans n'ont vu sans inquiétude les Russes organiser sur leurs frontières ces républiques soi-disant indépendantes, en réalité soumises à celle de Moscou. Et il y a encore en Turquie, j'ai pu m'en rendre compte, une minorité d'hommes clairvoyants que ne rassure pas davantage la création des États fédérés du Caucase. Au point de vue économique, la politique russe est encore plus agressive, et plus grosse d'inconvénients immédiats. La monopolisation du commerce extérieur au profit de l'État, telle que l'a organisée M. Krassine, permet au *Vnerchtorg*, tantôt d'acheter en bloc toute la production, tantôt d'arrêter net, en dépit des contrats passés, la vente et le transport de tel ou tel produit étranger. Toute cette politique est réglée, pour ainsi dire au jour le jour, sur les disponibilités de l'État russe, non pas en argent, mais en matières premières échangeables et surtout en blé. A la fin de 1925, rien qu'en fermant leur frontière aux importations persanes, les Russes ont acculé à la faillite et à la ruine plusieurs milliers de commerçants. La Perse, comme la Turquie, fait à Moscou instance sur instance, pour obtenir la conclusion d'un traité de commerce. Moscou se dérobe, cherche à gagner du temps et émet des prétentions inacceptables. C'est pour protester contre ce mauvais vouloir que les producteurs du nord de la Perse viennent d'organiser le boycottage des marchandises russes (mars 1927).

Les importations d'Europe sont monopolisées de la même manière, le gouvernement des Soviets refusant à tous les étrangers, même aux Allemands, le libre transit à travers les territoires de la république russe et des États fédérés du Caucase (1). La chaîne tendue par les Russes à travers l'Asie, de la mer

(1) L'exception faite en faveur de l'Italie vaut à peine d'être mentionnée.

Noire au Thibet et jusqu'à la Chine, forme une barrière économique pratiquement infranchissable. Or, les États de l'Asie moyenne prétendent échapper à l'hégémonie d'une seule puissance, pour établir, à tout le moins, le régime de la « porte ouverte » et de la libre concurrence.

A plusieurs reprises, le gouvernement de Moscou a dû rappeler à l'ordre ses agents politiques et économiques, et les engager à plus de discrétion... Mais les Orientaux sont trop subtils pour n'avoir pas deviné ses intentions. Ils laissent faire cependant, un peu par nonchalance naturelle, beaucoup dans l'espoir de se servir de ceux qui se servent d'eux et de jouer ceux qui les jouent : éternelle et ruineuse illusion de la politique orientale. Ils laissent faire, mais ils se méfient.

Au lendemain du traité de Brest-Litovsk, les Russes avaient trouvé en Allemagne un précieux concours pour leur politique orientale. Le jour où les Allemands commencèrent à travailler pour leur propre compte, l'alliance fut bientôt compromise. D'ailleurs, on n'a guère tardé à comprendre, dans les milieux coloniaux allemands, le caractère à la fois subversif et impérialiste de la propagande russe en Orient ; et lors de mon dernier voyage, j'ai trouvé un peu partout Allemands et Russes en posture de concurrents, plutôt que d'associés. L'Allemagne n'en a pas moins à se reprocher d'avoir favorisé pendant quelque temps une œuvre néfaste à toutes les nations civilisées.

Par quel étrange calcul les Américains, — ou du moins certains d'entre eux, — ont-ils pris à tâche de ruiner en Asie les entreprises de l'Europe, de rabaisser son prestige et d'ébranler son influence ? Que ce soit en Chine ou aux Indes, en Perse ou dans le Levant, neuf fois sur dix l'Américain prend le parti de l'indigène contre l'Européen. Aucun nationalisme n'est à ses yeux trop intransigeant, aucune revendication n'est assez violente. Au nom de la dignité humaine et de l'égalité des races, dont il fait chez lui le cas que l'on sait, le citoyen des États-Unis proteste chez les autres contre l'injustice du régime colonial, l'arbitraire des mandats, l'exploitation des peuples protégés par les gouvernements protecteurs.

Est-ce charité pure, philanthropie désintéressée ? on voudrait le croire. De fait, l'Amérique a inondé l'Orient de missions religieuses ou moralisatrices : partout elle bâtit des églises,

ouvre des écoles et des orphelinats, des hôpitaux et des dispensaires. Les sectes protestantes rivalisent de zèle et de générosité, et l'on admire les progrès de l'Y. M. C. A. en Extrême-Orient. Malheureusement, les hommes à qui est dévolu le contrôle de ces œuvres bienfaisantes ne sont pas de ceux qu'une ardeur charitable absorbe tout entiers : telle mission religieuse se double d'une mission d'études économiques; sous le prédicateur, le conférencier ou le maître d'école, on découvre parfois le représentant très actif et très compétent d'un groupe industriel ou financier.

Eh bien! direz-vous, l'Amérique vient, comme l'Europe, chercher fortune en Asie. Toutes deux ont besoin de procurer à leurs industries des matières premières et des débouchés. Elles ne se font point la guerre, elles se font concurrence, tout simplement. Observez que les Russes, pour justifier leur politique orientale, n'invoquent pas un autre argument : activité commerciale, libre concurrence. Loin de nous la pensée que les Américains aient lié partie en Asie avec les agents de Moscou. Cependant il est fâcheux que chez les uns comme chez les autres, l'activité commerciale croie devoir s'appuyer sur une propagande anti-européenne, tantôt violente, tantôt sournoise, mais presque toujours efficace. Cette méthode peut encore, sinon se justifier, du moins s'expliquer de la part des Bolchéviks, qui croient ne pouvoir assurer le salut de la Russie que par le bouleversement du monde. Mais en quoi les révolutions d'Asie serviront-elles les intérêts de l'Amérique? Peut-on imaginer qu'un Orient exaspéré, furieux, fasse quelque différence entre les « exploiteurs » du vieux monde occidental et ceux du nouveau? Ce qui se passe aujourd'hui en Chine est assurément de nature à ébranler un espoir aussi fragile. Le cataclysme oriental, si jamais il se produit, balayera du même coup ceux qui se sont efforcés de le prévenir, et ceux qui l'auront déchaîné.

LES MISSIONS CHRÉTIENNES ET LA POLITIQUE DES ÉGLISES

Parmi les influences les plus propres à relever le prestige de l'Occident aux yeux des Orientaux, je crois qu'il faut mettre au premier rang celle qu'exercent les missions chrétiennes. Telles populations, tels chefs politiques, qui professent le mépris et la haine des Européens, militaires, fonctionnaires,

industriels ou commerçants, reconnaissent volontiers le désintéressement de ces missionnaires venus d'Europe, moins encore pour les convertir à une religion nouvelle, que pour instruire leurs enfants, secourir leurs pauvres, soigner leurs malades, relever le niveau de leur existence matérielle et morale. Sans distinction de nationalité ou de croyance, tous les Européens doivent souhaiter et, s'ils le peuvent, favoriser le développement des missions chrétiennes en Orient. Reste à savoir de quel progrès ces missions sont actuellement susceptibles.

On aperçoit aisément les raisons pour lesquelles le christianisme ne s'est développé aux Indes qu'avec lenteur. Les statistiques les plus récentes annoncent à peine cinq millions de chrétiens, sur une population totale de près de 320 millions. Musulmans et hindous semblent, pour des raisons différentes, également réfractaires, sinon à l'influence du christianisme, du moins à ses dogmes, à ses pratiques et à sa discipline. On m'assure que les bouddhistes y sont un peu plus accessibles. Mais c'est surtout parmi les *animistes* que nos missionnaires aux Indes font des prosélytes. Or les animistes représentent l'élément social le moins actif et le plus arriéré. Je rapporterai ici les déclarations que m'a faites un prêtre catholique, établi aux Indes depuis de longues années :

— Si l'on excepte le sud du continent indien, où sont constituées, de très ancienne date, des chrétientés nombreuses et prospères, beaucoup de missions catholiques semblent n'avoir été créées ici que « *ad pompam et ostentationem* », en vue de faire figure sur les cartes et dans les statistiques. Nous n'avons ni assez d'hommes, ni assez d'argent pour obtenir des résultats importants. Il faudrait, pour bien faire, centraliser les efforts au lieu de les disperser; créer des groupes compacts de catholiques; puis, dès qu'ils sont formés, les laisser aux soins de prêtres indigènes et pousser plus loin les avant-postes européens. Songez que, même dans la présidence de Bombay, beaucoup de gens ignorent ce qu'est le catholicisme. Et puis, que faire dans un pays où certains missionnaires, après vingt-cinq ans de séjour et d'activité, ne sont pas encore parvenus à atteindre les femmes? Nous exerçons une action sur quelques individus, la famille nous échappe presque toujours.

Si, d'autre part, on se reporte aux directions actuelles du Saint-Siège touchant la politique missionnaire, on constate

une tendance de plus en plus marquée à substituer l'élément indigène à l'élément occidental dans l'administration et dans le gouvernement des églises. En 1924, deux préfectures apostoliques chinoises, celles de Pushi et de Lishien, sont confiées à des Chinois ; aux Indes, le diocèse de Tuticorin est remis aux mains d'un jésuite indigène. A la fin de 1925, l'archevêque de Calcutta, Mgr Périer, étant rentré en Europe pour un congé, Rome désigne comme administrateur un prêtre indien. Le 6 mars 1926, Pie XI définit solennellement son programme missionnaire dans l'encyclique *Rerum Ecclesiæ gestarum*. Après avoir évoqué la tradition des apôtres, qui choisissaient le clergé des églises nouvelles parmi les gens du pays, le pape observe que l'emploi des cadres indigènes se recommande particulièrement en un temps où le recrutement des missionnaires apparaît difficile et insuffisant. En outre, le prêtre indigène, par son origine, son tempérament, sa connaissance de la langue, est beaucoup plus près de son peuple que le missionnaire étranger. Enfin l'Église doit prévoir certains changements politiques, et non se laisser surprendre par eux.

« Supposez, écrit Pie XI, qu'à la suite d'une guerre ou de tout autre événement, dans le territoire d'une mission, un gouvernement succède à un autre et qu'on décrète l'éloignement des missionnaires étrangers appartenant à telle ou telle nation. Supposez d'autre part, — hypothèse dont la réalisation est assurément plus difficile, — que les indigènes, ayant atteint un plus haut degré de civilisation et par suite une maturité politique correspondante, veuillent, pour se rendre indépendants, chasser de leur territoire les gouverneurs, les soldats et les missionnaires de la nation dont ils dépendent, et qu'ils ne puissent le faire sans recourir à la violence. Quel désastre pour l'Église, si l'on n'avait pas pleinement pourvu aux besoins spirituels de la population convertie, par un réseau de prêtres indigènes disposé sur tout ce territoire ! »

Il semble assez vain de chercher à ces graves paroles des applications singulières et d'évoquer à leur propos, soit l'exode des missionnaires allemands qui suivit la déclaration de guerre de 1914, soit la visite apostolique accomplie dans l'Inde anglaise par Mgr Lépicier en 1924 et 1925. Le Pape considère ici, non point tel cas particulier, mais l'avenir des missions en général ; il a souci d'éviter que, dans les pays de colonie, de protectorat

ou de mandat, la fortune des églises soit nécessairement liée à celle de la puissance qui gouverne, administre ou protège. Au regard de Pie XI, comme d'ailleurs à celui de ses prédécesseurs, il n'y a pas de différence de nature ou de droit entre les races qui peuplent l'univers : tous les hommes sont égaux, ayant tous été rachetés par le sang de Jésus-Christ. Les empires se succèdent, une nation en courbe une autre sous sa loi : ce sont purs accidents. Telle entreprise de colonisation a pu favoriser les desseins de l'Église ; mais l'Église ne se tient pas pour indéfiniment engagée envers la nation colonisatrice. Elle prévoit le moment où le peuple soumis échappera à la tutelle étrangère, et elle agit en conséquence.

« On se tromperait, dit encore Pie XI, en considérant les indigènes comme des hommes d'espèce inférieure et d'esprit obtus ; une longue expérience prouve au contraire que souvent les peuples des extrêmes régions orientales et australes peuvent rivaliser avec les nôtres et leur tenir tête par l'acuité de leur intelligence. » Quelques mois après la publication de cette lettre mémorable, le Pape, joignant l'acte au précepte, consacrait de sa propre main, dans la basilique de Saint-Pierre, six nouveaux évêques chinois (28 octobre 1926).

Il m'a paru qu'aux Indes, les hauts dignitaires de l'Église anglicane pratiquaient une politique fort analogue à celle de l'Église romaine. Eux aussi envisageaient volontiers l'idée d'une Église indienne non point séparée, mais autonome et capable de se suffire à elle-même, le jour où le statut politique du pays viendrait à être modifié. Eux aussi luttaient contre les préjugés de leurs missionnaires européens, enclins à méconnaître la capacité intellectuelle, morale et professionnelle des *natives* et à les reléguer dans les fonctions subalternes et aux rangs inférieurs de la hiérarchie. Ils mettaient plus que de l'ardeur, une sorte de hâte à former des cadres indigènes en développant tout ensemble chez les futurs pasteurs l'instruction technique et l'éducation morale. Le reproche qu'on leur adressait parfois, de favoriser ainsi les aspirations nationalistes et le mouvement vers l'indépendance, les laissait parfaitement indifférents.

— Songez, me disait un prélat, que l'Église indienne est aujourd'hui sous le patronage du Roi et sous le contrôle de la Chambre des Communes. Qu'arrivera-t-il demain ?

Cette préoccupation vient de se faire jour dans un projet de loi que les évêques dirigeants de « l'Église anglaise de l'Inde » ont élaboré à Londres dans les derniers jours d'octobre 1926. L'*Indian Church Measure* ne tend à rien de moins qu'à placer l'Église indienne sur un pied d'égalité avec l'Église d'Angleterre. L'épiscopat demande le retrait d'un certain nombre de clauses du *Government of India Act* et l'annulation des lettres patentes délivrées aux évêques en conformité de ces clauses; l'abolition du droit de patronage exercé par le roi d'Angleterre; la dissolution des corporations existantes et la réforme de l'administration des biens ecclésiastiques. Ainsi l'Acte d'uniformité ne lierait plus l'épiscopat de l'Inde, et le métropolitain de l'Inde, Birmanie et Ceylan ne serait plus soumis à la suprématie de l'archevêque de Cantorbery.

Anglicanes ou catholiques, les missions chrétiennes aux Indes, sans jamais prendre une attitude précisément hostile à l'hégémonie occidentale, semblent pourtant considérer d'un œil indulgent, et même favorable, le développement des tendances autonomistes : fidèles en cela à la tradition séculaire de l'Église, qui consiste à s'appuyer partout sur les nationalismes naissants, et à combattre partout les nationalismes débordants et excessifs. Ces missions n'en servent pas moins la cause de l'Occident, par le magnifique exemple qu'elles donnent aux populations orientales, d'une vie très digne, d'une charité infatigable et d'un désintéressement absolu.

Le rôle des Églises est nul en Afghanistan, où les apôtres du christianisme n'ont aucun accès. Leur influence m'a paru décliner en Perse, non pas tant en raison du fanatisme chiite, que par une sorte de négligence ou d'abandon, que témoignent à l'égard de ce pays les chefs des missions chrétiennes. La guerre et le désarroi qui l'a suivie ont porté aux organisations catholiques de Perse un coup terrible, dont elles ne se sont pas encore relevées. Les communautés orthodoxes, Grégoriens, Chaldéens-Nestoriens, livrées à elles-mêmes, se débattent dans une anarchie chaotique. Les liens qui unissent les chrétiens entre eux se sont relâchés. Bref, on ne peut guère compter aujourd'hui sur l'influence chrétienne, directement exercée, pour soutenir en Perse le prestige européen.

Dans le proche Orient, en Égypte, en Palestine, en Syrie, en Turquie, le christianisme au contraire lutte courageuse-

ment pour défendre ses positions; mais il y rencontre de grandes difficultés. Les divers mouvements nationalistes, en développant la xénophobie, ont souvent amené chrétiens et musulmans à faire cause commune, soit contre les Européens, soit contre leurs protégés. En Égypte, on n'a pas vu sans surprise coptes et mahométans unir leurs efforts pour combattre la domination britannique. Un phénomène analogue s'est produit en Palestine, où la haine des Juifs et la crainte de les voir jouer dans le nouvel État un rôle prépondérant, ont rapproché des musulmans les communautés chrétiennes. Des observateurs très avisés ont signalé le même rapprochement dans quelques régions de Syrie. Ici l'on pourrait prétendre que les Européens ont fait l'union entre des éléments religieux naguère hostiles les uns aux autres. Malheureusement, ils l'ont faite contre eux-mêmes et à leurs dépens.

La politique anticléricale de la nouvelle Turquie a paru renchérir sur la politique antichrétienne de la Turquie ancienne. Après les massacres, les déportations, nous avons vu la fermeture des églises et des écoles. Le traité de Lausanne a laissé l'Europe chrétienne complètement désarmée vis-à-vis des Turcs, et l'Amérique ne s'est pas vu traiter beaucoup mieux que l'Europe. Les Capitulations, à l'abri desquelles vivaient tant bien que mal les missions chrétiennes, ont été abolies d'un trait de plume. Pour ouvrir une école dans une ville turque, il faut que la nation à laquelle les maîtres appartiennent y possède une colonie. Une fois ouverte, l'école doit encore observer les règlements d'État, employer un certain nombre de professeurs turcs et les payer plus cher qu'elle n'a jamais payé ses maîtres européens. Les établissements étrangers d'assistance, qui étaient peut-être en Turquie l'instrument le plus efficace de l'influence chrétienne et européenne, sont soumis eux-mêmes à des impôts si lourds, à une surveillance si étroite, que leur nombre et leur activité s'en trouvent fort diminués. En revanche, la volonté de réforme et de progrès qui anime les dirigeants d'Angora n'a point hésité à introduire dans la législation, dans l'ordre public et même dans l'éducation des principes directement empruntés à l'Occident : ainsi l'esprit vivifiant du christianisme, expulsé de la Turquie par une porte, y rentrait par l'autre.

D'une manière générale, force est bien de conclure que

l'Europe ne peut plus compter aujourd'hui autant qu'autrefois sur les missions chrétiennes pour maintenir et développer son influence et son prestige dans les pays orientaux : soit parce que ces missions elles-mêmes, plaçant, comme il est naturel, l'intérêt religieux au-dessus de l'intérêt politique, inclinent à favoriser la tendance autonome et nationale des chrétientés indigènes; soit surtout parce que les mouvements religieux et nationalistes qui agitent aujourd'hui l'Orient, rendent de plus en plus difficile et de moins en moins féconde l'activité des missionnaires occidentaux.

L'ORIENT ET LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

Le réveil des peuples orientaux est désormais un fait accompli, et un fait avec lequel l'Occident doit compter. Que le mouvement qui soulève l'Asie soit pour l'Europe un danger, je crois qu'il est prudent de l'admettre, et je crois qu'il est sage, une fois qu'on a reconnu le danger, de rechercher les moyens les plus propres à le conjurer. Certains hommes d'État semblent compter beaucoup pour cela sur la Société des nations. Il se peut qu'ils aient raison. En quelques années d'existence, cette institution, que beaucoup avaient accueillie à sa naissance par des sourires dédaigneux ou par des sarcasmes, a donné tort à ses détracteurs et justifié l'espoir de ceux qui l'ont fondée. Toute la question est de savoir si l'institut de Genève restera ce qu'il est aujourd'hui, c'est-à-dire l'instrument à peu près exclusif des nations blanches, et même des nations européennes, ou s'il peut devenir un jour, et pas trop tard, l'organe de toutes les nations du monde. Seul jusqu'à présent, de tous les États asiatiques, le Japon est représenté dans le Conseil, et chaque année, à la séance plénière, une voix s'élève pour réclamer en faveur de l'Asie une représentation plus étendue. Cette voix est celle d'un prince persan, Arfa ed Dowleh.

Je ne doute pas que cette voix soit sincère : mais je me demande si elle exprime vraiment l'aspiration des peuples d'Asie et de leurs dirigeants. Au cours de mon voyage, on m'a parlé souvent de la Société des nations, jamais avec sympathie, et presque toujours avec une extrême défiance. J'entends

encore Ali Ahmed Khan, beau-frère du roi d'Afghanistan, un beau guerrier, me dire au lendemain de sa rentrée triomphale dans Caboul, à la tête de l'armée victorieuse, le 13 mai 1925 :

— Vous rendrez un grand service, si vous faites comprendre à l'Europe que les mouvements qui nous agitent ne sont pas dirigés contre elle. Mais, d'autre part, n'allez pas vous méprendre sur l'importance de notre réveil. Il est vrai que nous avons dormi longtemps ; nous n'en sommes pas moins bien réveillés et décidés à réparer le temps perdu. Les divergences religieuses subsistent entre nous; mais elles sont reléguées à l'arrière-plan. Une même volonté d'indépendance nous unit tous. L'Asie ne veut de mal à personne. Mais si l'on touche à son petit doigt, son immense corps frémira et se dressera d'un bond pour venger l'offense. Voilà où nous en sommes. L'Europe le sait-elle? Veut-elle nous écouter? Quelle occasion, quels moyens nous offre-t-elle de faire entendre notre voix? Aucun. Si vous restez entre vous, nous en ferons autant, et nous opposerons à votre Société des nations d'Europe une Ligue des nations d'Asie.

Quelques semaines plus tard, au club Parsi de Bombay, nous parlions des plus récentes manifestations du réveil oriental. Y avait-il un lien entre les divers mouvements? Quelque unité de direction se pouvait-elle concevoir? En un mot, l'*union panasiatique* n'était-elle qu'un rêve, ou bien pouvait-elle devenir une réalité? Une des personnes présentes, un Parsi, homme de science plutôt qu'homme politique, répondit à la question :

— L'union panasiatique? Il dépend encore aujourd'hui de l'Europe qu'elle se réalise ou qu'elle échoue. Si les Orientaux parviennent jamais à s'unir et à s'unir contre l'Europe, ce sera, pour une grande part, la faute de l'Occident.

Que nous reprochaient donc les Orientaux? de travailler pour nous-mêmes, plus que pour eux, d'exploiter ceux que nous prétendions conduire ou ramener à la civilisation. Les peuples, qui étaient prêts à accepter notre aide, ne toléraient point notre égoïste domination. Peut-être avaient-ils compté, pour se relever et pour s'unir, sur l'influence bienfaisante de nos idées sociales et politiques, sur le concours de notre génie organisateur. Déçus et dupés, ils essaieraient de s'unir contre

nous, pour reconquérir, avec les territoires que nous avions usurpés, la libre disposition d'eux-mêmes, dans des cadres politiques et sociaux de leur choix.

Je me souviens aussi de ce musulman de Calcutta qui, avec un triste sourire, me disait : « Vous êtes propres, et nous sommes sales. Est-ce une raison pour que nos vies demeurent séparées, et nos volontés ennemies? » Enfin, je n'ai pas oublié la réponse mélancolique d'un prélat anglais de Madras, à qui je demandais comment il voyait l'avenir : « Cela dépend des jours : tantôt avec confiance, tantôt avec inquiétude. Au fond, le grand problème est celui des rapports entre hommes blancs et hommes de couleur. D'un bout du monde à l'autre bout, il déconcerte les calculs politiques et tient les réformes sociales en suspens, sinon en échec. Un peu partout, plus nous industrialisons, et moins nous nous révélons capables de civiliser. »

Cette formule sévère ne définit que trop exactement le caractère de l'action que l'Europe exerce aujourd'hui sur l'Asie. Encore faudrait-il la corriger et l'aggraver, si l'on songe aux expériences récemment tentées en Irak et en Syrie, où les Européens, malgré leur bonne volonté et leurs efforts, n'ont encore réussi à introduire ni la paix, ni l'ordre intérieur, ni même le bien-être matériel. Je ne répéterai pas ici les accusations violentes que j'ai entendu formuler, à Bagdad comme à Beyrouth, contre la Société des nations et ses mandataires. Plusieurs étaient injustes, d'autres exagérées. Mais je suis bien forcé de les retenir comme les symptômes d'un sentiment général de mécontentement et de défiance. Quant à l'opinion des Turcs, il suffit d'ouvrir leurs journaux et de lire les discours prononcés presque quotidiennement à l'Assemblée d'Angora, pour comprendre que, dans leur esprit, l'institut de Genève n'est qu'un instrument forgé par l'Europe en vue de maintenir plus longtemps son hégémonie sur les autres parties du monde.

Faut-il rappeler ici quelques-uns des arguments de fait le plus souvent invoqués par l'opinion orientale contre la Société des nations? Jusqu'à la conclusion des accords d'Angora, les Turcs citaient en exemple la décision relative à Mossoul, décision contre laquelle les musulmans de l'Inde, à la Conférence de Cawnpore, avaient protesté solennellement (26 décembre 1925).

Les Persans évoquaient tour à tour le verdict relatif à la contrebande des armes dans le golfe Persique et la campagne contre l'opium, qui, à leur sentiment, ne tend qu'à assurer aux Anglais le monopole d'un commerce avantageux. Les Égyptiens rappelaient leurs efforts pour entrer dans l'organisme de Genève, et l'opposition victorieuse que l'Angleterre y avait faite. On m'a parlé même de l'Abyssinie. « Elle est entrée dans la Société des nations, me disait-on : en est-elle mieux garantie contre les convoitises de quelques puissances d'Europe, qui s'entendent pour disposer sans elle de son territoire et de ses richesses? »

Après cela, il ne faut pas trop s'étonner si les peuples d'Asie ont conçu l'idée d'une ligue orientale, et s'ils font quelques efforts pour la réaliser. Le Congrès, qui a siégé à Nagasaki, du 1er au 4 août 1926, réunissait cinquante et un délégués venus du Japon, des Indes, du Siam, des Philippines, de la Corée et de la Chine. S'il faut en croire les dépêches anglaises, ces délégués se sont pris de querelle, ils en sont même venus aux mains. C'est fort possible. Mais ils ont aussi voté d'un commun accord quelques résolutions ; ils ont envisagé la construction d'une grande voie ferrée transasiatique, la création d'un certain nombre de banques et de sociétés ; enfin, ils se sont donné rendez-vous pour une prochaine conférence.

Voici en quels termes le caucasien Ahmed Aga Oglou, qui exerce à Angora une grande influence, commentait dans la *Hakimiyet-i-Millié* la conférence de Nagasaki : « Les gouvernements d'Occident devraient enfin comprendre que leur politique à l'égard des peuples orientaux ne peut viser à la conquête et à la domination, et qu'il faut la ramener aux principes du droit et de l'équité. Malheureusement, il n'en est rien. Les anciennes méthodes continuent de prévaloir, et nous n'en voulons pour preuve que la délibération du Congrès de Nagasaki, proposant la formation d'une Ligue des peuples d'Orient. C'est un coup dur porté à la Société de Genève, qui, privée de la participation de l'Amérique par la retraite du Brésil, est menacée de perdre aussi celle de l'Asie et risque fort de ne plus représenter demain que les nations d'Europe. L'institut de Genève n'a que ce qu'il mérite : après la décision relative à Mossoul, quelle nation d'Orient pourrait encore se fier à lui?

Voilà le fruit de l'obstination et de l'égoïsme. Mais attendons : qu'allons-nous voir encore?.... » (1).

Au lendemain des conversations d'Odessa, de nouveaux bruits coururent, touchant la création d'une Ligue panasiatique. L'opinion occidentale y prêta quelque attention : les journaux de Londres déclamèrent contre l'intrigue russe ; ceux de Paris rappelèrent les efforts continus de l'Allemagne, au moins jusqu'à son admission à la Société des nations, pour discréditer l'organisme de Genève. Ils avaient raison, mais ils avaient peut-être mieux à faire. Certes, la création d'une Ligue des nations asiatiques se heurte à bien des obstacles, que la Conférence de Nagasaki a fait ressortir, et n'a point écartés. Dissentiments politiques entre le Japon et la Chine, rivalité économique entre les Indes et le Japon, inexpérience et inaptitude des peuples orientaux en matière d'organisation et de coordination, etc... Il était facile de tourner en ridicule, comme on l'a fait, ce premier essai de conversation panasiatique, mais il eût été sage d'en dégager discrètement l'avertissement qu'il contient et d'en prendre occasion pour mettre en garde l'organisation de Genève contre l'inconvénient de certaines préventions, contre le danger d'un certain égoïsme européen, qui ne peut inspirer aux peuples d'Asie que de la défiance et la haine.

LE DEVOIR DE L'EUROPE

Un mélodrame qui a fait fureur en Perse au cours de ces dernières années, et dont l'auteur, Mirzadeyé Echghi, un jeune derviche plein de talent, mourut assassiné au moment de devenir célèbre, met en scène les grands souverains de l'antique Iran : Cyrus, Darius, Artaxerxès. Sortant de leurs tombeaux, ils voient devant eux la Perse endormie. Par des chants de guerre ils la réveillent, lui rappellent sa gloire passée et lui révèlent sa mission future. « Tu te lèveras debout, dit Cyrus. — Tu étendras les deux bras grands ouverts, ajoute Darius, afin de rassembler tous tes enfants. » Et Artaxerxès : « Tu pousseras le cri d'alarme, que tout l'Orient entendra, et nos armées, toutes nos grandes armées d'Asie jetteront dehors les oppres-

(1) *Hakimiyet-i-Millié* du 7 août 1926.

seurs d'Occident! » L'œuvre est intitulée : *Restakhizé Salatiné Iran*, ce qui veut dire : la Résurrection des Rois de la Perse.

En parcourant les routes d'Asie, puis, plus tard, en essayant de mettre un peu d'ordre dans mes impressions de voyage, j'ai fredonné plus d'une fois la musique du derviche persan. Ces deux sentiments étaient-ils donc associés pour toujours dans l'âme orientale : orgueil de la race, amour du pays, — et haine de l'étranger? Darius ne pouvait-il réveiller chez les Persans d'aujourd'hui les grandes vertus de ceux d'autrefois, sans qu'Artaxerxès dressât aussitôt contre l'Occident ces énergies ressuscitées? Ne saurait-on concevoir entre l'Europe et l'Asie d'autres liens que ceux dont l'Asie aspire à se libérer, et qu'elle maudit, en attendant l'heure de les briser?...

M. Guglielmo Ferrero montrait naguère, dans un raccourci saisissant, l'ébranlement produit dans tout le vieux monde par la grande secousse européenne. La France et l'Allemagne sortent de la guerre ruinées et impuissantes; le colosse russe s'est effondré; sans même sortir de son île, rien qu'en étendant la main, l'Angleterre croit pouvoir s'emparer de l'Asie. Mais non ! Tant que l'Orient avait eu peur des Russes, il avait toléré, parfois même invoqué la protection des Anglais. La terreur de l'Asie s'était évanouie avec l'Empire russe, et voilà qu'en Turquie, en Perse, en Afghanistan, aux Indes, les peuples se révoltaient contre la domination britannique. Entre deux maux, ils avaient choisi le moindre : et voilà que le moindre mal aussi leur devenait intolérable. Aujourd'hui, conclut l'historien, « les Orientaux se trouvent en face d'une double impossibilité : celle de vivre avec leurs institutions indigènes, et celle de s'approprier les institutions occidentales. De là provient l'insomnie de l'Asie. Toute la pharmacopée politique de l'Occident cherchera en vain un narcotique contre cette insomnie. L'Asie renversera bientôt la domination européenne, pour sombrer elle aussi dans une longue anarchie (1). »

Depuis que M. Ferrero a écrit ces lignes, le colosse russe s'est partiellement relevé, assez pour réveiller les inquiétudes de l'Asie ; mais on ne saurait prétendre que l'équilibre asiatique s'en soit trouvé rétabli. Il convient de retenir la vision de

(1) G. Ferrero : *Discours aux sourds*, p. 108-110.

l'écrivain italien; mais faut-il se résigner à l'accomplissement de sa prophétie? Pour vaincre l'insomnie de l'Orient, nous ne trouverons pas de narcotique assez puissant : soit! Mais est-ce vraiment un narcotique qu'il importe de trouver?

Les hommes politiques et les publicistes d'Occident, qui envisagent ou même recommandent à l'opinion et aux gouvernements l'abandon volontaire et la retraite préventive, connaissent sans doute assez mal les choses dont ils parlent : c'est leur seule excuse, et elle n'est pas bonne. L'abandon par l'Europe des pays orientaux qu'elle a tirés du chaos, soustraits à la barbarie, relevés, organisés, équipés, ne se heurte pas seulement à des objections d'ordre économique; il est encore un absurde défi à l'histoire, au bon sens et à l'humanité. Une grande race ne signe pas elle-même le décret qui proclame sa déchéance; elle ne renonce point, par crainte du danger et par répugnance à l'effort, à une entreprise que ses ancêtres ont poursuivie pendant des siècles sans marchander leur peine et sans se soucier du risque. Convaincue que son œuvre était bonne, et qu'elle peut devenir meilleure, elle mène son œuvre jusqu'au bout. Quand on est de notre sang, on agit, ou on meurt. Mais comment agir?

Pour ce problème, comme pour beaucoup d'autres, à côté de la solution révolutionnaire qui est désastreuse, il y a une solution réformiste qui peut être féconde. Si l'on y regarde de près, les formes et les méthodes du contrôle exercé par les Européens sur les pays de leur dépendance ont subi une constante évolution. Le rythme en est plus ou moins rapide, suivant les époques et suivant les milieux où l'action est exercée. Mais si les méthodes ne changeaient point, si l'évolution était suspendue, c'est que l'entreprise aurait échoué et qu'il faudrait renoncer à la poursuivre. Cependant il faut ici prendre garde : la nature et le rythme des réformes doivent être suggérés et réglés, non pas de loin par des théoriciens soucieux d'appliquer une doctrine, mais sur place, par des praticiens qui vivent dans la réalité et s'en inspirent.

Pensons-nous vraiment avoir rendu service aux Orientaux, ou avoir avancé nos propres affaires, en introduisant chez des peuples mal préparés le droit de suffrage et le régime parlementaire? Si nous avons fait cela de bonne foi, nous sommes dupes; et si c'est une comédie, elle nous discrédite aux yeux

de ceux dont nous avons prétendu gagner ainsi l'estime et la gratitude. J'ai entendu jadis M. Paul Cambon expliquer les raisons pour lesquelles il n'avait pas recommandé l'institution du régime parlementaire en Tunisie; et j'ai entendu aussi M. Jules Cambon déclarer que les raisons de son frère, qui lui avaient toujours semblé bonnes, lui avaient encore paru meilleures, lorsqu'il fut devenu gouverneur général de l'Algérie. Est-ce par esprit logique et doctrinaire, ou par manque d'imagination, que nous avons tenté d'appliquer aux Indiens, aux Égyptiens, aux Syriens, aux Arabes de Mésopotamie, un système de gouvernement dont ils n'avaient nulle envie, et dont ils ne se serviraient même pas, s'ils n'avaient l'espoir de s'en servir contre nous?

On ne peut certes point reprocher à l'Europe d'avoir hésité ou tardé à doter les peuples orientaux qu'elle contrôle d'institutions dites libérales. Mais peut-être l'Europe se reprochera-t-elle un jour d'avoir introduit sans discernement ces institutions dans des pays qui n'en avaient pas besoin et qui se seraient mieux développés, soit en conservant les leurs, soit en adoptant un régime plus conforme à leur caractère et à leurs traditions. Les méthodes d'éducation que nous avons importées en Orient soulèvent parfois des critiques analogues : foi superstitieuse en nos propres systèmes, ignorance ou mépris des aptitudes singulières d'un peuple étranger. Que de leçons inopportunes, mal données, mal comprises, également nuisibles à qui les reçoit et à qui les distribue !

Au point de vue politique, la formule du mandat s'est révélée peu satisfaisante : aussi les Anglais, en Irak, se sont-ils empressés de la transformer en celle de l'alliance. Les gouvernements européens et la Société des nations ont cherché assez vainement à étayer le mandat sur des principes juridiques; les Orientaux ne voient dans le mandat qu'une hypocrisie. Le système du protectorat, plus simple et plus souple, se prêtera sans doute beaucoup mieux au progrès désirable, à travers des formes d'association de plus en plus larges et libérales. Mais la politique n'est qu'un aspect du problème, et non l'essentiel. C'est aussi vers l'association équitable, consciencieuse, humaine, que doivent tendre les systèmes économiques de mise en valeur et d'organisation. Il y a un reproche que les Européens doivent s'efforcer de ne plus mériter : c'est celui

d'exploiter à leur profit exclusif ou excessif les richesses naturelles et les énergies humaines de l'Asie.

On objecte : si nous n'étions pas venus en Asie, les choses en iraient de même, ou peut-être plus mal; les forts dépouilleraient et opprimeraient les faibles; nous n'avons fait qu'adapter à nos besoins et à nos méthodes de travail un ordre social et économique préexistant. Si vraiment l'Europe n'avait fait que cela, il faudrait condamner son œuvre. Notre idée du droit et de la justice, nos conceptions morales et sociales nous obligent aussi impérieusement ailleurs que chez nous; et si nous n'avions pas l'espoir et la volonté de les faire prévaloir sur des idées moins nobles et des conceptions moins élevées, notre action serait injustifiable.

Un admirable missionnaire italien, le père Genocchi, me disait, quelques jours avant que je partisse pour l'Orient : « L'Europe n'aura rien fait, tant qu'elle n'aura pas aboli l'esclavage dans le monde. » On préparait alors à Rome la session du Congrès antiesclavagiste, qui devait se réunir en 1926. De chaque étape, j'envoyais au bon religieux les informations que j'avais pu recueillir sur un sujet qu'il avait à cœur et que les Orientaux ne nous permettent pas volontiers d'aborder avec eux. Il mourut avant d'avoir pu s'en servir. Le père Genocchi eût applaudi à la convention que vingt-huit États ont signée à Genève le 25 septembre 1926; mais il n'eût pas compris que certains de ces États pussent, tout en s'engageant solennellement à réprimer et à supprimer l'esclavage, maintenir sur leurs territoires des usages et des formes de contrat qui soumettent l'homme de couleur à des conditions humiliantes et le frustrent pratiquement de sa liberté.

Lorsqu'on a observé de près certains abus, on ne saurait plus répéter sans frémir, et sans rougir, la phrase cruelle : « L'Orient peut mener une vie inférieure à celle de l'Occident. » Les corollaires de cette prétendue loi, on les connaît : recherche par l'Occident de la main-d'œuvre asiatique, si peu exigeante, si avantageuse; progrès d'une émigration qui n'a de volontaire que l'apparence, « élimination de l'élément humain dans le problème de la main-d'œuvre »... jusqu'à ce que l'Orient se venge par l'invasion silencieuse et la concurrence inexorable, contre lesquelles l'Occident ne peut plus se défendre. En Asie, comme en Europe, beaucoup de bons esprits se

demandent si le moment n'est pas venu d'arrêter le progrès d'un déséquilibre menaçant, et la plupart sont d'accord pour recommander l'examen de conscience opportun, nécessaire, qui fera ressortir l'impérieuse correspondance entre les droits des peuples et leurs devoirs.

Selon la juste expression de M. Lucien Romier, — dans *Explication de notre temps*, — la politique coloniale a laïcisé l'idée de civilisation. Le préjugé de civilisation se matérialise chaque jour davantage. Les peuples de l'Europe moderne ne croient plus guère à leur supériorité; les peuples des autres continents n'y croient plus du tout.

Pour retrouver, avec son prestige, la foi en elle-même et en sa mission, il faut que l'Europe rende à l'idée de civilisation sa valeur spirituelle et morale. Sommes-nous venus chez les peuples orientaux pour exploiter, à notre profit et à leur détriment, cette « vie inférieure », à laquelle ils se sont longtemps résignés, ou, au contraire, pour les élever progressivement jusqu'à la vie supérieure, dont aujourd'hui ils se sentent capables, qu'ils convoitent, et qu'ils atteindront, soit par nous et à notre honneur, soit malgré nous et à nos dépens? C'est toute la question. Elle est grave.

MAURICE PERNOT.

LA CLEF DES ALLÉGORIES PEINTES ET SCULPTÉES

AU XVIIe ET AU XVIIIe SIÈCLE

II [1]

EN FRANCE

En parcourant les *Antiquités nationales* de Millin pour y retrouver une image de cette vieille France si profondément mutilée par la Révolution, je découvris une description et un dessin de la porte Saint-Bernard, élevée en 1674 par Blondel, non loin de l'abbaye de Saint-Victor. C'était une sorte d'arc de triomphe décoré de bas-reliefs. L'un deux représentait une femme, une lampe et un livre à la main; près d'elle, une grue tenait une pierre dans sa patte levée. Je n'eus pas de peine à reconnaitre la Vigilance de l'*Iconologie* avec ses attributs ordinaires. Ainsi, je n'en pouvais douter, la France, elle aussi, avait connu Ripa! Mais n'était-ce pas là une fantaisie isolée, une œuvre d'exception? Mon attention une fois en éveil, les exemples ne tardèrent pas à se multiplier.

A Saint-Eustache, la Fidélité, qui semble veiller sur le tombeau de Colbert, porte d'une main un sceau, de l'autre une clef, et a près d'elle un chien. Ce sont les attributs mêmes que lui donne Ripa. Ils expriment, ici, la fidélité de ce grand ministre faite d'attachement à son roi, de discrétion et de silence.

Au Louvre, la Paix du tombeau de Mazarin tient d'une main une corne d'abondance et de l'autre une torche renversée qui met le feu à des armes : attributs que l'on rencontre l'un et l'autre dans Ripa.

(1) Voyez la *Revue* du 1er mai.

Une gravure du cabinet des Estampes me montra une femme aux lignes nobles versant sur une jeune plante l'eau d'une amphore. C'était la Grammaire, un des sept arts que Sébastien Bourdon avait peints en 1663 chez M. de Bretonvilliers dans l'Ile Notre-Dame. Or cette Grammaire est celle de l'*Iconologie*. La tendre plante qu'elle arrose est l'image des jeunes esprits qu'elle cultive. Elle porte de la main gauche une longue banderole, que le graveur a laissée blanche, mais qui devait s'orner d'une inscription dont Ripa nous donne le texte. Les autres arts peints par Sébastien Bourdon reproduisaient probablement les originaux italiens avec la même fidélité.

I

Il devenait évident pour moi que les artistes français avaient parfois demandé à Ripa les modèles de leurs allégories. C'est à Rome, sans doute, qu'ils apprirent à connaître l'*Iconologie*. Il faisaient presque tous le voyage d'Italie et passaient souvent plusieurs années dans la ville unique, où l'on pensait que la beauté se respirait dans l'air. Ils ne pouvaient donc ignorer un livre si souvent consulté par les artistes italiens.

Un tableau de Simon Vouet nous en donne la preuve. Pendant son séjour à Rome, il peignit une singulière allégorie que l'on peut voir aujourd'hui au Capitole, au Palais des conservateurs. Il a réuni dans le même tableau la Mémoire, la Volonté et l'Intellect (1) et les a représentés comme Ripa les décrit. La Mémoire est une femme à deux visages, parce que la mémoire conserve le passé et prépare l'avenir. La Volonté est couronnée parce qu'elle règne en souveraine sur l'âme; elle a des ailes parce qu'elle est sans cesse en mouvement et qu'elle ne peut trouver son repos qu'en s'élevant vers le ciel. L'Intellect enfin est un jeune homme qui porte une flamme sur le front. Il est curieux que les trois facultés qu'Ignace de Loyola exerce l'une après l'autre dans ses *Exercices spirituels* aient été groupées par Simon Vouet, et l'on peut se demander s'il n'a pas fait son tableau pour la Compagnie de Jésus, qui lui en aurait proposé le sujet. Ce qui est certain, en tout cas, c'est qu'il l'a peint en se conformant aux prescriptions de l'*Iconologie*.

Nos artistes apprenaient l'italien en Italie et ils étaient tous

(1) L'Intellect, *Intelletto*, n'a pas, dans Ripa, les mêmes attributs que l'Intelligence.

capables, sans doute, de lire Ripa dans le texte. Mais, bientôt, ceux qui n'avaient pas vu Rome et qui ne savaient pas l'italien purent lire Ripa en français, car il fut traduit en 1644 par Baudoin. L'*Iconologie* française est un bel in-folio orné de gravures sur cuivre de Jacques de Bie. Les gravures s'inspirent de celles de l'*Iconologie* italienne, mais elles sont beaucoup plus nombreuses, puisque chaque abstraction a la sienne. Le texte de Baudoin abrège celui de Ripa : au lieu de nous donner trois ou quatre personnifications différentes de la même idée abstraite, il n'en donne d'ordinaire qu'une seule. Il supprime les citations, les vers latins ou italiens, tout ce qui donne une sorte de grâce poétique à l'original. Il supprime même un certain nombre d'allégories. Le livre de Baudoin est donc moins riche et plus froid que celui de Ripa, le style en est lourd et obscur et l'on s'étonne que ce médiocre traducteur ait fait partie de l'Académie française. Tel qu'il est, son livre eut un si grand succès qu'on le réimprima plusieurs fois et qu'on en donnait encore une édition à la fin du siècle. Il n'était pas seulement destiné aux artistes; le titre de l'ouvrage annonce qu'il est « nécessaire à toute sorte d'esprits, particulièrement à ceux qui aspirent à être ou qui sont, en effet, orateurs, poètes, sculpteurs, peintres, ingénieurs, autheurs de médailles, de devises, de ballets et de poèmes dramatiques ». Il pourrait être curieux de rechercher l'influence du livre sur la littérature. Il se peut que nos auteurs de poèmes épiques et nos romanciers lui aient emprunté quelques-unes de ses abstractions; il se peut qu'on les retrouve dans les divertissements improvisés pour le roi et dans les ballets. Il nous suffira d'indiquer ici l'usage qu'en ont fait les artistes, en nous souvenant, d'ailleurs, que la traduction ne leur fit jamais oublier l'original. Il est des œuvres françaises, nous le verrons, qui ont été inspirées par Ripa et non par Baudoin.

C'est à Versailles que je compris vraiment tout ce que notre art du XVIIe siècle devait à l'*Iconologie*. Jamais, je l'avoue, je n'avais cherché à savoir ce que représentaient les statues du parc et je pense que la plupart des promeneurs n'ont pas plus de curiosité. On ne songe pas à demander leurs noms à ces blanches figures; il suffit qu'elles invitent à la rêverie comme les arbres et les eaux. Le jour où je les regardai avec attention pour la première fois, je fus surpris de leur étrangeté. Un homme nu, le poing tendu, un lion menaçant près de lui, repré-

sentait le Tempérament colérique; une jeune déesse ayant sur le front une étoile était le Point du jour; une sorte de Virgile idéal, couronné de lauriers, une trompette à la main, était le Poème héroïque; une femme se chauffant à un brasier et ayant près d'elle une salamandre était le Feu; une guerrière couronnée de plumes, une tête coupée et un caïman à ses pieds, était l'Amérique. Quelle étrange réunion! Dispersées aujourd'hui, ces statues avaient été groupées à l'origine suivant un plan. Comme si le nombre quatre avait une vertu, l'ordonnateur avait réuni les quatre éléments, les quatre saisons, les quatre divisions du jour, les quatre parties du monde, les quatre tempéraments, colérique, sanguin, flegmatique, mélancolique, les quatre formes de la poésie, lyrique, héroïque, bucolique, satirique. Qui avait pu concevoir un assemblage d'allégories aussi singulier? On en a fait honneur à Lebrun, et on ne peut douter qu'il n'ait proposé lui-même tous ces sujets aux sculpteurs qui travaillaient sous ses ordres. Mais les a-t-il imaginés? On ne le croira pas quand on aura lu l'*Iconologie* de Ripa traduite par Baudoin.

Tous les sujets que nous venons d'énumérer sont dans Ripa, mais c'est Baudoin qui a pris soin de les grouper avec méthode, comme s'il voulait proposer des motifs commodes aux artistes chargés de décorer les quatre coins d'un parterre ou les quatre angles d'un plafond. Lebrun n'avait qu'à ouvrir son livre à la table des matières pour y lire : « Les quatre éléments; les quatre parties du monde; les quatre saisons de l'année; les quatre parties du jour; les quatre complexions de l'homme; les quatre poèmes. » Mais ce n'est pas seulement l'idée qu'il emprunta à l'*Iconologie*, ce sont les attributs des figures, leur costume, leur attitude. Le Flegmatique, pour prendre quelques exemples, a les bras croisés sur la poitrine, un bonnet sur la tête, une tortue à ses pieds, ce qui exprime sa paresse physique et la lenteur de son esprit. Le Poème bucolique est un jeune berger qui tient d'une main une flûte de Pan et de l'autre une houlette. L'Amérique a pour attribut le caïman et la tête coupée. Le Soir est représenté par Diane : un croissant dans les cheveux, un arc à la main, elle tient en laisse un lévrier bondissant. Il n'est pas un de ces traits qui ne se trouve dans Baudoin, c'est-à-dire dans Ripa. Lebrun avait donné aux sculpteurs des modèles plus fidèles encore. La déesse du Point du

jour, qui a aujourd'hui pour attribut un coq, devait avoir près d'elle le cheval ailé que lui assigne Baudoin : un dessin de Lebrun en témoigne.

Ainsi, les plus curieuses statues du parc de Versailles n'existeraient pas sans l'*Iconologie*. Ce programme singulier n'empêcha pas les artistes de donner parfois du charme à ces allégories. On ne peut oublier la belle épaule nue de la déesse du Point du jour ou la grâce svelte de Diane, la déesse du Soir. Le froid Baudoin n'arrivait pas à glacer le talent de nos sculpteurs. Auraient-ils été aussi heureux s'ils avaient exécuté les autres statues projetées par Lebrun ? On peut en douter, car les sujets choisis semblaient peu propres à éveiller l'inspiration : c'étaient l'Altimétrie, qui mesure les hauteurs, la Chorographie, qui mesure les surfaces, la Cosmographie, qui mesure le monde, l'Industrie, qui célèbre le travail humain. Toutes ces figures sont dans Baudoin et dans Ripa, et non seulement Lebrun les a empruntées à l'*Iconologie*, mais ses dessins en imitent les illustrations. On retrouve dans les projets de Lebrun, aujourd'hui conservés dans la collection de dessins du Louvre, les attributs de l'original. L'Industrie, par exemple, a un sceptre qui se termine par une main, pour laisser entendre que la main de l'homme est reine, qu'elle l'emporte en perfection sur tous les instruments.

Dans le palais de Versailles, Lebrun se montra aussi fidèle à Ripa que dans les jardins. Le fameux escalier des ambassadeurs a malheureusement disparu au temps de Louis XV, mais des gravures nous en font connaître tout le détail. Or, les allégories qui, au plafond, entouraient les grandes actions de Louis XIV, étaient presque toutes empruntées à Ripa. On y voyait l'Autorité, majestueusement assise sur un trône, tenant d'une main le sceptre des rois et de l'autre les clefs des papes. Cette Autorité qui réunissait en elle les deux grandes puissances de ce monde, la royauté et la papauté, était une invention de Ripa. La Glorieuse Renommée, peinte près d'elle, lui était également empruntée. C'était Mercure maîtrisant Pégase et tout prêt à s'élancer sur le cheval ailé : composition héroïque que Ripa avait admirée au revers d'une médaille de Trajan (1). Dans ce plafond, tout parlait de la gloire et de la puissance du Roi.

(1) Le Mercure monté sur Pégase de Coysevox, qui orne l'entrée des Tuileries, représente également la Glorieuse Renommée.

Assises dans les angles, les quatre parties du monde le contemplaient. Elles étaient parfaitement conformes aux figures de l'*Iconologie* que nous avons décrites : l'Europe avait pour attributs le sceptre, les armes, les livres, le cheval ; l'Asie, le brûle-parfums et le chameau ; l'Amérique la coiffure de plumes, l'arc, la tête coupée, le caïman ; seule, l'Afrique, au lieu d'avoir pour cimier une tête d'éléphant, avait un éléphant près d'elle.

Le Roi ne se contentait pas de vaincre, il savait par les lettres et les arts donner de la magnificence à la paix : aussi les Muses formaient-elles une couronne autour des médaillons où étaient représentés ses exploits. Ces Muses avaient des attributs qui permettaient au lecteur de l'*Iconologie* de les reconnaître sans peine, car c'est à Ripa, ou, si l'on veut, à Baudoin, que Lebrun les avait empruntés.

Si Lebrun était resté fidèle à la grande tradition du XVIe siècle, il eût attaché peu d'importance à ces attributs des Muses. Dans le Parnasse de Raphaël, à peine remarque-t-on un masque, une lyre, une trompette aux mains des jeunes déesses de la pensée qui se groupent autour d'Apollon musicien ; la plupart se contentent de rêver ; il en est une qui s'appuie tendrement sur l'épaule de sa sœur en écoutant la divine mélodie. Le Primatice, dans une de ses compositions, se montre aussi sobre ; groupées trois par trois, ses muses lisent ou méditent. Le savant Cartari, lui-même, dans ses *Images des dieux*, si souvent consultées par les artistes du XVIe siècle finissant, ne se croit nullement obligé d'assigner un attribut à chaque Muse. Cette réserve ne pouvait satisfaire le méticuleux Ripa. Il n'imagine pas une Muse sans attribut, et il leur en donne un et même plusieurs à chacune, en s'inspirant parfois des sarcophages sculptés de la fin du monde antique. Il a donc contribué à alourdir ces gracieuses figures, à les faire descendre de leur ciel, à les attacher à la terre. Lebrun l'a suivi avec ce respect qu'il accorde à l'*Iconologie* en toute circonstance et qui ne laisse pas de nous surprendre.

Sa Clio est couronnée de lauriers ; elle porte une trompette d'une main et un livre de l'autre. Veut-on savoir quel est ce livre ? on n'a qu'à recourir à Baudoin qui nous apprendra que la Muse de l'histoire doit tenir dans sa main le livre du plus grand des historiens : Thucydide (1). Et nous saurons, en même

(1) Ripa ne nomme pas Thucydide, mais Hérodote.

temps, que le laurier toujours vert dont elle se couronne est le symbole de l'immortalité qu'elle confère aux héros.

Décrire les Muses de Lebrun c'est décrire les Muses de l'*Iconologie* de Baudoin. Calliope a sur la tête une couronne d'or et au bras une couronne de lauriers qu'elle destine au poète de génie. Elle a près d'elle trois livres qui sont les trois plus beaux poèmes que les hommes aient jamais écrits : l'*Iliade*, l'*Odyssée*, l'*Énéide*. Uranie, la Muse de l'astronomie, a pour attribut la sphère du monde et pour couronne un cercle d'étoiles. La grave Melpomène, qui inventa la tragédie, tient d'une main un poignard, de l'autre une couronne, et des sceptres sont à ses pieds, images des grandes destinées et des catastrophes qu'elle met sous nos yeux. Euterpe, les cheveux enguirlandés de fleurs, joue d'une longue flûte. Polymnie, des perles sur le front, lève la main pour convaincre et porte un livre sur lequel on doit lire : *Suadere*. Thalie, la Muse de la comédie, a un masque dans chaque main.

On voit que si Lebrun a été un grand décorateur, il n'a pas été un grand inventeur. Accablé de travail, il était bien aise de trouver toutes faites ces allégories qui meublaient un plafond, qui couronnaient un escalier et qui devenaient sous sa main de belles arabesques.

Dans l'escalier des Ambassadeurs, les allégories accompagnaient l'histoire de Louis XIV, mais ne s'y mêlaient pas; dans la Galerie des glaces, au contraire, les abstractions planent au-dessus des exploits du Roi comme des divinités homériques. Là, Lebrun voulut s'élever jusqu'à l'épopée (1).

Voici une grande composition qui représente Louis XIV s'emparant de Maestricht en trois jours. Une noble figure de femme contemple l'armée victorieuse. Elle a près d'elle des livres, des pinceaux, une corne d'abondance et elle tient par la

(1) Il avait pu voir, à Rome, au palais de la Chancellerie, les fresques de l'histoire de Paul III, où les allégories se mêlent aux personnages de la cour pontificale ; mais il avait à Paris un modèle fameux : l'histoire de Marie de Médicis peinte par Rubens au Luxembourg. Il connaissait sans doute aussi une suite de gravures, alors célèbre, et longuement décrite par Félibien : l'histoire des sept infants de Lara, dessinée par Otto Venius, le maître de Rubens, et gravée par Tempesta. Dans ces gravures, l'Orgueil, l'Envie, la Colère, la Nécessité, la Tristesse se mêlent aux hommes et se font reconnaître aux attributs que leur donne Ripa. La Nécessité, par exemple, porte le marteau et les clous, la Colère l'épée et le flambeau, la Tristesse a le sein rongé par un serpent. Rubens, lui-même, a pu trouver un exemple dans les gravures de son maître.

bride un cheval. A ces attributs nous reconnaissons aussitôt l'Europe. Lebrun a donc voulu nous faire entendre que la foudroyante victoire du Roi avait rempli l'Europe d'admiration. Mais nous devinons en même temps que Lebrun a continué à emprunter à Ripa ses allégories.

Plus loin, en effet, un compartiment de la voûte nous montre le Roi donnant l'ordre d'armer sur terre et sur mer. Près de lui une figure symbolique porte un compas, une autre, semblable à une divinité ailée, tient un sablier et a pour attribut un coq. Ripa, ou son traducteur Baudoin, nous apprendra que l'une est la Prévoyance qui mesure toute chose avec son compas, l'autre le Soin, éveillé comme le coq à la pointe du jour, ailé comme la pensée et plus rapide que le temps qui passe. Ce sont ces deux vertus du Roi qui ont préparé à la France une flotte et une armée.

La prise de Gand en six jours fait le sujet d'une autre composition. Près du Roi, monté sur un aigle comme Jupiter, on voit deux figures de femmes : l'une a pour attribut une longue flèche, l'autre met un sceau sur sa bouche. La première est la Vigilance, non pas la Vigilance pacifique qui porte la lampe, mais la Vigilance du soldat, qui, suivant Ripa, doit être armée de la flèche. La seconde est le Secret; il se scelle les lèvres et semble imiter le geste d'Alexandre qui mit son anneau sur la bouche d'Héphestion pour l'inviter au silence.

Ces deux divinités familières de Louis XIV l'accompagnent encore dans une scène voisine, où le Roi donne des ordres pour l'attaque des quatre principales places de la Hollande. Dans le haut plane une femme couronnée qui tient une pyramide et qui est la Gloire des princes empruntée par Ripa à une médaille d'Adrien.

Le Roi rétablit l'ordre dans les finances et la Fidélité accompagnée de son chien se tient à son côté. Il rétablit la navigation, et l'Abondance avec sa corne apparaît près de lui. Il gouverne par lui-même, et la Discorde, armée de sa torche et de ses serpents, est renversée à ses pieds. Nous retrouvons partout les allégories de Ripa, simplifiées parfois, mais toujours reconnaissables. La Timidité porte le lièvre symbolique; la Paix descend du ciel avec un caducée dans une main et une corne d'abondance dans l'autre; la Magnificence présente le plan d'un palais.

On commence à mesurer l'influence de l'*Iconologie* sur l'art décoratif de Versailles. Mais ce n'est pas tout.

Parmi les salles qui conduisent à la Galerie des glaces, il en est trois dont le plafond est orné du triomphe d'un dieu. On voit tour à tour le char de Mars traîné par des loups, celui de Mercure traîné par des coqs, enfin celui d'Apollon emporté par des chevaux fougueux. D'où vient cette mythologie savante ? On la chercherait vainement dans la traduction de Baudoin, mais on la trouvera dans l'*Iconologie* italienne. Ripa, en effet, en s'inspirant de la *Généalogie des dieux* de Boccace, a longuement décrit le char triomphal de chacune des divinités antiques; et c'est dans son livre que nous apprenons que le char de Mars doit être traîné par des loups et celui de Mercure par des coqs (1). Quant au char d'Apollon, il ne pouvait avoir d'autre attelage que les chevaux du Soleil. Il faut donc se garder de considérer Audran, J.-B. de Champagne et Lafosse, qui peignirent ces plafonds, comme de profonds érudits, familiers avec toutes les légendes antiques : leur science est tout entière dans Ripa et ils n'eurent pas d'autre mérite que de lire l'*Iconologie* dans le texte italien.

Dirigeons-nous vers la chapelle. Le grand vestibule tout blanc qui la précède doit son décor à l'*Iconologie*. Dans les quatre angles du plafond, quatre bas-reliefs en stuc nous montrent encore les quatre parties du monde et semblent proclamer, cette fois, l'universalité du christianisme. Les attributs assignés par Ripa à l'Europe, à l'Asie, à l'Afrique et à l'Amérique sont reproduits, ici, avec la plus scrupuleuse exactitude.

Entrons dans la chapelle. Dans le petit sanctuaire consacré à la Vierge, Louis de Boullogne le Jeune a peint sous une forme allégorique les trois principales vertus de la Mère de Dieu. L'Humilité, les mains croisées sur la poitrine, a près d'elle un agneau et sous ses pieds une couronne; la Pureté, le visage voilé, porte un lis à la main ; l'Amour divin a les ailes de l'ange et semble présenter à Dieu un cœur percé d'une flèche. Or, chacune de ces Vertus, avec son attitude et ses attributs, est un emprunt fait à l'*Iconologie* de Baudoin.

A ces exemples on pourrait aisément en ajouter d'autres. On

(1) Ripa dit que le char de Mercure peut être traîné par des cigognes aussi bien que par des coqs. A Versailles, près du char de Mercure, une femme porte dans ses bras une cigogne. La cigogne, qui est, comme l'ibis, l'oiseau de l'Égypte, rappelle, suivant Ripa, que Mercure a régné en Égypte et a enseigné aux Egyptiens l'alphabet, l'écriture et la civilisation.

pourrait rappeler que les statues des quatre parties du monde qui ornent les côtés de la cour royale sont conformes à la règle établie; on pourrait faire remarquer que la Prudence, qui les accompagne, a deux visages, l'un jeune et l'autre vieux, non pas, comme on pourrait le croire, parce que le sculpteur continuait la tradition de nos imagiers du moyen âge, mais tout simplement parce qu'il avait lu Ripa.

Ainsi, Versailles doit la plupart de ses allégories au livre de Ripa. L'influence de Lebrun, qui dirigeait tout, fut ici décisive. Il feuilletait sans cesse l'*Iconologie* et plusieurs de ses œuvres témoignent de ce commerce assidu.

La chaire de Saint-Eustache, dont il avait donné le dessin, était ornée de figures de Vertus. Elles étaient toutes empruntées à Ripa. La Foi portait une croix sur un livre ouvert et elle avait pour support une pierre quadrangulaire, image du fondement inébranlable sur lequel elle repose. La Confiance contemplait un navire enfermé dans un médaillon, parce que l'homme ne fut jamais plus audacieusement confiant en lui-même que le jour où il osa abandonner sa vie aux vagues et aux tempêtes. La Constance s'appuyait sur une colonne et tenait l'épée à la main. La Valeur portait un sceptre entouré d'une couronne de laurier et caressait un lion pour signifier qu'elle triomphait plus encore par la douceur que par la violence. Énigmes qui durent exercer la sagacité des paroissiens de Saint-Eustache et ne furent sans doute devinées que par un petit nombre.

Il faut supposer que les grands personnages, pour qui Lebrun travaillait d'ordinaire, entraient mieux dans ces mystères. Colbert, qui voyait dans son plafond de Sceaux un génie ailé lançant des flèches vers la terre, pouvait sans doute y reconnaître le Crépuscule du soir. M. de Bellièvre, pour qui Lebrun avait peint les quatre âges, avait probablement lu Ripa et reconnaissait à leurs attributs les quatre figures qui représentaient l'âge d'or, l'âge d'argent, l'âge d'airain et l'âge de fer.

Mais Fouquet entendait certainement les ingénieuses flatteries que Lebrun, inspiré par Ripa, lui avait prodiguées au château de Vaux. Dans la salle des Muses, il peignit la Fidélité emportée par un génie et montant vers Apollon, vers le Soleil. C'est le *Quo non ascendam* du surintendant. La Fidélité se reconnaît à sa clef, à son cachet d'or, à son chien. Elle est accompagnée de la Prudence qui porte le serpent et le miroir,

de la Vertu Invincible, armée, comme le veut Ripa, de la lance et du bouclier, enfin, de Clio, la muse de l'Histoire, qui a la trompette héroïque. Ainsi la Prudence et la plus incorruptible Vertu font cortège à la Fidélité de Fouquet, à cette Fidélité que proclamera un jour l'Histoire. Apollon lui-même la protège et perce de ses flèches l'Envie et tous les monstres qui voudraient retarder son élan vers le soleil. Les Muses et les diverses formes de la Poésie, groupées dans les parties basses du plafond, achèvent de peindre Fouquet en glorifiant les goûts raffinés de ce nouveau Mécène. La Fontaine s'étonnait de rencontrer les Muses au milieu de toutes ces magnificences :

> Quoi ! je vous trouve ici, mes divines maîtresses,
> De vos monts écartés vous cessez d'être hôtesses !

dit-il avec sa grâce accoutumée. Ces Muses, quoique inspirées par Ripa, sont des copies moins fidèles de l'*Iconologie* que celles de Versailles. Bien des détails pourtant, comme le petit amour placé devant la muse Erato, prouvent que Lebrun avait le livre sous les yeux. En revanche, les quatre Poèmes personnifiés : Poème lyrique, Poème héroïque, Poème pastoral, Poème satirique, sont fidèlement reproduits. Le Poème lyrique, par exemple, est une jeune femme qui tient une lyre, et le Poème héroïque un jeune héros qui tient une trompette ; et l'artiste a poussé la fidélité jusqu'à copier les inscriptions qui accompagnent dans Ripa chacun des Poèmes personnifiés. On lit près du Poème lyrique : *Brevi complector singula cantu;* près du Poème héroïque : *Non nisi grandia canto* ; près du Poème pastoral : *Pastorum carmina ludo* ; près du Poème satirique : *Irridens cuspide figo*, — inscriptions qui sont une preuve irréfutable d'origine.

Telle est la vaste composition imaginée en l'honneur de Fouquet par Lebrun, qui ne se doutait guère que son ardent panégyrique ne ferait naître bientôt qu'un sourire plein de mélancolie.

On voit que, du commencement à la fin de sa carrière, Lebrun a consulté l'*Iconologie*. Il l'a consultée avec respect, comme on consulte une grammaire dont on ne discute pas les lois.

On en pourrait dire autant de la plupart de nos artistes du XVIIe siècle. Dans les notes du poème de Dufresnoy sur la peinture, l'*Iconologie* de Ripa est citée parmi les livres que les

artistes doivent avoir dans leur bibliothèque. Mignard la possédait, comme le prouve un inventaire fait au moment de son mariage. Il ne manqua pas de s'en servir quand il fut chargé, à son tour, de décorer Versailles. Dans un salon voisin de l'Escalier des ambassadeurs, il avait représenté la Poésie, la Peinture et la Musique. La Poésie, dont nous avons la gravure, était la muse Calliope, portant les trois épopées : l'*Iliade*, l'*Odyssée* et l'*Énéide*.

Bien qu'il n'eût pas fait le voyage d'Italie, Lesueur connaissait l'*Iconologie*, dont Simon Vouet, son maître, lui avait sans doute vanté les mérites. Des gravures faites sur ses dessins nous en donnent la preuve. Il représenta la Piété avec les attributs que lui assigne Ripa : l'autel où brûle la flamme et la cigogne, dont les anciens ont célébré la piété filiale. Un frontispice qu'il fit pour une *Histoire universelle* montre l'Histoire personnifiée, ouvrant ses grandes ailes et écrivant sur une tablette que soutient le Temps. Or, Ripa nous apprend que l'Histoire est ailée parce qu'il semble qu'elle soit partout présente et qu'elle écrit sur les épaules du Temps pour signifier qu'elle en est victorieuse. On peut donc conjecturer que les huit Béatitudes peintes par Lesueur à l'hôtel Brissonnet, rue des Enfants-Rouges, étaient les huit Béatitudes de Ripa. Mais on peut être certain, en revanche, qu'il relut l'*Iconologie* avant de peindre les neuf Muses de l'hôtel Lambert, aujourd'hui au Louvre. Plusieurs d'entre elles sont parfaitement conformes aux prescriptions du livre. Terpsichore est couronnée de fleurs et joue de la harpe; Uranie a une couronne d'étoiles et a, près d'elle, le globe du monde et le compas; Clio, couronnée de lauriers, porte la trompette et le livre; Thalie tient le masque; Euterpe joue de la flûte; Erato, du violon. Mais il en est d'autres que Lesueur a jugées trop riches d'ornements. Il n'a pas voulu nous montrer Calliope avec sa couronne au bras, ses trois volumes à la main, pareille à un lauréat du collège des Jésuites ; ni Melpomène, les mains chargées, comme un jongleur, de poignards, de bâtons et de couronnes. Il leur a donné un livre, un cahier de musique, un triangle. Moins fidèle que Lebrun, il a eu plus de goût. Ces douces figures virginales, et presque enfantines, expriment mieux que les déesses fastueuses de Vaux la divine enfance de l'art. S'il les eût connues, La Fontaine les eût préférées.

Faut-il penser que le grand Poussin ait feuilleté Ripa? Ce génie méditatif, ce perpétuel créateur, qui, comme disait Bernin en montrant son front, « travaillait de là », pouvait-il se soumettre, comme tout le monde, aux règles de l'*Iconologie*? Nous jugeons que ces allégories toutes préparées n'étaient pas faites pour lui plaire. Mais peut-être nous trompons-nous. Je puis citer au moins une œuvre de lui où il s'est à peu près conformé aux préceptes de Ripa. Dans un de ses tableaux célèbres, le Temps arrache la Vérité à la Colère et à l'Envie. La Vérité ne porte pas, il est vrai, le soleil rayonnant, mais la Colère tient la torche et la courte épée que lui donne Ripa ; quant à l'Envie, elle est caractérisée par ses serpents. Ainsi les plus fiers génies ne pouvaient échapper à leur temps et devaient, eux-mêmes, apprendre la langue allégorique.

Si nous avions pu voir le Paris du XVIIe siècle dans toute sa gloire, nous eussions rencontré partout les filles de l'imagination et de l'érudition de Ripa.

Au grand pavillon des Tuileries, la Magnanimité de Thibaut Poissant était appuyée sur un lion et la Force sur une colonne. La Célérité de Marsy l'aîné tenait à la main la foudre et avait près d'elle le dauphin, un des plus rapides entre les animaux. La Vigilance de Legros portait une lampe et était accompagnée de la grue. On ne pouvait être plus fidèle aux règles de l'*Iconologie*.

Dans la chapelle du Collège des quatre Nations, sous la coupole qui est aujourd'hui celle de l'Institut, huit figures sculptées au-dessus des arcades, œuvre de Desjardins, représentaient les huit Béatitudes. Ces bas-reliefs ont disparu aujourd'hui, mais Guillet de Saint-Georges, dans ses *Mémoires inédits*, nous en a laissé la description. Les Béatitudes de Ripa y avaient été reproduites avec beaucoup plus de fidélité qu'à la chapelle Corsini de Saint-Jean de Latran. Une femme pleurant des enfants égorgés à ses pieds représentait ceux qui subissent la persécution pour la justice; une jeune vierge contemplant un cœur symbolisait ceux qui ont le cœur pur ; une sorte d'archange repoussant le démon prêt à s'emparer de sa balance était l'image de ceux qui ont faim et soif de justice. Guillet de Saint-Georges ne connaissait pas l'original dont l'artiste s'était inspiré, mais sa description si précise ne peut nous laisser aucun doute à ce sujet.

Dans le chœur de Notre-Dame de Paris, transformé à l'extrême fin du XVIIe siècle, deux allégories décoraient chacune des arcades devenues toutes classiques, de sorte que la vieille église du XIIe siècle ressemblait un peu, pour la plus grande joie des gens de goût de ce temps-là, à Saint-Pierre de Rome. Comme celles de Saint-Pierre de Rome, les vertus qu'on y voyait reproduisaient celles de l'*Iconologie*. L'Innocence, par exemple, se lavait les mains dans un bassin. L'Humilité avait un agneau près d'elle, une couronne sous ses pieds, une balle à la main. La Persévérance portait une mèche enflammée, parce que la mèche, une fois allumée, brûle jusqu'au bout. La Chasteté avait pour attribut des tourterelles, qui symbolisent d'ordinaire l'amour, mais qui rappelaient ici que la tourterelle, privée de sa compagne, passe le reste de sa vie dans la solitude. La Pudicité tenait un lys.

Toutes ces allégories du Paris d'autrefois ont disparu ; il en reste pourtant quelques-unes où l'on retrouve la pensée de Ripa.

On peut voir, à la façade de l'hôtel Carnavalet, près des élégantes figures de Jean Goujon, deux allégories du XVIIe siècle sculptées par Van Obstal. L'une est le Soin, caractérisé par la lampe, les ailes et le coq, l'autre la Force avec une massue et un bouclier décoré d'un lion.

Mais c'est la nef et le chœur du Val-de-Grâce qui nous offrent aujourd'hui la série la plus complète, sinon la plus fidèle. Des allégories sculptées par Michel Anguier représentent les Vertus de la Vierge. Il y a dans ces figures de femmes couchées des deux côtés des arcades, suivant la tradition romaine, quelques dérogations aux règles et quelques singularités. Un esprit ingénieux a parfois rejeté, parfois simplifié les inventions de Ripa; mais la plupart du temps il les a reproduites avec exactitude. L'Innocence, par exemple, qui se lave les mains dans une grande vasque et qui a près d'elle un agneau, est parfaitement fidèle aux prescriptions du livre. On en peut dire autant de la Simplicité portant la colombe, de la Charité entourée d'enfants et tenant son cœur à la main, de la Force avec son casque, sa massue, sa peau de lion, de la Tempérance avec son mors, de la Patience qui joint les mains, mais qui n'a pas le joug sur les épaules. Il est visible que l'on voulut faire du Val-de-Grâce une sorte de réduction de Saint-Pierre de Rome. Le dôme, le baldaquin du Bernin, les calottes couvrant

les travées des faux bas-côtés, les figures couchées sur les archivoltes pouvaient rappeler à des esprits complaisants l'église romaine. Il n'y manquait que l'essentiel : l'immensité, les marbres de couleur, les touches d'or, l'atmosphère. Dans les deux églises, c'étaient les figures de Vertus qui se ressemblaient le plus, car elles avaient la même origine.

Il me semble inutile d'apporter d'autres exemples. Il serait d'ailleurs facile de les multiplier, car il est peu d'artistes du XVIIe siècle qui n'aient fait quelque emprunt à Ripa. On s'en convaincra aisément en parcourant l'œuvre gravé de Stella, de Testelin, de Claude Vignon, d'Antoine Coypel. Souvent les portraits des grands personnages sont entourés de figures allégoriques empruntées à l'*Iconologie*. Les gravures d'apparat qui commémoraient les thèses de théologie nous montrent aussi des abstractions conformes aux modèles consacrés. La Fidélité se reconnaît toujours à son chien, à sa clef, à son cachet, la Vigilance à sa lampe et à sa grue, l'Histoire ailée ne manque jamais d'écrire sur les épaules du Temps. Ce sont les signes d'une écriture et de véritables hiéroglyphes. « Hiéroglyphe », d'ailleurs, est le mot qu'on emploie alors pour désigner les attributs qui font reconnaître les idées personnifiées.

II

Le XVIIIe siècle français est-il resté fidèle à Ripa comme le XVIIIe siècle italien ? Il serait difficile, il est vrai, de citer de grandes œuvres allégoriques de cette époque comparables à celles que nous montre le Versailles de Louis XIV, mais une foule d'exemples isolés nous prouvent que l'*Iconologie* ne cessa jamais d'être consultée par les artistes.

A Versailles même, dans le vestibule de la chapelle, deux élégantes statues de Vassé et de Rousseau vinrent occuper, au temps de Louis XV, les deux niches restées vides. Ce sont deux abstractions de Ripa : l'une, avec son obélisque et sa couronne de lauriers, est la Gloire des princes; l'autre, avec son sceptre et son lion, est la Magnanimité.

Bouchardon avait projeté quatre figures de femmes qui devaient représenter les quatre âges du monde et il nous en a laissé le dessin. Elles sont aussi fidèles qu'on peut le désirer au texte de Ripa. L'Age d'or est une jeune femme couronnée de fleurs qui a pour attributs une ruche d'abeilles et un rameau

d'olivier, l'olivier symbole de paix, la ruche image de la vie innocente. L'Age d'argent, qui est l'âge du travail pacifique, s'appuie sur un soc de charrue et tient une gerbe de blé. L'Age d'airain, qui vit les premières guerres, brandit la lance. L'Age de fer enfin, qui déchaîna tous les crimes, est armé de toutes pièces et porte un bouclier orné d'un serpent à tête humaine qui est la Fraude.

Les petites statuettes de Jean-Jacques Caffieri sont parfois inspirées par le texte de l'*Iconologie*. Il fit une Innocence qui se lave les mains dans une vasque. Un de ses jolis groupes représente l'Amour suspendu à la mamelle de l'Espérance. Qui pourrait imaginer aujourd'hui que le XVIIIe siècle n'est pour rien dans cette galante métaphore réalisée? Elle est pourtant de Ripa qui lui donne un sens grave en invoquant l'autorité de saint Augustin.

L'Amitié que grava Mme de Pompadour dans sa *Suite d'estampes* est une jeune femme aux épaules nues, qui s'appuie sur une colonne autour de laquelle s'enroule un cep de vigne et qui de la main gauche offre son cœur. Ne semble-t-il pas que la marquise ait voulu se peindre elle-même? Elle ne fit cependant que copier l'*Iconologie*. Dans Ripa ou dans Baudoin, l'Amitié, l'épaule découverte, présente aussi son cœur, mais la vigne s'enroule autour d'un ormeau desséché. Le symbolisme d'ailleurs est le même : la vigne attachée à son support exprime la fidélité de l'Amitié. Falconet sculpta une Amitié semblable. Les différences ne sont que des nuances : c'est des deux mains qu'elle offre son cœur, et c'est un lierre et non une vigne qui s'enroule autour de l'ormeau.

Les graveurs de médailles, eux aussi, cherchaient dans l'*Iconologie* des modèles. Au revers de la belle médaille de Montesquieu, gravée par Dassier en 1753, on voit une Vérité parfaitement conforme au type imaginé par Ripa : le pied sur un globe, elle tient un soleil rayonnant dans une main, un livre et une palme dans l'autre.

On peut suivre l'influence de l'*Iconologie* jusqu'à la fin du XVIIIe siècle et même jusqu'aux premières années du XIXe.

Une gravure de 1784 commémore l'ascension du premier aérostat. L'Histoire ailée écrit le nom de Montgolfier sur une tablette qu'elle ne regarde pas, parce que, comme le veut Baudoin, elle doit avoir la tête tournée du côté de l'avenir. Le Temps

immobile, les ailes repliées, présente la tablette à l'Histoire.

Les grands événements de la Révolution furent célébrés dans la langue allégorique du passé. Après la prise de la Bastille, on crut que le règne de Saturne allait revenir. Un tableau du musée Carnavalet représente la France gravant sur le socle du buste de Louis XVI cette inscription : « Espoir de l'âge d'or ». Près du buste du Roi, une ruche et une branche d'olivier symbolisent cet âge d'or qui s'annonce. Ainsi la langue inventée par Ripa servait encore à exprimer les illusions du monde nouveau : rêves traduisant d'autres rêves.

Un peu plus tard, la France est devenue moins confiante. Une gravure faite d'après un dessin de Monnet nous montre la Raison invitant le Pouvoir à jurer sur l'autel de la Patrie de respecter les lois. La Raison, casquée comme Minerve, tient un lion en bride, et si l'on se reporte à l'*Iconologie* de Ripa traduite par Baudoin, on y verra une gravure identique.

Une vogue aussi persistante fait qu'on peut se demander si l'idée de donner le bonnet comme attribut à la Liberté n'a pas été suggérée aux artistes par le texte de l'*Iconologie*. Assurément, les monnaies romaines de l'Empire auraient pu la leur inspirer; mais les connaissaient-ils? La traduction de Baudoin leur offrait à moins de frais la science qu'ils n'avaient pas. Ils y apprenaient que les Romains, quand ils affranchissaient leurs esclaves, avaient l'habitude de leur mettre un bonnet sur la tête dans le temple de Feronia. Dans l'*Iconologie*, la Liberté porte d'une main un sceptre, symbole de puissance et, de l'autre un bonnet. Or, il est remarquable que les premières images de la Liberté ne soient pas figurées avec le bonnet sur la tête. La médaille gravée par Augustin Dupré, en 1776, pour célébrer la jeune Liberté américaine, représente la déesse tête nue; mais elle a près d'elle un bonnet soutenu par un sceptre : elle réunit ainsi les deux attributs que lui assigne Ripa. Aux premiers jours de la Révolution, la Liberté porte encore le bonnet au sommet d'un long spectre. C'est sous cet aspect qu'elle apparaît dans le *Serment du jeu de paume* de Monnet et dans le projet de colonne que Gatteaux voulait, dès 1789, élever sur l'emplacement de la Bastille

Le vieux livre conserva son prestige jusqu'à la fin de la Révolution, qui fut l'âge des allégories. Des gravures du Cabinet des Estampes, qui portent la date de frimaire an XII,

représentent encore la Discrétion et l'Amitié avec les emblèmes que leur donne l'*Iconologie*.

III

Le succès de Ripa est un étrange phénomène. Cet inconnu a régné deux cents ans et son livre s'est imposé à l'Italie et à la France. C'est que, pendant deux siècles, on crut, sans y regarder de trop près, que tout le génie allégorique de l'antiquité y était contenu. Ces symboles, qui prétendaient remonter si haut, en imposaient. En les adoptant, on pensait être dans la grande tradition de l'humanité. On ne s'apercevait pas que ce lourd amalgame ne ressemblait guère aux charmantes créations du génie antique. L'allégorie grecque était tout autre chose.

La Grèce, après avoir animé la nature tout entière, personnifia aussi ses rêves. A l'âge de la réflexion, quand ses vieilles divinités ne lui suffirent plus, elle donna une forme humaine à des dieux nouveaux, qui étaient ses désirs, ses élans vers la beauté, le bonheur, la justice. Les Lois vinrent parler à Socrate dans sa prison. Les artistes représentèrent la Sérénité, l'Harmonie, la Joie, la Santé. Sur les vases peints le Désir et la Victoire planèrent au-dessus de la tête des jeunes femmes. Les coroplastes modelèrent des statues de jeunes filles dominées par la figure de l'Amour. La Grèce fut toujours platonicienne et crut à la réalité des Idées. Ses allégories ne furent jamais de tristes abstractions, elles restèrent toujours chaudes du souffle qui les anima. Peut-on rien imaginer de plus noble et en même temps de plus vivant que la Paix de Céphisodote portant un enfant souriant qui est la Richesse. Même à l'époque alexandrine, les allégories inventées par le génie grec ne furent pas des figures sans vie, alourdies par des attributs. Quelle poétique création que ce Nil majestueux, entouré de seize petits génies, qui symbolisent les seize coudées de l'inondation, et semblent montrer aux yeux la fécondité du fleuve! Cette gracieuse imagination grecque restait encore créatrice au commencement de l'ère impériale. Au Musée du Vatican, le golfe enchanteur de Baïa, avec sa ceinture de vignes, est personnifié par une divinité marine : des grappes de raisin font une couronne à ses cheveux et des dauphins se jouent dans les vagues de sa barbe. Charme éternel de la Grèce, qui embellit encore d'un sourire les dernières œuvres du monde antique!

Les allégories des grands siècles du moyen âge furent, elles aussi, plus belles et plus profondes que les allégories de Ripa. La bataille des Vices et des Vertus sculptée à la façade de nos églises romanes, bien qu'empruntée au poème de Prudence, eut une haute signification. Elle fut une image de cette lutte intérieure, de cette éternelle psychomachie, que le christianisme était venu apporter au monde. Au XIII[e] siècle, les nobles images de Vertus, qui décorèrent le portail des cathédrales, exprimèrent une doctrine, furent en parfaite harmonie avec l'enseignement de l'Église. On y retrouve encore aujourd'hui la pensée de Pierre Lombard et de saint Thomas d'Aquin.

C'est au déclin du moyen âge, au XV[e] siècle, que l'on vit apparaître des figures de Vertus, surchargées d'attributs étranges, véritables énigmes qu'on a toutes les peines du monde à deviner. C'est alors que la fantaisie de l'individu se substitua au grave enseignement d'autrefois. Il y eut au XV[e] siècle, comme nous l'avons montré ailleurs, un inconnu, véritable précurseur de Ripa, dont les fantaisies s'imposèrent aux artistes.

Ripa continua cette tradition. Il fut souvent aussi pédant que l'anonyme, qui persuada aux artistes du XV[e] siècle de représenter la Tempérance avec des lunettes et l'Espérance avec un bateau sur la tête. Mais Ripa fut sauvé par sa connaissance de l'antiquité. Puéril quand il invente, il est noble quand il se souvient. C'est cette noblesse, que son mauvais goût ne parvint pas à étouffer, qui fit la fortune de son livre. Le génie grec y jette quelques éclairs. Les artistes eurent souvent plus de tact que lui et s'attachèrent de préférence à ce qu'il leur offrait de meilleur. Néanmoins, son livre a donné à l'art du XVII[e] siècle quelque chose d'artificiel et de froid. Ces allégories toutes préparées, cette langue toute faite dispensaient trop souvent les artistes de penser. C'est à peine si les plus grands réussirent à animer ces formules. On pourrait croire que les allégories de Versailles représentent un aspect de l'esprit français du XVII[e] siècle : en réalité, elles expriment le goût italien de la fin du XVI[e] siècle. Mais si elles eurent chez nous une si longue fortune, c'est sans doute qu'elles ne choquèrent personne. Les critiques de l'abbé Dubos, pour qui les allégories de Versailles étaient « des énigmes plus obscures que celles du Sphinx », demeurèrent isolées et furent sans effet. Une pareille vogue ne peut s'expli-

quer que par la complaisance du public cultivé; le XVIIe et le XVIIIe siècle furent complices du succès de Ripa.

C'est dans les premières années du XIXe siècle que les artistes cessèrent de feuilleter le vieux dictionnaire des allégories qui leur avait paru si longtemps indispensable. Houdon, mort en 1828, avait encore une *Iconologie*, que possède aujourd'hui la Bibliothèque de la Sorbonne. Mais, bien avant cette date, les noms de Ripa et de Baudoin étaient déjà profondément oubliés. L'allégorie ne mourut pas avec eux, car l'allégorie est immortelle. L'art ne saurait se passer de ces graves déesses qui incarnent les grandes idées pour lesquelles les hommes meurent : Patrie, Science, Foi, Justice. Dans l'art moderne, l'allégorie ne fut plus le signe d'une écriture consacrée, mais la création d'un esprit. Elle ne fut que trop souvent morne et glacée, mais elle apparut parfois rayonnante de pensée et d'émotion. On ne créa plus une allégorie avec des recettes, mais avec de l'âme. Prud'hon, qui, comme un Grec, eut en partage à la fois la grâce voluptueuse et la grandeur, donna à la Justice et à la Vengeance divine poursuivant le crime la majesté calme et terrible des Érinyes. Rude, qui fut si près du peuple, qui eut ses enthousiasmes et ses généreux élans, qui arborait fièrement en 1815 la cocarde tricolore de 1792, semblait prédestiné à créer la plus sublime des allégories : la Patrie menacée appelant ses fils. Puvis de Chavannes, âme virgilienne, n'eut pas besoin d'attributs pour faire reconnaître les Muses dans le bois sacré : des attitudes harmonieuses lui suffirent et la douce lumière du monde des esprits.

Ces exemples font sentir ce qu'il y eut d'artificiel dans l'allégorie du XVIIe siècle. Ne nous montrons pourtant pas trop sévères pour le Dominiquin, pour l'Albane, pour Bernin, pour Lesueur, pour Lebrun. Ils surent ennoblir les abstractions de l'*Iconologie*. Quelque jugement, d'ailleurs, que l'on porte sur leurs œuvres, il importe de les comprendre ; et pour les comprendre il sera toujours nécessaire de recourir au livre de César Ripa.

ÉMILE MÂLE.

SOUVENIRS D'UNE PETITE FILLE

QUATRIÈME PARTIE (1)

— Ah !... à propos, dit Jeanne, le Maréchal est venu hier à la maison inviter Maman, et Marie, et ma tante et mes cousines Braccini à venir goûter au Palais jeudi...

— Et pas toi?

— Si, moi aussi... Naturellement, il va vous inviter, ta mère et toi... mais il y aura d'autres enfants...

— Tant pis ! on s'amuse que quand on est qu'nous deux.

— D'autant plus que c'est le moment où il va falloir penser à marcher sur la queue des paons... J'ai trouvé hier une plume sur la terrasse de la Pépinière, le long de la grille du parc... C'est la mue qui commence...

Je répondis, l'air navré :

— Fini aussi, d'marcher sur les plumes... y a plus mèche !

— Pourquoi dis-tu ça ?

— Parce que j'avais oublié de te raconter que le Maréchal est venu dimanche voir Grand mère... Alors, pendant qu'ils causaient, y avait une mouche qui se posait tout le temps sur son crâne, il paraît ! Et il tapait avec sa main pour l'attraper... et y la ratait. Alors Grand mère lui a offert, pour la chasser, un des éventails que ta sœur lui a faits avec les plumes que nous apportons du Palais.

Depuis deux ans que le Maréchal nous avait ouvert son parc, nous cueillions, au moment de la mue, les plumes des paons. Les plantons nous avaient appris que quand les queues

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 mars et du 15 avril.

traînent, il suffisait de poser doucement le pied dessus, pour en détacher la presque totalité des plumes. Les paons ne s'en apercevaient même pas. Nous apportions à la maison et chez les Ambert ces plumes, et Marie en faisait, en les montant sur des manches d'ivoire, de très jolis écrans. Or, ce dernier dimanche, le Maréchal avait dit, en tiquant sur celui que Grand mère lui offrait :

— C'est curieux, madame de Gonneville... J'ai des paons, et je n'ai jamais eu de plumes... Vous, vous avez des plumes et vous n'avez pas de paons...

Grand mère, qui était convaincue que le Maréchal ou le général Anselme nous avait donné les plumes, était restée médusée, n'osant rien dire. Et le soir, brusquement interrogée, j'avais naturellement tout avoué.

Jeanne était consternée. Elle me dit :

— Comment, tu as avoué que nous marchons sur les queues?

— Non... je n'ai pas donné de détails... j'ai seulement dit que nous ramassions les plumes dans le parc... D'ailleurs Grand mère doit s'entendre avec ta mère pour rendre les écrans. C'est nous qu'on enverra les rapporter... Seulement, c'est fini d'rire... on peut plus non plus s'amuser à ça...

Jeanne, qui pensait déjà à la honte de rapporter les écrans au Palais, déclara avec amertume :

— C'est triste de vieillir! On n'a que des déceptions! Après la gouttière, les plumes et le Sacré-Cœur... après le Sacré-Cœur, Versailles!

— Encore, Versailles, ça sera peut-être amusant! On dit que c'est très beau... Tandis que le petit Sacré-Cœur, ça doit être une boîte dans qué'qu'sale rue d'ici que j'connais même pas...

Je m'imaginais une sorte de prison avec des petites fenêtres, du silence, et des religieuses errant à pas feutrés dans des corridors sombres. Des religieuses noires comme les sœurs de l'Espérance, qui habitaient près de la cathédrale une lugubre maison. Grand mère connaissait une vieille dame qui y demeurait, et elle m'y amenait quelquefois, me faisant attendre dans une sorte de cour plantée, qui ressemblait à un puits, pendant qu'elle faisait sa visite.

— A propos de Versailles, dit Jeanne, les Ackermann sont

déplacés aussi... Hier, ils sont venus faire leur visite d'adieu.

M. Ackermann était le receveur général de Nancy. C'était un homme anguleux, au nez busqué. Sa femme n'était pas anguleuse, mais elle était encore plus busquée que lui. Très élégante, habillée avec goût, aimable, très femme du monde, elle recevait beaucoup et très bien. J'apercevais de temps en temps Mme Ackermann, quand elle venait voir Grand mère le dimanche. Quelquefois aussi, Grand mère m'avait emmenée avec elle quand elle faisait une visite à la Recette générale. Elle me laissait alors dans le jardin assez triste, mais qui me semblait admirable, et où je trouvais comme compagnon ce que je préférais à tous les enfants, un gros chien. Car, sauf Jeanne Ambert que j'aimais de tout mon cœur, et d'autres amis, — Raymond et Mimi de Morville, desquels je n'ai pas encore parlé, — je n'éprouvais aucun plaisir à rencontrer d'autres enfants. Seule, je ne m'ennuyais jamais. Avec eux, je m'ennuyais presque toujours, parce que je me gênais. J'étais la petite fille dressée par des parents très bien élevés, mais qui a d'instinct horreur de ce qu'on appelle « le monde ». Je ne sais pas bien faire comprendre ce que j'éprouvais, mais quand, par exemple, j'entendais Grand père, ou Grand mère, ou n'importe qui dire, en parlant de quelqu'un de nouvellement rencontré et dont on annonçait la venue : « Vous verrez, il est charmant... C'est tout à fait un homme du monde!... » Je pensais : « Ça va être un monsieur embêtant! » Et, rarement, je me trompais, parce que, à moi, le monsieur n'apportait rien de vraiment intéressant. S'il était bien tourné et bien habillé, je le regardais avec beaucoup de plaisir pendant quelques instants. Déjà, très petite, j'avais le culte de ce qui est beau, joli, élégant et distingué, et une sorte d'horreur instinctive et presque maladive pour la laideur et la vulgarité. Mais une fois le plaisir des yeux passé, le monsieur qui n'était qu'un homme du monde sans plus, me paraissait négligeable.

***

Celui de mes cousins que j'aimais le plus, c'était Henry, celui qui m'avait coupé mes boucles, et je l'admirais sans restriction. Il était charmant physiquement et plein d'esprit, mais le contraire d'un homme du monde. De même que sa mère, la tante Eugénie, sœur de Grand mère, qui avait été

splendide et qui avait tout à fait bon air, était pleine d'esprit et de belle humeur, mais absolument réfractaire aux formalités mondaines et aux façons correctes alors en usage. Deux ou trois ans auparavant, l'abbé Duplessis avait été nommé curé de Sainte-Geneviève de Lunéville, et Henry, devenu garde général des Eaux et Forêts, avait demandé Lunéville où il retrouvait son cher abbé. Quelquefois j'allais pour deux ou trois jours chez tante Eugénie, et c'étaient des jours vraiment heureux que je passais entre elle et sa femme de chambre Pauline, l'abbé Duplessis, des officiers amis d'Henry, et son chien Bog, un grand Saint-Germain qui, toute la journée, jouait à me renverser et y parvenait sans peine, Pauline me faisait des robes superbes pour une grande poupée appelée « Mathilde » que, d'ailleurs, je ne regardais jamais. L'Abbé m'emmenait déjeuner à la cure avec ses trois vicaires, et Henry, au retour de sa tournée en forêt, me flanquait une pile sous prétexte de m'apprendre à boxer.

Les visites à tante « Ugénie », comme on disait dans la famille, étaient la récompense promise pour me faire vaguement travailler. Je m'amusais follement chez elle. Or, depuis six mois, il m'avait fallu déchanter. L'oncle Adolphe, — l'ambassadeur, — que ça ennuyait de voir son nom disparaître avec lui, avait, par suite de je ne sais quels arrangements, donné à Henry le nom et les armes des Bacourt. Peu de temps après, Henry s'était marié, et la jeune fille, charmante d'ailleurs, qu'il avait épousée, était précisément le type achevé de la femme du monde de province. Fine, élégante, distinguée, un peu précieuse même, Marie avait dû se croire transportée chez des sauvages. Élevée à Bayeux, dans une des plus anciennes familles de Normandie, au milieu de gens parfaitement corrects et vieux jeu, elle tombait précisément sur le mari et la belle-mère les plus étonnamment fantaisistes que l'on pût trouver. Tout de suite, le choc se produisit, et ce fut la petite femme délicate et frêle qui le supporta sans broncher, alors que les deux autres en demeuraient aplatis. Dès lors, la maison si gaie de tante Eugénie était devenue lugubre. La première fois que j'y entrai, après sa transformation, je demeurai figée à la porte du salon que je ne reconnaissais presque pas, mais qui, à vrai dire, était très embelli.

Marie, habillée d'une jolie robe de soie grise, voilée de mous-

seline brodée, était à demi étendue sur une chaise longue. Deux officiers de cuirassiers, que je connaissais bien, parce qu'ils s'occupaient d'ordinaire gentiment de moi et de Bog, étaient là, raides comme s'ils eussent avalé leurs sabres. Seule, la tante Eugénie restait immuable dans sa robe de soie changeante à volants, assise devant le métier où elle faisait d'admirables broderies. En général, elle copiait des gravures en couleur d'Hubert Robert, et faisait des panneaux à enchâsser dans des trumeaux et des dessus de portes qui étaient des merveilles. Quand il me fallut absolument avancer, j'entendis crier le parquet sous mes pas, et il me sembla que c'était la première fois qu'il criait. Après avoir dit bonjour à ma nouvelle cousine, et serré la main à mes amis officiers qui semblaient à peine me reconnaître, j'allai m'asseoir sur un tabouret aux pieds de tante Eugénie. Et, tout de suite, je demandai, surprise de ne pas voir le chien :

— Où est donc Bog?

— Pschttt! murmura la tante. Faut pas parler quand il y a des visites!

Je restai baba. Des visites!... M'sieur Brottier et m'sieur d'Féligonde! des camarades intimes d'Henry! et de moi... autrefois, car aujourd'hui ils avaient pas beaucoup l'air de me voir...

Je les regardais. Ils n'avaient pas non plus l'air de s'amuser, et même je surpris, à ma grande joie, des signes qu'ils se faisaient quand ma cousine ne les regardait pas.

— Allons-nous-en! semblait dire m'sieur d'Féligonde.

Et je devinais que le capitaine Brottier répondait :

— Eh bien! lève-toi!... je ne demande que ça!

A la fin, ce fut M. de Féligonde qui se décida.

Il dressa soudain sa haute taille, heureux de se détendre enfin, et, les talons rapprochés, correct et froid, il baisa la très jolie main couverte de bagues que lui tendait Marie, en disant :

— Puisque Bacourt ne rentre pas, nous craindrions d'être importuns en vous encombrant plus longtemps...

Le capitaine Brottier répéta exactement le même mouvement, et ils sortirent comme on sort au théâtre, à trop grands pas, d'un air « pas naturel »...

Alors, sans me gêner, je demandai à tante Eugénie :

— Qu'est-ce qu'ils ont donc?

Elle me lança, sans répondre, un regard suppliant, mais Marie avait entendu et elle questionna :

— Qu'est-ce que vous voulez dire?

Vous !... C'était la première fois que quelqu'un me disait vous dans la famille. Je répondis paisiblement, me mettant sans m'en rendre compte au diapason, et ne me doutant pas de l'orage que j'allais déchaîner :

— Madame, j'ai demandé ce qu'avaient m'sieur de Féligonde et m'sieur Brottier, parce que je ne les ai jamais vus comme aujourd'hui... C'est vrai, ordinairement ils sont gais, ils blaguent avec tante Eugénie... ils rient... Aujourd'hui, ils avaient des binettes à la désastre, et ils parlaient comme s'il y avait un malade... Alors...

Brusquement, ma nouvelle cousine abandonna sa pose nonchalante, et dit d'une voix acidulée :

— Il est possible que ça les gêne d'avoir une attitude correcte... Mais je leur ai fait entendre qu'ils ne se tiendront plus ici à l'avenir, comme s'ils étaient au corps de garde... et j'espère qu'ils l'ont compris...

Je répondis, sans malice :

— Ils en ont l'air, toujours !

— Je vois, dit Marie qui se leva, que je détonne dans cette maison !

Et elle sortit majestueusement.

Je fis : Ouf !...

— Oh !... Mon Biby ! me dit tante Eugénie, qui avait les larmes aux yeux, il ne faut pas prendre ce ton-là avec ta cousine. Nous avons eu tort, Henry et moi, de donner à la maison une allure un peu trop libre. Les amis d'Henry en ont peut-être abusé... Ta cousine est accoutumée à d'autres façons chez elle.

— Mais puisqu'ici c'est chez vous, tante Eugénie...

— Non, mon petit... C'est moi qui suis chez Henry... maintenant qu'il est marié...

— Alors, je suis chez elle? Tante Eugénie, j'veux m'en aller tout de suite...

Et comme l'abbé Duplessis entrait, je me précipitai sur lui.

— Ah ! m'sieur l'Abbé ! Quelle veine ! Vous allez m'emmener.

La bonne figure toujours épanouie du curé s'était faite sérieuse en voyant les yeux rouges de la tante et mon agitation. Il demanda :

— Tu n'as pas été sage, je parie ?

— Si, M'sieu l'abbé ! C'est-à-dire, j'ai été comme je suis toujours ! Mais j'ai plus des manières pour ici... Alors si j'reste jusqu'à vendredi... deux jours et demi... qu'est-ce qui arrivera ? J'veux pas y penser !

— Je vais demain déjeuner à Nancy à l'évêché, je peux te reconduire, proposa l'abbé. Je dirai que ton Grand père m'a envoyé une dépêche...

Le brave homme comprenait que ma présence serait une source de tracas pour la pauvre tante et pour son cher Henry. A ce moment, ma cousine rentrait. Elle réprima le mouvement d'impatience que lui causait la présence du curé de Sainte-Geneviève, et lui dit très gentiment bonjour. Alors l'Abbé fut magnifique ! Il dit, avec une aisance, une jovialité, une bonhomie et un naturel admirables :

— Ma chère petite Dame, si je tombe chez vous à l'heure où je devrais être rentré à ma cure, c'est que le Grand père de cette enfant-là m'a télégraphié pour me demander de la lui ramener demain matin... Il sait que je déjeune à l'évêché et il viendra la prendre à l'arrivée du train...

— Je croyais, dit Marie, que Sibylle devait rester avec nous jusqu'à jeudi...

— Parfaitement, elle devait rester ; mais on a oublié que... qu'il y avait le... le concours des élèves de Batta... demain... de bonne heure... et qu'il faut absolument qu'elle soit là...

Je pouffais en dedans. Le concours des élèves de Batta ! Il tombait bien, le bon Abbé, quant au choix du motif de mon retour précipité. Marie, d'ailleurs, semblait accepter très volontiers la chose, si bien même que l'Abbé s'enhardit :

— Vous ne voudriez pas me la prêter pour dîner ce soir ? demanda-t-il d'un air calin. J'ai des perdreaux qu'Henry m'a envoyés, et un magnifique gâteau que le pâtissier m'a donné à l'occasion du baptême de son enfant... Ça me ferait plaisir d'avoir Sibylle... et à mes vicaires aussi... la petite est rigolote et elle nous amuse beaucoup...

— Elle fera ce qu'elle voudra, répondit Marie, je ne veux pas être un obstacle à votre plaisir et au sien...

Le soir, quand l'abbé Duplessis me ramena, Marie, fatiguée, était rentrée chez elle, et il n'y avait au salon que la tante

Eugénie, Henry et Bog. C'était, en apparence, comme autrefois, et pourtant « ça n'était plus ça ! »

C'est ce que j'expliquai de mon mieux à l'Abbé, assise en face de lui dans le train qui nous emmenait à Nancy.

— Monsieur le curé, je ne me sens plus à mon aise... Dites à la maison qu'il ne faut plus qu'on m'envoie à Lunéville, voulez-vous? Si c'est moi qui le dis, on ne m'écoutera pas.

— Mon petit, tu as tort de te buter comme ça... Ta cousine est parfaite, c'est une femme du monde accomplie...

Je répondis :

— Justement, c'est bien ça !

Je ne devais plus revoir jamais la vieille tante que j'aimais tant. Pour faire plaisir à sa femme, qui voulait être en Normandie, Henry se fit envoyer à Dieppe, où sa mère le suivit. Elle mourut quelques années plus tard sans être revenue en Lorraine.

***

— J'ai deux grandes nouvelles à t'apprendre, me dit Jeanne en arrivant un jour à la maison. La première, c'est que Papa va probablement rester six mois de plus ici... Oui... à la suite du retour des troupes d'Italie (il venait d'y avoir la guerre) on fait des changements, des remaniements, enfin je ne sais quoi, et Versailles n'est pas encore libre... L'autre nouvelle, tu la sais peut-être déjà?

— Je ne pense pas ! Dis?

— Eh bien ! c'est que tu ne seras mise au Petit Sacré-Cœur que dans un an.. Le savais-tu ?

— Pas du tout ! Mais toi, comment le sais-tu?

— Parce que, ce matin, je suis sortie avec Papa, et nous avons rencontré ton Grand père qui lui a dit que les Jésuites allaient habiter la maison du Petit Sacré-Cœur. Du moins, je crois que c'est bien ce nom-là qu'il a dit? Tu les connais?

— Non, mais je connais leur nom ! Je l'ai déjà vu, je ne sais pas où... vu ou entendu... Et alors?

— Et alors, le Petit Sacré-Cœur se fond avec le grand. Mais c'est trop loin pour qu'il y ait des externes... Il n'y aura plus que des demi-pensionnaires qu'on viendra prendre avec un omnibus et qu'on ramènera le soir... Tes parents trouvent

que c'est trop long, et qu'il faut partir de trop bonne heure... alors ils ont décidé d'attendre encore un an...

Je dis : « Chouette !... » et je piquai une « chandelle », c'est-à-dire un saut en hauteur, les talons serrés et les bras collés au corps.

Au déjeuner, on parla tout le temps des Jésuites. Grand mère raconta avec admiration qu'ils faisaient des travaux considérables dans la maison du cours Léopold, et j'appris ainsi que le Petit Sacré-Cœur avait été là, et non pas dans les vieux quartiers tristes où mon imagination le situait. Grand père dit :

— En effet, j'ai rencontré tout à l'heure les Marnésia qui m'ont dit que tout allait être mis à neuf... Il y a une nuée d'ouvriers... Dans quelques jours, tout sera terminé. Les Jésuites sont, paraît-il, pressés de s'installer...

J'étais dressée à ne pas faire de questions et, d'une façon générale, à ne pas parler à table. Je n'étais pas non plus curieuse et, sans demander d'explications, je me forgeai une idée de ces Jésuites desquels j'entendais parler. Ce devait être des amis des Marnésia, puisque les Marnésia connaissaient leurs projets. Le marquis et la marquise de Marnésia étaient des amis de mes grands parents. Ma mère elle-même allait volontiers chez eux. M. de Marnésia était un grand bonhomme très distingué, et sa femme immense, très brune, avec de longs yeux noirs, s'habillait à ravir et avait très grand air. Le frère de M. de Marnésia était chambellan de l'Empereur, et ils étaient très bonapartistes, ce qui contribuait à me les faire aimer. Ils habitaient un vieil hôtel place Saint-Georges, et le château de Lénoncourt, à trois lieues de Nancy. Comme le Maréchal, ils aimaient les enfants, et, n'en ayant pas, ils attiraient chez eux ceux des autres.

Je pensai : « Puisque les Jésuites, c'est des amis des Marnésia, ils sont peut-être gentils comme eux. » Je dis à Jeanne :

— Probablement, la première fois qu'on ira à Lénoncourt, on verra les Jésuites...

— C'est possible ! répondit-elle avec indifférence ; dans tous les cas, je sais qu'il y a une fête chez eux le 25... Maman et Marie ont dit qu'il y aurait de la très belle musique...

Quelques jours après, comme le vieux Claude m'emmenait chez ma tante de la Salle qui demeurait cours Léopold, au coin de la rue du Haut-Bourgeois, je vis une longue file de

voitures arrêtées en face de l'autre côté du cours. Je dis à Claude :

— Qu'est-ce qu'il y a donc là?

Il me répondit :

— Je ne sais pas... C'est du monde qu'est chez les Jésuites, bien sûr...

Jeanne de la Salle, qui venait au-devant de moi, coupa court à la conversation et me conduisit à sa mère. La tante Pauline était assise contre la fenêtre du salon et semblait considérer avec intérêt ce qui se passait en face. Je demandai :

— Qu'est-ce qu'il y a chez les Jésuites?

La tante répondit aigrement :

— Une fête, je suppose... Il y en a d'ailleurs presque tous les jours depuis qu'ils sont là...

Je pensai : « L'a pas l'air content!... C'est probablement parce qu'elle est pas invitée... »

Jeanne me fit monter dans sa chambre. Elle n'avait que dix-huit mois de plus que moi, mais elle paraissait avoir vingt ans. Elle était très belle, d'une beauté classique, dont elle avait conscience et qu'elle respectait. Jamais elle ne courait, ni ne criait, ni ne chiffonnait ses robes. Elle ne jouait pas et ne riait jamais. Ses mains, très belles aussi, n'avaient jamais une tache d'encre, et ses ongles étaient roses et polis. Elle travaillait à merveille et se faisait elle-même des robes compliquées qui me remplissaient d'une respectueuse admiration. Non pas que j'eusse voulu en avoir de semblables, je me serais fait l'effet d'un chien savant, mais, sur Jeanne, je trouvais magnifiques ces belles étoffes brillantes.

En entrant dans sa chambre, je vis une grosse lorgnette de courses qui était posée sur la fenêtre et elle me dit :

— Si tu veux, nous allons nous amuser à regarder les toilettes, quand on sortira de chez les Jésuites. Je les ai déjà vues quand on est entré...

Étant petite, j'étais très myope, mais on ne s'en était jamais avisé, parce que, paraît-il, la forme de mes yeux n'indiquait pas du tout cette myopie.

Elle me tendit la lorgnette et me demanda :

— Tiens, justement voilà des dames qui sortent. Qui est-ce?

Je répondis :

— Je ne vois pas du tout... Regarde, toi!

Elle sauta sur la lorgnette d'un mouvement vif qui tranchait avec son allure accoutumée, et dit :

— C'est madame de Bouvier... et madame de Mitry..., madame de Mitry va passer par ici, si elle rentre chez elle..., d'ailleurs, elle est toujours mal habillée...

— Oui, peut-être... Mais elle est si charmante!

Jeanne déclara, péremptoire :

— On n'est pas charmante avec un nez comme ça! Son nez est encore plus long que le tien...

— C'est possible! mais je sais bien que, si je pouvais choisir quelqu'un à qui ressembler, c'est elle que je choisirais...

Jeanne ne m'écoutait plus. Complètement emballée, les coudes calés sur l'appui de la fenêtre, elle regardait éperdument la sortie des belles dames qu'elle nommait au passage :

— Madame de l'Espée... et madame de Vaugiraud... madame des Réaulx, madame de Saint-Ouen, madame de Montangon et Marie... madame de Scitivaux et ma tante d'Hoffelize... Depuis que les Jésuites sont là, elle devient un peu plus folle tous les jours, la tante d'Hoffelize... Ma mère dit qu'ils lui ont jeté un sort... et d'ailleurs Xavier aussi le dit...

La comtesse d'Hoffelize, son fils Xavier et sa fille Alice étaient les derniers représentants d'une des plus anciennes familles de Lorraine. Très originale, très dure pour ses enfants, d'une piété bizarre, Mme d'Hoffelize m'inspirait une antipathie et une terreur irraisonnées, mais invincibles.

— Elle n'a plus d'yeux que pour les Jésuites, continuait Jeanne. Elle ne pense qu'à eux, ne parle que d'eux, et leur envoie tout le gibier que Xavier tue... Dans tous les cas, moi, je ne me plains pas, car ce qu'ils ont égayé la vie du quartier!

Le soir, à table, Grand mère me demanda :

— T'es-tu bien amusée chez Jeanne de la Salle?

Je dis :

— Non... pas beaucoup... On a joué à regarder les gens sortir de chez les Jésuites...

— Ah! c'est vrai! dit Grand mère. Il y avait une fête chez eux aujourd'hui... et c'est dans leur chapelle qu'on entend la meilleure musique de Nancy.

Je demandai, étonnée :

— Ils ont une chapelle?

— Mais naturellement!

— Une chapelle pour eux tout seuls! Mâtin! C'est des gens bigrement chics!

— Tu me feras le plaisir, s'écria Grand père horripilé, de ne pas dire : « mâtin »... ni « bigrement », ni « chic »... Tu sais que je déteste ces façons-là! Et puis, pourquoi as-tu l'air de tomber des nues parce que les Jésuites ont une chapelle?

— Parce que c'est la première fois que je vois ça!

Et comme Grand mère est très pieuse et qu'elle passe énormément de temps à l'église, je conclus :

— Ce que ce serait commode pour vous, hein, Grand mère?

— Quoi?

— Ben d'avoir une chapelle...

Ma mère me regarda en haussant les épaules, et déclara :

— Il y a vraiment des jours où cette enfant est stupide!

J'ouvrais des yeux ronds. Grand père devina vaguement le malentendu et me demanda :

— Qui donc crois-tu que ce soit, les Jésuites?

Je flairais, moi aussi, une gaffe, et je répondis en hésitant :

— Dame! je crois que c'est des gens...

— Des gens comment?

— Ben des gens comme les Marnésia ou les Scitivaux, ou...

— Les Jésuites, expliqua brièvement Grand père, c'est un ordre... un ordre religieux...

Grand mère acheva avec componction :

— L'ordre le plus grand et le plus beau du monde...

— Ça, dit Grand père, c'est une affaire de goût!

J'étais vexée. Je me rendais compte que j'avais été grotesque. En même temps, je me souvenais nettement tout à coup où j'avais vu ce nom de Jésuite que je n'avais pas tout de suite reconnu. C'était en feuilletant un volume de Pascal quand j'arrangeais les livres de l'oncle Adolphe... Quel volume?... Un vert foncé... avec des fers superbes... une vieille reliure... à droite de la troisième fenêtre sur le deuxième rayon... Et je pensais : « C'est Pascal qui était là, le dernier dans le coin. Oui... C'est bien ça sûrement... mais dans quel volume? »

L'oncle Adolphe était à Nancy pour l'instant. Mais quand avait commencé la fâcheuse conversation sur les Jésuites, il avait quitté la table déjà. Il ne mangeait le soir qu'un œuf poché dans du bouillon et de la marmelade de pommes, et

il était entendu qu'il n'attendait pas la fin du dîner, au cours duquel il aurait regardé manger les autres.

A huit heures, au lieu de monter directement me coucher, j'entrai chez l'Oncle qui déjà travaillait à son bureau. Il me demanda, bourru :

— Qu'est-ce que tu veux?

— Oncle Adolphe, voulez-vous me prêter un volume de Pascal?

— Un volume de Pascal, dit l'oncle étonné, pourquoi faire?

— Pour chercher quelque chose dedans.

— Lequel?

— Justement... je vais vous demander de me dire lequel... C'est celui où il y a des affaires sur les Jésuites...

— Les *Provinciales*?

— Peut-être bien... Je sais que c'est dans un des Pascal, mais je ne sais pas du tout lequel...

— Qu'est-ce que tu veux chercher? Ce n'est pas un livre pour les enfants...

— C'est inconvenant?

— Ce n'est pas inconvenant, mais tu n'y comprendrais rien... Laisse-moi tranquille... Ah!... à propos!... elles sont bien mal copiées, tes lettres de ce matin : celle de monsieur Molé peut aller, mais celle de monsieur Guizot est illisible...

— Ben, je la recommencerai, oncle Adolphe... ou bien voulez-vous que je vous rende les dix sous?

L'oncle Adolphe, — qui continuait le travail vraiment gigantesque de mettre en ordre les Mémoires que le prince de Talleyrand lui avait légués, — me faisait copier toutes les lettres qu'il voulait conserver, et c'était ma copie qu'il épinglait ou collait dans le manuscrit. Il me donnait dix sous par lettre. Il y en avait de longues, celles de M. Thiers, par exemple, mais d'autres très courtes et, quelquefois, je gagnais dix ou quinze francs par jour.

Après avoir offert de rendre les dix sous, j'eus l'idée de proposer un autre arrangement :

— Voulez-vous, oncle Adolphe, je recommencerai la lettre et vous me permettrez de prendre le Pascal un instant...

L'Oncle me répondit, sans lever le nez de dessus ses papiers :

— Va te coucher!

Quelques jours s'écoulèrent pendant lesquels, à table, on

parla de plus en plus des Jésuites. On se ruait à leur chapelle, disait Grand mère, et leurs cinq messes ne suffisaient pas, parce que la foule était grande et la chapelle petite. Ma mère, qui allait très régulièrement à la messe le dimanche, mais que les offices de la semaine n'avaient jamais paru intéresser, annonça un matin l'intention d'aller à cinq heures à un salut chez les Jésuites. Le père Félix prêcherait et il y aurait de la musique admirable.

Je demandai innocemment à Grand père :

— Le père Félix, c'est-y le bassin qui prêchait à la cathédrale l'année dernière?

Grand mère ne comprit pas, mais Grand père dit, mécontent :

— Tu as une façon de parler tout à fait inconvenante...

Tandis que l'oncle Adolphe, étonné, demandait à son beau-frère :

— Comment? tu l'emmenais à la retraite du Père Félix?

— Je l'y ai emmenée deux ou trois fois pour ne pas écourter sa promenade, répondit Grand père, ça ne durait pas plus de trente-cinq minutes... et elle m'avait dit que ça ne l'ennuyait pas...

Je protestai avec véhémence :

— Parc'que j'croyais qu'ça ressemblerait au père Didon que je l'avais dit... Quand vous m'avez emmenée au père Didon, je m'suis pas embêtée, mais l'autre affreux ! Oh ! là là...

Il y avait eu deux retraites pour les hommes, prêchées à la cathédrale à quelques mois de distance, et Grand mère avait persuadé à Grand père qu'il ne pouvait pas se dispenser d'y aller. Je crois que ça l'amusait tout juste, d'autant plus que cela entravait plus ou moins la promenade de six kilomètres que nous faisions chaque jour ensemble. Deux ou trois fois, se voyant en retard si nous ne rentrions pas plus tôt, il m'avait dit :

— Si ça ne t'ennuie pas de passer une demi-heure à la cathédrale, nous ne serons pas obligés d'écourter notre promenade.

Et, naturellement, j'avais dit que ça m'était égal.

A cette retraite « pour les hommes », il y avait surtout des femmes, mais les premiers rangs étaient effectivement réservés aux hommes et j'étais flattée d'être seule parmi eux.

J'avais écouté attentivement le père Didon, grand, vigoureux et éloquent. Il m'avait empoignée comme les autres par ses beaux gestes et sa superbe voix. Mais le père Félix, dont

l'énorme tête dépassait à peine le rebord de la chaire, et qui, d'une voix blanche et sur un ton monotone, débitait un discours froid qui semblait appris, m'avait inspiré une véritable répulsion et aussi un immense ennui. Ce matin-là, j'entrevis la possibilité de nouvelles conférences, et je demandai, inquiète :

— Alors, il est ici ?

— Qui ? demanda Grand mère.

— Le père Félix ?

— Naturellement, puisque c'est lui qui est le supérieur de la maison de Nancy...

Comme je n'avais pas l'air de comprendre, l'oncle Adolphe m'expliqua :

— Jusqu'ici les Jésuites n'avaient pas de maison à Nancy... maintenant ils ont repris la maison du Petit Sacré-Cœur qui leur appartient et ils s'y sont installés...

Je demandai :

— Est-ce qu'ils sont beaucoup ?

— Il y a quatre Pères et le père Félix, dit Grand mère, très au courant, mais il y en aurait cinquante que ce serait encore insuffisant... Les confessionnaux sont assaillis... alors qu'à la Chapelle Ronde il n'y a plus personne...

En attendant que l'église Saint-Épvre fût terminée, notre paroisse était la chapelle du vieux Palais Ducal, dans laquelle sont les tombeaux des ducs de Lorraine. On l'appelait la Chapelle Ronde. Elle est immense pour une chapelle, mais infiniment trop petite pour une église, et elle donnait toujours l'impression d'être encombrée. Grand mère acheva :

— D'ordinaire, on se bousculait ; à présent, c'est comme si le feu y avait passé...

— C'est complètement ridicule, déclara Grand père.

Ma mère dit :

— Toutes ces histoires des Jésuites m'ont fait oublier que j'ai reçu tout à l'heure un mot de Gabrielle de Prez... Édith a la rougeole... et on a envoyé Yvonne chez sa tante d'Hoffelize pour qu'elle ne l'attrape pas...

Quand je sortis avec Grand père, à l'heure accoutumée, je lui dis :

— C'est moi qui voudrais pas être à la place d'Yvonne... Elle me fait peur, moi, madame d'Hoffelize avec ses vêtements noirs sans être en deuil et ses espèces de voiles sans être religieuse !

— Elle est du tiers ordre, répondit Grand père. Et puis, tais-toi ! la voilà !

En effet, Mme d'Hoffelize venait de surgir d'une boutique et piquait droit sur nous.

— Ah !... Monsieur de Gonneville ! C'est une vraie chance de vous rencontrer ! J'allais justement chez vous pour vous demander un service... J'ai ma petite nièce Yvonne pour quelques jours...

— Je sais, dit Grand père.

— Ah ! bon !... Cette petite qui n'a jamais été séparée de sa mère et qui ne peut pas se passer de sa sœur, est comme une âme en peine... elle pleure... elle s'ennuie... Et j'allais demander à madame de Gonneville de vouloir bien me donner la petite Sibylle pour la consoler un peu...

Elle se tourna vers moi, et sa figure revêche se fit presque aimable :

— Ça ne vous amusera pas beaucoup, ma petite fille, Yvonne est plus jeune que vous...

Je souriais bêtement, en lançant à Grand père un œil suppliant. Mais déjà il acceptait.

— Je vais conduire Sibylle chez vous, madame, on ira la reprendre avant le dîner...

— Non... donnez-la-moi... je rentre.

Elle se dirigea à grands pas vers le vieil hôtel qu'elle habitait rue du Haut-Bourgeois. Je courais presque pour la suivre. En arrivant, elle demanda au domestique :

— Où est mademoiselle Yvonne?

— Dans la cuisine, madame la Comtesse... où qu'elle est en train de regarder l'*pouésson*...

— Ah ! dit Mme d'Hoffelize, il est prêt, le poisson ?

— J'*croués* qu'oui... qu'on attendait qu'Madame pour l'conduire...

Le domestique avait l'air d'un paysan. Il se tenait gauchement les doigts écartés, les pieds en dedans. Mme d'Hoffelize expliqua :

— Il arrive des Vosges, je ne l'ai que depuis huit jours.

Et elle entra dans la cuisine où je la suivis. Yvonne, la bouche entr'ouverte, regardait avec des yeux ronds quelque chose qui m'était caché par les dos de la cuisinière et de la femme de chambre. Quand elles se déplacèrent, je poussai un cri d'admiration.

— Oh!... qu'il est beau!

C'était, allongé sur une planche recouverte d'une nappe pliée, et entouré de pommes de terre et de persil, le plus admirable poisson que l'on pût voir. Un de ces énormes brochets de la Moselle, dont la chair est comme du marbre et qui n'ont presque pas d'arêtes. A côté du poisson, sur la table, était un saladier de faïence lorraine rempli de sauce mayonnaise verte, infiniment réjouissante à voir.

— C'est Xavier qui l'a pêché chez Albert Cézar, explique Mme d'Hoffelize; alors, comme c'est justement vendredi, je l'envoie aux Pères pour leur dîner... Partez vite, Joseph! Vous avez la carte?

La cuisinière montra la carte de visite plantée dans le persil. Joseph prit sa casquette et ses gants...

— Allez au salon! les petites filles! dit Mme d'Hoffelize, qui nous fit sortir de la cuisine en nous chassant devant elle.

— Si tu veux, proposa Yvonne en entrant dans le salon, nous allons regarder partir le poisson?

Et nous fûmes nous embusquer à une des hautes fenêtres, le nez écrasé contre le carreau!

Presque aussitôt, Joseph sortit de l'hôtel, tenant à deux mains la longue planche sur laquelle reposait le brochet, recouvert d'une serviette. Nous le vîmes s'engouffrer dans la rue des Loups. Je dis :

— Par où donc va-t-il?... C'est pas le chemin pour aller cours Léopold... Il fallait monter la rue du Haut-Bourgeois tout simplement...

Yvonne expliqua :

— C'est qu'il ne connaît pas encore bien Nancy... Il va tourner dans la rue de la Manutention...

Mais Joseph passa devant la rue sans y entrer et disparut au bout de la rue des Loups. A ce moment, la femme de chambre se précipita dans le salon, où elle croyait trouver Mme d'Hoffelize, en criant :

— Madame la Comtesse! il a oublié la sauce!

La porte de la Tante s'ouvrit brusquement, tandis qu'elle demandait, effarée :

— Comment, il a oublié la sauce?... Eh bien! qu'est-ce que vous attendez pour aller la porter?... Courez vite!... vous ou la cuisinière, peu importe!... mais dépêchez-vous!

Quelques minutes plus tard, la femme de chambre revenait en disant :

— Je suis arrivée bien à temps!... le poisson n'était pas encore là!

— Pas encore là! s'écria Mme d'Hoffelize, affolée. Il lui sera arrivé quelque chose!... il l'aura laissé tomber!... il est tellement maladroit...

Je dis :

— Non... c'est qu'il a pris un mauvais chemin.... Nous l'avons vu qui filait par la rue des Loups...

— Madame la Comtesse lui a bien expliqué où c'était? questionna la femme de chambre, soupçonneuse.

— Mais non... Je lui ai dit : « Vous allez porter le poisson chez les Pères », et il m'a répondu : « Oui », sans rien me demander... Il avait l'air de savoir où c'était...

— Parfaitement!... son frère est convers chez les Dominicains... C'est sûrement là qu'il est allé...

— Mon Dieu! dit Mme d'Hoffelize, qui s'effondra sur un fauteuil, est-ce possible?

— Dame! expliqua la femme de chambre, pour lui, les Pères, c'est les Dominicains!

J'avais le fou rire, et je me cachais en restant le nez appuyé au carreau. Yvonne, douce et câline, cherchait à consoler sa tante :

— Ils mangeront des œufs durs avec la sauce verte, c'est excellent...

Elle fut mal récompensée de sa gentillesse. Mme d'Hoffelize la remercia d'un :

— Tais-toi, petite sotte! articulé de cette voix, coupante et blanche à la fois, qui contribuait à la rendre antipathique.

Tandis que, restée prudemment dans mon coin, je pensais :

« Faut absolument que je voie comment ils ont le nez fait, ceux qui n'ont eu que la sauce. »

***

Pendant quelques jours, les Jésuites furent un peu négligés à la maison, où l'on s'occupait, ma mère du moins, presque exclusivement de l'arrivée à Nancy du nouveau Receveur général, le baron de Soubeyran. Mme de Soubeyran allait, disait-on, beaucoup recevoir. Déjà sa fille, la comtesse de Beau-

champ, était arrivée chez elle avec ses enfants. C'était une grande femme, très élégante, qu'on avait aperçue faisant des courses dans la ville. La voiture de « la Recette » était bien attelée... Nicolas, notre domestique, avait averti Grand mère qu'un valet de pied était venu demander si Mme de Gonneville avait un jour et, si oui, quel était ce jour.

Et, le dimanche suivant, Mme de Soubeyran s'amena. J'étais dans le salon, où j'aidais, avec Jeanne et Marie Ambert, ma mère à servir le goûter, et je faillis, de surprise, lâcher l'assiette de gâteaux que je tenais. Je m'étais attendue à voir une femme comme Mme Ackermann, parce que les enfants jugent volontiers que les gens et les choses du même ordre doivent se ressembler. Et, au lieu de la femme à la mode, élégante et froufroutante que je rêvais, je voyais entrer en bombe une sorte de tas bizarrement fagoté, qui venait s'abattre à côté de Grand mère en soufflant, et en parlant aussi, heureusement, car tout ce que disait ce tas fut immédiatement pittoresque et charmant; et, surprenant pour moi, déshabituée, — depuis que je ne voyais plus tante Eugénie et Henry, — de cette fantaisie que j'aimais par-dessus tout.

Fille de Savary, duc de Rovigo, Mme de Soubeyran est l'être le plus cocasse et le plus imprévu qui se puisse voir. Elle dit tout ce qui lui vient à l'esprit, sans aucun souci de la qualité de l'interlocuteur. Elle s'agite, trépigne, se tortille avec une agilité qui surprend, étant donné sa lourdeur. Mais, en dépit de son énorme nez crochu et de sa bouche moustachue, cette vieille femme, aux traits heurtés et hommasses, aux yeux pétillants de malice, qui se coiffe comme une concierge, et s'habille on ne sait comment et d'on ne sait quoi, a quand même très bon air. Pour l'instant, elle dit à Grand mère, qui est baba de surprise :

— Je vous interloque!... Oh!... ne me dites pas que non!... J'ai déjà commencé une tournée de visites, et je vois bien que, partout, je produis le même effet... Ça s'explique... Je succède à une belle Madame, qui s'habillait à faire baver les anges d'admiration, et je suis toujours fichue comme l'as de pique... Il faut le temps de s'habituer à moi!... Est-ce que je ne verrai pas le colonel de Gonneville?... Canrobert et Pélissier m'ont dit que c'est ce qu'il y a de plus intéressant à Nancy?

Pendant la guerre d'Italie, — du moins, je crois que c'est

à ce moment-là, — le maréchal Pélissier avait remplacé Canrobert au gouvernement militaire de Nancy.

— Sibylle ! appelle Grand mère, va voir si ton Grand père est là ?

Mme de Soubeyran promène sur moi ses yeux brillants, ronds et mobiles comme ceux des perroquets, et dit :

— Tiens !... mais je la connais, cette drôle de petite fille-là !... Je la vois trottiner dans la ville comme un rat, avec un vieux domestique qui ne peut pas la suivre...

Puis, elle avise Marie Ambert, qui s'est approchée avec ma mère.

— Vous êtes mademoiselle Ambert, n'est-ce pas?... Je vous devine, parce que je sors de chez vous et que j'ai vu madame Ambert et sa sœur, madame Braccini, et vos deux cousines, qui sont grandes et belles comme vous... Et on m'a dit qu'il y a encore une troisième Braccini, qui est mariée... C'est beau des familles comme ça !... On m'avait dit aussi que vous étiez ici et que j'allais vous voir...

— Ma fille ! dit Grand mère, présentant ma mère, qui est restée en arrière.

— Ah !... parfaitement !... Je vous avais demandée aussi, madame de Mirabeau... et on m'a répondu que vous receviez avec madame de Gonneville... Ma fille, madame de Beauchamp, va venir vous voir tout à l'heure... Elle se permettra d'amener ses deux garçons, pour qu'ils fassent connaissance avec votre petite fille... Je n'ai pas voulu les amener avec moi... Quand on vient pour la première fois dans une maison, c'est ridicule d'entrer les uns derrière les autres, comme des canards qui ont avalé une ficelle... Vous ne trouvez pas?

Puis, comme je reste à la regarder et à l'écouter, elle me dit, bourrue :

— Eh bien ! et ce Grand père? On ne va donc pas le chercher?

Grand père est dans sa chambre. Il lit le *Journal des Débats*.

— Grand père, il y a madame de Soubeyran qui veut vous voir !

— Me voir? dit Grand père, ahuri, pourquoi ça ?

— Pac'que l'maréchal Canrobert et l'maréchal Pélissier lui ont dit que vous êtes ce qu'il y a de plus amusant à Nancy...

— Qu'est-ce que c'est que cette histoire-là ? grogne Grand père, tu diras que je suis sorti... que tu ne m'as pas trouvé...

— Grand père, vous avez tort de pas vouloir venir voir la vieille dame... Elle en vaut la peine... Elle a l'air intelligent comme un vieux singe, et elle est drôle comme tout... C'est la première vieille dame comme ça que j'vois!

Grand père replia son journal et se leva, en disant :

— J'ai connu son père, à ta vieille dame!... C'était un homme très brave, mais un vilain monsieur...

Je demandai :

— Qui c'était son père?...

— Le duc de Rovigo...

— Celui qui a fait fusiller le duc d'Enghien?

— Parfaitement!... Heureusement, tu apprends quelque chose en lisant à tort et à travers, car ça n'est pas en travaillant que tu t'instruis... Monsieur Duvaux est très mécontent de toi...

Nous arrivions au salon en même temps que Mme de Beauchamp y entrait avec ses deux enfants, Louis et Étienne. C'était une grande femme, aussi grande que Marie Ambert et les Braccini. Elle avait l'énorme nez de sa mère, des yeux moins vifs et l'air moins intelligent, mais on la devinait meilleure. Toute sa haute personne respirait la bonté. Elle avait une magnifique tournure et était parfaitement bien faite. Bien habillée aussi. Ce dimanche-là elle avait une robe à double jupe, en mousseline blanche, brodée de petits bouquets de roses, qui s'étendait sur une « cage » modérément large, mais qui rendait quand même la robe disgracieuse, et déformait la ligne en l'élargissant vers le bas. Un chapeau de bergère en paille d'Italie couvert de roses, et vaguement noué sous le menton par des brides de velours noir, était posé sur des cheveux bruns, épais et ondulés. Une cascade de boucles en sortait, couvrant le dos jusqu'à la taille. Une ceinture de ruban rose, très large, se nouait derrière, et retombait sur la jupe en larges coques étalées. Évidemment, ce n'était pas joli, joli, mais Marie Ambert était moins bien habillée encore, et ma mère avait une affreuse robe à « dispositions », c'est-à-dire qu'au bord de chaque volant, courait une « grecque » d'une autre couleur que le fond. Il y avait sept volants, qui tombaient sur une cage gigantesque. C'était purement hideux. La robe de Marie, en taffetas écossais, où le rouge dominait, était à double jupe, comme celle de Mme de Beauchamp. Au

lieu de corsage, une chemise Garibaldi en foulard, rouge « solférino ». Ses beaux cheveux châtains étaient enfermés dans une lourde résille de chenille rouge, qui s'étalait sur le dos, le cachant complètement. De toutes les affreuses modes du Second Empire, celle des résilles était la plus complètement enlaidissante et vulgaire.

Ma mère, qui ne l'avait pas adoptée, était coiffée en bandeaux « à l'impératrice », avec un chignon de nattes, qu'un seul peigne d'écaille retenait très bas sur la nuque. Elle était toujours assez mal habillée, parce que, d'abord, elle pouvait dépenser très peu d'argent, ensuite, parce que, en fait de toilette, elle n'avait, pas, à mon avis, très bon goût. D'ailleurs, elle se souciait peu de la mode, parce qu'elle avait beaucoup d'esprit, et n'aurait jamais porté les choses qu'elle jugeait lui aller mal. Pour moi, qui n'aimais que les femmes longues et minces de partout, la tournure de ma mère ne m'emballait pas, mais je voyais bien qu'elle était admirablement faite, et que, avec son joli teint frais, elle avait du brio et de l'éclat. Si sa taille n'avait pas été exagérément fine entre la poitrine et les hanches développées, je l'aurais admirée sans restriction.

A Nancy, les deux tailles célèbres étaient celle de ma mère et celle de Mme Alexandre, la femme du procureur général. Mme Alexandre avait, à mon gré, plus d'élégance et de souplesse, mais elle devait avoir au moins quinze ans de plus que ma mère et se coiffait avec des anglaises pour cacher sa figure, qui était complètement de travers, très laide et fanée. Mais elle s'habillait divinement. Elle avait une fille de dix-huit ans, bien tournée comme elle, et très charmante, sans être jolie. Ma mère n'aimait pas Mme Alexandre, et je crois que Mme Alexandre ne l'aimait pas non plus. On n'était pas, du moins, je le crois, en relations de visites, mais j'apercevais les Alexandre, chez les Ambert et chez ma cousine, la baronne Buquet, femme du maire de Nancy.

A peine arrivée, Mme de Beauchamp fut amenée dans la conversation à parler de Mme Alexandre, et elle loua, très fort, sa délicieuse tournure, en évitant de parler du reste. Et je me rendis compte tout de suite qu'elle devait être très bienveillante, parce que, habituellement, tous ceux qui parlaient de Mme Alexandre, après avoir vanté sa taille, ajoutaient : « C'est

dommage qu'elle soit si laide! » ou quelque réflexion analogue à celle-là.

Grand père causait avec Mme de Soubeyran et ne semblait pas du tout regretter le *Journal des Débats*. Elle devait alors avoir soixante-cinq ou soixante-dix ans, et Grand père, né en 1783, en avait soixante-seize. Tous deux avaient connu l'Empire et la Restauration, et avaient été mêlés aux événements de l'époque. Ils remuèrent, tout de suite, un tas de vieux souvenirs. Mme de Soubeyran avait des idées générales et des idées tout court, et les dames de Nancy ne pouvaient pas, évidemment, lui faire la pige. Grand père avait pourtant une amie, la baronne du Montet, qui était aussi une femme d'esprit, mais exquise et raffinée, et qui avait gardé les façons des anciennes cours.

— Mon bon colonel, disait Mme de Soubeyran, ce que je suis contente de vous voir!... Ah! nous allons en tailler, nous deux, des bavettes!... Je reçois le vendredi, c'est mon jour officiel, mais je suis toujours chez moi avant quatre heures, et j'espère bien que vous viendrez me voir souvent...

En parlant, elle avait sorti de dessous l'espèce de housse de soie noire, qui couvrait son corps râblé, une affreuse tabatière de corne, dans laquelle elle puisa, écrasant ensuite contre son nez gigantesque le tabac qui retombait en pluie sur sa vaste poitrine. Je la regardais, horrifiée. Elle s'en aperçut et dit à Grand père :

— Je vois que votre petite fille n'a jamais vu priser... Oh!... je sais bien que je retarde, mais ce n'est pas seulement une habitude, c'est un besoin... Si je ne prisais pas, je serais bête comme une oie...

Le maréchal Canrobert entrait en disant :

— Je vous amène le printemps...

Il chassait devant lui Marguerite et Hélène Braccini, les nièces de Mme Ambert, qui étaient, elles aussi, d'une étonnante beauté. Et il expliqua :

— Je suis allé faire une visite à cette bonne Mme Ambert, et j'ai retardé ainsi l'arrivée de ces deux jeunesses, qui devaient me maudire, parce qu'on les a forcées à rester pour m'offrir du thé, que j'ai en horreur...

Les yeux mobiles de Mme de Soubeyran allaient de Marie

Ambert à ses cousines avec une véritable satisfaction. A la fin, elle déclara :

— Je ne sais pas encore quel agrément offre Nancy au point de vue intellectuel, mais pour ce qui est de la joie des yeux, il est impossible d'être mieux servi !... C'est une vraie pépinière de jolies femmes... Madame de Ludre, madame de Mitry, mademoiselle de Klopstein, madame de l'Espée, mademoiselle de Villevielle, et vous trois, c'est vraiment épatant !

— Ma sœur et moi, nous ne sommes pas de Nancy, dit Hélène Braccini en riant, nous passons seulement un mois chez mon oncle et ma tante Ambert...

— Ah !... tant pis... tant pis !... Dans ce cas, je vais me dépêcher de vous avoir à la Recette générale...

— Moi aussi, dit le maréchal, je veux vous avoir... Voulez-vous me faire le plaisir de venir tous goûter au Gouvernement... Quel jour ?... Voyons !... Ah ! si le général Anselme était là... il me dirait tout de suite quel jour je peux choisir...

Il hésita un instant et reprit :

— Enfin, disons toujours jeudi, voulez-vous ? S'il y a quelque chose de changé, je vous avertirai. On goûtera dans le parc.

Il se tourna vers Mme de Soubeyran et Grand mère, et acheva, courtois :

— Si, toutefois, cela vous convient ?

— Mon Dieu ! dit Mme de Soubeyran, je vous avoue, monsieur le Maréchal, que la perspective de poser mon vieux postérieur sur l'herbe n'a rien qui me réjouisse particulièrement, mais je ne vous en sais pas moins gré de l'intention...

— Moi, dit Grand mère à son tour, je vous remercie, monsieur le Maréchal, mais je ne sors jamais...

Le Maréchal, qui n'était rien moins que diplomate, dissimula à peine la satisfaction qu'il éprouvait de voir son goûter délivré des deux vieilles dames. Il s'inclina en s'efforçant, toutefois, de prendre un air de regret. Puis il dit :

— Il est bien entendu que je compte sur les enfants... A propos d'enfants, je vous en veux, Madame de Gonneville... Oui... d'abord, de m'avoir envoyé ces charmants éventails de plumes que ma réflexion ne visait aucunement... ensuite, de me les avoir renvoyés par ces deux pauvres mômes, qui étaient profondément humiliées et désolantes à voir... Elles avaient l'air des Bourgeois de Calais !... Jeanne surtout, parce

que, je crois bien que, au fond, Sibylle avait envie de rire... Quant aux plantons, ils en étaient malades!... C'est curieux!... ces deux enfants-là, quand elles viennent au Palais, leur procurent tous les embêtements du monde, et ils ne peuvent pas s'en passer... Dans tous les cas, je vais vous renvoyer des plumes... et à madame Ambert aussi, dès que j'en aurai...

Et il ajouta prudemment :

— Si j'en ai!

Pendant les trois jours qui précédèrent le goûter, Jeanne ne pensa pas à autre chose. Marie lui faisait une robe de mousseline blanche. Moi, je savais que je serais fagotée comme toujours, et, de cela, j'avais depuis longtemps pris mon parti, me consolant par cette formule chère aux enfants : « Quand je ferai ce que je voudrai », j'ôterai mes boucles d'oreilles et j'aurai des petites robes simples, sans cochonneries d'ornements! Je blaguais moi-même mes costumes, qui me faisaient ressembler aux chiens savants du cirque Franconi.

Grand mère avait un goût effroyable et ma mère, qui s'en apercevait peut-être, préférait éviter des discussions sur un sujet assez insignifiant. Je crois que si j'avais été jolie, elle eût insisté sur l'intérêt qu'il y aurait à ne pas m'enlaidir, mais je changeais beaucoup. On avait décidé que je serais peut-être agréable, mais pas jolie, et je me rendais très bien compte qu'on devait avoir raison. Jeanne était jolie,moi pas. D'ailleurs, Alphonse de Roquefeuil, en qui j'avais pleine confiance, me disait souvent : « Vous qui étiez une si jolie petite fille... » ou encore : « Vous avez été bien jolie quand vous étiez toute petite... »

GYP.

(A suivre.)

LE LIVRE AUX ÉTATS-UNIS

I

LE LIVRE AMÉRICAIN

Les États-Unis sont surtout pour nous la terre élue des énergies matérielles, l'immense chantier sans cesse défoncé, à tout instant élargi et perfectionné, où l'homme applique la science à la vie et asservit les forces de la nature, sitôt connues, à ses exigences physiques. Les besoins intellectuels, les soucis littéraires de l'Américain nous apparaissent bien secondaires. La machine, le sport aux États-Unis, à la bonne heure, voilà sujets dignes d'attention! Mais le livre aux États-Unis! A-t-on seulement le goût, ou le temps de lire, dans cet étrange pays?

Oui, on a le temps d'y lire, et ce n'est pas un paradoxe de dire qu'on y lit beaucoup, qu'on y a toujours beaucoup lu. Les premiers pionniers qui vinrent s'établir sur la côte américaine au début du XVIIe siècle, étaient, ne l'oublions pas, plus que des aventuriers en quête de richesses et de bien-être, des consciences éprises de religion et de liberté, ce qui n'est point contradictoire. Ces colons s'installèrent sur les rives de Massachussetts Bay sous le signe d'un livre : la Bible. Mais ils en emportaient d'autres dans leur bagage. Bon nombre d'entre eux avaient étudié à Oxford ou à Cambridge, en sorte que chaque collège presque de ces deux universités était représenté en Nouvelle Angleterre vers le milieu du XVIIe siècle. Un Robert

Child avait fait ses études à *Corpus Christi, Cambridge*, puis voyagé en Italie et pris son doctorat en médecine à Padoue avant de traverser l'Atlantique. Quant à Charles Chauncy, plus tard président de *Harvard*, il avait été professeur de grec à *Trinity College, Cambridge*.

Il n'est donc point surprenant que ces hommes, accoutumés à l'étude et aux veilles, grands amis des livres, se soient de bonne heure préoccupés de donner à leurs enfants et à ceux de leurs compagnons une éducation solide, équivalente à la leur. Pour cela, il fallait surtout des livres. Chaque bateau qui arrivait d'Angleterre apportait son contingent d'*Institutions* de Calvin et d'*Advancement of Learning* de Bacon, d'*Épîtres* d'Ascham et de *Colloques* d'Érasme, soit que ces livres fussent envoyés en cadeau par les amis et parents demeurés au vieux pays, soit que ce fussent des commandes passées par des colons. Ces derniers continuaient de s'intéresser aux nouveautés qui paraissaient en Angleterre ou sur le continent et un précieux échange de correspondance entre F. Kirby et John Winthrop nous apprend que, vers 1630, ce dernier se faisait régulièrement envoyer par son correspondant anglais les catalogues d'automne et de printemps des foires de Francfort, alors dans tout leur éclat, afin d'y faire son choix et de déterminer ses prochaines acquisitions, ses prochaines lectures. Entre John Winthrop et un parfait bibliophile, je ne vois pas grand écart !

Ce fut naturellement de bonne heure l'ambition de ces humanistes, de ces théologiens et de ces éducateurs d'avoir leur propre imprimerie. Dès 1638, c'est-à-dire avant que Boston n'eût dix ans, avant même que Glasgow, Manchester et Liverpool fussent dotées de leur imprimerie, une presse fut amenée d'Angleterre en bon état et installée à Cambridge. Avant 1646, deux livres y avaient été imprimés : l'un était *The Spelling Books*, imprimé par Stephen Day, dont aucun exemplaire n'a survécu. L'autre était ce bien curieux catéchisme de John Cotton, au titre délicieusement naïf et archaïque : « Lait spirituel pour Bébés de Boston dans l'une et l'autre Angleterre, tiré des Mamelles des deux Testaments, pour la nourriture de l'âme d'yceux (1). »

(1) *Spiritual Milk for Boston Babies in either England, Drawn out of the Breasts of both Testaments for their soul's nourishment.*

Il est significatif que ces deux glorieux ancêtres du livre américain d'aujourd'hui aient tous deux été des manuels écrits pour des fins strictement pédagogiques ou moralisantes, des livres élémentaires pour la vulgarisation de l'orthographe et des préceptes de la religion. Il y aura bientôt trois cents ans que ces « incunables » américains sont sortis des presses rudimentaires de *Harvard*; neuf ou dix générations se sont succédé outre-Atlantique et ont peuplé les cimetières de là-bas; des millions de colons nouveaux, ou d'esclaves, appartenant à toutes les races d'Europe, d'Afrique et d'Asie, se sont établis d'abord entre Atlantique et Mississipi, puis entre Atlantique et Pacifique, de leur propre gré ou par pure contrainte, apportant chacun ses goûts, sa culture ou ses ignorances. Mais l'on peut dire qu'en somme le caractère fondamental du livre américain n'a pas varié : il est resté avant tout éducatif, didactique, pratique. Car, si l'on y réfléchit, le roman lui-même, les *short story*, dont l'Amérique produit, et consomme, un si grand nombre, servent des fins pratiques : ils ont pour but de distraire, d'amuser, de reposer, de détendre. Or la récréation est aussi nécessaire à l'homme que le travail et les connaissances techniques. Cet aspect utile, voire utilitaire, du livre même purement récréatif, n'a jamais été perdu de vue aux États-Unis. La principale mission du livre y est donc soit de délasser, soit de vulgariser. Et voilà pourquoi l'on fait aux États-Unis de si étonnants, de si admirables efforts pour le vulgariser lui-même.

***

La place nous manque pour suivre le prodigieux développement des presses américaines des origines à nos jours.

Et pourtant ce serait une bien belle histoire à écrire. Il conviendrait de rappeler d'abord que la Pensylvanie eut sa presse avant même New-York, où Bradford ne vint s'installer qu'en 1693. Il serait fort curieux de suivre la rivalité qui bientôt se dessina entre Boston et New-York comme centre d'impression du livre américain et de déterminer les raisons pour lesquelles, petit à petit, l'équilibre se rompit au profit de la seconde de ces villes. C'est New-York qui est à présent, et depuis bon nombre d'années, le grand lieu de la fabrication, de l'édition et de la distribution du livre américain. Tout au plus Chicago fait-il des

efforts, partiellement couronnés de succès, pour ravir à sa rivale de l'Est la première place comme centre d'impression et de distribution de magazines.

Mais tout ce qu'il nous est loisible de faire, c'est de donner un aperçu de ce qu'est, de ce que représente le livre américain au xxe siècle. Nous passerons ensuite brièvement en revue l'organisation de la librairie américaine et des bibliothèques américaines.

LE LIVRE. — LA PUBLICITÉ ET LES ACHETEURS

On connaît l'aspect physique du livre américain, qui est assez voisin de l'anglais et fort éloigné du nôtre, comme aussi de l'espagnol et de l'italien. Le livre américain type, imprimé sur un papier assez épais et de très bonne qualité, est toujours mis dans le commerce sous une reliure en toile. Ces reliures sont presque entièrement exécutées à la machine dans de grandes usines qui, vues de l'extérieur, ne diffèrent aucunement d'une fabrique d'aluminium ou de chaussures. Ces reliures se présentent en beaucoup de couleurs, mais le plus souvent en bleu foncé ou vert foncé. Il est vrai qu'elles sont presque toujours masquées, dans l'étalage du libraire, par une « jaquette » en papier de couleur portant, bien en évidence, le nom de l'auteur, le titre, et souvent la photographie de l'auteur, ou un extrait de presse louant la marchandise. Aucune recherche d'élégance dans l'extérieur de ces livres qui, s'ils ne coûtent jamais moins de $ 2 (50 francs), en coûtent habituellement $ 2,50 (62 fr. 50) et souvent $ 3 (75 francs). Tout y est combiné pour qu'il soit agréable et commode de les lire, de même que tout est combiné pour le confort de l'acheteur dans les librairies, qui tendent de plus en plus à devenir des salons spacieux, et dont quelques-unes, à New-York par exemple, sont presque des palais. La reliure est solide, le livre peut tomber dix fois ou servir de projectile sans qu'une feuille s'en détache. Point de pages à couper : ce serait une fatigue inutile, une atteinte au confort du lecteur. L'impression est nette et soignée, les marges vastes, le corps de typographie toujours assez gros pour que l'œil ne se fatigue pas. Jamais on ne cherche à imprimer 400 pages en 300. On ne regarde pas à la dépense de papier, pas plus qu'on n'hésite à imprimer un livre en deux volumes, car le lecteur est difficile,

sur ce chapitre du moins, et boycotterait instinctivement un livre dont la présentation extérieure laisserait à désirer.

Tout livre doit satisfaire à un standard fort élevé de convenance pratique que personne ne songe plus à remettre en question. Beaucoup de nos romans, et surtout un trop grand nombre de nos livres de classe, de nos manuels d'enseignement primaire, sont bien au-dessous de ce standard, nos amis américains ne nous le cachent pas. Ce même standard exige qu'aucun livre d'histoire, de biographie, de science ou de quoi que ce soit, sauf la littérature d'imagination, ne soit imprimé sans un index complet. Et il est rare que ces index ne soient pas parfaits. A quoi il convient d'ajouter que la lecture des épreuves est invariablement l'objet d'un soin tout particulier. Le correcteur attitré prépare la besogne de l'auteur en ne lui soumettant que des épreuves déjà soigneusement allégées des menues fautes habituelles.

Au demeurant, le livre, et spécialement le roman, dont on connaît le formidable essor en pays anglo-saxon, se vend comme se vendrait tout autre article et selon les mêmes règles commerciales de publicité. Or on sait à quel haut degré de perfection a été poussé aux États-Unis l'art de la réclame. Le lancement d'un livre est une opération savamment combinée et reposant sur des données très précises, sur de sévères calculs de probabilité, auxquels je ne crois pas que nous ayons eu recours en France au même degré, du moins avec autant de rigueur scientifique. Tel livre sera annoncé dans l'*Atlantic Monthly* et dans *Harper's*, mais non dans *The New Republic*, ni dans *The Nation*, parce qu'il résulte d'observations antérieures et de présomptions statistiques très exactes que ce genre de livre a des chances de trouver un plus grand nombre d'acheteurs parmi les lecteurs d'un magazine plutôt que d'un autre.

Tel autre livre, — une traduction de prix Nobel publiée par Knopf, par exemple, — sera l'objet d'une grosse publicité dans les tramways de tous les États-Unis, parce que le grand client des tramways demeure l'ouvrier, ou l'employé, ou le petit commerçant, ou la demoiselle de magasin, ou la dactylo qui va à son travail ou en revient, et que ce livre est susceptible de l'intriguer, de l'intéresser, bref de lui plaire. Notez que trois fois sur quatre l'ouvrier n'achète pas directement ce livre. Mais, ayant envie de le lire, il le demandera à la succursale de la bibliothèque

publique la plus rapprochée. Celle-ci se dépêche de l'acheter en un, ou plusieurs, ou parfois vingt exemplaires, pour peu que le livre soit demandé, et en proportion de la demande dont il est l'objet.

Ce système de publicité très perfectionné et l'effort que l'*advertising department* de chaque maison d'édition fait naturellement porter principalement sur deux ou trois, ou cinq livres de l'année (et spécialement de l'automne), ont pour résultat le but poursuivi : l'écoulement en grande série de quelques *best sellers*.

On a dit bien du mal de cette institution spécialement américaine qu'est le *best seller* (1). En réalité, il importe peu que nous en pensions ou en disions du bien ou du mal. Cette institution existe. Elle est devenue à la fois une nécessité commerciale et une habitude du public, qui non seulement s'en accommode, mais s'y réfère, et y encourage. La presse lui prête un formidable appui, car chaque semaine, le samedi ou le dimanche, tous les journaux d'Amérique, du *San Francisco Chronicle* au *Times Picayune* de La Nouvelle Orléans, du *New York Times* au *Chicago Tribune*, et tous les *Stars* du Missouri, et tous les *Examiners* du Colorado, et tous les *Heralds* du Texas, publient la liste statistiquement exacte, contrôlée et contrôlable, des *best sellers* pour la *fiction* et pour la *non-fiction*. Et il va sans dire que la moyenne des acheteurs de livres, et aussi des emprunteurs de livres, se laissent guider dans leur choix par cette sacro-sainte liste.

L'Américain est fort sociable. Il se conçoit surtout comme membre d'un groupe, d'une communauté, dont il tient à honneur de partager les goûts. Plusieurs milliers de Jones et de Smiths, qui pensent et sentent comme lui, — il s'en rend compte, — ont aimé ce livre-ci ou celui-là. Il sait donc qu'il l'aimera presque infailliblement. La boule de neige grossit sans cesse, la mode s'en mêle, un grand, un immense désir commun saisit tous ces New-Yorkais et ces Californiens, ces Bostoniens et ces Louisianais de lire une année les *Quatre Cavaliers de l'Apocalypse* de Blasco Ibañez, dont il s'est vendu, au lendemain de la guerre, plus d'un million d'exemplaires, en l'espace de quelques mois, une autre année *Main Street*, de Sinclair Lewis,

(1) *Best seller* : traduction littérale : « meilleur vendeur ».

une autre année encore *Gentlemen prefer Blondes*. Et si, au moment des vacances d'été, vous arpentez le pont-promenade d'un paquebot chargé d'Américains, et que vous jetiez un regard indiscret sur le titre des livres qu'y lisent tous ces hommes et toutes ces femmes, vous vous apercevrez que c'est presque toujours le même livre, le livre du jour...

Notez d'ailleurs que, bien souvent, le livre de bateau ou de chemin de fer une fois lu, on l'abandonne, sans idée de possession. Car un livre ne se relit guère. Il s'y attache je ne sais quoi d'éphémère, d'impersonnel. Sa reliure même est quelque chose d'impersonnel, de « tout fait ». De cette reliure passe-partout, qui sert à l'usage de tous, il y a loin jusqu'à la reliure de note très individuelle qui est plutôt la règle en France.

D'ailleurs, un livre, c'est chose encombrante. Il lui faut de la place, une étagère de guéridon, un rayon de bibliothèque. Or dans les grandes villes modernes de l'Amérique, la place est chichement mesurée. Dans les *apartment hotels*, dans les *kitchenette apartments* où la salle de bain est en même temps « cuisinette » et où la chambre à coucher, avec son lit-armoire qui se replie dans le mur, — *in-a-dor bed*, — est en même temps salon, fumoir et cabinet de travail, dans les clubs où habitent tant et tant de citadins, on ne peut guère accueillir que quelques livres.

Mais c'est surtout quand on déménage que les livres apparaissent encombrants et lourds. Or on déménage tout le temps aux États-Unis. Les échanges de population entre un État et un autre sont formidables. Tel homme d'affaires que vous avez connu fermement implanté, — en apparence, — à Milwaukee est trois mois après installé à Denver dans le Colorado ou à Long Beach, en Californie, parce qu'il a cru trouver là de meilleures chances, *better prospects*. A supposer même que l'on reste dans la même ville, on n'en déménage pas moins souvent. Le quartier très tranquille dans lequel vous habitiez a été, en l'espace de deux ou trois ans, envahi par le commerce. Vous allez donc vous établir plus loin du centre, dans une banlieue aux maisons plus clairsemées.

Ou bien aussi l'on s'enrichit. Trois, quatre années y suffisent. On ne se contente plus du *bungalow* fabriqué en série où l'on avait vécu jusque-là. On se bâtit une demeure plus ambitieuse. Ou bien au contraire on a spéculé, on a fait de

grosses pertes. Il faut se restreindre, vendre sa maison pour aller dans un appartement.

Bref, les transactions immobilières sont innombrables aux États-Unis. Les foyers s'y déplacent avec une fréquence déconcertante. Et la diffusion du livre, en tant qu'acheté par les particuliers, s'en ressent fort. De même que souvent on loue en ville ses serviettes de toilette, qu'une grande maison fait chercher et remplacer deux fois la semaine, il est plus pratique d'emprunter ses livres à la bibliothèque et de les y aller périodiquement échanger contre d'autres. C'est un fait en tout cas que, si le Français parvenu à une certaine aisance, se constitue tout naturellement une bibliothèque, l'Américain, même parvenu à plus grande richesse, se contente en général des collections toutes faites d'œuvres complètes d'Emerson, de Dickens, de Thackeray, de Stevenson et de la *Encylopædia Britannica* qui garnissent les deux niches ménagées par l'architecte de part et d'autre de la cheminée du salon. Ces œuvres d'Emerson, de Dickens, de Thackeray, de Stevenson, leur propriétaire ne les ouvre d'ailleurs que bien rarement. Mais elles ont belle apparence et donnent un air de respectabilité à la maison, dont elles font partie au même titre que la rampe de l'escalier ou le chauffage central.

En réalité, l'Américain moyen, les millions de *Babbits*, membres du *Rotary* ou du *Kiwanis club* local, qui font et qui sont les États-Unis, ne lisent guère que leur journal, leur magazine, le plus souvent le *Saturday Evening Post*, et l'organe du groupe social, commercial ou industriel auquel ils sont inféodés : *alumni* d'une université, association d'actuaires ou d'agents de change, chambre de commerce, union industrielle, etc.

Les vrais lecteurs de livres, aux États-Unis, voici quels ils sont.

D'abord les écoliers et les étudiants. Ces derniers, notamment, constituent une véritable armée aux bataillons serrés. Car on sait la popularité dont jouissent les collèges et universités aux États-Unis. L'ambition de tout ouvrier, de tout cordonnier, de tout épicier, — souvent arrivé d'Europe sans instruction, sachant à peine lire et écrire, — est d'assurer à son fils et à sa fille les avantages dont il a été lui-même privé, d'envoyer l'un et l'autre à l'Université. Les trois quarts du

temps, ils y réussissent; d'autant que l'Université ouvre toutes larges ses portes aux grands écoliers qui sortent des *high-schools*, pour peu qu'ils aient obtenu des notes passables. L'étudiant pauvre est, lui aussi, le bienvenu, car l'Université l'aide elle-même en lui procurant du travail, soit hors de l'Université, par son bureau de placement, soit sur le *campus* même, à la bibliothèque, au restaurant universitaire, dans les bureaux de l'administration.

Ainsi se fait-il que certaines Universités, comme celles de Columbia ou de Californie, ont jusqu'à 30 000 étudiants. Chaque étudiant achète des livres, ceux que son professeur lui désigne, et dont il se sert pour préparer ses leçons et devoirs.

Aussi les *text-books* sont-ils devenus le pilier d'angle de l'industrie du livre aux États-Unis.

Ils ont encore un autre avantage. Ils se démodent moins vite. Leur durée est de dix ou quinze ans. Parfois même ils vivent plus longtemps encore, moyennant une « complète revision » annoncée sur la page du titre. Ne soyons donc pas surpris que presque toutes les maisons américaines importantes et générales, Knopf, Scribner's, Harper's, Putnam's, Doubleday Page et Co, etc., aient constitué un *educational department* de grande envergure, et qu'en fin d'année le plus clair de leurs bénéfices soit dû à la vente de leurs livres d'enseignement.

L'autre grande catégorie de lecteurs, aux États-Unis, ce sont les femmes et les enfants, qui font une extraordinaire consommation de romans. Mais, deux fois sur trois, femmes et enfants se les procurent à la bibliothèque du comté ou de la ville, qui, toutes, prêtent les livres à domicile dans des conditions de parfaite, de géniale commodité.

LES BIBLIOTHÈQUES

Les Américains sont fiers de leurs bibliothèques. On le serait à moins. Il est de toute évidence qu'ils ont, depuis cinquante ans, fait des merveilles en matière de bibliothéconomie. Ils ont démocratisé le livre (de même que l'automobile et toutes les applications de l'électricité) à un degré souvent insoupçonné de nous. C'est par milliers que se sont élevées les bibliothèques, — petites bibliothèques de comté avec leur simple millier de

livres, ou palais grandioses comme ceux de Chicago ou de New-York City. Et toutes elles ont le même idéal : donner le plus de facilités possible au plus grand nombre possible de lecteurs, afin que, lisant le plus de livres possible, ils en tirent le plus de plaisir ou de profit possible. Car, ne le perdons jamais de vue, le plaisir est encore un profit : un bon moral, un agréable emploi des loisirs dont on dispose rendent le travail plus aisé et contribuent puissamment au bon rendement de la machine humaine.

Cette formule ne s'applique naturellement pas à quelques bibliothèques, d'abord privées, qui n'ont cependant pas tardé à devenir semi-publiques, habituellement parce que leur propriétaire, animé d'un fort esprit civique comme le sont tous les Américains, répugnait à s'en réserver l'exclusive jouissance. Je songe ici surtout à ces deux étonnantes bibliothèques, la *Morgan Library* à New-York (j'y ai feuilleté des manuscrits de Voltaire, Rousseau, Béranger, Eugène Sue, George Sand, l'*Eugénie Grandet*, de Balzac) et la *Huntington Library* à San Gabriel, près de Pasadena, Californie, — qui ne compte pas moins de 23 bibliothécaires! — dont les trésors : manuscrits enluminés, livres d'Heures, missels, antiphonaires, incunables, exemplaires uniques de livres du XVIe ou du XVIIe siècle, manuscrits d'auteurs, peuvent être consultés librement par les érudits ou les professeurs. Chacune de ces bibliothèques, toutes animées d'un même désir de « servir », possède un service photographique, et quiconque en fait la demande peut obtenir, au plus juste prix, des fac-similés de tel manuscrit ou de tel volume rare qui lui est utile pour son travail.

Si nous laissons de côté ces bibliothèques particulières — je ne le fais qu'à regret, tant il me plairait de m'attarder à décrire quelques-unes de leurs richesses singulières, — nous rencontrons aux États-Unis deux grands types de bibliothèques : la bibliothèque d'Université et la bibliothèque municipale.

Les bibliothèques d'Université ont pour mission de prêter à professeurs et étudiants les livres dont ils ont besoin. Dans les grandes institutions, comme *Harvard University* ou l'Université de Michigan, ce sont d'imposantes bâtisses, de vrais palais du livre, aux salles lumineuses, impeccables de propreté. Mais, palais ou non, l'âme même de la bibliothèque, c'est toujours et partout le beau catalogue par fiches alphabétiques en

carton blanc, que l'on consulte commodément dans les tiroirs d'un meuble approprié. Les tiroirs sont cinquante ou cinq mille. Mais dans tous les États-Unis ils ont à un millimètre près les même dimensions, celles qui sont requises pour que s'y emboîtent les fiches imprimées de la *Bibliothèque du Congrès*. Depuis vingt-cinq ans en effet, — on vient de fêter cet anniversaire, — toutes les bibliothèques d'Amérique peuvent faire venir de Washington, pour une somme modique, les fiches imprimées afférentes à tous les livres nouveaux, et ont adopté progressivement la classification et le système de cotes de la grande institution washingtonienne. J'ajoute que, poussant plus loin encore l'application de ces principes si utiles de « standardisation » et de « coopération », les grandes bibliothèques universitaires offrent à professeurs et étudiants non seulement le catalogue alphabétique de leurs propres ressources, mais le *Union Catalogue*, où figurent les livres qui n'existent qu'ailleurs, à Washington, ou à Harvard, ou à Philadelphie. Prenons un cas concret : un professeur de l'Université de Californie a besoin d'une édition rare des *Moralia* de Plutarque. La bibliothèque de cette institution se trouve ne point posséder l'édition voulue. Grâce à ce *Union Catalogue*, dont les armoires à tiroirs occupent toute une salle spéciale, notre professeur apprend que cette édition existe à la bibliothèque de l'Université d'Illinois, qui est en effet très riche en éditions Renaissance des auteurs grecs et latins. Il ne lui reste plus qu'à faire venir le livre d'Urbana, Illinois, par la voie de l'*Inter-library exchange*.

En vérité, l'érudit américain est admirablement servi par ce système si étonnamment pratique. Il dispose commodément de la totalité des livres en dépôt dans les grandes bibliothèques de son immense pays. Aucune de ces bibliothèques isolées, sauf Harvard et Yale, ne vaut telle de nos vieilles bibliothèques d'universités européennes, Paris, Oxford ou Cambridge, par exemple. Mais, à elles toutes, elles les surpassent de beaucoup, j'entends depuis la guerre de 1914-1918, car, profitant de la dépréciation des changes européens, et de l'abondance des offres, déterminée par l'appauvrissement ou la ruine de mille et mille propriétaires de livres sur notre continent, toutes les grandes Universités américaines ont pu acheter les livres européens anciens par dizaines de mille.

Les Américains ont donc réalisé là une centralisation

grandiose. Jamais le principe des vases communicants n'a sans doute reçu plus magistrale application en matière de bibliothéconomie.

Dans le tableau d'ensemble de la diffusion du livre aux États-Unis, les bibliothèques municipales sont pourtant plus importantes encore que les bibliothèques universitaires. Le lecteur aura quelque idée de leur développement quand nous aurons dit que, de 300 en 1876, elles sont passées à 6 600 en 1926. Quant à la circulation des livres, elle a suivi une progression plus rapide encore. Comment en eût-il été autrement, puisque tous les directeurs de bibliothèques, disposant de crédits suffisants, animés d'un commun esprit et obéissant à un commun mot d'ordre, ont travaillé et travaillent de toutes leurs forces, — avec quel mystique enthousiasme! — à la démocratisation du livre : « *Books are not for the few, but for the many* ». Les livres ne sont pas pour quelques-uns, mais pour la masse.



Observons d'abord qu'il n'existe plus aux États-Unis une bibliothèque municipale qui n'ait sa section réservée aux enfants. Tables, chaises, escabeaux, rayons de la bibliothèque, tout y est à l'échelle de ces fillettes et de ces garçons, qui trouvent là les livres de leurs rêves : histoires de Mayne-Reid, romans de Walter Scott et de Fenimore Cooper, albums de vers illustrés. Tous ces livres, d'ailleurs, ou presque tous sont illustrés. Le plus souvent, délicieusement. Il est évident, pour quiconque est impartial, que le niveau artistique de ces livres d'enfants, — je ne parle pas même de leur nombre, — est bien supérieur à celui de tous les autres pays. En Amérique, les illustrateurs se sont surpassés. C'est par douzaines que se comptent les réussites, par douzaines les talents originaux. En France, on ne s'occupe guère des enfants, en tant qu'enfants du moins. On s'intéresse, dans l'enfant, à la grande personne qui s'y développe lentement, au gré des adultes, et dont on ne néglige rien pour hâter l'éclosion. On ne fait guère d'efforts pour comprendre l'enfant, pour se représenter le monde comme il se le représente, lui. Aux États-Unis, au contraire, chacun sait et aime se mettre à portée de l'enfant. L'enfant est roi entre Atlantique et Pacifique, et on tolère qu'il reste enfant. Comme on ne l'accable guère de

travail à l'école, et qu'on ne lui impose aucun devoir à la maison, il lui reste de merveilleuses heures de loisir, et il en vient passer beaucoup à la bibliothèque, où il trouve pâture à son goût, pâture qu'il peut emporter à la maison.

Je le répète, l'enfant américain est un des grands clients du livre américain, et un de ses meilleurs inspirateurs.

La fonction principale de la bibliothèque est donc de ravitailler en livres non pas une élite de la communauté, mais la communauté tout entière, y compris les enfants, que l'on fait tout pour attirer, au lieu de voir en eux des intrus et de les décourager. Or neuf usagers sur dix et tout particulièrement les femmes, qui sont les plus nombreuses clientes, n'ont pas le temps d'aller passer deux heures à la bibliothèque pour y lire sur place. Mais presque chacune peut, une fois par semaine, ou toutes les deux semaines, passer à la bibliothèque, dans la soirée, en automobile naturellement, pour y choisir un livre ou deux. Toute l'organisation de la bibliothèque a donc convergé vers le prêt à domicile.

Mais pour que l'emprunteur, qui sait habituellement quelle sorte de livre il désire, puisse savoir quelle sorte de livre il emporte, il convient qu'il n'ait pas seulement accès au catalogue. Car le titre du livre peut le tromper. Il sied donc qu'il voie d'abord, et puisse feuilleter le récit de voyage, la biographie qu'il pense emporter. Et voilà comment le grand principe du « *home use* » (emploi à domicile) a eu comme corollaire le « *free access* » (libre accès aux livres). Les architectes, ceux notamment de la nouvelle bibliothèque de Cleveland, ont donc révolutionné l'agencement intérieur des bibliothèques, afin que les emprunteurs puissent se servir eux-mêmes sur les rayons, à charge pour eux de déclarer au guichet de la sortie le livre qu'ils empruntent. Que ce système entraîne quelques abus, cela va de soi. Il y a des livres égarés, des livres volés. Mais qu'est-ce auprès des grands avantages de l' « accessibilité »?

Le public aime ce système. Il est donc prêt à en faire les frais comme contribuable. Et il est avéré que, moins que jamais, il lésine sur l'article : dépenses pour la bibliothèque. Il semble même qu'il donne plus volontiers ses cinq dollars comme quote-part pour la bibliothèque commune qu'il ne les donnerait au libraire du coin pour un achat de livre individuel. Il est vrai qu'une sorte d'émulation de clocher s'en mêle. Chaque ville

veut, pour ses livres, un plus beau sanctuaire, plus moderne, plus cossu et plus commodément installé que celui des cités rivales. Les innovations et améliorations adoptées par une quelconque bibliothèque se généralisent aussitôt. En 1925, par exemple, Santa Barbara a vu sa bibliothèque détruite par le tremblement de terre. Moins d'un an après, elle était rebâtie sur un plan tout nouveau, et plus belle, plus grande. L'architecte a eu l'idée excellente de prévoir une salle de lecture en plein air, ou plutôt un jardin de lecture attenant au bâtiment qui abrite les rayonnages. Les tables sont dressées à l'ombre des palmiers et les fauteuils confortables des lecteurs nonchalamment disposés parmi les buissons et les fleurs. Pourquoi pas, dans une Californie où il ne pleut pas vingt-cinq jours par an, et où l'on se réveille le matin sachant d'avance que le soleil luira tout le jour dans un ciel impeccablement bleu? Les autres villes californiennes n'avaient rien de semblable. Gageons qu'avant cinq ans chaque bibliothèque de la côte pacifique qui se respecte, et elles se respectent toutes, aura son « jardin de lecture » à l'ombre des palmiers et des eucalyptus!

Dans les conditions que nous venons de décrire, emprunter des livres à la bibliothèque est devenu un plaisir, d'autant que le personnel des bibliothécaires est d'une courtoisie, d'une obligeance uniformes et que dans les grandes villes la bibliothèque a des succursales de quartier. Point n'est besoin d'aller à la bibliothèque centrale, qui est habituellement fort loin des banlieues où résident les familles : la bibliothèque centrale vient à vous jusque dans les faubourgs. Et il n'est pas surprenant que plusieurs centaines de bibliothèques enregistrent chaque année des prêts de 75 000 à un million de livres et davantage!

***

Que si, en guise de résumé, nous voulions définir l'idée qu'on se fait du livre et de son rôle aux États-Unis, nous dirions à peu près ceci : le livre n'y est pas au même degré que chez nous chose individuelle que l'on garde jalousement, que l'on soigne et que l'on fait relier selon son goût à soi, et non à celui du voisin; il est, avant tout, chose collective que l'on achète en groupe et que l'on utilise en groupe. Les Américains pensent et agissent le mieux quand ils pensent et agissent en commun;

ils achètent donc leurs livres en commun, ou plutôt délèguent à l'un d'entre eux, — leur bibliothécaire, — le soin d'acheter les livres qui leur plairont. Peu érudits, ils ont en revanche prodigieusement développé la technique bibliothéconomique, c'est-à-dire les moyens les plus pratiques et les plus modernes de mettre à la portée de toute une communauté un ensemble de livres choisis en dernière analyse par la communauté elle-même et en fonction de ses besoins comme de ses désirs. La diffusion du livre jusque chez les plus pauvres, les plus écartés du monde, fallût-il fréter des flottes entières de bibliothèques-automobiles pour atteindre des campements volants de mineurs dans des coins perdus du Nevada, voilà le grand objet que l'on poursuit magnifiquement là-bas sans jamais regarder à la dépense. La dotation Carnegie ne vient-elle pas encore de donner quatre millions de dollars (soit plus de cent millions de francs) à une société particulière, *l'American Library Association*, uniquement pour lui permettre de former un personnel plus nombreux et plus scientifiquement entraîné à *servir* le public au mieux de ses intérêts véritables et de ses désirs? En vérité, la profession de bibliothécaire est en train de devenir un sacerdoce. Les millionnaires donnent maintenant pour les bibliothèques comme ils donnaient autrefois pour les missions...

ÉDOUARD CHAMPION.

(*A suivre.*)

UN GRAND ROMAN OUBLIÉ

CORINNE

Je ne me dissimule pas qu'il faut une certaine hardiesse pour parler des romans de Mme de Staël; il en fallait déjà du temps de Ferdinand Brunetière (1). Qui donc aujourd'hui lit *Corinne*? Et pourtant, ce roman est l'un des plus illustres du XIXe siècle, l'un de ceux qui ont exercé sur la pensée française l'influence la plus profonde. Sait-on qu'il en existe, de 1807 à 1872, plus de quarante éditions séparées, sans compter les réimpressions dans les *Œuvres complètes* de l'auteur? Douze éditions pour le seul règne de Louis-Philippe? Nulle œuvre n'a fait battre tant de cœurs. Mais *Corinne* a subi la destinée de Mme de Staël et partagé l'injuste oubli de la postérité. Profitons de l'intérêt qui, de nouveau, s'attache à cette femme célèbre, au romantisme, à l'Italie, pour remettre en honneur un livre qui est à l'origine même du romantisme, qui a révélé à la France une Italie nouvelle et qui reste, maintenant encore, une œuvre pleine de charme, la plus étonnante peut-être de la littérature féminine sur le conflit tragique de la gloire et de l'amour.

Corinne ou l'Italie, tel est le titre exact du roman qui parut à la fin du mois d'avril 1807, l'année de la bataille d'Eylau, à la librairie Nicolle, en deux volumes in-8°, avec cette épigraphe tirée de Pétrarque :

(1) Voyez la *Revue* du 1er juillet 1890.

Udrallo il bel paese,
Ch'Apennin parte, e'l mar circonda, e l'Alpe.

L'Italie! « Le beau pays que l'Apennin divise, que la mer et les Alpes entourent! » Ces mots magiques ne frappent plus notre imagination; on a tant écrit, depuis *Corinne*, sur l'Italie; on a tant voyagé, et si facilement, en ce pays! Il n'en était pas de même en 1807. Ce livre a été, en son temps, la révélation d'un pays et d'un peuple, et il est venu à son heure. Sans doute, il y avait eu, au XVIIIe siècle, beaucoup d'ouvrages sur l'Italie, et il serait ridicule de prétendre que Mme de Staël l'a découverte. Mais l'Italie qu'elle a connue, qu'elle a devinée, n'est plus du tout celle des de Brosses, des Lalande, des Dupaty et des Duclos. Il s'était passé, dans l'intervalle, un fait immense, tout aussi important, pour le moins, que les campagnes de Louis XII et de Charles VIII : la campagne de 1796 et l'entrée des Français à Milan. Qu'importe que les Milanais n'aient pas manifesté, comme on l'a dit, un enthousiasme unanime? Le « coup de canon de Lodi », pour parler comme Stendhal, avait réveillé l'Italie; ce n'était pas l'opposition de quelques prêtres ou des partisans attardés de l'Autriche, qui pouvait arrêter la marche de la liberté. Un grand espoir faisait tressaillir l'Italie. De cet événement considérable *Corinne* ne parle jamais, et ceci pour une bonne raison : le voyage d'Oswald en Italie est antérieur; il a lieu de 1794 à 1795. Pourquoi Mme de Staël l'a-t-elle voulu ainsi? L'explication en est fort simple.

D'abord, Mme de Staël était gênée par l'intervention française; elle tenait à son idée, qu'un peuple doit conquérir lui-même sa propre liberté; et surtout, elle s'était fait une loi de garder le silence sur les événements qui pouvaient être à la gloire de son ennemi personnel, le général Bonaparte, devenu l'empereur Napoléon. C'est pourquoi elle a fait voyager Oswald avant 1796. Mais l'Italie qu'elle nous dépeint est bien celle qu'elle a connue pendant son voyage, qui eut lieu de décembre 1804 à juin 1805. Il y a, dans *Corinne*, à ce point de vue, un anachronisme certain. La Corinne, qui appelle de ses vœux l'Italie à la liberté, n'est pas, ne pouvait pas être la compagne d'Oswald : elle est Mme de Staël elle-même.

Car voilà la grande, l'essentielle différence qu'il y a entre le roman de Mme de Staël et les impressions de voyage de ses pré-

décesseurs, les Lalande et les Duclos. Ceux-ci voyaient toujours dans l'Italie la terre du passé ; elle voit, elle prophétise la terre de l'avenir. L'Italie est toujours, pour les premiers, le pays classique des arts et de la beauté ; elle est pour Mme de Staël la morte-vivante, qui sort du tombeau, rejette son linceul et va bientôt étonner le monde. Mme de Staël était peu sensible aux arts ; elle ne se croyait pas obligée de se passionner pour des choses qui, au fond, ne l'intéressaient guère. Peut-être avait-elle trop de cet esprit du monde, qui, selon Stendhal, est le plus grand obstacle pour sentir les beaux-arts. La femme qui a dit : « Pour causer avec Michel-Ange, j'aurais consenti à ne connaître aucun de ses ouvrages », n'est évidemment pas une artiste. Elle accomplit, en décrivant les musées et les tableaux, la « corvée » obligatoire. Encore faut-il ne rien exagérer : il y a telle réflexion de Mme de Staël sur la peinture, sur les beaux-arts, qu'un grand artiste, M. Albert Besnard, estime d'une réelle profondeur. Mais enfin, elle s'intéresse beaucoup plus aux hommes qu'aux chefs-d'œuvre des arts, beaucoup plus aux vivants qu'aux morts, et, j'oserai dire, beaucoup moins au présent qu'à l'avenir de l'Italie. Tout d'abord, la première impression avait été pénible : que de superstitions ! que d'ignorances ! « Quelles institutions, s'écrie Oswald, quelle faiblesse dans la plupart des gouvernements d'Italie ! Et néanmoins, quel asservissement dans les esprits ! » Mais Corinne l'interrompt : « D'autres peuples, s'écrie-t-elle, ont supporté le joug comme nous, et ils ont de moins l'imagination qui fait rêver une autre destinée :

Servi siam, si, ma servi ognor frementi

« Nous sommes esclaves, mais des esclaves toujours frémissants, dit Alfieri, le plus fier de nos écrivains modernes. Il y a tant d'âme dans nos beaux-arts que *peut-être un jour notre caractère égalera notre génie.* »

Voilà des paroles qui nous changent de Duclos, lequel déclarait : « La Rome moderne ne rappelle l'ancienne que par des ruines, et la population présente ne donnerait pas l'idée de celle dont parlent les historiens. » Mais il y avait en Mme de Staël une sibylle, dont la vocation propre était de découvrir les peuples et de prophétiser l'avenir. A quels signes a-t-elle prévu le réveil de l'Italie ? Dans quelles conversations ? Elle n'avait

pas connu Alfieri, qui était mort, quand elle arriva en Italie, mais elle avait lu ses œuvres ; elle ne s'était pas rencontrée avec Foscolo, mais elle avait appris à connaître, à aimer l'Italie avec le poète Monti, dont elle s'était éprise et pour qui elle manifestait un enthousiasme extraordinaire, et aussi Luigi Bossi, Ippolito Pindemonte, le duc Melzi, Cesarotti, tout ce que l'Italie comprenait d'hommes illustres dans la politique ou dans les lettres. A Milan comme à Rome et à Naples, on avait mobilisé le ban et l'arrière-ban des esprits les plus distingués pour lui faire honneur, et, avec la puissance divinatrice qui était en elle, elle avait su voir derrière l'Italie des ruines une autre Italie vivante, prête à l'action, que personne encore n'avait soupçonnée. « Il n'y a ici d'émulation pour rien, dit Corinne, et la vie n'y est plus qu'un sommeil rêveur sous un beau ciel; mais donnez à ces hommes un but; et vous les verrez en six mois tout apprendre et tout concevoir. » Paroles prophétiques, dont l'Italie moderne sera éternellement reconnaissante à Mme de Staël! Dès l'apparition de *Corinne*, en 1807, *le Courrier de Turin*, rendant compte du livre, disait : « Mme de Staël a vengé le caractère des Italiens de ces assertions banales que les écrivains les plus instruits ont répétées depuis longtemps. » C'est également l'avis des deux commentateurs italiens les plus récents de *Corinne*, Mme Maria-Teresa Porta et M. Mario Marcabruni. Chose qui scandalisera les admirateurs de Stendhal, M. Marcabruni a osé écrire : « Il nous semble voir en Stendhal *beaucoup moins de pénétration* que chez Mme de Staël. » La prédilection de Stendhal pour les ballets de la Scala, la musique de Cimarosa et les brigands de grand chemin, flatte peu les Italiens : ils lui préfèrent ce que Stendhal appelait dédaigneusement le « pathos de *Corinne* ». La raison en est toute simple : c'est, comme l'a dit excellemment M. Hazard, que Mme de Staël les a jugés « comme ils se jugeaient eux-mêmes », et comme personne à peu près ne les jugeait à cette époque.

Si ce livre eut un grand retentissement en Italie, il ne fit pas moins de sensation en France. Jamais la vie italienne n'avait été plus mêlée à la vie française. A Milan, c'était un Français, Eugène de Beauharnais, qui était vice-roi d'Italie; à Naples, Murat; à Lucques et Piombino d'abord, puis en 1809, en Toscane, une sœur du premier Consul, Elisa Bacciochi; une autre sœur de Napoléon, Pauline, avait épousé un Italien, le

prince Borghese. Les lecteurs de *Corinne*, c'étaient tous ceux qui, depuis quinze ans, avaient passé les monts, fait la guerre en Italie, qui s'étaient épris des douceurs de la vie italienne, des chefs-d'œuvre des arts, de la lumière du ciel, de l'harmonie des paysages, de la beauté des femmes. Combien avaient laissé en ce pays de tendres souvenirs! Berthier, en lisant *Corinne*, n'avait pu retenir ses larmes; sans doute, elle lui rappelait cette belle Italienne, Mme Visconti, à laquelle il pensait le soir, en regardant les étoiles. Combien de « pèlerins passionnés » avaient suivi nos armées : peintres, sculpteurs, architectes, et les hôtes de cette belle villa Médicis, dont les ombrages abritaient maintenant les rêveries de nos jeunes artistes, et les archéologues qui devaient explorer le Forum, dégager la colonne Trajane, et les simples voyageurs comme ce jeune Lamartine, dont l'âme allait s'éveiller, dans la baie de Naples, à la poésie et à l'amour, ou même comme cet Henri Beyle qui, en 1811, avant de partir pour l'Italie, lit, annote *Corinne*, subit l'étonnante puissance de suggestion de ce grand livre (1). C'était une France héroïque, jeune, amoureuse, éprise de gloire ou de liberté, qui retrouvait dans l'atmosphère poétique, où se meuvent les personnages, l'expression de ses désirs et de ses rêves.

Tel était l'état d'esprit de la génération qui lut *Corinne*. Elle était elle-même un foyer ardent de poésie, dans un temps où la grande poésie romantique n'existait pas encore. Ses besoins n'étaient pas les nôtres. Depuis le romantisme et le « goncourtisme », nous exigeons de l'écrivain la même précision de lignes et de couleurs que nous demandons au peintre. Mais, du temps de Mme de Staël, on n'avait pas encore inventé l'art chimérique de rivaliser par la plume avec le pinceau de l'artiste. Les descriptions mêmes d'un Chateaubriand ne sont jamais faites que pour amener les réflexions philosophiques qui les terminent. D'autre part, « l'amour de la nature », dont on a tant abusé, n'est pas le fait de Mme de Staël. Baudelaire préférait à la nature « nos étonnantes villes ». Elle aussi lui préfère de beaucoup l'homme. Elle a dit avec franchise : « Si ce n'était le respect humain, je n'ouvrirais pas ma fenêtre pour voir la baie de Naples pour la première fois, tandis que je ferais cinq

(1) Cf. P. Arbelet, *En lisant Corinne*.

cents lieues pour aller causer avec un homme d'esprit que je ne connais pas. » Des paysages italiens, des couleurs, des tableaux, vous n'en trouverez guère dans *Corinne*; pour nous qui avons le goût et même le « snobisme » des beaux-arts, c'est un sujet d'étonnement et de regret. Mais de l'imagination, il y en a, certes, et beaucoup dans *Corinne*, de celle qui s'attache non aux végétaux, aux arbres et au ciel, mais aux grandes pensées et aux grands souvenirs. Que voit-elle dans le sublime paysage que l'on découvre du cap Misène? Le Vésuve qui fume à l'horizon, Naples toute blanche de lumière s'étageant au fond du golfe, la silhouette déchiquetée de Capri, Ischia, Procida, les îles d'or « dans l'occident vermeil »? Ce sont là jeux d'artiste et Mme de Staël les ignore. Mais le « génie de l'homme créateur », les grandes scènes de l'*Énéide*, Virgile et la poésie, Pline et la nature, Cicéron égorgé par Antoine, Scipion exilé de sa patrie, le tombeau d'Agrippine, voilà les tableaux qu'elle évoque à nos yeux. « O terre, toute baignée de sang et de larmes, tu n'as jamais cessé de produire et des fruits et des fleurs! Es-tu donc sans pitié pour l'homme? Et sa poussière retourne-t-elle dans ton sein sans le faire tressaillir? »

Il y a moins loin qu'on ne croit de la pensée de Mme de Staël à celle d'un Vigny : le thème de l'insensible nature, de la majesté des souffrances humaines, il est dans *Corinne*, comme le thème du génie solitaire. Vienne un grand poète pour le revêtir de la splendeur des images et du rythme, et la poésie romantique est née.

Telle est la manière de Mme de Staël; telle est aussi celle de Chateaubriand, le Chateaubriand des *Martyrs* et de l'*Itinéraire*. Tous deux ne s'intéressent qu'à la terre où l'homme a laissé sa trace; et, peut-être, comme le dit Sainte-Beuve, y a-t-il « plus de sérieux » dans la pensée de Mme de Staël que dans celle de Chateaubriand. Ce qui n'est le plus souvent chez l'auteur de l'*Itinéraire* qu'un thème magnifique de développement et de variations est, chez la femme, un cri de souffrance, une protestation contre la destinée, un appel à l'espérance et à la vie. J'en citerai deux exemples. Le premier, ce sont les pages sur Pompéi (1) que Mme Maria Teresa Porta déclare « les plus splendides que la ville sortie des cendres du

(1) *Corinne*, liv. XI, ch. IV.

tombeau ait inspirées en tous les temps aux voyageurs et aux poètes étrangers, sans en excepter Gœthe et Taine », et qui se terminent par cette émouvante méditation : « Qu'il y a longtemps que l'homme existe et qu'il y a longtemps qu'il vit, qu'il souffre et qu'il périt!... » Mais plus caractéristique, plus émouvant encore pour l'âme italienne est le sublime appel que, du haut du clocher de Saint-Marc, Corinne lance aux peuples opprimés. A ses pieds, la lagune miroite; les gondoles noires passent en filant comme des flèches; le clocher de Saint-Georges pointe dans le ciel bleu. Mais elle ne voit rien de tout cela; ses yeux regardent plus loin, à l'horizon, les lignes indécises qui s'estompent : c'est l'Istrie, l'héroïque Dalmatie, jadis libres, maintenant esclaves; et, là-bas, du « côté de ces nuages », la Grèce! « C'est toujours quelque chose qu'un pays qui a existé! » Relisez cette page superbe, et vous comprendrez l'indifférence de Corinne pour l'eau, la terre, le ciel : qu'est-ce que cela, à côté de l'âme humaine qui souffre, qui pleure et qui espère?

Mais *Corinne*, ce n'est pas seulement l'Italie; c'est un roman d'amour, l'histoire d'Oswald, lord Nelvil, et de Corinne. Qu'est-ce que cet Oswald? Qui Mme de Staël a-t-elle voulu peindre? On répond, en général : Benjamin Constant. C'est conclure un peu vite. On ne voit pas, de prime abord, quel rapport il peut y avoir entre cet Anglais flegmatique et le nerveux Benjamin. Sainte-Beuve, toujours bien informé, nous avertit qu'il y a dans Oswald plusieurs personnages. Rien de plus exact; mais il en est un qui les domine tous, et ceci du propre aveu de Mme de Staël. Voici. Il y avait à Rome, quand elle arriva dans cette ville, en février 1805, un jeune diplomate portugais de grand nom et de belle mine, qui, resté seul après la mort de son père, ambassadeur de Portugal, remplissait les fonctions de chargé d'affaires près de la cour romaine : il s'appelait don Pedro de Souza d'Holstein. Don Pedro avait de beaux yeux, un regard « noble et doux », une grâce juvénile; il existait dans toute sa personne une harmonie délicieuse, un « je ne sais quel charme » qui agissait mystérieusement sur les cœurs (1). Il levait sans cesse ses yeux vers le ciel, comme vers sa véritable patrie; mais il cachait sous un

(1) Tous ces traits sont empruntés aux lettres de Mme de Staël à don Pedro.

extérieur froid des sentiments passionnés. Il avait, comme Oswald, la « poitrine attaquée » et toussait avec grâce. Bref, c'était un héros de roman accompli.

Mme de Staël le vit, pour la première fois peut-être, à la soirée de l'Arcadie où elle fut reçue en triomphe. Elle prit feu aussitôt : elle fut, comme on dit à Rome, « inamorata ». Elle avait trente-neuf ans ; don Pedro en avait à peine vingt-quatre. Il était dans la fleur de la jeunesse ; elle, dans le magnifique automne de la femme, où l'âme mûrie par la douleur est impatiente de donner ses plus beaux fruits. Elle avait perdu son père ; il avait perdu le sien ; il était mélancolique ; elle était triste, d'une tristesse qu'assombrissaient encore le manque de société à Rome, le silence de la Ville éternelle, le spectacle des tombeaux et des ruines. Rome, au fond, l'ennuyait (1).

Mais elle vit don Pedro, et tout changea : Rome s'anima pour elle. « Je n'ai compris que par vous, lui écrit-elle, les délices de ce séjour. » A la voix de don Pedro, les vieux aqueducs et les thermes s'émurent. Et, matin et soir, et la nuit au clair de lune, ce furent de longues promenades sentimentales au Colisée, au Palatin, au Capitole. Les sept collines, qui pendant le cours des siècles avaient vu passer tant d'amoureux, regardèrent sans s'étonner la Sibylle moderne et son beau ténébreux. Le Forum, qui n'était pas, comme à présent, un chantier de fouilles à ravir l'âme d'un archéologue, mais un délicieux paysage plein d'herbes folles, de lierre, de lauriers-roses et d'yeuses, leur prêta ses larges pierres pour s'asseoir, ses ruines pour rêver. Bientôt ils dirent : *Nous*. « Ah ! qu'il est touchant, ce *nous* prononcé par l'amour ! » Don Pedro se révéla cicerone accompli. Dans le roman, c'est Corinne qui explique Rome à Oswald ; à part ce détail, tout est réel ; ce qu'on prenait pour le guide Joanne de *Corinne*, c'est une page de souvenirs : les promenades dans Rome de don Pedro et de Mme de Staël.

En particulier, l'une de ces promenades, au clair de lune, dans les ruines du Colisée, la veille du jour où Mme de Staël quitta Rome, avait laissé dans son âme une empreinte ineffaçable. Elle a voulu en éterniser la mémoire. « J'ai écrit quelques-unes des choses que vous m'avez dites ce jour-là ; je n'inventerai jamais mieux et j'aime cette intelligence secrète qui

(1) George Sand aussi s'y ennuya, mais moins poétiquement que Mme de Staël : « Quelle balançoire que Rome ! »

s'établira entre nous, quand vous lirez *Corinne*. *Vous vous y reconnaîtrez tel que vous êtes*, et tel que vous serez, si vous soutenez votre esprit et votre âme à la hauteur qui leur est naturelle. » L'aveu est formel : Oswald, c'est don Pedro. On trouvera le souvenir de la promenade au Colisée au livre XV, chap. IV de *Corinne* : les *Adieux à Rome* : « Ce n'est pas connaître l'impression du Colisée que de ne l'avoir vu que de jour ; il y a dans le soleil d'Italie un éclat qui donne à tout un air de fête ; mais la lune est l'astre des nuits... » Les paroles solennelles que prononça don Pedro sous le regard ami de la lune, c'est l'appel à la Divinité, la méditation sur l'éphémère de la vie humaine : « Pourquoi s'abandonner à ces sentiments d'un jour, d'un jour en comparaison des espérances infinies qui nous unissent à la Divinité ?... Il y a là parmi ces étoiles un amour éternel qui peut seul suffire à l'immensité de nos vœux ! » Don Pedro se révélait poète larmartinien avant Lamartine : ce sont déjà les dernières strophes de *l'Isolement*. *Corinne*, c'est aussi, comme *le Lac* ou la *Tristesse d'Olympio*, un poème du Souvenir (1).

Ainsi, ce fut don Pedro qui révéla Rome à Mme de Staël : « Mon imagination, lui écrit-elle, n'avait point encore peuplé le désert ! » Mais elle connut, elle goûta la douceur suprême d'aimer à Rome, « quand Rome n'est habitée que par ses illustres ombres », au clair de lune, dans le grand silence que trouble seul le jaillissement des fontaines : et le désert s'anima. Que fut, au juste, cet amour ? Il est à remarquer que don Pedro renvoie Mme de Staël aux étoiles. Si étrange que cela paraisse, il faut bien se rendre à l'évidence ; la correspondance de Mme de Staël avec don Pedro, les vers qu'elle lui adresse témoignent d'un amour passionné, mais qui, semble-t-il, dut se renfermer dans de justes limites. Oui, don Pedro révéla à Mme de Staël un amour qu'elle ignorait encore : l'amour idéal, l'amour pétrarquiste. Il y a bien des degrés entre l'amitié et l'amour : ils les gravirent tous, sauf le dernier. Don Pedro fut inflexible. « Vous avez, lui écrit Mme de Staël, *remporté un triomphe sur ma propre nature !* »

(1) Il y a telle des poésies en français de don Pedro, écrite dès 1806, par exemple l'*Hymne à la lune*, qui tiendrait dans les *Méditations* une place fort honorable. Voir *Vida do duque de Palmella*, I, 507, par Mme Vaz de Carvalho.

Une autre régnera sur votre âme attendrie;
Sur l'invincible appui d'un cœur ferme et constant,
Une autre appuyera sa jeune et frêle vie ;
Mais pourriez-vous aimer sans songer à ces temps,
Où, tous deux rappelant les plus nobles peintures,
Les vers les mieux sentis, les airs les plus touchants,
Nous aimions à parler de ces flammes si pures,
Qui vers un ciel d'azur élèvent notre cœur
Et font de la vertu le secret du bonheur!
En aimant, perdrez-vous un souvenir si tendre?
Pourrez-vous être aimé sans croire encor m'entendre?

Donc, ils parlaient, sous le regard des chastes étoiles, de peinture, de poésie, de musique et d'amour, mais d'amour « vertueux ». L'étrangeté de la situation surprit, piqua, fit cabrer d'abord Mme de Staël; finalement, elle se résigna. Du moins, elle eût voulu faire de don Pedro son gendre : telle Mme de Mortsauf de Félix de Vandenesse. Don Pedro refusa : fit-il pas mieux que d'accepter? Que seraient devenus, dans le tête-à-tête familial, les souvenirs passionnés de la promenade au Colisée? Mme de Staël quitta Rome, désespérée. Elle emportait, comme gages, un cœur que lui avait donné don Pedro (mais il était *en or*), des cheveux de don Pedro, et une petite « pyramide », sans doute, la pyramide de Cestius, montée en bijou, souvenir d'une promenade sentimentale avec don Pedro. Rentrée à Coppet, elle se consola en écrivant *Corinne*, et c'est ainsi que don Pedro, de Portugais, devint Écossais, et prit le nom d'Oswald (1).

Mais Oswald n'est pas seulement don Pedro; il est parfois, il est aussi Mme de Staël; elle lui a prêté ses propres sentiments. Comme Mme de Staël, il s'ennuie à Rome; comme Mme de Staël, il cherche partout « un sentiment moral », et la vue de tant de chefs-d'œuvre ne lui suffit pas. Comme Mme de Staël, il regrette son père; il s'attendrit sur sa canne, sur son manteau, sur son fauteuil, comme elle-même, rentrant à Coppet, sur la canne, le manteau et le fauteuil de M. Necker. Il lit avec piété ses manuscrits, il en tire des citations, et ce sont des extraits des propres ouvrages de M. Necker.

Et Oswald est aussi Gibbon, l'amoureux de Suzanne

(1) Cf. H. Faure, *Mme de Staël et le duc de Palmella* et le *Journal de Genève*, 29-31 mars 1909.

Curchod, la future Mme Necker, la mère de Mme de Staël. Celle-ci n'avait qu'à feuilleter les archives de Coppet; M. d'Haussonville a raconté cette piquante histoire. Le père de Gibbon, c'est exactement le père d'Oswald; il s'oppose au mariage de son fils pour les mêmes raisons que lord Nelvil s'oppose, d'outre-tombe, au mariage du sien : « Épousez votre étrangère, écrit le vieux Gibbon : vous êtes indépendant. Mais souvenez-vous avant de le faire que vous êtes *fils et citoyen anglais!* » Ce sont, trait pour trait, les sentiments du père d'Oswald, et la lettre que ce vieil Écossais intransigeant écrit avant de mourir à lord Edgermond (1) n'est que le développement de ce texte : « Un homme né dans notre heureuse patrie doit être Anglais avant tout. » L'infortuné Oswald cède à la voix d'un père, comme Gibbon, et Corinne, comme Suzanne Curchod, est victime du préjugé national.

Mais, direz-vous, Benjamin Constant? N'y a-t-il rien de ce personnage dans Oswald? Il serait exagéré de le prétendre. N'oublions pas que le roman a été écrit pendant l'été de 1806, en pleine crise, à Auxerre, au château de Vincelles, à Rouen, à Acosta. C'est le moment des scènes violentes, présage de la rupture prochaine entre Mme de Staël et Benjamin. « Scène épouvantable, horrible, insensée; expressions atroces, note Benjamin dans son *Journal*. Elle est folle ou je suis fou! » Comment de telles scènes n'auraient-elles pas leur écho dans *Corinne*? Souvenez-vous de Corinne en Écosse : elle poursuit Oswald, comme Mme de Staël Benjamin; larmes, crises de nerfs, évanouissements, rien n'y manque. Tout le dramatique de *Corinne*, c'est de l' « amour vécu », si l'on peut dire, ou, plus, exactement, l'agonie de l'amour de Mme de Staël et de Constant. Il y aurait plus d'un rapprochement à faire avec *Adolphe*, qui est, comme on sait, de la même époque. Mais *Adolphe*, c'est la réalité; *Corinne*, c'est la poésie. Si la première partie du roman, le voyage à Rome, a été écrite sous l'influence de don Pedro de Souza, il y a du Benjamin dans la seconde. « *Sola inconstantia constans!* » ce pourrait être la devise d'Oswald, comme celle de Constant. « Ce n'était pas qu'il fût décidé, mais il ne s'occupait pas de l'être, et il se laissait aller aux événements, espérant bien être entraîné par eux à ce

(1) *Corinne*, liv. XVI.

qu'il souhaitait. » Quel est cet indécis? Oswald ou Constant? Mais ce n'est pas tout. S'il en faut croire Mme Récamier et certaine confidence à Sainte-Beuve, Prosper de Barante, dont Mme de Staël est fort éprise en 1806, l'année où elle écrit *Corinne*, aurait aussi donné plus d'un trait à Oswald; et enfin il est indéniable que le délicieux roman de *Caliste* de Mme de Charrière, que Mme de Staël déclare avoir relu « dix fois », a fort inspiré *Corinne :* le jeune lord de *Caliste* est la première ébauche d'Oswald. Que conclure de cette enquête, sinon que Mme de Staël agit comme tous les romanciers et, en particulier, comme le plus grand de tous, Balzac? Elle a fait appel à ses lectures, à ses souvenirs, et elle a composé de types différents un personnage qui a, quoi qu'on en ait dit, son unité, son caractère et sa vie propre.

Quant à Corinne, point de doute; c'est Mme de Staël. Elle domine tout le roman; Oswald fait piètre figure à côté d'elle. Les romans de Mme de Staël sont les premiers grands romans « féministes » de notre littérature; la femme y tient le premier rôle. Femme, Mme de Staël l'était, comme dit Brunetière, « autant qu'on puisse l'être »; et elle a tracé d'elle un portrait, idéalisé sans doute, mais d'une vérité, d'un dramatique extraordinaire. Oui, c'est bien elle, la géniale, l'enthousiaste, l'amoureuse de la gloire, « ce deuil éclatant du bonheur »; c'est elle aussi, la faible, la passionnée, la triste, oh! si profondément triste, et tremblante devant la destinée, la douleur, l'abandon, la vieillesse et la mort. Qu'est-ce, à côté d'elle, que la Corilla Olympica, Isabelle Pellegrini, ou cette ridicule Mme Mazzei, qu'elle entendit à Florence? Ces pauvres improvisatrices italiennes ne peuvent soutenir la comparaison avec elle, ni même cette touchante Caliste, à qui manquent le génie et la gloire. Mais la beauté de Corinne, c'est qu'elle n'est pas seulement Mme de Staël; plus qu'elle, c'est la douloureuse destinée de la femme, c'est la puissance de souffrir qui est en elle, c'est le conflit entre les aspirations de son âme et la société qui la repousse. C'est la lutte éternelle de l'amour entre la générosité de la femme et l'égoïsme de l'homme, générosité que le monde condamne, égoïsme qu'il absout. La trahison de la femme, voilà l'éternel sujet des romans écrits par l'homme; mais qui parle de la trahison de l'homme? Samson, lui aussi, n'est-il pas Dalila? Mais l'homme, que l'amour trahit, trouve, dans la

vie active, l'oubli de ses douleurs. Que reste-t-il à la femme, déchue de sa beauté, déchue de sa jeunesse, si l'amour l'abandonne? Oh! la plainte douloureuse qui s'élève de *Corinne*, comme la lamentation d'un chœur antique, des autres femmes, ses compagnes, sacrifiées, comme elle, à l'égoïsme, au « devoir »! Voilà, manifestement, la beauté de *Corinne*. Elle est à l'origine du féminisme romantique. Mais elle le dépasse de beaucoup par la noblesse de l'attitude et une incontestable grandeur. Je ne connais rien, en ce sens, de plus émouvant que la fin du roman où, dans sa chambre du Lung'Arno, Corinne meurt, désabusée de l'amour humain, les regards tournés vers le ciel, et cette conclusion : « Lord Nelvil donna l'exemple de la vie domestique la plus régulière et la plus pure. Mais se pardonna-t-il sa conduite passée? Le monde qui l'approuva le consola-t-il? Se contenta-t-il d'un sort commun, après ce qu'il avait perdu? Je l'ignore, et ne veux, à cet égard, *ni le blâmer, ni l'absoudre*. » Je ne sais, mais il y a, dans cette simplicité, un accent bien supérieur à toutes les déclamations romantiques.

On peut critiquer la puissance poétique de Mme de Staël, et sa Corinne elle-même n'est pas toujours aussi grande qu'elle l'a rêvée. Mais ses figures de second plan sont, en général, d'une justesse de touche remarquable. De toutes ces figures, une se détache avec une supériorité qui n'a pas été égalée : c'est Lucile Edgermond, la sœur de Corinne et bientôt sa rivale. Cette divine beauté anglaise, qui semble descendre d'un cadre de Lawrence ou de Reynolds, avec son teint si pur, ses cheveux cendrés, ses yeux couleur d'aigue-marine, est tout simplement la plus délicieuse figure de jeune fille du roman français. C'était l'avis de Barbey d'Aurevilly; c'était aussi celui de Benjamin Constant, qui a fait dans le *Publiciste*, en 1807, le compte rendu ou, comme on disait alors, l'« extrait » de *Corinne*. Il fallait le pinceau d'une femme pour peindre, avec tant de délicatesse et sans la moindre fadeur, cette pudeur virginale, cet élan d'un cœur qui se donne, enfin cette jalousie muette qui torture cette jeune âme, quand elle découvre dans Oswald cet ennemi : le *Souvenir*. Tout le voyage en Italie d'Oswald et de Lucile est de la plus grande beauté : le drame silencieux qui se joue entre les époux, le passé, le terrible passé que l'on croyait mort, qui ne meurt jamais et qui sépare, l'amour impossible parce qu'il se heurte

à l'ancien amour, voilà ce qu'il y a dans l'histoire de Lucile. « Comment avez-vous donné le nom de ma sœur à votre bégueule de Lucile? » écrivait Chateaubriand, retour d'Orient, à Mme de Staël. Il eût été bien incapable, pour son compte, de réaliser un tel personnage. Il fallait une main de femme. Où Mme de Staël en avait-elle pris l'idée ? On ne sait; peut-être en Angleterre, dans son voyage en 1793. Il est bien remarquable que la plus chaste création de jeune fille soit l'œuvre d'une femme plus habituée à retracer les orages de la passion que les troubles de la vertu.

D'ailleurs, toutes les peintures de la vie anglaise qu'il y a dans *Corinne* sont d'une justesse et d'une verve qui ravirent les contemporains. Sur le chapitre des mœurs, Mme de Staël est sur son terrain véritable. Tout le séjour de Corinne en Écosse, chez lady Edgermond, les monotones soirées à la table de thé, le whist, la nullité des conversations, le temps qui tombe goutte à goutte et fait mesurer la longueur des jours, tout cela est raconté avec l'esprit d'une femme de société, enchantée de quitter le cothurne tragique pour se mettre à son aise. Soyons sûrs que ce ne sont pas seulement des souvenirs de Juniper-Hall et du séjour de Mme de Staël en Angleterre. Les Genevois ne s'y sont pas trompés. Le puritanisme de Genève, la médiocrité genevoise, la jalousie genevoise qui s'exerce à l'égard du génie, qui guette ses faiblesses et triomphe de ses fautes, telle est la « source » de certaines pages de *Corinne* : « Il n'est pas vrai qu'on puisse tout simplement mépriser ce que disent les gens médiocres ; ils pénètrent malgré vous dans le fond de votre pensée, ils vous attendent dans les moments où la supériorité vous a causé des chagrins, pour vous dire un *hé bien*? tout modéré en apparence, et qui est cependant le mot le plus dur qu'il soit possible d'entendre. » Que de fois elle avait entendu à Genève quand elle rentrait au foyer, traînant l'aile et tirant le pied, ce mot cruel : « Hé bien? Nous vous l'avions bien dit! » Revanche éternelle de la médiocrité sur le génie!

Mais, dit-on, Mme de Staël a « diffamé » la France. C'est le grand reproche de Napoléon, qui avait ses raisons pour le faire. Il ne faut pas demander à Napoléon de l'impartialité envers Mme de Staël, pas plus qu'à Mme de Staël envers Napoléon. L'Angleterre reproche-t-elle à Mme de Staël de l'avoir « diffamée », parce qu'elle a peint le rigorisme anglais, la nullité de la vie de

société en Angleterre? Molière a-t-il « diffamé » la France, parce qu'il a peint Acaste et Clitandre? Acaste et Clitandre, dans *Corinne*, c'est d'Erfeuil. Mais il est charmant, d'Erfeuil, et surtout très reposant. Quand on est fatigué et tout courbaturé de Corinne, on se repose en d'Erfeuil. Il n'a, suivant la formule, « rien appris et rien oublié », c'est vrai, il est content de lui, fat, un peu « gaffeur ». Mais quelles agréables manières! Il est brave, sensible, compatissant, dévoué; il secourt Corinne, quand Oswald l'abandonne, et il veut la marier : n'est-ce pas admirable? Il vaut infiniment mieux qu'Oswald. Que manque-t-il à d'Erfeuil? C'est un portrait tombé de son cadre. A Versailles, dans la chambre du Roi, il ferait très bonne figure. Mais les temps sont durs, et d'Erfeuil voyage à l'étranger pour se distraire. Il ne se propose pas, comme Mme de Staël, de découvrir les peuples, il veut tuer l'ennui, c'est beaucoup plus simple. D'Erfeuil, c'est l'émigré, et, à tout prendre, il est plus agréable que M. de Mortsauf, du *Lys dans la vallée*. Il manque un peu de cervelle : mais est-ce la faute de Mme de Staël? Elle connaît bien d'Erfeuil; elle lui a sauvé la vie pendant la Terreur; elle l'a hébergé à Coppet. Elle l'a peint sans malveillance, et elle a fait un petit « chef-d'œuvre » (1).

Et M. de Maltigues? A-t-elle, en sa personne, « calomnié la France »? Ce ne fut pas l'avis des contemporains. Tout le monde connaissait ce visage impassible, ces lèvres minces, ce front d'airain. Isabey l'a dessiné; Prud'hon en a fait un portrait admirable. C'était l'ancien ami de Mme de Staël, « Maurice ». Il lui devait la fortune, il lui devait la vie. Elle l'avait, au temps du Directoire, rappelé d'Amérique, remis à flot, fait nommer ministre. Et maintenant, il ne la connaissait plus. Elle s'en est vengée une première fois en le peignant dans *Delphine* (Mme de Vernon), une seconde fois dans *Corinne*, en lui restituant son sexe. A-t-elle rien dit de plus fort sur le personnage, que Chateaubriand dans les *Mémoires d'outre-tombe*? Cet égoïsme raffiné, cette froideur de glace, ce mépris de la vertu, du dévouement, de l'enthousiasme, c'est bien M. de Talleyrand; mais elle lui a laissé sa bravoure et son air de race. Elle est inimitable pour peindre les gens du monde, parce qu'elle les connaît bien, et qu'il faut être du monde pour le peindre. Mais pourquoi veut-

(1) Le mot est de Benjamin Constant, dans *le Publiciste*.

on qu'elle les flatte? Elle a vu, sous les manières séduisantes, les vices et les bassesses de l'âme. M. de Maltigues, c'est Talleyrand; mais c'est aussi plus qu'un homme, c'est toute une époque; c'est Fouché, c'est Sieyès, c'est Rœderer, ce sont les désabusés, les renégats, les ralliés, chamarrés de titres, de cordons et d'honneurs, prêts à trahir l'homme qui les récompensait, comme ils avaient trahi la royauté, comme ils avaient trahi la république. Certes, Mme de Staël n'aimait pas la France officielle; et comment l'eût-elle aimée? Mais elle écrivait pour une autre France, celle qu'elle nomme, dans *Delphine*, la « France silencieuse ». On l'oublie trop de nos jours. Non, elle n'a pas calomnié la France; c'est pour ces âmes exilées du temps présent, solitaires et souffrantes, méditatives, rêveuses, éprises de liberté et de poésie qu'elle a écrit son livre. Cette « France silencieuse », c'était la France de l'avenir. Elle a répondu à l'appel de *Corinne*. Lamartine, jeune, l'a lue avec ivresse, et, plus tard, il a rendu à l'auteur, cette femme « adorable », le plus éclatant hommage, non d'un homme, mais d'une génération tout entière (1).

Corinne eut son heure d'apothéose. Ce fut en 1822, quand parut au Salon de cette année le tableau célèbre de Gérard, *Corinne au cap Misène*. Il avait été commandé au peintre, en 1819, par le prince Auguste de Prusse, l'ancien amoureux de Mme Récamier, qui avait été l'hôte de Mme de Staël à Coppet, en 1807, et voulait donner à sa mémoire une « preuve de sa reconnaissance ». Le jeune Adolphe Thiers signale dans *le Constitutionnel* le succès extraordinaire de l'œuvre. Corinne, dont les traits idéalisés rappellent ceux de Mme de Staël, déjà peinte par Gérard, laisse pendre de ses bras sa lyre; elle lève les yeux au ciel ; elle va chanter. Oswald, un pied en avant, en bottes à glands, son chapeau haut-de-forme à la main (c'était une nouveauté dans un pareil sujet que le costume moderne), s'approche d'elle. Derrière lui apparaît la figure grave et noble du prince de Castel-Forte, qui fut auprès de Corinne ce que Mathieu de Montmorency avait été pour Mme de Staël, l'ami des mauvais jours; puis deux figures de jeunes femmes, deux jeunes Anglaises, de la société de Corinne; une Italienne, en costume national, fait signe à un

(1) Lamartine, *Des destinées de la poésie.*

groupe qui, au fond, danse la tarentelle. Un personnage énigmatique, qu'on ne s'attendait guère à voir ici, en fustanelle, coiffé d'un turban, les yeux baissés, écoute. Qui est-ce? 1822, c'est la guerre d'indépendance de Grèce, c'est l'année du massacre de Scio. Ce personnage symbolise la Grèce. Corinne n'a-t-elle pas, du haut du campanile de Venise, lancé l'appel à la Grèce captive, l'appel de la Liberté? C'est pourquoi les deux grandes opprimées, la Grèce, l'Italie, figurent dans cette œuvre romantique. Le Vésuve fume; la mer de Naples baigne de ses flots d'azur le promontoire inspiré; le soir tombe; quelques voiles fuient à l'horizon. La poésie chante. Il faut, pour comprendre cette scène, relire les *Méditations* et *Childe-Harold*, s'enthousiasmer pour la poésie, la liberté, les peuples asservis ; il faut avoir l'âme romantique. *Corinne au cap Misène*, c'est un symbole.

Le tableau fut donné, comme on sait, par le prince Auguste de Prusse à Mme Récamier : hommage à Mme de Staël sans doute, mais souvenir aussi d'un ancien amour, de ces « temps malheureux » dont parlait le prince, où la douceur d'une affection partagée le consolait de l'amertume de la défaite. Mme Récamier suspendit l'*ex-voto* princier d'abord au mur de l'humble cellule du troisième étage de l'Abbaye-au-Bois, que Dejuine a peinte, que Chateaubriand a décrite avec tant de poésie; puis dans le grand salon du premier étage, à droite de la cheminée, où il prit sa place définitive. C'est de là qu'il préside aux illustres réunions du romantisme. C'était plus qu'un souvenir. Le temps faisait son œuvre ; il consacrait une gloire. Mme Récamier, Mme de Staël, Chateaubriand, la Beauté, l'Enthousiasme, le Génie, c'était toute une époque qui allait disparaître; c'était elle qu'évoquaient, aux yeux de ceux qui en étaient les fils, des jeunes visiteurs de l'Abbaye-au-Bois, les hôtes du salon, assis au coin de la cheminée, et là-haut, dans son cadre, la Sibylle qu'inspiraient les Dieux.

PAUL GAUTIER.

QUESTIONS SCIENTIFIQUES

LA VIE DE LA MATIÈRE ET LA CHIMIE DU TEMPS

Dans un article antérieur, nous avons essayé de résumer et de généraliser ce que l'on peut aujourd'hui penser sur la transmutation de la matière (1). Cherchons maintenant à tirer de cette théorie nouvelle quelques conclusions applicables à la géologie proprement dite. Si largement hypothétiques qu'apparaissent ces idées de transmutation, elles rentrent pourtant désormais dans le domaine des possibilités logiques et il en résulte un grand trouble pour toutes nos explications anciennes que nous sommes amenés à revoir sous un jour imprévu. Non seulement notre physico-chimie devient, ce que nous pouvions déjà supposer, une approximation momentanée et locale ; mais, en cet instant même et en ce point de l'univers où nous étudions ses phénomènes, nous n'entendons plus désormais les mots d'énergie, de matière, d'attraction, de pression, d'élément chimique dans le même sens précis. Nous nous sentons ainsi emportés dans un tourbillon analogue à celui qui, depuis un siècle, bouleverse les vieilles formes sociales. La substance ou la loi physique que nous cherchons à définir nous fuit entre les doigts. La nature, dont les poètes romantiques admiraient ou déploraient l'impassibilité devant les troubles humains, nous semble maintenant aussi troublée que nous et peut-être poussée alternativement en des sens contraires par des flux et des reflux de marée.

(1) Voyez la *Revue* du 15 avril.

Ce qui nous sauve dans la pratique, c'est que nous sommes des éphémères. Cela nous permet de raisonner comme le ferait un insecte qui croirait tout le temps limité à la durée d'une journée ensoleillée ou d'un printemps. Notre science est, en général, construite à notre proportion. Notre chimie de laboratoire est un jeu d'enfants pressés. Mais la géologie, comme l'astronomie, nous permet de faire intervenir des longueurs de temps un peu moins misérablement brèves, quelques centaines de millions ou milliards d'années solaires. Le laboratoire interne de la terre nous offre ainsi les résultats d'expériences poursuivies avec une persévérance qui, à nos yeux humains, paraît presque infiniment longue, dans des conditions physiques dont, sur notre superficie terrestre, nous n'avons pas plus le soupçon qu'un radeau flottant sur la mer ne connaît ce qui se passe dans les abîmes de l'Océan. En résumé, la géologie apporte ainsi à nos réactions ce facteur temps qui leur manquait et les fait passer de l'espace vulgaire à trois dimensions dans cet espace à quatre dimensions que chérissent les mathématiciens modernes.

J'ai souvent insisté sur cette idée que les chimistes auraient intérêt à amplifier la durée de leur champ expérimental par une extension géologique, à la condition de ne pas vouloir imposer à cette chimie généralisée les lois de leur chimie restreinte, mais de se laisser diriger sur un terrain nouveau par l'observation des faits. En consultant des provinces métallogéniques différentes et d'âges divers, on ne fait pas seulement varier à volonté les conditions primitives de température et de pression, mais on peut aussi remonter la série des âges comme lorsque des fouilles abordent successivement les ruines de plusieurs villes superposées. On aperçoit ainsi, sans sortir de la chimie proprement dite, le rôle capital des actions extrêmement lentes exercées par des solutions extrêmement diluées, presque homéopathiques. Mais l'étude devient encore plus intéressante, si on entre dans le domaine alchimique et si l'on admet que les atomes peuvent se modifier avec le temps, en nous fournissant un véritable chronomètre. La matière prend alors à nos yeux une apparence de vie. Nous y voyons, comme en paléontologie, les êtres, les espèces, les races se succéder en s'engendrant. L'observation peut donc nous dire depuis combien de temps telle ou telle modification a commencé. Elle doit nous exprimer ce temps par des évaluations relativement précises, rapportées

aux constantes radioactives ou aux mouvements astronomiques. Elle peut même nous désigner les transmutations susceptibles d'être abordées par notre alchimie trop rapide, en localisant et dirigeant nos recherches.

Prenant cette idée pour base, nous allons examiner comment certains mystères géologiques se présentent à nous dans l'hypothèse d'une transmutation généralisée et nous verrons jusqu'à quel point les observations de fait viennent confirmer ou démentir cette induction hardie.

Le premier point que nous traiterons, à savoir la répartition des éléments chimiques, a déjà été quelque peu abordé antérieurement et nous devons commencer par résumer et grouper ici ce qui s'est trouvé dit à ce sujet.

En nous bornant d'abord à interpréter les résultats de notre métallogénie superficielle, nous avons vu que l'ordre régulier et normal de nos éléments chimiques doit être leur distribution, leur classement de la périphérie au centre dans l'ordre de leurs poids atomiques. Les anomalies, les déplacements, les dépaysements sont attribuables aux tourbillons de la matière fluide, puis aux plissements et déplacements verticaux de l'écorce, qu'ont suivis encore des transports par les eaux souterraines ou superficielles. Nous avons été plus loin et nous avons supposé que la formation même des atomes constituant les divers corps simples pouvait tenir à leur position normale sur le rayon terrestre et aux conditions physiques qui en résultent. Pour nous, la loi générale est celle d'une condensation entraînée par l'attraction, donc d'une transmutation progressive avec production d'atomes de plus en plus lourds dans les zones centrales. Mais nous avons admis au contraire qu'à la surface les atomes lourds dépaysés, venus du centre, peuvent s'alléger et se remettre en équilibre avec leur milieu, par une série d'explosions internes successives, et qu'il en résulte une radioactivité.

J'ajoute aussitôt que cette manière d'interpréter les faits paraît en désaccord avec la constance observée dans la radioactivité quand on modifie la pression. Mais les pressions sur lesquelles nous opérons jusqu'à 2000 atmosphères n'ont aucun rapport avec les conditions que doivent présenter les parties centrales de la terre et, dans notre physique moderne où domine sous toutes les formes l'idée de discontinuité, on peut fort bien admettre une radioactivité constante jusqu'au moment où elle

se modifie brusquement en passant un point critique, comme lorsqu'on franchit une marche d'escalier. Nous n'en savons rien, mais nous n'avons pas la preuve du contraire et nous savons encore si peu de chose!

Continuant à généraliser abusivement, nous avons supposé que, dans les zones superficielles, seules accessibles pour nous, non seulement quelques atomes à radioactivité vérifiée, mais tous les atomes chimiques trop lourds, trop condensés pour le milieu où ils ont été transportés, devaient offrir à des degrés divers la même tendance à la désintégration atomique, exceptionnellement constatée sur les plus lourds, les plus dépaysés, donc apparemment les plus instables d'entre eux, l'uranium et le thorium. Peut-être les conditions de la superficie terrestre ne suffisent-elles pas pour tous à réaliser automatiquement cette explosion interne. Mais chacun des éléments chimiques pour lequel elle se produit, observé à la surface (ou, ce qui revient au même, dans ces écorchures d'un ou deux kilomètres au plus que nous appelons nos mines), doit, au lieu d'être éternel, présenter une « durée de vie » et céder la place à un ou plusieurs descendants ayant eux-mêmes une durée de vie limitée. Cette transformation progressive, c'est l'équivalent de ce qu'on appelle en biologie l'évolution, et les explosions par lesquelles elle s'opère peuvent être comparées aux « saltations » qui font soudain apparaître une nouvelle espèce, comme aux naissances qui manifestent un nouvel être. La conclusion est que, dans le milieu restreint d'un minerai où les éléments chimiques s'engendrent et se succèdent en vivant chacun un temps limité, il doit s'établir un équilibre entre les naissances et les décès comme dans une population fixe et qu'il doit, par conséquent, tendre à se réaliser une proportion définie entre les nombres des atomes qui représentent chaque génération, entre les poids des divers corps simples qui en sont l'expression. C'est ce que nous avons constaté dans les familles des métaux dits radioactifs, uranium, thorium, actinium. C'est ce que l'on n'a pas encore démontré pour d'autres : soit que notre généralisation apparaisse trop ambitieuse ; soit que la lenteur extrême des réactions les soustraie à nos moyens d'investigation ; soit enfin (et c'est un point sur lequel je veux insister) que la complexité des phénomènes géologiques nous masque la vraie loi profonde des phénomènes.

Il faut, en effet, se représenter quel écheveau extraordinairement embrouillé nous nous efforçons de démêler. Tout le complique, les conditions probables de la transmutation même et surtout les réactions de chimie proprement dite qui se sont certainement superposées à elles, si même elles ne sont pas exclusivement intervenues. Dans la transmutation, nous croyons apercevoir qu'un même père peut avoir deux fils et que deux cousins procédant de rameaux divergents peuvent être à peu près identiques, ce que l'on appelle « isotopes ». D'où première difficulté pour reconstituer les ascendances et calculer les proportions qui doivent en résulter. Puis, toujours dans notre hypothèse où les métaux viennent de la profondeur, un atome d'uranium a pu se trouver apporté vers la superficie en une ou plusieurs étapes à des époques distinctes et donner, par exemple, des proportions variables de plomb connexe. Mais le plomb, en même temps qu'il procède de l'uranium, a aussi sa place propre sur le rayon terrestre, et du plomb venant directement de cette origine, sans avoir jamais atteint la condensation de l'uranium, a pu se trouver conduit vers la surface, où nous n'avons donc aucune raison de trouver de l'uranium auprès de lui. Enfin, tous ces atomes de corps simples profonds, que nous supposons introduits dans l'écorce au moment de sa consolidation primitive, ont été depuis lors soumis, en même temps qu'à une transmutation problématique, à des refusions multipliées, à des réactions chimiques certaines, à une longue élaboration de métallurgie naturelle dont j'ai essayé ailleurs d'élucider les lois et sur laquelle j'ai fondé toute une classification.

On ne saurait donc apporter trop de circonspection en se hasardant sur le terrain que nous abordons ici, et c'est simplement à titre de suggestion que je vais signaler, entre les quantités de plusieurs métaux associés dans des gisements analogues, des rapports numériques curieusement constants.

Descendant la série des poids atomiques, je retrouve d'abord l'association de l'uranium avec le radium : association la plus typique de toutes, puisqu'ici la parenté ne paraît pas douteuse et qu'il est donc intéressant de préciser comme un cas particulièrement simple d'un phénomène si complexe.

Quand on analyse une série de minéraux uranifères, on y trouve toujours à peu près le même rapport du radium à l'uranium, entre 2,56 et 3,74 dix-millionièmes et on a cru aperce-

voir que, plus le minéral était de formation ancienne et pouvait par conséquent représenter un apport profond plus ancien, plus la proportion de radium s'accroît. On a également affirmé qu'il y avait association constante de l'uranium et du thorium, quoique ici en proportions tout à fait variables. Mais, même dans ce cas si particulièrement simple, les restrictions abondent déjà. L'uranium contient toujours du radium; mais la réciproque n'est pas vraie si l'on attribue, comme semble l'indiquer la loi de décroissance radioactive, la radioactivité habituelle des terrains ou des eaux à une dissémination de radium que n'accompagne aucun uranium. Bien plus, le thorium donne, lui aussi, indépendamment de tout uranium et en quantités relativement notables, un mésothorium qui ressemble au radium comme un frère.

Si nous passons au plomb, nous avons déjà dit que la transmutation de l'uranium ou du thorium paraît aboutir à ce métal. En analysant des minerais d'urane ou de thorium, on obtient, en effet, deux plombs de poids atomiques légèrement différents, isotopes (206 et 208), deux cousins germains. Ici, la restriction déjà indiquée pour le radium s'accentue. La grande majorité du plomb que l'on rencontre dans les gîtes métallifères n'est accompagnée ni d'uranium ni de thorium et ne paraît avoir aucun rapport d'origine avec ces deux métaux. Mais rappelons-nous ce qui a été dit plus haut. Notre théorie ne suppose nullement que tout le plomb (ou, plus généralement, tout autre corps simple) ait commencé par avoir un poids atomique plus élevé et ait été l'objet d'une transmutation. Il y a, je viens de le signaler, du plomb que l'on suppose venir de l'uranium. Ce plomb, suivant toutes vraisemblances, doit être exceptionnel dans notre zone superficielle, comme l'est l'uranium lui-même, dont la position normale est trop rapprochée du centre pour qu'il ait eu des occasions nombreuses de venir à la superficie. Mais il y a certainement aussi, et en beaucoup plus grande abondance, un autre plomb qui, dans le cycle actuel de la matière, n'a jamais été que du plomb et n'a jamais eu des atomes plus lourds : un plomb qui s'est simplement échappé de sa place primitive pour monter au jour, comme l'avait fait, dans des cas plus rares, l'uranium constitué plus profondément.

Maintenant, ce plomb, à son tour, n'a-t-il pas subi une

transmutation? En grande partie tout au moins, il est resté plomb, puisque nous le recueillons abondamment sous cette forme : peut-être parce que nos conditions superficielles ne permettent pas sa désagrégation spontanée ou parce que le temps lui a manqué. Cependant il n'est pas interdit de penser avec un peu d'imagination qu'une partie de ce plomb a pu changer de substance et devenir, par exemple, de l'argent. Il existe, en effet, de très nombreux minerais de plomb, déposés dans des conditions analogues, où la proportion de l'argent par rapport au plomb oscille dans des limites restreintes entre 1 pour 1 000 et 1 pour 5 000. N'insistons pas et répétons pour l'argent ce que nous venons de dire pour le plomb! En admettant même (ce qui, on le voit, est fort douteux) qu'une partie de l'argent puisse venir du plomb, il existe aussi de l'argent arrivé directement à l'état d'argent et l'on observe une autre association toute différente entre l'argent et l'or. Dans de très nombreux minerais sulfurés, il y a environ 1 d'or pour 50 d'argent. Ailleurs, l'or natif est toujours en même temps argentifère dans une proportion qui va jusqu'à un tiers d'argent.

Nous rencontrons ensuite une famille particulièrement homogène, celle du platine avec rhodium, palladium, iridium, etc., dont tous les éléments sont habituellement réunis. Les proportions y sont, sinon constantes, du moins maintenues dans le même ordre de grandeur : par exemple, pour 100 de platine, 6 de rhodium, 1,6 de palladium et 0,07 d'iridium.

Sans vouloir multiplier les exemples, citons encore, dans les gisements pyriteux, le rapport de 1 à 100 ou 1 000 pour le cadmium et le zinc, de 1 à 10 pour le cobalt et le nickel, de 1 à 50 ou 75 pour le manganèse et le fer, etc.

Rien de tout cela n'est précis et nous n'indiquons ces chiffres qu'à titre de suggestion. Mais on peut être plus affirmatif pour l'association des gaz inertes, azote, argon, krypton et néon, qui, faute d'affinités chimiques, paraît avoir conservé ses proportions initiales, telles qu'elles existaient dans la fluidité première de la terre, ou telles qu'elles ont pu résulter de transmutations inconnues.

De très nombreuses analyses dues à MM. Moureu et Lepape ont bien mis cette constance en évidence dans les eaux souterraines, le grisou, etc. Elles ont, en même temps, montré que ces gaz sont associés à l'hélium en proportions au con-

traire tout à fait variables : l'hélium à son tour n'ayant aucun rapport avec la radioactivité qui l'accompagne. Ainsi, dans une source thermale comme celle de Plombières, si l'hélium dégagé venait du radium, il faudrait que les eaux thermales eussent, dans leur parcours souterrain, lessivé chaque jour 46 milliards de tonnes de roches. Un chiffre aussi évidemment absurde montre assez que cet hélium a été rencontré tout formé dans les profondeurs du sol. Au contraire, le rapport du krypton à l'argon atteint régulièrement 1,2 à 1,8 et le rapport de l'argon à l'azote est aussi à peu près constant.

Les relations de parenté qui peuvent résulter ainsi d'une transmutation ne sont pas seules à intervenir dans le groupement des métaux. Il existe aussi, — et c'est là, je crois, un ordre d'idées tout différent, — des familles de corps simples, dans lesquelles les éléments chimiques jouissent de propriétés tout à fait analogues qui tendent à leur attribuer le même type de gisements : familles bien connues du chlore, du soufre, des métaux alcalins, etc. Dans une telle famille, les poids atomiques sont, non pas voisins, mais liés suivant des rapports numériques, mis en évidence dès 1862 par Béguyer de Chancourtois et jamais complètement expliqués. Peut-être les édifices moléculaires y sont-ils construits suivant le même modèle, mais avec des proportions différentes. Les caractéristiques atomiques sur lesquelles nous avons insisté précédemment, l'état de condensation, le nombre des protoatomes et des électrons, ne doivent pas être seules à intervenir dans notre chimie; mais l'agencement, l'enchaînement de ces éléments primordiaux varie sans doute, comme cela se produit en chimie organique. On sait combien, dans cette chimie organique ou chimie de la vie, le carbone joue un rôle exceptionnel et se prête à une multiplicité de combinaisons. Il est permis de supposer que ce rôle spécial du carbone sur notre superficie terrestre, un autre corps de poids atomique plus élevé l'occupe peut-être dans les conditions qui dominent à 500 ou 1 000 kilomètres de profondeur dans la terre, ou un atome plus léger sur un astre moins condensé. C'est encore là une complication nouvelle dans le champ de nos hypothèses.

Le second point sur lequel la transmutation nous apporte des lumières est la vieille question si discutée de la chaleur terrestre. On connaît le fait essentiel. Bien que la chaleur

superficielle, grâce à laquelle nous vivons, dépende surtout du soleil, l'intérieur de la terre est chaud, d'autant plus chaud que l'on s'enfonce davantage et la vitesse d'échauffement, mesurée par ce qu'on appelle le degré géothermique, est très variable suivant la structure géologique de la région considérée, depuis un degré par 100 mètres jusqu'à un degré par 10 mètres. La vitesse d'échauffement semble ainsi dépendre de l'époque où le pays étudié s'est définitivement consolidé, ou de l'épaisseur plus ou moins grande qu'a acquise la croûte solide en ce point. Dans les idées de la physique classique, la conclusion s'impose. L'écorce terrestre fonctionne comme ayant à sa base une source chaude qui déverse sans cesse des calories vers l'éther glacé. La terre rayonne, à travers son écorce, de l'énergie calorifique vers l'espace. Donc, si elle ne la retrouve pas sous une autre forme, elle doit se refroidir intérieurement.

Mais la découverte du radium est venue nous révéler une source d'énergie reconstituante qui explique cette prodigalité de calories. On a calculé quelle quantité de radium serait nécessaire pour réaliser et maintenir la température constatée dans la profondeur du globe. Puis, mesurant par la radioactivité des roches leur teneur moyenne en radium, on a hardiment multiplié le chiffre de radium obtenu par le volume de la terre et on en a trouvé près de cent fois trop. Non seulement le radium suffit à expliquer la chaleur dépensée dans l'espace, mais il en fournit un gros supplément. Aussitôt de nombreux physiciens ont cru pouvoir en conclure que la terre, au lieu de se refroidir, se réchauffe à raison de 1800 degrés par million de siècles et qu'elle retourne rapidement vers l'état de nébuleuse.

C'est, à tous égards, aller singulièrement vite en besogne. Cela suppose : d'abord, que la radioactivité entraîne nécessairement toujours la production de chaleur constatée pour le radium; puis que cette radioactivité persiste dans l'intérieur de la terre comme à la surface. Admettons même que la quantité de calories attribuée au radium de l'écorce extérieure soit exacte, on a seulement le droit d'en conclure que cette écorce dépense une somme d'énergie atomique manifestée par un flux de chaleur vers ses parties internes. Mais pourquoi cette énergie garderait-elle, dans les profondeurs terrestres, cette même forme calorifique? Pourquoi ces profondeurs fourniraient-elles des calories dans les mêmes proportions? Pour-

quoi, autrement dit, le radium se comporterait-il dans toute l'étendue du globe comme à la superficie? Le seul argument en faveur de cette conception généralement admise est que le radium superficiel garde la même radioactivité sous une pression de 2000 atmosphères. J'ai déjà dit pourquoi cela ne me paraît pas convaincant.

On s'est demandé, pour échapper à la conclusion précédente, si le radium ne ferait pas défaut dans l'intérieur du globe. Je suis beaucoup plus porté à croire, comme j'ai essayé de l'expliquer, que ce radium abonde à sa place normale vers le centre de la terre, mais qu'il n'y est pas radioactif et que les atomes, au lieu de s'y désagréger comme à la surface, s'y condensent de plus en plus. S'il en était ainsi, l'énergie radioactive de la surface, venue d'une transmutation où les atomes s'allègent, viendrait alimenter vers le centre une transmutation de sens inverse où les atomes se condensent. Une telle condensation, si elle existe, ne saurait manquer d'absorber de l'énergie calorifique et, par conséquent, la zone où elle se réalise doit fonctionner comme une source de froid. Alors, en poursuivant toujours la même hypothèse, l'écorce silicatée, sur laquelle porte tout le travail des géologues, nous apparaît comme une paroi limitée contenant une source de chaleur dont le maximum se trouverait vers 100 ou 200 kilomètres de profondeur : source chaude interposée entre deux milieux réfrigérants, l'éther et la zone centrale. Physiquement, cette opinion peut se soutenir et le problème ainsi envisagé présente tant d'inconnues, qu'il est difficile de conclure à un réchauffement ou à un refroidissement.

Mais alors, c'est le cas de consulter la géologie. Celle-ci nous montre d'abord que la superficie de la terre a dû peu varier de température depuis l'origine des êtres vivants qui remonte certainement à beaucoup plus d'un million de siècles, pendant lesquels, d'après le calcul précédent, la terre aurait dû gagner 1 800 degrés. Des espèces vivantes analogues s'y sont perpétuées d'un bout à l'autre. Même, s'il s'est produit une légère variation, certaines théories évolutionnistes fondées sur la température du milieu sanguin intérieur chez des espèces plus ou moins tardives, sembleraient plutôt en faveur d'un refroidissement dans les masses marines, où les conditions les plus favorables pour l'apparition de la cellule primitive auraient comporté jadis

44 degrés. Je répète, d'ailleurs, que la température superficielle, la seule intéressante pour la vie, dépend surtout du soleil et je ne parle donc pas ici des variations locales et momentanées, sans rapport avec l'activité interne, qui ont porté des palmiers et des coraux au Spitzberg ou couvert de glaces l'Europe centrale.

Pour l'intérieur de la terre, la géologie trouve une explication commode à de nombreux phénomènes (plissements, effondrements, variations du degré géothermique suivant les régions, volcanisme, gîtes métallifères, etc.), en imaginant une écorce solide et pierreuse assez mince reposant, à des profondeurs inégales, mais restreintes, sur une zone ignée plus ou moins continue qui tendrait avec le temps à se refroidir et à se solidifier par le haut. La terre, pour un géologue, ne ressemble certainement en rien au boulet de fer rougi qui a servi de base à certaines théories mathématiques. Sa structure est hétérogène dans ses parties hautes, ses parties « géologiques ». Quant aux zones centrales, probablement plus homogènes, rien ne nous empêche de croire à leur condensation atomique, avec production d'un état physique et chimique que nos observations de surface sont incapables d'élucider. On remarquera seulement que, peu à peu, la dépense d'énergie atomique ou superficielle par radioactivité doit tendre à en épuiser les réserves et qu'il doit ainsi arriver un moment où, cette énergie ne venant plus favoriser la condensation interne, il se produira, ou un état d'équilibre, ou une désagrégation portant sur une zone plus étendue du globe.

Enfin, un dernier point où nos idées nouvelles sur la chimie du temps modifiées par l'hypothèse de la transmutation peuvent nous apporter un enseignement précieux, c'est pour la détermination du facteur temps lui-même. En géologie, on observe des successions d'époques, mais sans aucune indication sérieuse sur leur durée. Or nous aimons à évaluer ces durées en les comparant à une unité que nous admettons provisoirement constante, l'année solaire, et les physiciens ou les astronomes, plus encore que les géologues, voudraient pouvoir comparer les durées des temps géologiques à leurs échelles de mesure accoutumées. Faute de mieux, quelques observations sur la radioactivité et les durées de vie des métaux radioactifs vont nous renseigner un peu.

Les premières, que j'estime les plus sérieuses, portent sur

certaines auréoles foncées qui enveloppent les cristaux microscopiques de zircon inclus dans les micas et les amphiboles des roches. Comme l'action du radium produit rapidement sur des cristaux ou des verres des colorations du même genre, ces halos peuvent être supposés dus à l'action radioactive du thorium que contiennent ces zircons. Leur largeur et leur intensité seraient alors proportionnelles au temps pendant lequel cette action s'est exercée, au temps écoulé depuis la consolidation de la roche. On a, en effet, constaté que, plus une roche est connue d'autre part comme ancienne, plus ce halo est accentué. Cette vérification intéressante porte à penser qu'une méthode expérimentale pourrait, en précisant le mécanisme de cette coloration, permettre de mesurer ce temps.

On a cherché dans le même ordre d'idées à se fonder sur les proportions numériques dont nous avons parlé plus haut : proportions qui dépendent des durées de vie. Ainsi on a mesuré, dans certains minéraux, le poids d'hélium occlus pour le comparer au poids de substance radioactive dont cet hélium est supposé provenir et l'on a examiné à ce propos des zircons formés dans des périodes géologiques plus ou moins reculées. Ici encore, on a eu un commencement de vérification dans le fait que les conclusions analytiques ont donné une série conforme à celle géologiquement déterminée. Les chiffres croissent réellement à mesure que les roches à zircons sont plus vieilles. L'évaluation en années est beaucoup plus problématique, parce qu'elle suppose que tout l'hélium provenant du zircon y est resté contenu et que tout l'hélium observé vient du zircon. Or la comparaison des quantités d'hélium et d'émanation radioactive dans les eaux souterraines, les gaz naturels, les grisous, etc., montre nettement qu'en dehors de l'hélium dû à la radioactivité, on rencontre partout un autre hélium fossile. J'attache donc peu d'importance aux chiffres d'années ainsi obtenus, malgré leur précision apparente. Il y a, dans ces remarques diverses, plutôt l'indication d'une voie à suivre qu'un résultat acquis et notre vif désir d'aboutir ne doit pas nous conduire à adopter sans discussion des conclusions prématurées.

L. De Launay.

LES ACADÉMIES DE PROVINCE

AU TRAVAIL

Nos Académies de province n'étudient pas volontiers les grands problèmes qui actuellement préoccupent le plus notre pays, qui sont en quelque sorte vitaux pour lui, et dont, à ce titre, les solutions les plus judicieuses intéressent tous les citoyens.

Ce n'est pas que les compétences manquent dans nombre de ces compagnies ; mais elles paraissent redouter, en abordant ces problèmes, d'entrer dans la politique de parti, qui est exclue, comme on le sait, de toutes les bonnes sociétés. Elles sentent bien que de pareilles questions, dont dépend l'avenir de la nation, comportent, au-dessus du jeu des passions, des solutions de droit, de raison qu'il importe d'établir; mais elles semblent douter qu'il soit toujours possible de maintenir les discussions dans le domaine serein de l'objectivité. Et c'est grand dommage, car les sages avis de ces compagnies, mûris dans la réflexion et le calme des provinces, pourraient être très utiles aux assemblées parlementaires qui discutent trop souvent dans la hâte et la fièvre les problèmes les plus importants et les plus divers enchevêtrés en un magistral désordre.

C'est donc avec plaisir que nous signalons, parmi les récents travaux de nos académies, deux études qui rompent avec cet excès de prudence : une étude de M. Georges Mairot, devant l'Académie de Besançon, sur *l'Adaptation de l'État à l'économie moderne*, et une autre de M. E. Davy, devant l'Académie de Dijon, volontiers novatrice, sur *le Problème de l'industrialisation de l'État*.

Si l'on veut bien examiner, sans fièvre et sans découragement comme sans attente du miracle, la situation financière de la France, problème devenu capital à la suite des destructions formidables de

la Grande Guerre, on est bien obligé de constater que notre pays ne peut rétablir ses finances qu'à force d'économie et de production. Et c'est l'État, vrai modèle de production routinière et de gaspillage effréné, qui devrait donner l'exemple. Voilà l'objet de la forte étude de M. Mairot, qui nous avertit ainsi : « J'essaierai de vous montrer comment l'État français est tenu de s'adapter à l'évolution économique moderne, s'il veut éviter sa propre déchéance et notre ruine. »

Au cours d'un siècle, qui, par les découvertes scientifiques et industrielles, a transformé entièrement les conditions d'existence des sociétés, l'État français n'a pu s'adapter à son rôle, qui était d'organiser et de contrôler la production; et il s'est, en revanche, improvisé producteur, et producteur monopolisant, car il n'aurait pu soutenir la concurrence de l'industrie privée.

« Son rôle était de susciter les initiatives, de guider, de contrôler, de coordonner les activités privées, de refréner les abus, d'écarter les obstacles, de confier enfin à des professionnels l'accomplissement de sa tâche économique. Au lieu de se borner à cette action indirecte, il a voulu gérer lui-même, en maintes circonstances, les affaires de la collectivité. Il s'est improvisé industriel et négociant : on a compté qu'il exerçait, en 1914, déjà vingt-trois professions, et ce chiffre a dû s'accroître considérablement depuis lors. L'échec a été retentissant : personne ne le conteste... »

C'est en vain que l'État a fait appel aux avis des professionnels dans les impuissants « Conseils supérieurs », à leur action relative dans les « Offices nationaux », qui surgirent pendant la guerre. L'erreur était fondamentale. Le monopole est un instrument de gaspillage, d'iniquité par les emplois qu'il accorde à des hommes sans valeur, et de ruine publique, par ses défauts d'initiative, d'action et d'administration.

Mais les monopoles, lorsqu'ils sont établis, sont en quelque sorte indéracinables, parce que nulle entreprise privée sainement administrée ne pourrait racheter le matériel arriéré ni s'accommoder du personnel inapte de l'État, qui lui serait imposé.

Il est donc absolument nécessaire, dans ces conditions, si la France veut éviter une ruine irrémédiable, qu'elle n'accepte plus aucun monopole nouveau, comme certains partis le proposent encore actuellement à l'occasion de l'établissement de la radiophonie dans notre pays.

Il semblerait que les « partis » n'aient rien à faire dans les problèmes d'industrie, dans le domaine de l'économie politique. Mais,

comme le remarque justement M. Georges Mairot, l'industrie n'étant pas représentée au Parlement, « rien n'oblige le Gouvernement à tenir le moindre compte des vœux exprimés par les professionnels, rien, sinon la crainte des défaites électorales, et le conflit se transporte ainsi fâcheusement du domaine économique dans le domaine politique ». Ce transport aboutit nécessairement à ce qu'on a pu nommer « le règne de l'incompétence et de l'irresponsabilité. » Et si ce règne peut être supporté par des nations dont les finances sont prospères, il est absolument incompatible avec une situation financière angoissante comme celle que nous connaissons.

Que faut-il donc faire pour rétablir le règne de l'économie et de la production, c'est-à-dire du travail, nos seuls moyens de salut?

L'auteur propose que l'État modernise les fonctions économiques qui lui sont propres, et en donne d'ailleurs la gestion à de vrais industriels. Puis, « surtout, qu'il appelle les professions organisées à gérer sous son contrôle les intérêts économiques de la nation ».

M. Mairot examine enfin les divers projets d'organisation et de représentation des professions qui ont été présentés. Sans se prononcer pour aucun, il préconise pour les nouveaux représentants un « droit d'initiative et de veto » en tout ce qui concerne la production et le commerce, qui sont les principales sources de revenus du Trésor public.

Il paraît en effet invraisemblable que ceux qui font couler ces sources, absolument nécessaires à la vie de l'État, n'aient pas au moins le droit d'empêcher que des maladroits ou des « profiteurs » ne viennent les tarir.

***

Ces mêmes rapports de l'État et de l'industrie, M. Georges Davy les examine à son tour, en une forte étude historique, dans les *Mémoires de l'Académie de Dijon*, sous le titre *l'Industrialisation de l'État*.

Il montre facilement que « l'industrialisation » de certains services, par cela même qu'elle met en jeu la puissance de l'État, ne peut aboutir qu'à une ignorante et désastreuse tyrannie ouvrière, comme en Russie, ou à une tyrannie patronale, très dangereuse pour la paix des peuples, comme l'a montré l'Allemagne d'avant 1914, trop engagée dans l'expansion de ses industries. Et il conclut :

« Non : le gouvernement de la nation n'est pas à proprement parler une entreprise. Ou, du moins, s'il peut être sur certains points

cela, il est, considéré dans son unité et son essence profonde, plus et mieux. Il contient et protège l'industrie comme tous les autres intérêts matériels ou moraux, et il ne doit pas craindre, sans doute, quand il a défini ses propres buts, d'emprunter à l'industrie ses méthodes fécondes et novatrices. Mais on ne saurait désirer que son esprit ne différât point de celui de l'industrie, ni non plus qu'il se désencombrât tellement qu'il laissât s'ériger en face de lui des industries si puissantes, — ou même aussi des nationalisations, — que les citoyens ne sauraient plus s'ils sont davantage gouvernés par ces monopoles d'un nouveau genre ou par feu cet État dont la tyrannie alors commencerait peut-être à leur apparaître douce. »

L'État, représentant des intérêts de tous les citoyens, doit rester un arbitre, au-dessus des partis industriels comme au-dessus des partis politiques ou tous autres partis. Ses fonctionnaires ne sont pas des industriels et des commerçants, mais des administrateurs et des contrôleurs. Et c'est pourquoi l'État, ne pouvant être à la fois juge et partie, ne doit exercer aucune industrie, qui serait toujours ruineuse par l'inaptitude de ses fonctionnaires, et très dangereuse pour la nation par la puissance de l'État mise au service des conflits économiques.

* * *

L'Association Franc-Comtoise a réuni cette année, à Vesoul, sous la présidence de M. Roger Roux, les Sociétés savantes de Franche-Comté et du territoire de Belfort. Fondée en 1899, par Jules Gauthier, comme nous l'avons déjà écrit, elle rassemble en congrès annuels les savants de cette province, et songe d'ailleurs à y adjoindre les savants de l'Alsace et du pays romand.

Dans le dernier bulletin de ces Congrès, qui vient de paraître, M. Georges Gazier, président du Congrès de 1925, rappelle le but de cette association, selon son fondateur :

« Nous voulons que toutes nos sociétés savantes gardent, dans le territoire qui leur est dévolu, leur action si vivifiante et si utile, groupant tous les bons esprits qui aiment la science, l'histoire, l'archéologie et collaborent à leurs progrès, règlent et discutent une fois chaque année le plan général de leurs travaux, s'associent par des œuvres collectives, outils indispensables au progrès que nous désirons... Nous voulons garder nos provincialismes et nos patois, décrire, dessiner, mesurer tous nos monuments, amasser avec ordre et méthode tous les matériaux de nos annales, tous les fossiles de

notre géologie, la flore et la faune de nos prairies et de nos bois et cela dans des livres, dans des musées, dans des herbiers. »

C'est un programme qui peut être adopté par toutes les Sociétés savantes. Il suffit de l'élargir un peu en l'appliquant à la vie présente, qui n'est point tant à dédaigner. Si nous n'exigeons pas de nos savants des prophéties à longue portée, nous pouvons bien au moins leur demander de mettre leur expérience des siècles passés au service de la vie actuelle.

C'est d'ailleurs ce que pense lui-même M. Gazier, puisqu'au dernier Congrès, il disait : « Ne craignons pas d'élargir le cadre de notre Union en ouvrant des sections nouvelles, comme nous l'avons fait cette année en accueillant avec joie les écrivains et les poètes, qui viennent rompre la monotonie un peu austère de nos autres travaux... »

Le Bulletin de la Société Belfontaine d'Émulation, l'une des participantes au Congrès de Vesoul, contient, à côté d'études historiques, comme *la Place de Belfort au début de 1794*, par M. Jules Joachim, et de travaux géographiques et botaniques, des études nouvelles, comme celles de M. Lucien Meyer sur *la Question de l'eau potable à Belfort*, et, par M. A. Arnal, *le Concours agricole de l'Est*, qui donna lieu à un de ces intéressants concours beurriers qui caractérisent les méthodes modernes de l'agriculture.

La Société des Lettres, Sciences et Arts de Bayonne, qui, nous l'avons déjà dit, est l'une des plus prospères et des plus actives de nos Compagnies provinciales, publie en un fort volume plusieurs études qui pourront être consultées avec fruit par les historiens, notamment une étude très documentée de M. J. Nogaret sur la belle cité de Saint-Jean de Luz, qui, avant de devenir une admirable station balnéaire, fut un port de pêche et de commerce très prospère, par lequel s'en allaient vers les divers continents ces marins et émigrants basques, dont la réputation de courage et de ténacité au travail n'a pas faibli.

C'est ensuite, avec les documents authentiques, l'histoire du grand procès de l'Évêché de Bayonne contre le monastère de Roncevaux au XIVe siècle (1332-1335), par les savants chanoines Dubarat et Daranatz. Cette histoire nous apporte des précisions très intéressantes sur la justice à cette époque et sur nombre de points historiques encore controversés.

Ces fortes études n'empêchent point la Société de s'occuper très activement de l'entretien ou de la restauration des monuments histo-

riques de sa région, et notamment d'une de ses plus belles créations, le Musée Basque, qui rassemble si rapidement, grâce aux commandants de Marien et Boissel, les plus précieux documents sur le pays et la race basques.

A une autre extrémité de la France, l'Académie d'Aix-en-Provence, qui met au concours pour 1927 le prix Thiers (histoire de la Provence, 3000 francs) et le prix Mignet 1928 (histoire d'Aix, 3000 francs), publie une brillante étude de son président, le comte de Mougins-Roquefort, sur *les Portraits des Mirabeau*, à l'occasion du généreux don fait à cette académie, par la comtesse de Martel, — la brillante et spirituelle Gyp, — qui est, on le sait, l'arrière-petite-fille de Mirabeau-Tonneau.

Pour assurer à la Provence les portraits de ses célèbres ancêtres provençaux, la comtesse de Martel a offert à l'Académie d'Aix sa magnifique galerie de Neuilly, c'est-à-dire tous les portraits qui ornaient le château des Mirabeau. Et M. de Mougins-Roquefort nous en donne une précise et séduisante description.

Au centre de la France, la vieille Société dés Antiquaires continue ses patientes recherches sur tous les documents historiques et préhistoriques de cette région. Citons, notamment, des études de M. de Roffignac sur la construction de la Collégiale de Châtillon-sur-Indre; de M. Lacrocq, sur les panneaux d'albâtre du musée de Bourges ; de M. Chenu, sur l'aqueduc romain de la Grange-Saint-Jean ; de M. Ducray, sur les sépultures antiques de Solérieu, etc.

Enfin, la Société des Sciences morales, Lettres et Arts de Seine-et-Oise publie, dans sa dernière revue, une étude de M. E. Léry, sur *la Rue et la place Hoche*; un remarquable travail de M. S. Mercet sur *la Maison des Italiens*, au Grand-Montreuil, un des faubourgs de Versailles; et par M. Pichard du Page, l'histoire de *Jean Benjamin de la Borde*, gouverneur du Louvre, financier dilettante, fermier général, grand amateur d'art, grand lettré, et qui fut le dernier des fermiers généraux tombés sous le couperet révolutionnaire, comme son homonyme J.-J. de la Borde en avait été le premier.

C.-M. SAVARIT.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Le Président du Conseil a prononcé à Bar-le-Duc, en ouvrant la session du Conseil général, un de ces discours dont il a le secret, précis, concis, impossible à résumer parce que tous les mots ont leur valeur et qu'aucun n'est employé au hasard. Sur les moyens et les étapes du redressement financier, sur les conditions de l'achèvement de cette entreprise de salut, les remarques que nous avons présentées dans la chronique du 1er mai nous dispensent d'une longue analyse. L'œuvre d'assainissement fut une œuvre de justice : « des familles modestes, qui avaient apporté leurs économies à l'État pendant la guerre, des établissements d'utilité publique que la loi oblige à placer leur fortune en certaines catégories de valeurs, des mineurs dont les tuteurs sont soumis à la même obligation, ont vu, en quelques mois, leur patrimoine se reconstituer en partie, et c'est assurément là, pour nous, une des meilleures récompenses de notre travail. » Le budget de 1928 sera présenté aux Chambres en équilibre, sans augmentation d'impôts, malgré d'inévitables accroissements de dépenses « pour les régions libérées, pour l'application des mesures militaires qui doivent précéder le service d'un an, pour la reconstitution de nos approvisionnements et pour l'organisation défensive de nos frontières ». Le gouvernement prendra ses responsabilités et compte que les Chambres le suivront pour écarter tout amendement qui se traduirait par un surcroît de dépenses.

M. Poincaré, à propos de l'entrée de la Fédération des syndicats des fonctionnaires dans la Confédération générale du Travail, s'attaque directement au plus délicat des problèmes, car c'est la notion même de l'État qui est en jeu : « Autant il est naturel que des associations professionnelles prennent en main la cause de leurs membres, autant il serait inadmissible qu'elles nourrissent le dessein, soit de se substituer, dans le règlement des questions politiques ou financières, aux représentants de la souveraineté nationale,

soit d'arracher par l'intimidation des avantages incompatibles avec l'intérêt général... Si nous n'y prenions garde, la conception de l'État, telle que l'avait peu à peu formée l'histoire de notre pays, telle que l'avait éclairée la Révolution française, telle que l'avait mise en pratique la démocratie moderne, cette conception qui a fait, en temps de paix comme en temps de guerre, l'unité et la force ordonnée de la France, tendrait peu à peu à se fausser et même à disparaître. C'est dans la nation que réside la souveraineté et le pouvoir ; ce sont les représentants élus de la nation qui ont seuls le droit de parler en son nom ; c'est à eux, et non à d'autres, que le gouvernement doit compte de ses actes. »

M. Poincaré, fidèle à la tradition des fondateurs et des hommes d'État de la République, s'en tient à la vieille conception libérale et parlementaire de l'État. Certes, dans le domaine des faits, personne ne contestera que, selon l'heureuse formule du Président du Conseil, « l'autorité, que les serviteurs de l'État tirent de leurs fonctions, est une prérogative d'emprunt dont ils sont redevables à l'État et qu'ils n'ont pas le droit de tourner contre lui » ; mais, sans instituer ici un débat sur la notion de l'État, qui déborderait le cadre d'une chronique, il sera permis de formuler quelques remarques.

D'abord, en fait, c'est la faiblesse, c'est souvent la carence de l'État qui a permis, qui a même rendu nécessaire le développement des associations professionnelles qui sont aussi légitimes et aussi naturelles que l'État lui-même et qui ont, avec lui, par d'autres moyens que lui, la mission de faire régner l'ordre fondé sur la justice. Cette faiblesse de l'État « libéral », elle est, d'une part, d'origine théorique et dérive de la conception individualiste de la liberté, conçue comme sans limites et sans règles. Elle provient, d'autre part, des abus du système parlementaire et du régime électoral ; les fonctionnaires ont été, tour à tour, les bénéficiaires et les victimes du favoritisme et c'est, en somme, une réaction de l'esprit de corps qui les insurge contre l'ingérence des élus dans l'exercice des fonctions publiques. Avant les fonctionnaires, ce sont les parlementaires qui sont sortis de leurs attributions, ce qui d'ailleurs ne justifie pas les premiers ; et les associations de fonctionnaires rendent du moins le service de restreindre l'efficacité des « recommandations » qui, comme celles du VIII[e] ou du IX[e] siècle, étaient en voie de créer une féodalité nouvelle qui aurait les vices de l'ancienne sans avoir rendu les mêmes services.

Ce n'est pas seulement en s'attaquant au syndicalisme des fonc-

tionnaires que l'État parlementaire arrêtera la décomposition et l'émiettement des pouvoirs de l'État, mais en mettant fin aux abus du régime parlementaire, en le ramenant à ses fonctions légitimes et nécessaires et, pour tout dire, en restaurant le principe et en assumant le fonctionnement de l'autorité qui n'est nullement incompatible avec l'exercice de la liberté dans l'ordre. Il faut bien le dire : l'État qui s'incarne dans un parti n'est plus l'État, c'est-à-dire la chose de tous, car, fatalement, il est amené à user de son autorité dans l'intérêt de ce parti. M. Poincaré a fait allusion à « une heureuse transformation des habitudes parlementaires » que la détresse financière et son propre prestige ont obtenue de la Chambre ; si ce qui n'est encore que « transformation d'habitudes » ne devient pas bientôt règle et loi, l'œuvre elle-même de M. Poincaré, dont ses pires adversaires sont obligés de reconnaître la bienfaisante grandeur, restera fragile et caduque. Personne n'en doute ; et toutes les discussions des journaux et des parlementaires sur le programme des partis et des groupes ne sont que vain bavardage dès que se trouve méconnue cette vérité fondamentale.

La solution n'est pas du côté des communistes qui, sous prétexte que le régime économique et politique actuel n'est pas sans défauts, proposent de faire table rase du passé et des institutions pour établir la dictature d'un parti fermé, c'est-à-dire, en fait, d'une étroite oligarchie. M. Poincaré, à Bar-le-Duc, a fait écho au discours de M. Albert Sarraut à Constantine et montré que le Cabinet tout entier est solidaire de la politique du ministre de l'Intérieur : « La France n'est pas un champ d'expériences ouvert à l'impérialisme bolchéviste. Elle a des traditions et des mœurs qui la mettent fort au-dessus des exemples qu'on prétend lui proposer et ce n'est pas dans le retour à des régimes primitifs qu'elle espère trouver le progrès de la civilisation et le bonheur de l'humanité. » Le gouvernement ne laissera donc pas porter atteinte aux lois, ni saper la discipline dans l'armée, ni compromettre la sécurité de l'État. Quelques arrestations ou poursuites ont montré que le gouvernement entend passer aux actes. Le 1er mai n'a donné lieu à aucun incident grave ; la plupart des manifestations communistes annoncées n'ont été que de maigres cortèges. La France laborieuse aspire à travailler dans l'ordre et la paix beaucoup plus qu'à détruire la société et à se jeter dans les hasards d'une révolution ; elle a besoin d'autorité, mais d'une autorité bienfaisante et réformatrice ; dès qu'elles l'auront trouvée, les masses ne suivront plus les prophètes de destruction et de ruine.

Les déclarations fermes de M. Albert Sarraut et celles de M. Poincaré ont provoqué, parmi les partis de gauche, des réactions très diverses; elles ont dérangé des combinaisons électorales qui, çà et là, étaient en train de s'ébaucher. Les communistes, par l'organe de *l'Humanité*, ont relevé le gant et poussé le cri de ralliement. « Le capitalisme, voilà l'ennemi! » Sur ce terrain, les socialistes, attachés à l'orthodoxie marxiste, n'ont pas cru pouvoir se dispenser de suivre les communistes. La ressemblance entre le manifeste de l'Internationale syndicale rouge à l'occasion de la Conférence écomique de Genève, et celui de l'Internationale ouvrière socialiste, est édifiante. Les organes socialistes ont feint de craindre que la déclaration de guerre du gouvernement au communisme révolutionnaire ne lui donnât trop d'importance et ne lui assurât la palme d'un martyre à bon marché. Parmi les radicaux-socialistes, la gêne est évidente; on n'oublie pas que, lors de l'élection de Paris, la Fédération du parti fit voter, contre MM. Paul-Reynaud et de Kérillis, pour les candidats communistes qui, grâce aux voix radicales, furent élus; qui sait si, aux prochaines élections, l'appoint des voix communistes ne sera pas nécessaire aux radicaux pour triompher de « la réaction »? M. Jean Montigny demande qu'on ne se laisse pas détourner de la question qui, selon lui, intéresse seule la province, c'est-à-dire du scrutin d'arrondissement, « par un prétendu péril communiste ». En général, les radicaux-socialistes auraient préféré que M. A. Sarraut ne levât pas ce lièvre avant les élections, car la vieille formule de « discipline républicaine », si commode, pourrait devenir d'une application difficile. Cependant, un collaborateur de *la Parole* énonce cette vérité, pleine de sagesse : « C'est le communisme seul qui crée le fascisme; c'est le communisme seul qui lui donne sa raison d'être. Nous ne voulons, nous, ni de l'un ni de l'autre. » M. Eugène Lautier conclut, non sans justesse, qu'il faut constituer un grand parti républicain de gouvernement, ce qui revient à dire qu'il convient de maintenir un gouvernement d'union nationale appuyé sur une très large majorité. En somme, la plupart des radicaux, embarrassés, hésitent à se prononcer et à se déclarer prêts à combattre le communisme : là se fera, pour les prochaines élections, la coupure entre les hommes de gouvernement et les fauteurs d'anarchie.

Tous les États européens, après la grande guerre et les crises financières qui en furent la conséquence, se trouvent aux prises avec ces mêmes difficultés et ces mêmes périls que le discours de M. Poincaré a si clairement définis. Les solutions ne sauraient être partout les

mêmes; elles varient selon le tempérament de chaque peuple et les conditions de sa vie. Il est intéressant de voir comment se comportent nos voisins européens en face du problème de l'organisation ouvrière et des droits syndicaux.

L'Angleterre, terre classique du libéralisme économique, a passé, l'année dernière, par la crise terrible de la grève des houillères; la nation, écrasée d'impôts nouveaux par suite du formidable déficit du budget de 1926, ne veut plus revoir pareilles calamités; elle en rend responsables les chefs du trade-unionisme et, par delà les meneurs anglais, les dirigeants du bolchévisme de Moscou. Le gouvernement conservateur a soumis au Parlement un bill tendant à limiter le droit de grève; la discussion a commencé le 2 mai et soulève des débats passionnés dans l'opinion et la presse. Là aussi, c'est la notion même de l'État qui est en jeu et l'Angleterre, fidèle à ses traditions, revient à la définition libérale de l'État. Sir Douglas Hogg a formulé les quatre principes fondamentaux et intangibles du projet du gouvernement : 1° La grève générale est illégale : toute personne refusant d'y prendre part ne peut avoir à souffrir de ce fait; un lock-out général par les patrons est illégal pour les mêmes raisons que l'est une grève générale; 2° Une grève est illégale quand elle vise à exercer une coercition sur le gouvernement soit directement, soit en infligeant des privations à la communauté : 3° La contribution au fonds politique ne doit pas être obligatoire; 4° Les fonctionnaires ne doivent être aux ordres que de l'État.

L'Anglais n'est pas un théoricien, il préfère se laisser instruire par l'expérience; il estime que les trade-unions, qui ont eu longtemps les faveurs de l'opinion, sont sorties de leur rôle et ont dévié de leur statut fondamental. Que l'État anglais puisse être à la merci d'une grève générale, décidée peut-être à Moscou, lui paraît intolérable. Sir Douglas Hogg a rappelé, dans son discours, l'opinion de M. Ramsay Macdonald, qui, au temps où la grève générale n'était encore qu'un mythe continental, la qualifiait de « suprême ressource de l'imbécillité » et qui, l'année dernière, constatait que la masse ouvrière en avait beaucoup plus souffert que les patrons. L'Angleterre est le seul pays du monde où fleurisse un vrai et effectif respect de la liberté de l'individu; c'est l'une des raisons du grand effet qu'a produit, sur les membres des Communes, le discours de M. George Spencer, qui fut naguère expulsé du parti travailliste pour avoir créé une nouvelle union minière. Il montra les chefs du travaillisme subissant l'influence des éléments extrémistes et se disposant, comme

l'a annoncé M. Cook, à déchaîner une nouvelle grève, non pas dans l'intérêt des travailleurs, mais afin de jeter bas le système capitaliste. Qui protégera l'ouvrier anglais contre de tels agitateurs, si ce n'est la loi? Les syndicats doivent rester professionnels : « on fait trop de politique aux réunions des sections des syndicats. Ceux qui ne parlent que de Mussolini, de la Chine et de la Russie n'ont pas le droit de faire servir le mouvement syndical à la propagation de leurs idées politiques, quelles qu'elles soient. » Se tournant vers les libéraux, M. Spencer les adjure de rester fidèles au principe fondamental de la liberté individuelle qui est la solide assise de leur foi politique. Les journaux libéraux font entendre aux travaillistes, qui ont adopté la tactique de l'obstruction, que l'opinion britannique est résolue à ne plus subir les désordres d'une grève générale qui mettrait en péril l'existence même de l'Angleterre. Les Anglais ne considèrent pas, loin de là, que le *Trade disputes bill* porte atteinte aux libertés syndicales, mais au contraire les consacre en donnant aux trade-unions, ramenées à leur principe et à leur raison d'être, des attributions et des responsabilités nouvelles. En France, on croirait avoir tout dit en qualifiant le projet de « réactionnaire ».

Les débats se poursuivent et, à l'heure où nous écrivons, les principaux orateurs de l'opposition, sir John Simon, — qui pourtant déclara illégale la dernière grève générale, — M. Thomas, M. Snowden, n'ont pas encore pris la parole; mais tout fait prévoir que le bill sera adopté sans importantes modifications. M. Winston Churchill, au banquet de la *Primrose league*, le 6 mai, déclare que « le socialisme est l'antithèse de la liberté; si les socialistes gagnaient le pouvoir dans un pays civilisé quelconque, ils emploieraient les méthodes les plus brutales pour supprimer leurs adversaires. » Voilà, n'est-il pas vrai? une belle bataille historique, et bien anglaise.

C'est dans un tout autre sens et dans un tout autre esprit que M. Mussolini et ses collaborateurs ont cherché la solution du même problème, à savoir la conciliation de l'autorité de l'État avec les droits des organismes professionnels. La Charte du travail, qui vient d'être promulguée, mériterait une étude approfondie. Nous nous contenterons d'indiquer que l'État fasciste se place à l'antipode de l'État libéral, pour lequel M. Mussolini n'a pas assez de sarcasmes et de mépris; il est une émanation, une sorte de couronnement d'une hiérarchie d'organismes corporatifs. La Charte consacre les plus importantes des revendications ouvrières et leur donne valeur légale, par exemple le droit des travailleurs aux mesures de prévoyance sociale, assu-

rances contre les accidents, assurances pour la maternité, repos hebdomadaire, contrats collectifs de travail, vacances payées, indemnité en cas de renvoi, indemnité de vieillesse et de mort. Sur plusieurs points, la Charte italienne est plus complète et plus avancée que la législation sociale des autres pays ; elle proclame le caractère syndical de l'État, le devoir social des patrons et celui des travailleurs, l'intérêt de l'État supérieur aux intérêts particuliers et à ceux des organismes corporatifs. Tout cela paraît fort intéressant. La faiblesse du système est sans doute dans l'origine même du pouvoir fasciste qui est la mainmise sur l'État d'un parti fermé, organisé et armé. Mais ce n'est point aujourd'hui notre objet de discuter du fascisme et de sa valeur comme système de gouvernement tant pour l'Italie que pour d'autres pays ; il nous suffit d'indiquer dans quel esprit M. Mussolini a conçu les rapports de l'État et des organisations corporatives ou syndicales qu'il se propose d'intégrer dans l'État fasciste.

C'est en face des mêmes problèmes, ou de problèmes étroitement connexes, que se trouve la Conférence économique qui a tenu sa première séance le 4 mai, à Genève, sous les auspices de la Société des nations et sous la présidence de M. Theunis, ancien Président du Conseil, qui a rendu de si éminents services à la Belgique. C'est un fait important que la réunion, depuis si longtemps annoncée et préparée, d'une Conférence économique internationale. Il est, d'une façon générale, excellent de transposer sur le terrain économique, où les passions sont moins vives et où les divergences risquent moins de dégénérer en conflits, les difficultés internationales. Aussi bien, après l'énorme perte de substance et de richesse que la guerre a entraînée, après le remaniement des frontières, le morcellement d'anciennes unités politiques, les catastrophes monétaires qui s'en sont suivies, ne sont-ce pas des malaises économiques qui aigrissent les rapports entre les peuples ? La conférence vient donc à son heure et il est permis d'en espérer d'heureux résultats, à la condition de ne pas lui demander, au moins pour demain, ce qu'elle ne peut donner, c'est-à-dire des solutions. Ce serait déjà beaucoup qu'elle indiquât dans quelle direction et par quelles méthodes il conviendrait de les chercher. La délégation française ne manquera pas d'y apporter toute sa bonne volonté; elle a M. Loucheur à sa tête, assisté de M. Serruys, de plusieurs autres délégués et d'un grand nombre de techniciens et praticiens éminents de l'industrie, du commerce, de l'agriculture; M. Jouhaux, secrétaire général de la Confédération générale du travail, représente officiellement les intérêts ouvriers.

La conférence est très effectivement internationale; quarante-sept États sont représentés : les Américains sont venus et, bien entendu, les Allemands, mais aussi les Russes bolchévistes. Malgré la satisfaction que leur présence inspire à plusieurs journaux anglais qui ont oublié les déceptions de Gênes, on peut douter que leur collaboration soit très utile. Leur tactique n'est-elle pas précisément de démontrer l'inutilité, voire la nocuité, de toute tentative d'organisation capitaliste? Leur système exige qu'il soit d'abord fait table rase de tout ce qui existe, faute de quoi on ne saurait mériter que la qualification injurieuse de « réformiste ». Aussi proclament-ils par avance que la conférence ne donnera rien. Comme elle ne donnera évidemment pas ce qu'ont demandé leurs délégués en une facile surenchère, ils auront beau jeu pour dénoncer l'impuissance des organismes qui ne sont pas fondés sur la lutte des classes : c'est le danger d'inviter des destructeurs à une conférence dont l'objet est de construire.

La presse nationaliste allemande ne pouvait manquer une telle occasion de faire le procès du traité de Versailles. La *Gazette de la Croix* y voit la principale cause du malaise économique de l'Europe : comment constituer de vastes cadres économiques, quand les frontières se sont multipliées, enchevêtrées, quand « l'esclavage du plan Dawes » pèse sur l'Allemagne? On connait la thèse; il n'y a lieu de s'y arrêter que pour montrer, une fois de plus, l'obsession qui s'empare de toute une partie de l'opinion allemande, celle-là même qui s'est associée, le 8 mai, aux manifestations du « Casque d'acier ».

A la conférence, heureusement, la discussion est plus sérieuse. Elle a commencé par des exposés généraux fort intéressants de principes et de méthodes. On entendit d'abord un sage discours de M. Theunis. Un citoyen des États-Unis, M. Henry Robinson, défendit, — c'était dans l'ordre, — le point de vue individualiste; l'Anglo-saxon, qu'il soit Américain ou Anglais, est généralement hardi et entreprenant, mais c'est souvent à son esprit de solidarité nationale et à l'action politique de l'État, plus qu'à son humeur individualiste qu'il doit son succès. M. Robinson nous apprit que le territoire des États-Unis, presque aussi grand que l'Europe, ignore les barrières douanières; il fit le procès de l'étatisme européen. « L'État doit être réduit au rôle d'un policeman de service, défenseur de l'ordre. » Nous concédons volontiers que, si l'Europe veut lutter contre les grandes unités économiques, il lui faudra réaliser des cartels nationaux et même des ententes internationales. Il est évident, par exemple, que notre belle industrie automobile est paralysée par la

concurrence qu'un trop grand nombre de firmes similaires se font entre elles. Mais le système des trusts est loin d'être le triomphe de l'esprit individualiste; et ne voyons-nous pas que toute la puissance de l'État est à la disposition des grands trusts ?

On fut étonné d'entendre l'un des magnats de la grande industrie électrique allemande, M. de Siemens, se livrer, lui aussi, à une apologie des puissantes personnalités créatrices des grandes industries et préconiser l'égoïsme sacré du grand « capitaine d'industrie ». Nous croyions cependant que l'Allemagne était le pays par excellence de la « rationalisation », et qu'elle avait imaginé les deux systèmes de concentration industrielle, verticale et horizontale; nous croyions aussi, sans méconnaître le rôle des grands initiateurs (qui ne sont pas toujours heureux : voyez Stinnes), que nulle part plus étroitement qu'en Allemagne la politique de l'État, Empire ou République, n'était associée à la prospérité des industries. — L'expérience de M. Layton, directeur de l'*Economist*, a donné à son discours, très nourri de faits et d'exemples, un grand intérêt; mais M. Layton est un théoricien et, à ce titre, une exception en Angleterre où il s'en faut que ses vues soient généralement admises. Que ce soit lui, ou M. Theunis, ou M. Robinson, ou M. de Siemens, qui ait la parole, il faut constater avec satisfaction que tous les orateurs ont affirmé l'étroite solidarité de toutes les nations. M. Loucheur a insisté avec force sur cette vérité : le malheur ou la misère d'un pays a d'inévitables répercussions sur les autres. C'est en Russie, actuellement, que l'Europe est surtout malade. Serait-il paradoxal d'avancer qu'elle est malade aussi aux États-Unis où la pléthore de l'or risque de provoquer une congestion économique? Ni trop, ni trop peu : c'est la loi de la sagesse.

Mais comment revenir à un plus juste équilibre ? La notion même de solidarité n'a, en pratique, rien d'absolu; il est évident, par exemple, que l'économie européenne ne gagnerait rien si un gros emprunt était accordé à la Russie sans qu'elle renonçât effectivement à son système d'exportation de propagande révolutionnaire. On répète souvent que les guerres ont presque toujours des causes économiques; cela n'est exact que dans la mesure assez restreinte où les rivalités économiques enflamment les passions nationales, mais il y a toujours, à l'origine des guerres, surtout aux époques démocratiques, un élément sentimental et passionnel. La réalisation d'une solidarité économique, même limitée à l'Europe continentale, se heurte, à notre époque, à des obstacles difficilement surmontables. Chaque État, surtout les nouveaux États, cherche d'abord à se suffire

à lui-même, à former un tout économique complet et donc à protéger son industrie par des droits de douane qui, en outre, alimentent des budgets trop gonflés. La guerre a montré la faiblesse des nations qui dépendent, pour certaines denrées indispensables, des autres pays. La puissance et la prospérité des États-Unis sont moins dans les raisons exposées par M. Robinson que dans le fait capital qu'ils suffisent à presque tous leurs besoins et trouvent sur leur propre territoire, pour leurs produits fabriqués, un marché dont la capacité d'absorption est considérable : voyez le beau tapage que mènent les Américains parce que les Anglais leur font payer trop cher le caoutchouc dont ils manquent, eux qui ne se font guère scrupule de monopoliser le pétrole et d'en fixer les prix.

C'est donc en présence de problèmes infiniment complexes et délicats que s'arrête la Conférence de Genève. Il est déjà très utile de les poser, de les étudier sous leurs aspects si divers, d'apercevoir toute l'étendue des difficultés, toute la hauteur des obstacles. N'espérons pas trouver une solution générale, un remède universel. M. Jouhaux, qui représente les organisations ouvrières, paraît surtout préoccupé de prévenir les abus des cartels industriels et des trusts. Il a déposé un projet demandant la constitution, au sein de la Société des nations, d'un organisme économique autonome, qui comprendrait un secrétariat permanent, travaillant en liaison avec le Bureau international du travail (B. I. T.), un conseil de 18 membres, dont 12 désignés par le conseil de la Société des nations et 6 choisis par le B. I. T., soit 3 dans son groupe patronal et 3 dans son groupe ouvrier; enfin, une conférence consultative, sorte de parlement économique international, se réunirait au moins une fois par trois ans. Ainsi, c'est à une sorte d'étatisme international et bureaucratique que conclut M. Jouhaux. Cette proposition, d'ailleurs intéressante, paraît prématurée et, par certains côtés, chimérique. S'il est vrai que le plein épanouissement des énergies productrices de l'industrie et de l'agriculture soit l'une des conditions d'un meilleur ordre social; s'il est vrai, dans une certaine mesure, que les problèmes de la production soient internationaux, il est douteux que la création de nouveaux organismes bureaucratiques, d'une sorte de superétat ou de supergouvernement économique, fasse avancer la solution. Encore une fois, le problème est infiniment complexe, et des intérêts également importants, mais opposés, demandent à être ménagés. L'économie industrielle, l'économie agricole, l'économie commerciale, sont également nécessaires à la vie des nations, ou plutôt, on oublie

trop que l'économie agricole est, de toutes, la plus indispensable.

C'est ce que l'on perd de vue trop souvent dans les critiques que, sous l'influence du courant d'internationalisme économique provoqué par la Conférence de Genève, la presse prodigue au projet de tarif douanier actuellement soumis au Parlement. Une campagne libre-échangiste se déchaîne, sous prétexte de réclamer une simplification et un allègement des tarifs. Le projet a été scrupuleusement étudié par le gouvernement et par la commission des douanes ; il n'est sans doute pas exempt de défauts, mais il a le mérite de tenir compte de tous les besoins et de tous les intérêts légitimes; la France, faute d'un tarif douanier, est désarmée dans ses négociations économiques avec l'Allemagne, la Belgique et les autres pays ; il est urgent de faire cesser une situation très préjudiciable à la production aussi bien qu'à la consommation française.

Pourvu qu'elle sache borner ses ambitions, la Conférence économique de Genève peut rendre de grands services. Il faut souhaiter qu'elle ne se heurte pas, comme la Conférence préparatoire pour la limitation des armements, à l'irréductible particularisme britannique. Elle aura, à tout le moins, cet heureux résultat de mettre les questions économiques à l'ordre du jour de l'opinion et de transposer, pour ainsi dire, les difficultés entre nations du terrain politique sur le terrain économique où elles risquent moins de s'envenimer. Le Président de la République, dans ses voyages soit à Lille et Dunkerque, soit à l'inauguration du tunnel de la Rove, magnifique réalisation française, a développé excellemment ces vérités bienfaisantes. Une grande leçon de fierté nationale, comme aussi de solidarité humaine et de paix, émane de la mise en œuvre des forces naturelles disciplinées par l'intelligence et le travail de l'homme. Comment les peuples ne se rapprocheraient-ils pas, quand, avec une égale admiration et une commune angoisse, ils suivent, au-dessus des vastes déserts de l'Océan, le vol audacieux des grands oiseaux que créa le génie et qu'anime le courage ?

RENÉ PINON.

Le Directeur-Gérant : RENÉ DOUMIC.

able.
que,
roqué
tarif
libre-
cation
tudié
sans
te de
faute
iques
nt de
aussi

écono-
haiter
our la
ritan-
re les
trans-
poli-
s'enve-
ille et
ifique
ienfai-
solida-
s natu-
. Com-
c une
-dessus
oiseaux